

Sommaire exécutif

1. La *Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ)*, signée le 11 novembre 1975, inclut le chapitre 19 concernant la police crie (voir l'**onglet 1**). Le chapitre 19 de la *CBJNQ* prévoit l'établissement d'une « unité crie » au sein de la Sûreté du Québec, soit un sous-détachement d'un détachement de la Sûreté du Québec composé d'au moins un constable cri. L'article 19.1.13 de la *CBJNQ* prévoit que les attributions de l'unité crie de la Sûreté du Québec doivent, comme pour les membres réguliers, s'étendre aux terres de Catégories I, II et III.
2. Le chapitre 22 de la *CBJNQ*, intitulé *L'environnement et le développement futur au sud du 55^e parallèle*, inclut l'article 22.1.6 définissant le « Territoire » visé (voir l'**onglet 2**).
3. Durant les années 80 et 90, les Cris ont signé plusieurs ententes concernant les forces policières, initialement avec le gouvernement du Québec et ensuite à la fois avec les gouvernements fédéral et provincial, afin de mettre en place des programmes réguliers de financement des services policiers des communautés locales. Ces ententes ne reconnaissaient pas ou ne mettaient pas en œuvre l'obligation de Québec relative aux unités cries de la Sûreté du Québec prévue au chapitre 19 de la *CBJNQ* et qui prévoit notamment que les attributions de l'unité crie de la Sûreté du Québec doivent, comme pour les membres réguliers, s'étendre aux terres de Catégories I, II et III (voir l'article 19.1.3, **onglet 1**).
4. Dans les années 90, les Cris ont intenté des procédures judiciaires, notamment contre Québec, concernant la mise en œuvre problématique de la *CBJNQ*. Les procédures sont ci-après nommées *procédures Coon Come #1 et #2*. Les procédures Coon Come #1 et #2 incluent des revendications relatives au défaut de mise en œuvre du chapitre 19 de la *CBJNQ* (unités cris de la Sûreté du Québec).
5. Suivant l'échec de la mise en œuvre du chapitre 19 de la *CBJNQ*, un nouveau concept de Police régionale a été mis sur pied dans l'*Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec (la Paix des Braves)* et qui reconnaît en plus de la juridiction sur les terres de Catégorie 1, que les services policiers cris auront un rôle et des responsabilités, en collaboration avec la Sûreté du Québec, sur les terres de Catégories II et III, le tout conformément à des ententes à venir entre les parties en consultation avec les forces policières concernées. L'entente de la *Paix des Braves* fait en sorte notamment que les Cris abandonnent leurs revendications concernant le chapitre 19 de la *CBJNQ* si la Police régionale est mise en place et si certaines juridictions hors des terres de Catégorie I sont déterminées.
6. La *Paix des Braves* a été signée le 7 février 2002. Le gouvernement du Québec et les Cris du Québec ont conclu cette Entente de Nation à Nation qui renforce les relations politiques, économiques et sociales entre le Québec et les Cris et qui se caractérise par la coopération, le partenariat et le respect mutuel, tout en demeurant fondée sur les engagements respectifs des parties en vertu de la *CBJNQ* et prévoyant des mesures de mise en œuvre à cet égard. La table des matières ainsi que les chapitres 1 et 2 de cette Entente se trouvent à l'**Onglet 3**.
7. Un des objectifs de la *Paix des Braves* est de permettre une responsabilisation accrue de la nation crie par rapport à son développement économique et communautaire et, ce faisant, une plus grande autonomie et capacité à répondre, en partenariat avec le

Québec, aux besoins de la population crie (voir l'article 2.5 b) de la *Paix des Braves*, onglet 3).

8. Au chapitre 9 de la *Paix des Braves*, les Cris et le Québec conviennent de suspendre les procédures Coon Come #1 et #2 afin de faciliter la solution de questions concernant notamment le chapitre 19 de la *CBJNQ* (police crie) (voir notamment les articles 9.12 et 9.14 de l'onglet 4). Plusieurs amendements apportés à la *Paix des Braves* ont été signés par les parties afin d'étendre la période de temps permettant de résoudre les questions liées à ces procédures (voir l'onglet 6).
9. À l'article 10.11 b) de la *Paix des Braves* les parties conviennent du principe d'une convention complémentaire à la *CBJNQ* modifiant les articles 19.1 et 19.2 de celle-ci afin d'y incorporer un nouveau concept de Police régionale : a) qui sera responsable pour les services policiers locaux des communautés cries, y compris certains services spécialisés (Terres cries de Catégorie IA et Terres cries de Catégories IB); et b) qui assumera, en collaboration avec la Sûreté du Québec, un rôle et des responsabilités pour les services policiers sur les terres de Catégorie II et sur les terres de Catégorie III visées au paragraphe 22.1.6 de la CBJNQ, le tout selon les modalités qui devront être discutées entre les parties en consultation avec les corps policiers concernés (voir l'onglet 5).
10. Le 10 janvier 2007, le Premier ministre Jean Charest et le Grand chef Matthew Mukash, par la *Lettre d'intention concernant la conclusion d'ententes sur le cadre financier des règlements des chapitres 18 et 19 de la CBJNQ*, ont convenu de conclure dans les plus brefs délais, ou au plus tard le 31 mars 2007, une entente de règlement des questions liées au chapitre 19 de la *CBJNQ* (Police Crie) (voir l'onglet 7).
11. Le 7 novembre 2007, le texte de la Convention complémentaire n° 19 à la *CBJNQ* (voir l'onglet 8) et le texte de l'entente par laquelle les Cris du Québec donnent une quittance complète au gouvernement du Québec à l'égard de tous les engagements financiers découlant du chapitre 19 de cette convention, ont été approuvés par le Décret 985-2007 (voir l'onglet 10).
12. Par la Convention complémentaire n° 19 à la *CBJNQ* (voir l'onglet 8), les corps policiers existants des communautés cries doivent fusionner dans un corps policier régional (paragraphe 19.2), la Police Eeyou-Eenou sera un corps policier au sens de la *Loi sur la police* et ses membres seront des policiers au sens de cette loi (paragraphe 19.2). Le paragraphe 19.2 a) prévoit que le corps de police Eeyou-Eenou sera responsable pour les services policiers sur les terres de Catégories IA et IB, les terres de Catégorie II et III situées à l'intérieur du périmètre des terres de la Catégorie I et sur d'autres territoires. Le paragraphe 19.2 b) prévoit que le corps policier Eeyou-Eenou assumera, en collaboration avec la Sûreté du Québec, un rôle et des responsabilités pour les services policiers sur les terres de la Catégorie III visées au paragraphe 22.1.6, le tout selon des modalités qui devront être convenues entre l'Administration régionale crie et le Québec, en consultation avec les corps policiers concernés. Ce texte est semblable à celui de la *Paix des Braves* (voir le point 7 ci-dessus).
13. Les parties ont conclu en 2007 une entente de six (6) mois pour le financement de l'actuelle Police crie (voir l'onglet 9).
14. Le 14 novembre 2007, le projet de loi n° 54 intitulé la *Loi modifiant la Loi sur la police et d'autres dispositions législatives* était présenté à l'Assemblée nationale (voir

l'onglet 11). Ce projet de loi modifie la *Loi sur la police*, la *Loi sur les villages cris et le village naskapi* et la *Loi sur l'administration régionale crie* afin d'assurer la mise en place et le maintien d'un corps de police régionale pour desservir les communautés cries. L'article 11 du projet de loi n° 54 ajoute la section V.1 à la *Loi sur la police*. La section V.1 s'intitule *Corps de police de l'administration régionale crie*. Cette section contient notamment l'article 102.6 relatif à la compétence territoriale du corps de police régionale crie sur les terres de Catégories IA et IB, les terres de Catégories II et III situées à l'intérieur du périmètre des terres de la Catégorie I et sur d'autres territoires, ainsi que l'article 102.7 selon lequel le corps de police régionale assumera, en collaboration avec la Sûreté du Québec, un rôle et des responsabilités pour les services policiers sur les terres des Catégories II et III visées au paragraphe 22.1.6 de la CBJNQ approuvée par la Loi approuvant la CBJNQ (c. C-67), le tout selon des modalités qui devront être convenues entre le gouvernement et l'Administration régionale crie, après consultation avec les corps policiers concernés. Le texte de l'article 102.7 est semblable à celui de la Convention complémentaire n° 19 de la CBJNQ (voir le point 10 ci-dessus) ainsi qu'à celui de la *Paix des Braves* (voir le point 7 ci-dessus).

15. Le 30 novembre 2007, M. Mario Dumont, chef de l'opposition officielle et de l'Action démocratique du Québec (ADQ), a posé des questions au ministre Benoît Pelletier relativement au projet de loi n° 54. Les questions de M. Dumont et les réponses de M. Pelletier se trouvent à l'onglet 12. En posant ses questions, M. Dumont a notamment affirmé que :
 - a) "[A]u cours des derniers jours, des dernières semaines, le gouvernement a posé un geste assez étonnant, a déposé, à l'Assemblée nationale, le projet de loi n° 54, projet de loi qui modifie la *Loi sur la police* pour donner une police régionale crie, projet de loi qui a un impact important parce qu'on touche plusieurs territoires de la zone 2 et 3, là, de la Convention de la Baie James et qui a donc un impact pas seulement sur les réserves cries, parce qu'on s'entend sur cette nécessité d'avoir des corps policiers spécifiques, mais qui touche l'ensemble des autres communautés. Aucune consultation, aucune consultation avec les élus municipaux. Deux années de tractations, deux années de discussion avec les Cries en laissant complètement de côté l'ensemble des élus, hein, de la région du Nord-du-Québec";
 - b) "[L]a conférence régionale des élus a demandé le retrait [...] du projet de loi n° 54";
16. Il a ensuite demandé : « Est-ce que le gouvernement va retirer le projet et aller faire ses devoirs? »
17. Le 6 décembre 2007, le Grand chef Matthew Mukash a écrit à M. Dumont (voir l'onglet 13). Dans sa lettre, le Grand chef affirme notamment que :
 - a) « Ces dispositions qui concernent les terres de Catégorie II et Catégorie III sont essentielles à la fourniture des services d'une manière logique et efficace dans le Nord. Une des intentions derrière ces dispositions est d'assurer le maintien d'un service de police à certains endroits névralgiques pour les Cries, notamment dans les zones adjacentes aux communautés cries et aux autres endroits où il n'y a essentiellement aucun support policier, telles que certaines zones de trappe isolées, et ce, à travers des ententes juridictionnelles particulières. À l'heure actuelle, aucun service de police n'est offert dans ces régions et ces zones. »

- b) « Au cours des années, les Cris et la Police crie ont toujours entretenu une forte collaboration avec la Sûreté du Québec, ce qui est selon nous, différent de la relation que la Sûreté du Québec entretient avec d'autres Premières Nations ailleurs au Québec. De plus, les procureurs de la Couronne de la cour itinérante qui desservent les communautés crie supportent le projet d'une force policière régionale crie. Il est dommage que Monsieur Gérald Lemoyne et la Municipalité de la Baie James aient complètement déformé l'intention du projet de loi faisant référence à un grand nombre d'inexactitudes et demi-vérités. Cette démarche s'inscrit dans une série d'actions entreprises par la Municipalité de la Baie James depuis quelques années dans le but d'attaquer les cris. Ces actions sont nuisibles au maintien de relations harmonieuses et au développement du territoire de la Baie James et elles cherchent à ébranler les principes sur lesquels est fondée l'*Entente Concernant une Nouvelle Relations entre le gouvernement du Québec et les Cris*. »;
18. Le projet de loi n° 54 n'a pas encore passé l'étape de la consultation générale ou les consultations particulières, de l'adoption de principe, de l'étude détaillée en commission, de l'adoption ou de la sanction.
19. Dans l'éventualité où le projet de loi n° 54 ne serait pas sanctionné dans sa forme actuelle, les Cris et Québec pourraient se retrouver à la case départ.

Executive summary

1. The November 11, 1975 *James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA)* includes a Section dealing with Cree policing. It is Section 19 thereof (see Tab 1). Section 19 of the *JBNQA* provides for the establishment of Cree Units of the Québec Police Force, i.e. a sub-detachment of a detachment of the Québec Police Force composed of one or more Cree peace officers. Paragraph 19.1.13 of the *JBNQA* is to the effect that the Cree Units of the Québec Police Force shall have, as in the case of the regular members of such force, duties in Categories I, II and III lands.
2. Paragraph 22.1.6 of the *JBNQA* is the paragraph dealing with the definition of Territory for Section 22 entitled *Environment and Future Development Below the 55th Parallel* (see Tab 2).
3. From the 1980s to the 1990s, the Crees signed many Police Agreements with the Government of Quebec initially and subsequently tripartite agreements with Canada and Quebec to provide regular program funding for local community policing services. These agreements failed to recognize or to implement Quebec's obligations for Cree Units of the Quebec Police Force pursuant to Section 19 of the *JBNQA* which provides for, among others, that the Cree Units of the Quebec Police Force shall have, as in the case of the regular members of such force, duties in Categories I, II and III lands (see 19.1.13).
4. In the 1990s, the Crees instituted legal proceedings against, inter alia, Québec, regarding the problematic implementation, or lack thereof, of the *JBNQA*. These cases are referred to as the *Coon Come nos. 1 and 2 proceedings*. The Coon Come nos. 1 and 2 proceedings include claims regarding the lack of implementation of Section 19 of the *JBNQA* (Cree Units of the Québec Police Force).
5. It was as a result of the failure of implementing Section 19 of the *JBNQA* that a new concept of Regional Policing was agreed to pursuant to the *Agreement concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec* (a.k.a the *Paix des Braves*) and which recognized that, in addition to the jurisdiction on Category I lands, there would be a role and responsibilities for policing services, in collaboration with the Sûreté du Québec, on Category II lands and on Category III lands, the whole in accordance with arrangements which remain to be discussed between the Parties in consultation with the concerned police forces. The *Paix des Braves* deal is notably to the effect that the Crees drop their claims regarding Section 19 of the *JBNQA* if the Regional Police is established and certain jurisdiction outside Category I lands is determined.
6. The *Paix des Braves* was signed on February 7, 2002. The Government of Québec and the Crees of Québec entered into this nation-to-nation Agreement which strengthens the political, economic and social relations between Québec and the Crees, and which is characterized by cooperation, partnership and mutual respect, while remaining based on the respective commitments of the parties under the *JBNQA* and providing for implementation measures in connection therewith. The Table of contents thereof, as well as Chapters 1 and 2, may be found under Tab 3.
7. Amongst the purposes of the *Paix des Braves* is the assumption of greater responsibility on the part of the Cree Nation in relation to its economic and community development and, in so doing, the achievement of increased autonomy with a greater capacity to

respond, in partnership with Québec, to the needs of the Crees (see par. 2.5 b) of the *Paix des Braves*, Tab 3).

8. Through Chapter 9 of the *Paix des Braves*, the Crees and Québec agreed to suspend the *Coon Come nos. 1 and 2 proceedings* in order to facilitate the resolution thereof, including the issues dealing with Section 19 of the *JBNQA* (Cree policing) (see notably sections 9.12 to 9.14 of Tab 4). Various amendments to the *Paix des Braves* were signed by the parties in order to extend the time-period to allow the resolution of these proceedings (see Tab 6).
9. At paragraph 10.11 b) of the *Paix des Braves*, the parties agree to the principle of a Complementary Agreement to the *JBNQA* modifying its subsections 19.1 and 19.2 in order to apply a new concept of Cree regional policing: a) responsible for local policing services for the Cree communities including certain specialized services (Cree Category IA lands and Cree Category IB lands); and b) assuming a role and responsibilities for policing services, in collaboration with the Sûreté du Québec, on Category II lands and on Category III lands contemplated by paragraph 22.1.6 of the JBNQA, the whole in accordance with arrangements which remain to be discussed between the Parties in consultation with the concerned police forces (see Tab 5).
10. On January 10, 2007, Premier Jean Charest and Grand Chief Matthew Mukash, through the *Letter of intention concerning the conclusion of agreements concerning the financial framework for the resolutions of Sections 18 and 19 of the JBNQA*, agreed to conclude as soon as possible or at the latest March 31st, 2007, an Agreement to resolve Section 19 of the *JBNQA* (Cree policing) (see Tab 7).
11. On November 7, 2007, the text of *Complementary Agreement no. 19 to the JBNQA* (see Tab 8) and the text of the related Agreement by which Québec is discharged and the part of the *Coon Come nos. 1 and 2 proceedings* dealing with the lack of implementation of Section 19 of the *JBNQA* is discontinued, were approved through *Decree 985-2007* (see Tab 10).
12. Through *Complementary Agreement no. 19 to the JBNQA* (see Tab 8), the existing Cree Local Community Police Forces shall be merged into the regional police force (paragraph 19.2), the Eeyou-Eenou police force will be a police force within the meaning of the Police Act and its members will be police officers within the meaning of that Act (paragraph 19.2). Paragraph 19.2a) contemplates that the Eeyou-Eenou Police Force shall be responsible for police services within Categories IA and IB lands, as well as Categories II and III lands within the perimeter of Category I lands and within other areas. Paragraph 19.2b) is to the effect that the Eeyou-Eenou Police Force shall assume a role and responsibilities for police services, in collaboration with the Sûreté du Québec, on Category II lands and on Category III lands contemplated by paragraph 22.1.6 in accordance with arrangements to be agreed upon by the Cree Regional Authority and Québec, in consultation with the concerned police forces. This text is similar to the *Paix des Braves* text (see point 7 hereof).
13. The parties entered in 2007 in a six-month funding agreement of the existing Cree Police Forces (see Tab 9).
14. On November 14, 2007, Bill 54 entitled *An Act to amend the Police Act and other legislative provisions* was introduced in the National Assembly (see Tab 11). The Bill amends the *Police Act*, the *Cree Villages and the Naskapi Village Act* and the *Act*

respecting the Cree Regional Authority to provide for the establishment and maintenance of a regional police force to serve the Cree communities. Paragraph 11 of Bill 54 adds Division V.1 to the *Police Act*. Division V.1 is entitled *Police Force of the Cree Regional Authority*. Included under Division V.1 are paragraphs 102.6 dealing with the jurisdiction of the regional police force over Categories IA and IB lands, as well as Categories II and III Lands within the perimeter of Category I lands and over other areas, as well as 102.7 which is to the effect that the regional police force shall assume a role and responsibilities for police services, in collaboration with the Sûreté du Québec, on the Categories II and III lands described in paragraph 22.1.6 of the James Bay and Northern Québec Agreement approved by the Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (chapter C-67), in accordance with the arrangements to be determined by agreement between the Government and the Cree Regional Authority in consultation with the police forces concerned. The text of section 102.7 is similar to the text of *Complementary Agreement no. 19* (see point 10 hereof) as well as the text of the *Paix des Braves* (see point 7 hereof).

15. On November 30, 2007, Mr. Mario Dumont, head of the opposition and of the Action Démocratique du Québec (ADQ), asked questions to Minister Benoît Pelletier regarding Bill 54. The questions of Mr. Dumont and the responses thereto may be found at Tab 12 hereof. During such questions, Mr. Dumont notably stated:
 - a) "That during the last days and weeks, the government made a shocking move, by presenting to the National Assembly Bill 54 which modified the *Police Act* to create a Regional Cree Police Force - a Bill that will have significant impact because it touches on several territories in zones 2 and 3 of the *James Bay Agreement*, and which has an impact on all ... not only Cree Reserves, because we agree with a necessity to have a specific police force, but that touches on all of the other communities. No consultation, no consultation with elected officials in the municipalities. Two years of secret negotiations, two years of discussions with the Cree, while completely leaving to the side the entirety of the elected officials in the Nord du Québec Region";
 - b) "That the regional council of elected officials (CRÉ-BJ) have requested the withdrawal of Bill 54";
16. He then asked: "Is the government going to withdrawal the Bill and go do its homework?"
17. On December 6, 2007, Grand Chief Matthew Mukash wrote to Mr. Dumont (see Tab 13). In his letter, the Grand Chief notably states that:
 - a) "These provisions concerning Category II and Category III lands are very important to providing services in a logical and efficient manner in the North. One of the intentions of these provisions is to ensure that areas of primary interest or concern to the Cree such as the adjacent areas to Cree communities and other areas where there is essentially no police support available, such as in isolated trapping areas, that agreements could be reached on certain jurisdiction for Cree Police to respond and provide services. At present no services are provided in these areas and regions.";
 - b) "Over the years the Crees and the Cree Police have always had a strong collaborative relationship with the Sûreté du Québec, which we understand is not

the case between Aboriginal Nations and the Sûreté in other regions. Moreover, the crown prosecutors of the itinerant court that serves the Cree community, are all very supportive of the proposal for a Cree regional police force. It is unfortunate that Mr. Gerald Lemoyne and the MBJ have completely misrepresented what this legislation is all about with a long list of inaccuracies and half truths. This is a continuation of the inappropriate actions of the La municipalité de Baie-James over the past few years where it has attacked the Crees. Such actions are very detrimental to harmonious relations and to the development of the James Bay Territory and in essence serve to undermine the principles of the *Agreement Concerning a New Relationship between the Government of Quebec and the Crees.*”;

18. Bill 54 has not yet passed the stage of Public Hearings or Special Consultations, Passage in Principle, Detailed Consideration in Committee, Passage and Assent.
19. In the event Bill 54 is not assent to in its current form, Québec and the Crees may be back to square one.

[MTL_LAW\1184464\5]

POLICE CRIE / CREE POLICE
4 décembre 2007 / December 4, 2007

	TAB
1. Chapitre 19 de la CBJNQ Section 19 of the JBNQA	1
2. Article 22.1.6 de la CBJNQ Paragraph 22.1.6 of the JBNQA	2
3. Table des matières et chapitres 1 et 2 de la Paix des Braves Table of contents and Chapters 1 and 2 of the Paix des Braves	3
4. Chapitre 9 de la Paix des Braves Chapter 9 of the Paix des Braves	4
5. Articles 10.11 à 10.16 de la Paix des Braves Sections 10.11 to 10.16 of the Paix des Braves	5
6. Amendements aux chapitres 9 et 10 de la Paix des Braves Amendments to Chapters 9 and 10 of the Paix des Braves	6
7. Lettre d'intention du 10 janvier 2007 Letter of intent of January 10, 2007	7
8. Convention complémentaire no 19 Complementary Agreement no 19	8
9. Funding Agreement for six (6) months	9
10. Décret 985-2007 concernant l'approbation de la Convention complémentaire no 19	10
11. <i>Projet de loi no 54 / Loi modifiant la Loi sur la police et d'autres dispositions législatives</i> <i>Bill 54 / Act to amend the Police Act and other legislative provisions</i>	11
12. Extrait du Journal des débats du 30 novembre 2007, 10 h / Unofficial English translation of the Extract from the November 30, 2007 Journal of Debates, 10:00 a.m.	12
13. Lettre du Grand Chef Matthew Mukash adressée à Mario Dumont, en date du 6 décembre 2007 / Letter of Grand Chief Matthew Mukash to Mario Dumont dated December 6, 2007	13

19.1 Unités crie de la Sûreté du Québec

On entend par «unité crie » de la du tout sous-poste d'un poste de la Sûreté du Québec, composé d'un ou de plusieurs agents de la paix crie.

- 19.1.1 Dès la signature de la Convention, des procédures visant tamise sur pied d'unités de la Sûreté du Québec formées de Cris seront entamées.
- 19.1.2 Le nombre de Cris que la Sûreté du Québec engagera comme « constable » doit être de deux « constables » pour mille (1000) habitants crie pour l'ensemble de la population crie du Territoire visée par la Convention, y compris la population flottante du Territoire. Toute augmentation du nombre de « constables » par mille (1000) habitants crie sera établie après consultation avec l'Administration régionale crie.
- 19.1.3 Ces « constables » sont engagés sur l'approbation préalable de la partie autochtone crie pour faire partie d'unités crie de la Sûreté du Québec qui sont mises sur pied à l'origine pour les secteurs suivants:
- a) le littoral,
 - b) les communautés de Mistassini et Waswanipi,
 - c) la communauté de Poste-de-la-Baleine, au moins à temps partiel.
- 19.1.4 Les unités crie de la Sûreté du Québec visées aux alinéas précédents, seront instituées, après consultation avec la partie autochtone crie et tes Administrations locales crie, dans les secteurs et communautés crie où la population est la plus dense. Elles le seront selon les besoins de ces secteurs et communautés et selon que les communautés en cause créeront ou non leur propre service local de police composé de «constables spéciaux »ayant juridiction sur tes terres de la catégorie I de leur propre territoire.
- 19.1.5 À titre préliminaire et provisoire, tes unités crie de la Sûreté du Québec peuvent être composées de «constables spéciaux » nommés en vertu de l'article 64 de la Loi de police (L.Q. 1968, c. 17) et ce, conformément aux normes et exigences actuellement en vigueur pour la nomination de « constables spéciaux » autochtones.
- 19.1.6 Les normes de recrutement des membres des unités crie de la Sûreté du Québec sont fixées après consultation avec la partie autochtone crie et selon les disponibilités de main-d'oeuvre crie.
- 19.1.7 Avant qu'une personne puisse être choisie pour devenir membre des unités crie de la Sûreté du Québec, son nom doit être soumis ou à la Sûreté du Québec ou au solliciteur général du Québec, par

la partie autochtone crie, ou à la partie autochtone crie par le solliciteur général du Québec, pour approbation.

- 19.1.8 Après consultation avec la partie autochtone crie et après évaluation et acceptation par la Sûreté du Québec des candidats proposés, ces derniers suivent un cours de formation donné par l'institut de police du Québec.
- 19.1.9 Les cours de formation que les candidats acceptés suivent à l'institut de police du Québec sont dispensés en français et en anglais ainsi qu'en cri lorsqu'il est approprié de le faire. Les livres et le matériel didactique utilisés pour le programme de formation sont en français et en anglais et en cri lorsqu'il est possible de le faire.
- 19.1.10 Ce programme de formation est celui actuellement suivi par les « constables spéciaux » autochtones. Par la suite, ce programme de formation pourra être modifié conformément aux consultations qui auront lieu entre la Sûreté du Québec et la partie autochtone crie, en tenant compte des caractéristiques particulières de la main-d'œuvre crie.
- 19.1.11 Les attributions des membres des unités crie de la Sûreté du Québec comprennent, outre celles de tous les autres membres de la Sûreté, l'application des règlements des administrations locales crie.
- 19.1.12 Nonobstant les dispositions de l'alinéa 19.1.6, les membres des unités crie de la Sûreté du Québec sont recrutés et nommés en vertu et sous réserve de règlements spéciaux proposés par le Comité consultatif de police qui sera établi. Le Canada, le Québec et les Crie doivent négocier en vue de la création dudit comité.
- 19.1.13 Les attributions des membres des unités crie de la Sûreté du Québec, comme celles des membres réguliers de la Sûreté s'étendent aux terres des catégories I, II et III.

19.2 Corps policiers des communautés crie

- 19.2.1 Des « constables spéciaux » crie seront nommés en vertu de l'article 64 de la Loi de police du Québec et auront, dans les terres de la catégorie I des communautés crie, les devoirs et attributions de « constable » et d'agent de la paix en plus d'une compétence similaire à celle des agents de police de municipalité.
- 19.2.2 Les « constables spéciaux » visés à l'alinéa 19.2.1 doivent être des Crie. Certains d'entre eux pourront être engagés à temps partiel pour remplir les devoirs et attributions prévus à l'alinéa 19.2.1 et pourront consacrer une partie de leur temps à l'exécution des fonctions relevant de certaines des charges visées au chapitre 18 de la Convention.

- 19.2.3 Ces « constables spéciaux » sont d'abord affectés aux terres de la catégorie I mais leur juridiction pourra ensuite s'étendre à celles des catégories II et III, dans des conditions et dans des circonstances convenues ultérieurement entre le solliciteur général du Québec, les administrations locales crie des terres de la catégorie I et la Municipalité de la Baie James.
- 19.2.4 Le nombre de Crie engagés à titre de « constable spécial » dépend des circonstances et des besoins des communautés crie. Le critère de base à appliquer est qu'il doit y avoir un « constable spécial » pour cinq cents (500) habitants crie de chaque communauté, y compris sa population flottante.
- 19.2.5 Les conditions d'admissibilité de ces « constables spéciaux » sont celles qui prévalent actuellement pour la nomination des « constables spéciaux » autochtones en tenant compte de la disponibilité de main-d'oeuvre des communautés crie. Des modifications peuvent y être apportées en consultation avec le Comité consultatif de police, visé à l'alinéa 19.1.12 du présent chapitre.
- 19.2.6 Les Administrations locales crie fixeront par voie de règlement les conditions et les normes applicables à la nomination des « constables spéciaux » et à la création d'un corps policier de communauté conformément à une législation spéciale qui sera adoptée par le Québec pour autoriser la création et le maintien de ces corps policiers.
- 19.2.7 Les Administrations locales crie doivent soumettre à la Sûreté du Québec ou au solliciteur général du Québec une liste de candidats préalablement choisis par elles en vue de leur nomination à titre de « constable spécial ». La procédure de nomination et la formation de ces « constables spéciaux » sont ensuite celles stipulées par le présent chapitre pour la nomination des membres des unités crie de la Sûreté du Québec, si ce n'est que, dans ce cas, la consultation se fait avec l'Administration locale concernée.
- 19.2.8 Les « constables spéciaux » sont formés à l'institut de police du Québec conformément à des programmes spéciaux conçus en fonction des circonstances et des besoins des régions auxquelles ils seront affectés.

19.3 Partage des frais fédéral-provincial

Le Canada et le Québec paient les frais directs des services de police assurés par les « constables spéciaux » crie mentionnés aux articles 19.1 et 19.2 de la présente Convention conformément à l'accord des partages des frais des services de police crie de la Baie James ou à tout autre accord fédéral-provincial de partage des frais concernant les services de police pour les Indiens dans la province de Québec à conclure immédiatement à la signature de la Convention.

L'accord de partage susmentionné comprend les frais de formation, de logement, les allocations de formation et les frais de transport aller-retour aux centres de formation du Québec.

En fonction des budgets annuels approuvés par le Canada et le Québec, chacun d'eux contribue au budget approuvé de ces corps policiers constitués de ces « constables spéciaux » sur la base suivante:

Canada: 60%

Québec: 40%

L'accord de partage des frais reste en vigueur jusqu'au 31 mars 1978, et est assujéti à révision et à renégociation antérieure à la date d'expiration susmentionnée. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le Québec et le Canada fournissent les fonds nécessaires au maintien desdits services de police énumérés ci-dessus au-delà de ladite date d'expiration.

Les communautés desservies par lesdits corps policiers peuvent se voir obligées, en fonction de leurs revenus, mais à l'exclusion des fonds gouvernementaux prévus pour les communautés cries, de payer au Québec un montant allant jusqu'à concurrence de 10% desdits frais directs de ces services policiers.

19.4 Législation

Les dispositions du présent chapitre ne peuvent être amendées qu'avec le consentement du Canada et de la partie autochtone intéressée, pour les matières relevant de la compétence fédérale et qu'avec le consentement du Québec et de la partie autochtone intéressée pour les matières relevant de la compétence provinciale. Les lois adoptées pour mettre en vigueur les dispositions du présent chapitre peuvent être modifiées en tout temps par l'Assemblée nationale du Québec, pour les matières relevant de la compétence provinciale et par le Parlement pour les matières relevant de la compétence fédérale.

Section 19 Police (Crees)

19.1 Cree Units of the Québec Police Force

"Cree unit" means a sub-detachment of a detachment of the Québec Police Force composed of one or more Cree peace officers.

- 19.1.1 On the execution of the Agreement, procedures for the establishment of Cree units of the Québec Police Force shall commence.
- 19.1.2 The Québec Police Force shall engage two (2) Cree constables per one thousand (1,000) Cree inhabitants of the Territory envisaged by the Agreement, including the floating population of the Territory. Any increase in the number of Cree constables per one thousand (1,000) Cree inhabitants shall be established after consultation with the Cree Regional Authority.
- 19.1.3 Such constables shall be engaged upon the prior approval of the Cree Native party to be part of Cree units of the Québec Police Force which shall be established, in the beginning, for the following areas:
- a) the coast;
 - b) the communities of Mistassini and Waswanipi;
 - c) the community of Great Whale River, at least on a part-time basis.
- 19.1.4 The Cree units of the Québec Police Force referred to in the preceding paragraph shall be established, after consultation with the Cree Native party and the Cree local authorities, in the more populated Cree areas and communities. They shall be established in accordance with the needs and requirements thereof and depending on whether or not the communities involved establish their own community police force composed of special constables having jurisdiction in the Category I lands of such communities.
- 19.1.5 As a preliminary and temporary measure, the Cree units of the Québec Police Force may be composed of special constables appointed in virtue of section 64 of the Police Act (S.Q., 1968, c. 17), subject to the standards and requirements now in existence for the appointment of Native special constables.
- 19.1.6 The standards for recruiting members of the Cree units of the Québec Police Force shall be established after prior consultation with the Cree Native party and taking into account the Cree manpower available.
- 19.1.7 Before a person is selected to become a member of the Cree units of the Québec Police Force, the name of such person must be proposed to the Québec Police Force, or the Solicitor-General of Québec, by the Cree Native party, or to the Cree Native party by the Solicitor-General, for approval.

- 19.1.8 After consultation with the Cree Native party, and after an evaluation and acceptance of the proposed candidates by the Québec Police Force, the said candidates shall follow training courses given by the Québec Police Institute.
- 19.1.9 The training programs for such accepted candidates at the school of the Québec Police Institute shall be conducted in both French and English, and in the Cree language where appropriate. Books and materials for the said training program shall be both in French and in English and, when possible, in the Cree language.
- 19.1.10 The said training program shall be the same as the present program for the training of Native special constables. The said training program may be modified, following consultations between Québec Police Force and the Cree Native party, taking into account the particular characteristics of the Cree manpower.
- 19.1.11 The duties of the members of the Cree units of the Québec Police Force shall be the same as the duties of all other regular members of such force, as well as the enforcement of the by-laws of the local Cree authorities.
- 19.1.12 Notwithstanding the provisions of paragraph 19.1.6, the members of the Cree units of the Québec Police Force shall be recruited and appointed in virtue of and subject to special regulations proposed by the Police Advisory Committee which will be established. Negotiations shall take place between Canada, Québec and the Crees with a view to the establishment of such a Committee.
- 19.1.13 The Cree units of the Québec Police Force shall have, as in the case of the regular members of such force, duties in Categories I, II and III lands.

19.2 Cree Local Community Police Force

- 19.2.1 Cree special constables shall be appointed in virtue of section 64 of the Québec Police Act and will have the duties and functions, in Category I lands of Cree communities, of constables and peace officers as well as duties similar to those of municipal police constables.
- 19.2.2 The special constables referred to in paragraph 19.2.1 must be Crees. Some of them may be engaged on a part-time basis to perform the above duties referred to in paragraph 19.2.1 and may, in their spare time, perform other duties and functions referred to in Section 18 of the Agreement.
- 19.2.3 The said special constables shall initially perform their duties in Category I lands but they may subsequently be given jurisdiction in Categories II and III lands on such conditions and in such circumstances as will be agreed to between the Solicitor General of Québec, the Cree local governments of Category I lands and the James Bay Municipality.

- 19.2.4 The number of Cree persons to be engaged as special constables shall depend on the circumstances and requirements of the Cree communities. The basic criterion which will apply is one special constable for every five hundred (500) Cree persons in each community, including the floating population therein.
- 19.2.5 The qualifications for the appointment of said special constables shall be the same as those actually prevailing for the appointment of Native special constables, taking into account the availability of the Cree manpower. Amendments may be made after consultation with the Police Advisory Committee referred to in paragraph 19.1.12 of this Section.
- 19.2.6 The Cree local governments shall establish by by-law the requirements and standards for the appointment of special constables and for the creation of a community police force, in accordance with special legislation that will be adopted by Québec permitting the establishment and operation of such police forces.
- 19.2.7 The Cree local governments shall submit to the Québec Police Force or to the Solicitor-General of Québec a list of candidates already screened by such Cree local governments to be appointed as special constables. Thereafter, the procedure for appointment and training for such special constables shall be the same as that provided in the paragraph for the appointment of members of the Cree units of the Québec Police Force, except that for such special constables, the consultation shall be with the Cree local government of the interested community.
- 19.2.8 The said special constables shall be trained at the Québec Police Institute pursuant to special programs that will be established in order to take into consideration the circumstances and requirements of the areas where such constables will be called upon to perform their duties.

19.3 Federal-Provincial Cost Sharing

Canada and Québec shall pay the direct costs of policing services provided by such Cree special constables referred to in Sub-Sections 19.1 and 19.2 of the Agreement in accordance with a cost-sharing agreement for James Bay Cree policing or in accordance with such other Federal-Provincial cost-sharing agreement respecting Indian policing in the Province of Québec to be entered into forthwith upon the execution of the Agreement.

Such costs as training, lodging, training allowances and transportation to and from the training institutions of Québec shall be provided for in the above cost-sharing agreement.

Based on annual budgets approved by Canada and Québec each of the said governments shall contribute to the approved budget of such police forces in respect to such special constables on the following basis:

Canada 60%

Québec 40%

This cost-sharing agreement shall continue until March 31, 1978 and shall be subject to review and renegotiation prior to the above date of expiry. Notwithstanding the foregoing, Québec and Canada shall provide the funds necessary to maintain the policing services referred to above beyond such date of expiry.

The communities served by the said police forces may, according to their revenue, but excluding government funds provided for the Cree communities, be obliged to pay to Québec up to a maximum of 10% percent of the said direct costs of such policing services.

19.4 Legislation

The provisions of this Section can only be amended with the consent of Canada and the interested Native party, En matters of federal jurisdiction, and with the consent of Québec and the interested Native party, in matters of provincial jurisdiction.

Legislation enacted to give effect to the provisions of this Section may be amended from time to time by the National Assembly of Québec in matters of provincial jurisdiction, and by Parliament in matters of federal jurisdiction.

22.1 Définitions

Aux fins des présentes, on entend par:

22.1.1 « administrateur »,

- i) le directeur des services de protection de l'environnement ou son successeur ou toute (s) personne (s) autorisée (s) en tout temps par le lieutenant-gouverneur en conseil à exercer les fonctions décrites dans le présent chapitre, en matière de compétence provinciale,
- ii) toute (s) personne (s) autorisée (s) en tout temps par le lieutenant-gouverneur en conseil à exercer les fonctions décrites dans le présent chapitre, en matière de compétence fédérale,
- iii) l'administrateur de l'Administration locale crie chargée de la protection de l'environnement, dans le cas de projets de développement dans les terres de la catégorie I,

22.1.2 « communauté crie », les communautés cries de Poste-de-la-Baleine, Fort George, Wemindji, Eastmain, Fort Rupert, Némiscau, Waswanipi et Mistassini, ainsi que toute nouvelle communauté crie reconnue comme telle par le Canada et le Québec,

22.1.3 « économie crie », les activités et les moyens permettant aux Cris de gagner et de mener leur vie économique et d'en jouir pleinement,

22.1.4 « développement ou projet de développement », un projet consistant en tous travaux et toute entreprise, structure, exploitation ou tout développement industriel pouvant toucher l'environnement ou les personnes du Territoire à l'exclusion de l'exploitation et de l'entretien de ce projet, après sa construction. Toutefois, l'exploitation dudit projet fait partie intégrante des considérations du processus d'évaluation et d'examen pour la construction dudit projet,

22.1.5 « chapitre », le présent chapitre de la Convention,

22.1.6 « Territoire », la région du Québec située au sud du 55° parallèle (à l'exclusion de la région dans le voisinage de Schefferville au sud du 55° parallèle) et à l'ouest du 69° méridien, y compris les terres des catégories I et II des Cris de Poste-de-la-Baleine, et dont la limite méridionale coïncide avec la limite sud des terrains de trappage des Cris définie au chapitre 24.

22.1.7 « planification préliminaire », l'étape à laquelle un promoteur étudie les options possibles et les aspects techniques, économiques, financiers et sociaux du projet, avant de choisir les meilleures options en vue d'études ultérieures.

Section 22 Environment and Future Development Below the 55th Parallel

22.1 Definitions

For the purposes of this Section:

22.1.1 "Administrator" shall mean:

- i) In the case of matters respecting provincial jurisdiction, the Director of the Environmental Protection Service or his successor, or any person or persons authorized from time to time by the Lieutenant-Governor in Council to exercise functions described in this Section.
- ii) In the case of matters involving federal jurisdiction, any person or persons authorized from time to time by the Governor in Council to exercise functions described in this Section.
- iii) In the case of proposed development in Category I, the Cree Local Government Administrator responsible for the protection of the environment.

22.1.2 "Cree community" shall mean the Cree communities of Great Whale River, Fort George, Old Factory, Eastmain, Rupert House, Némiscau, Waswanipi and Mistassini as well as any new Cree communities recognized as such by Canada and Québec.

22.1.3 "Cree economy" shall mean the activities and means by which Cree people earn, conduct and enjoy their economic livelihood.

22.1.4 "Development" or "Development Project" shall mean a project consisting of any work, undertaking, structure, operation, industrial process which might affect the environment or people of the Territory, exclusive of the operation and maintenance of such project after construction. However, the operation of such project shall form part of the considerations in the assessment and review procedures for the construction of such project.

22.1.5 "Section" shall mean this Section of the Agreement.

22.1.6 "Territory" shall mean the area in Québec south of the 55th parallel of latitude, (excluding the area in the vicinity of Schefferville south of the 55th parallel of latitude), and west of the 69th meridian of longitude, and including the Categories I and II lands of the Crees of Great Whale, and with the southern boundary coinciding with the southern limits of the Cree traplines as defined in Section 24.

22.1.7 "Preliminary Planning Stage" shall mean the stage at which a proponent studies the alternatives available and the technical, economic, financial and social dimensions of the project before taking a decision on the best alternatives to retain for further study.

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 507-2002, 1^{er} mai 2002

CONCERNANT la publication de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et les Cris du Québec ont conclu, le 7 février 2002, l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec;

ATTENDU QUE cette entente a été approuvée par le gouvernement du Québec le 20 mars 2002 par le décret n° 289-2002;

ATTENDU QU'il est souhaitable que cette entente soit facilement accessible pour l'ensemble des citoyens du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 7° de l'article 3 du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* édicté par le décret n° 1259-97 du 24 septembre 1997, cette entente constitue un document dont le gouvernement peut requérir la publication à l'édition française de la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6° de l'article 4 de ce règlement, un tel document peut également être publié à l'édition anglaise de la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* si le gouvernement l'ordonne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable des Affaires autochtones:

QUE l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, conclue le 7 février 2002 entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, soit publiée à la *Gazette officielle du Québec* dans les éditions française et anglaise de la Partie 2 de celle-ci.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

ENTENTE CONCERNANT UNE NOUVELLE RELATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LES CRIS DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

Préambule	
Chapitre 1 – Définitions	
Chapitre 2 – Dispositions générales	
Chapitre 3 – Foresterie	
Dispositions générales	
Le territoire d'application	
Les adaptations du régime forestier et son évolution	
Modalités du régime forestier adapté	
Mécanismes de mise en œuvre	
Conseil Cris-Québec sur la foresterie	
Groupes de travail conjoints	
Financement	
Effet du régime forestier adapté	
Accès à la ressource forestière	
Emplois et contrats	
Territoire Muskuchii	
Bois de chauffage	
Ententes avec les entreprises forestières	
Conflit et incompatibilité	
Annexe	
Chapitre 4 – Hydroélectricité	
Principes généraux	
Travaux remédiateurs, emplois et contrats	
Projet EM 1	
Projet Eastmain 1-A/Rupert	
Exécution de certaines obligations antérieures d'Hydro-Québec	
Raccord de Waskaganish et Whapmagoostui au réseau d'Hydro-Québec	
Chapitre 5 – Mines	
Principes généraux	
Travaux remédiateurs, emplois et contrats	
Exploration minérale	

Chapitre 6 – Développement économique et communautaire	.....
Prise en charge par les Cris de certains engagements découlant de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois	.....
Abrogation de l'article 8.7 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois	.....
Voies d'accès	.....
Protocole d'entente de 1995 et Entente de mise en oeuvre de 1998	.....
Quittance	.....

Chapitre 7 – Dispositions financières	.....
Dispositions générales	.....
Montants versés et formule d'indexation	.....
Estimés, révisions et ajustements	.....
Vérifications	.....
Versements trimestriels	.....
Exemptions de taxes et de saisie	.....
Récipiendaire du financement	.....
Rapport annuel	.....
Paiements en capital	.....

Chapitre 8 – Société de développement crie	.....
Création de la Société de développement crie	.....
Conseil d'administration	.....
Objets et pouvoirs	.....
Financement	.....
Siège social	.....
Dissolution de la Société de développement autochtone de la Baie-James	.....

Chapitre 9 – Procédures judiciaires
--	-------

Chapitre 10 – Autres dispositions	.....
Bloc D	.....
Modifications aux ententes de l'Association des trappeurs cris et de l'Association crie de pourvoirie et de tourisme	.....
Transfert des terres entre Mistissini et Oujé-Bougoumou	.....
Part provinciale des coûts de fonctionnement des Comités environnementaux	.....
Financement des services locaux d'enregistrement des bénéficiaires cris et des services locaux en matière environnementale	.....
Société de développement de la Baie-James	.....
<u>Services policiers</u>	.....
Agents de conservation	.....

Chapitre 11 – Comité de liaison permanent
--	-------

Chapitre 12 – Règlement des différends	.....
Introduction	.....
Définitions	.....
Parties au différend	.....
Procédures à suivre en regard de la résolution des différends	.....

Chapitre 13 – Dispositions finales
---	-------

Annexe A	– Texte des conventions complémentaires no 13 et no 14 à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois	.....
Annexe B	– Liste non exhaustive de la législation amendée	.....
Annexe C	– Foresterie	.....
Annexe D	– Modalités relatives au transfert des terres dites du « Bloc D » de Chisasibi	.....
Annexe E	– Contrat d'agent local d'inscription (exemple)	.....
Annexe F	– Protocole d'entente concernant le financement du programme pour les administrateurs locaux pour l'environnement (exemple)	.....
Annexe G	– Cadre de règlement se rapportant au transfert de terres entre Mistissini et Oujé-Bougoumou	.....
Annexe H	– Illustration des dispositions financières	.....

ENTENTE CONCERNANT UNE NOUVELLE RELATION

ENTRE:

Le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par M. Bernard Landry, premier ministre du Québec, par M. Gilles Baril, ministre d'État aux Ressources naturelles et aux Régions, ministre des Ressources naturelles, ministre des Régions, ministre responsable du Développement du Nord québécois, et par M. Rémy Trudel, ministre d'État à la Population et aux Affaires autochtones et ministre délégué aux Affaires autochtones, ci-après désignés « Québec ».

ET:

LES CRIS DU QUÉBEC, agissant par le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie, représentés par M. Ted Moses, respectivement Grand chef et Président, par M. Edward Gilpin, le Chef de la bande d'Eastmain, et par M. Paul Gull, le Chef de la bande de Waswanipi, ci-après désignés « les Cris ».

ATTENDU QUE les parties concluent par les présentes une Entente de nation à nation qui renforce les relations politiques, économiques et sociales entre le Québec et les Cris et qui se caractérise par la coopération, le partenariat et le respect mutuel, tout en demeurant fondée sur les engagements respectifs des parties en vertu de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et prévoyant des mesures de mise en oeuvre à cet égard;

ATTENDU QUE cette Entente concernant une approche globale en faveur d'une plus grande autonomie et de la prise en charge, par les Cris, de leur développement permettra une implication accrue des Cris dans les activités de développement économique sur le Territoire conventionné de la Baie-James;

ATTENDU QUE cette Entente repose sur un modèle de développement qui mise sur les principes du développement durable, du partenariat et de la prise en compte du mode de vie traditionnel des Cris, ainsi que sur les principes d'une stratégie de développement économique à long terme, lesquels principes respectent les dispositions de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois;

ATTENDU QUE cette Entente favorise l'émergence d'une expertise crie en matière de développement économique, la création d'emplois de même que des retombées économiques pour les Cris et pour la population du Québec en général;

ATTENDU QUE la présente Entente ne vise pas et n'affecte pas les obligations du Canada envers les Cris telles qu'énoncées, entre autres, dans la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

CHAPITRE 1 DÉFINITIONS

Pour les fins de cette Entente et, sauf stipulation contraire expresse des présentes ou à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

1.1 «Administration régionale crie» ou «ARC»: la société publique dûment constituée selon le chapitre 89 des Lois du Québec 1978, maintenant L.R.Q., chapitre A-6.1 («Cree Regional Authority» or «CRA»).

1.2 «Année financière»: la période comprise entre le 1^{er} avril d'une année de calendrier et le 31 mars de l'année de calendrier subséquente («Financial Year»).

1.3 «Association crie»: le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee), l'Administration régionale crie (incluant lorsqu'elle agit par le Bureau de l'indemnité), la Société Eeyou de la Baie-James, l'Opimiscow Company, la Société Sakami Eeyou, la Société de développement de Oujé-Bougoumou, l'Association Eenouch d'Oujé-Bougoumou, l'Association des trappeurs cris, l'Association crie de pourvoirie et de tourisme, l'Association crie d'artisanat autochtone, la Société de développement crie, les villages cris, les corporations foncières cris, ainsi que toute autre corporation, société ou organisme contrôlé par les Cris dont il est fait référence à la Con-

vention de la Baie-James et du Nord québécois ou qui fut créé en application de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, d'une Convention complémentaire à celle-ci ou de toute autre entente entre le Québec ou le Canada et une Bande crie, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) ou l'Administration régionale crie («Cree Entity»).

1.4 «Bandes cris»: la Nation crie de Chisasibi, La Première Nation de Whapmagoostui, La Nation crie de Wemindji, la Bande d'Eastmain, la Bande de Waskaganish, la Bande de Nemaska, la Bande de Waswanipi et La Nation crie de Mistissini, respectivement constituées en personnes morales selon les dispositions de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec, S.C., 1984, c. 18, ainsi que la collectivité des Cris d'Oujé-Bougoumou («Cree Bands»).

1.5 «Conseil Cris-Québec sur la foresterie»: le Conseil Cris-Québec sur la foresterie créé en application du chapitre 3 de cette Entente («Forestry Board»).

1.6 «Convention de la Baie-James et du Nord québécois» ou «CBJNQ»: la convention approuvée, mise en vigueur et déclarée valide par la Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie-James et du Nord québécois (L.C. 1976-77, c. 32) et par la Loi approuvant la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (L.Q. 1976, c. 46) et amendée par certaines conventions complémentaires («James Bay and Northern Quebec Agreement» or «JBNQA»).

1.7 «Cris d'Oujé-Bougoumou»: la collectivité qui comprend les personnes identifiées à titre d'affiliées à la communauté connue sous la désignation Oujé-Bougoumou y compris celles inscrites ou admissibles à titre de bénéficiaires cris en vertu de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, et agissant par l'entremise de l'Association d'Eenouch d'Oujé-Bougoumou jusqu'à ce que la Bande de Oujé-Bougoumou soit constituée en administration locale en vertu de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec et, par la suite, la Bande de Oujé-Bougoumou («Crees of Oujé-Bougoumou»).

1.8 «Cris» ou «Cris de la Baie-James»: les personnes éligibles selon les paragraphes 3.2.1, 3.2.2 et 3.2.3 du chapitre 3 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois y compris les Cris d'Oujé-Bougoumou («Crees» or «James Bay Cree»).

1.9 «Entente de mise en oeuvre du Protocole d'entente» ou «Entente de mise en oeuvre»: l'Entente de mise en oeuvre du Protocole d'entente du 23 mai 1995, signée le 27 mars 1998 entre le Québec et le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) («Agreement on the Implementation of the Memorandum of Understanding» or «Implementation Agreement»).

1.10 «Entreprise crie»: une Bande crie ou toute Association crie ou toute entreprise non incorporée qui appartient à un Cri de la Baie-James, ainsi que toute corporation dans laquelle au moins un Cri de la Baie-James, Bande crie, Association crie, ou une fiducie, fondation ou fonds institué pour le bénéfice d'un ou de plusieurs de ces derniers, détient plus de cinquante pour cent (50 %) des actions avec droit de vote ou dans une proportion suffisante pour élire la majorité des dirigeants, ainsi que toute société, «joint venture», corporation à but non lucratif ou autre entreprise ou entité légale dans laquelle au moins un Cri de la Baie-James, Bande crie, Association crie ou une fiducie, fondation ou fonds institué pour le bénéfice d'un ou de plusieurs de ces derniers, détient directement ou indirectement un intérêt de contrôle, ainsi que toute filiale contrôlée par ces corporations, sociétés, «joint ventures», corporations à but non lucratif ou autre entreprise ou entité légale («Cree Enterprise»).

1.11 «Hydro-Québec»: la corporation dûment constituée en vertu de la Loi sur l'Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5) («Hydro-Québec»).

1.12 «Jour ouvrable»: un jour où des activités bancaires peuvent s'effectuer au Québec («Business Day»).

1.13 «Le Complexe La Grande (1975)»: le développement hydroélectrique dont il est question au paragraphe 8.1.2 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois telle qu'amendée par les conventions complémentaires numéros 4, 7 et 11 («Le Complexe La Grande (1975)»).

1.14 «Projet Eastmain 1-A/Rupert»: la dérivation partielle de la rivière Rupert vers le réservoir Eastmain 1 et les réservoirs de LG-2, LG-2A et LG-1, avec l'ajout ou non d'une nouvelle centrale Eastmain 1-A près du site d'Eastmain 1, et comprenant une route d'accès est-ouest du poste Muskeg existant au site d'Eastmain 1, le tout substantiellement conforme avec la variante Cramoisie (2001) telle que décrite dans la Convention Boumhounan entre Hydro-Québec, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'ARC («Eastmain 1-A/Rupert Project»).

1.15 «Projet EM 1»: le projet EM 1 dont il est question au paragraphe 8.1.2 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois («EM 1 Project»).

1.16 «Protocole d'entente»: le Protocole d'entente daté du 23 mai 1995 intervenu entre le Québec et les Cris («Memorandum of Understanding» or «MOU»).

1.17 «Québec»: le gouvernement du Québec («Québec»).

1.18 «Récipiendaire du financement»: une société en commandite, ou fiducie résidente au Québec qui peut être désignée par le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) d'ici le 31 mars 2002 afin de recevoir le paiement annuel du Québec dont il est question au chapitre 7 de cette Entente, en tout ou en partie, ou, à défaut d'une telle désignation, l'Administration régionale crie. Cette désignation pourra être modifiée par le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) à toutes les cinq (5) années («Recipient of Funding»).

1.19 «Société de développement crie» ou «SDC»: la Société de développement crie à laquelle il est fait référence au chapitre 8 de cette Entente («Cree Development Corporation» or «CDC»).

1.20 «Société de développement de la Baie-James» ou «SDBJ»: la société établie en vertu de la Loi sur le développement de la région de la Baie-James (L.R.Q., c. D-8) («Société de développement de la Baie-James» or «SDBJ»).

1.21 «Société d'énergie de la Baie-James» ou «SEBJ»: la société dont il est question à l'article 39.1 de la Loi sur l'Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5) («Société d'énergie de la Baie-James» or «SEBJ»).

1.22 «Terres cries de Catégorie IA»: les terres de Catégorie IA au sens du chapitre 5 de la CBJNQ et de l'article 2 (1) de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec, L.C., 1984, c. 18 («Cree Category IA lands»).

1.23 «Terres cries de Catégorie IB»: les terres de Catégorie IB et les terres spéciales de Catégorie IB au sens du chapitre 5 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et de l'article 19 de la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec (S.R.Q., c. R-13.1) («Cree Category IB lands»).

1.24 «Territoire»: le territoire visé à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. Pour les fins du chapitre 3 de la présente Entente, le «Territoire» signifie celui défini à l'article 3.3 de la présente Entente. Pour les fins des chapitres 4, 5 et 7, le «Territoire» signifie celui défini au paragraphe 22.1.6 de la CBJNQ et les territoires des aires de trappes de Mistissini et Whapmagoostui situés au Nord du 55^e parallèle tels que décrits à l'annexe 1 du chapitre 24 de la CBJNQ.

Rien dans cette définition ne peut être interprété comme réduisant, élargissant ou portant atteinte à l'application territoriale des droits des Cris ou d'autres autochtones en vertu de la CBJNQ ou autrement. Cette définition est pour les fins de la présente Entente et ne modifie pas la définition du Territoire prévue au paragraphe 22.1.6 de la CBJNQ aux fins du chapitre 22 de ladite CBJNQ («Territory»).

CHAPITRE 2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 Tant la nation crie que celle du Québec conviennent de mettre l'accent dans leurs relations sur ce qui les unit et sur leur volonté commune de poursuivre le développement du Nord du Québec et de favoriser l'épanouissement de la nation crie.

2.2 La nation crie doit demeurer riche de ses héritages culturels, de sa langue et de son mode de vie traditionnel dans un contexte de modernisation croissante.

2.3 La présente Entente permet de marquer une étape importante dans une nouvelle relation de nation à nation, ouverte, respectueuse de l'autre communauté et favorisant une responsabilisation de la nation crie dans son propre développement et ce, dans le contexte d'une plus grande autonomie.

2.4 Le Québec encouragera et facilitera la participation des Cris de la Baie-James à des projets de développement forestier, hydroélectrique et minier dans le Territoire par le biais de partenariats, d'emplois et de contrats.

2.5 La présente Entente a pour objets :

a) L'établissement d'une nouvelle relation de nation à nation, fondée sur la volonté commune des parties de poursuivre le développement du Territoire conventionné de la Baie-James et de rechercher l'épanouissement des Cris et de la nation crie dans un contexte de modernisation croissante;

b) Une responsabilisation accrue de la nation crie par rapport à son développement économique et communautaire et, ce faisant, une plus grande autonomie et capacité à répondre, en partenariat avec le Québec, aux besoins de la population crie;

c) L'établissement de moyens afin de permettre aux parties de travailler ensemble à la mise en valeur des ressources minières, forestières et hydroélectriques sur le Territoire pour la période de l'application de cette Entente;

d) Le règlement, dont quittance telle qu'identifiée à la présente Entente, pour la période de l'application de l'Entente, des dispositions identifiées dans cette Entente relatives au développement économique et communautaire des Cris contenues dans la CBJNQ (telle qu'amendée, le cas échéant, par les conventions complémentaires), y compris celles traitant de la nature, de la portée et de la mise en vigueur des engagements du Québec à cet égard;

e) Le règlement définitif ou le désistement définitif des litiges opposant les Cris au Québec et à la SDBJ, tel que le prévoit la présente Entente et un processus afin de régler les litiges opposant les Cris, Hydro-Québec et la SEBJ;

f) Le consentement des Cris à la réalisation du Projet Eastmain 1-A/Rupert;

g) De faciliter la construction du Projet EM 1.

2.6 Les parties conviennent de conventions complémentaires à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois dont les textes sont reproduits à l'annexe A de la présente Entente.

2.7 Le Québec s'engage à soumettre et recommander à l'Assemblée nationale la législation particulière concernant la présente Entente et les amendements à ses lois d'application générale ou particulière afin d'assurer leur cohérence avec la présente Entente et avec les conventions complémentaires ci-annexées. Une liste non exhaustive des lois à être amendées et une brève description de certains amendements sont reproduites à l'annexe B de la présente Entente. Le Québec consultera l'Administration régionale crie en ce qui concerne la législation à être recommandée avant qu'elle ne soit soumise à l'Assemblée nationale.

2.8 Les dispositions de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, des ententes existantes et des arrangements financiers existants continueront de s'appliquer à moins d'indication contraire dans cette Entente. Il est noté de façon particulière que le Québec continuera de financer pour les Cris, conformément aux dispositions de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, sa part des immobilisations et services prévus à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, entre autres :

a) les soins de santé et les services sociaux;

b) les services en matière d'éducation;

c) les programmes de sécurité du revenu, y compris le programme de sécurité du revenu des chasseurs et trappeurs cris;

d) la sécurité publique et l'administration de la justice;

e) le Comité conjoint de chasse, pêche et trappage et les comités environnementaux.

2.9 Sans limiter d'aucune façon les dispositions qui précèdent et pour une plus grande certitude, le Québec confirme de plus que rien dans le contenu de la présente

Entente ne préjudicie, ne porte atteinte ou ne limite les droits conférés aux Cris de la Baie-James énoncés aux paragraphes 2.11, 2.12 et 28.1.1 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. Conséquemment, le Québec maintiendra l'accès aux programmes réguliers pour les Cris, sous réserve des critères usuels d'application de ces programmes.

2.10 La présente Entente ne vise pas et n'affecte pas les obligations du Canada envers les Cris, y compris celles énoncées dans la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

CHAPITRE 3 FORESTERIE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3.1 Le régime forestier québécois s'appliquera sur le Territoire d'une manière qui permet :

- a) des adaptations pour une meilleure prise en compte du mode de vie traditionnel des Cris;
- b) une intégration accrue des préoccupations de développement durable;
- c) une participation, sous forme de consultation, des Cris aux différents processus de planification et de gestion des activités d'aménagement forestier.

3.2 Le régime forestier, tel qu'adapté, applicable dans le Territoire respectera les principes prévus à la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1, telle que modifiée par L.Q., 2001, c. 6), à la CBJNQ et ceux énoncés aux présentes.

LE TERRITOIRE D'APPLICATION

3.3 Les parties conviennent que le présent régime forestier adapté s'applique au Territoire décrit à la carte jointe à l'annexe C-1, dans les limites du Territoire de la CBJNQ.

LES ADAPTATIONS DU RÉGIME FORESTIER ET SON ÉVOLUTION

3.4 Les dispositions de cette Entente relatives à la foresterie ont, entre autres, pour but de mettre en place un régime forestier adapté, lequel viendra fixer des règles et procédures particulières applicables pour le Territoire dans la poursuite des objectifs d'une prise en compte améliorée des activités de chasse, de pêche et de trappage des Cris et une harmonisation accrue des activités forestières avec ces activités.

3.5 Sous réserve des adaptations et modifications résultant du régime forestier adapté pour le Territoire,

les normes forestières du Québec s'appliquent sur le Territoire. Ces adaptations et modifications ne peuvent être interprétées comme réduisant ou limitant ces normes.

3.6 Le régime forestier applicable au Territoire évoluera au cours de la durée de la présente Entente tenant compte des principes énoncés aux présentes et des recommandations du Conseil Cris-Québec sur la foresterie.

MODALITÉS DU RÉGIME FORESTIER ADAPTÉ

3.7 Délimitation des unités territoriales de référence et utilisation des données écologiques

3.7.1 Pour le territoire visé à l'article 3.3 du présent chapitre, les terrains de trappage serviront à délimiter les unités territoriales de référence (UTR). Compte tenu de la configuration actuelle des aires communes, certains terrains de trappage sont définis par plus d'une UTR. Pour les prochains plans généraux d'aménagement forestier qui seront confectionnés sur la base des nouvelles unités d'aménagement (au plus tard le 1^{er} septembre 2002), chaque UTR devra correspondre aux limites d'un terrain de trappage.

3.7.2 L'Administration régionale crie se chargera de préciser les limites des terrains de trappage cris à l'intérieur du Territoire, à l'échelle 1:20 000, avant le 1^{er} avril 2002. Les limites des terrains de trappage seront précisées uniquement pour les fins de l'application du régime forestier adapté, dont la détermination des UTR.

3.7.3 Pendant la période transitoire qui s'étendra du 1^{er} avril 2002 jusqu'à l'adoption de la prochaine génération des plans généraux d'aménagement forestier (avril 2005), le ministère des Ressources naturelles (MRN) prendra les mesures appropriées pour que les données pertinentes soient compilées pour chaque terrain de trappage cri de manière à être en mesure d'intégrer dans les plans annuels d'intervention forestière les modalités prévues aux sections 3.9, 3.10, 3.11, 3.12 et 3.13 du présent chapitre.

3.7.4 Les données écologiques disponibles pour décrire les conditions biophysiques de ces territoires serviront de base aux analyses techniques de manière à guider le développement des stratégies d'aménagement à privilégier.

3.8 Détermination des nouvelles unités d'aménagement

3.8.1 Les calculs de la possibilité forestière annuelle seront réalisés sur la base des nouvelles unités d'aménagement composées en principe de regroupements de terrains de trappage. Ces unités d'aménagement seront déterminées à la suite de discussions techniques menées

Regulations and other acts

Gouvernement du Québec

O.C. 507-2002, 1 May 2002

Publication of the Agreement concerning a new Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec

WHEREAS, on 7 February 2002, the Gouvernement du Québec and the Crees of Québec entered into the Agreement concerning a new Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec;

WHEREAS the Agreement was approved by the Gouvernement du Québec on 20 March 2002 by Décret 289-2002;

WHEREAS it is desirable that the Agreement be easily available to the population of Québec;

WHEREAS, under paragraph 7 of section 3 of the Regulation respecting the *Gazette officielle du Québec*, made by Order in Council 1259-97 dated 24 September 1997, the Agreement constitutes a document whose publication in the French edition of Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* may be required by the Government;

WHEREAS, under paragraph 6 of section 4 of the Regulation, such a document may also be published in the English edition of Part 2 of the *Gazette officielle du Québec*, where the Government so orders;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Native Affairs:

THAT the Agreement concerning a new Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, entered into on 7 February 2002 by the Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, be published in the French and English editions of Part 2 of the *Gazette officielle du Québec*.

JEAN ST-GELAIS,
Clerk of the Conseil Exécutif

AGREEMENT CONCERNING A NEW RELATIONSHIP BETWEEN LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AND THE CREES OF QUÉBEC

TABLE OF CONTENTS

Preamble	.....
Chapter 1 – Definitions	.....
Chapter 2 – General Provisions	.....
Chapter 3 – Forestry	.....
General Provisions	.....
Territory of Application	.....
Adaptations to and Evolution of the Forestry Regime	.....
Modalities of the Adapted Forestry Regime	.....
Implementation Mechanisms	.....
Cree-Québec Forestry Board	.....
Joint Working Groups	.....
Funding	.....
Effect of the Adapted Forestry Regime	.....
Access to Forest Resources	.....
Employment and Contracts	.....
Muskuchii Territory	.....
Firewood	.....
Agreements with Forestry Enterprises	.....
Conflict and Incompatibility	.....
Schedule	.....
Chapter 4 – Hydroelectricity	.....
General Principles	.....
Remedial Works, Employment and Contracts	.....
EM 1 Project	.....
Eastmain 1-A/Rupert Project	.....
Fulfilment of Certain Past Undertakings of Hydro-Québec	.....
Connection of Waskaganish and Whapmagoostui to Hydro-Québec	.....
Network	.....
Chapter 5 – Mining	.....
General Principles	.....
Remedial Works, Employment and Contracts	.....
Mineral Exploration	.....

Chapter 6 – Economic and Community Development	Chapter 12 – Settlement of Disputes
Assumption by the Crees of Certain James Bay and Northern	Introduction
Québec Agreement Commitments	Definition
Repeal of Sub-section 8.7 of the James Bay and Northern	Parties to the Dispute
Québec Agreement	Procedure to Be Followed with Respect to Resolution of
Access Roads	Disputes
Memorandum of Understanding of 1995 and Implementation Agreement of 1998	Chapter 13 – Final Provisions
Discharge	Schedule A – Text of Complementary Agreements No. 13 and 14 to the James Bay and Northern Québec Agreement
Chapter 7 – Financial Provisions	Schedule B – Non-Exhaustive List of Amended Legislation
General Provisions	Schedule C – Forestry
Funding Amounts and Indexation Formula	Schedule D – Terms of Settlement of Chisasibi “Block D” Lands
Estimates, Revisions and Adjustments	Schedule E – Contract of the Local Registration Officer (example)
Audit	Schedule F – Memorandum of Agreement Regarding Funding of the Program for the Local Environment Administrator (example)
Quarterly Instalments	Schedule G – Settlement Framework Related to the Transfer of Lands Between Mistissini and Oujé-Bougoumou
Taxation and Seizure Exemptions	Schedule H – Financial Provisions Illustration
Recipient of Funding	AGREEMENT CONCERNING A NEW RELATIONSHIP
Annual Reports	BETWEEN:
Capital Payments	LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, represented here by Mr. Bernard Landry, Prime Minister of Québec, by Mr. Gilles Baril, Minister of State for Natural Resources and Regions, Minister of Natural Resources, Minister of Regions, Minister responsible for the Development of Northern Québec, and by Mr. Rémy Trudel, Minister of State for Population and Native Affairs, Minister for Native Affairs, herein designated “Québec”.
Chapter 8 – Cree Development Corporation	AND:
Creation of Cree Development Corporation	THE CREES OF QUÉBEC, acting through the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and the Cree Regional Authority, represented here by Mr. Ted Moses, Grand Chief and Chairman respectively, by Mr. Edward Gilpin, Chief of the Eastmain Band and by Mr. Paul Gull, Chief of the Waswanipi Band, hereinafter referred to as “the Crees”.
Board of Directors	
Objects and Powers	
Funding	
Head Office	
Dissolution of the James Bay Native Development Corporation	
Chapter 9 – Legal Proceedings	
Chapter 10 – Other Provisions	
Block D	
Modifications to the Cree Trappers’ Association and the Cree Outfitting and Tourism Association Agreements	
Land Transfer Between Mistissini and Oujé-Bougoumou	
Provincial share of Operating Costs of Environmental Committees	
Funding of Local Cree Beneficiary Registration Services and Local Environmental Services	
Société de développement de la Baie James	
Policing services	
Conservation officers	
Chapter 11 – Standing Liaison Committee	

WHEREAS the parties enter hereby into a nation-to-nation Agreement which strengthens the political, economic and social relations between Québec and the Crees, and which is characterized by cooperation, partnership and mutual respect, while remaining based on the respective commitments of the parties under the James Bay and Northern Québec Agreement and providing for implementation measures in connection therewith;

WHEREAS this Agreement, concerning a global approach in favour of greater autonomy and greater responsibility on the part of the Crees for their development, will make possible an active and ongoing participation by the Crees in economic development activities on the James Bay Territory;

WHEREAS this Agreement is based on a development model which relies on the principles of sustainable development, partnership and respect for the traditional way of life of the Crees, as well as on a long-term economic development strategy, principles which are in conformity with the provisions of the James Bay and Northern Québec Agreement;

WHEREAS this Agreement promotes the emergence of a Cree expertise in the field of economic development, job creation, and economic spin-offs for the Crees and the population of Québec in general;

WHEREAS this Agreement does not contemplate and does not affect the obligations of Canada towards the Crees stipulated, among others, in the James Bay and Northern Québec Agreement.

THE PARTIES AGREE TO THE FOLLOWING:

CHAPTER 1 DEFINITIONS

For the purposes of this Agreement, and unless otherwise expressly provided or indicated by the context, the following words and phrases mean:

1.1 "Cree Regional Authority" or "CRA": the public corporation duly constituted as such under Chapter 89 of the Statutes of Québec 1978, now R.S.Q., chapter A-6.1 ("Administration régionale crie" ou "ARC").

1.2 "Financial Year": the period between April 1st of a calendar year and March 31st of the subsequent calendar year ("Année financière").

1.3 "Cree Entity": the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee), the Cree Regional Authority (including when acting through the Board of Compensation thereto),

the James Bay Eeyou Corporation, the Opimiscow Compañee, the Sakami Eeyou Corporation, the Oujé-Bougoumou Development Corporation, the Oujé-Bougoumou Eenouch Association, the Cree Trappers' Association, the Cree Outfitting and Tourism Association, the Cree Native Arts and Crafts Association, the Cree Development Corporation, the Cree villages, the Cree landholding corporations, as well as any other Cree controlled corporation, enterprise or legal entity referred to in the James Bay and Northern Québec Agreement or created pursuant to the James Bay and Northern Québec Agreement, any Complementary Agreement thereto, or any other Agreement between Québec or Canada and any Cree Band, the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) or the Cree Regional Authority ("Association crie").

1.4 "Cree Bands": the Cree Nation of Chisasibi, the Whapmagoostui First Nation, the Cree Nation of Wemindji, the Eastmain Band, the Waskaganish Band, the Nemaska Band, the Waswanipi Band and the Cree Nation of Mistissini, respectively constituted as corporations by the Cree-Naskapi (of Québec) Act, S.C. 1984, c. 18, as well as the collectivity of the Crees of Oujé-Bougoumou ("Bandes crie").

1.5 "Forestry Board": the Cree-Québec Forestry Board created pursuant to Chapter 3 of this Agreement ("Conseil Cris-Québec sur la foresterie").

1.6 "James Bay and Northern Québec Agreement" or "JBNQA": the Agreement approved, given effect and declared valid by the James Bay and Northern Québec Native Claims Settlement Act (Chapter 32 of the Statutes of Canada, 1976-77) and by the Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (1976, c. 46) and as amended by certain Complementary Agreements ("Convention de la Baie James et du Nord québécois" ou "CBJNQ").

1.7 "Crees of Oujé-Bougoumou": the collectivity composed of persons identified as affiliated to the community known as Oujé-Bougoumou, and including persons enrolled or entitled to be enrolled as Cree beneficiaries under the James Bay and Northern Québec Agreement, and acting through the Oujé-Bougoumou Eenouch Association until such time as the Oujé-Bougoumou Band is constituted as a corporation under the Cree-Naskapi (of Québec) Act and, thereafter, the Oujé-Bougoumou Band ("Cris d'Oujé-Bougoumou").

1.8 "Crees" or "James Bay Crees": the persons eligible pursuant to paragraphs 3.2.1, 3.2.2 and 3.2.3 of Section 3 of the James Bay and Northern Québec Agreement, including the Crees of Oujé-Bougoumou ("Cris" ou "Cris de la Baie James").

1.9 "Agreement on the Implementation of the Memorandum of Understanding" or "Implementation Agreement": the Agreement on the Implementation of the Memorandum of Understanding of May 23, 1995 signed March 27, 1998 between Québec and the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) ("Entente de mise en œuvre du Protocole d'entente" ou "Entente de mise en œuvre").

1.10 "Cree Enterprise": a Cree Band, or any Cree Entity, or any unincorporated business belonging to a James Bay Cree as well as any corporation in which one or more James Bay Cree, Cree Band or Cree Entity, or any trust, foundation or fund instituted for the benefit of any one or more of the aforementioned, holds more than fifty per cent (50%) of the voting shares or a sufficient participation to appoint the majority of directors, as well as any partnership, joint venture, non-profit corporation or other enterprise or legal entity in which one or more James Bay Cree, Cree Band or Cree Entity, or any trust, foundation or fund instituted to the benefit of any one or more of the aforementioned, holds directly or indirectly a controlling interest, as well as any affiliate controlled by any such corporation, partnership, joint venture, non-profit corporation or other enterprise or legal entity ("Entreprise cree").

1.11 "Hydro-Québec": the corporation duly incorporated under the Hydro-Québec Act (R.S.Q., c. H-5) ("Hydro-Québec").

1.12 "Business Day": a day on which banking activities can take place in Québec ("Jour ouvrable").

1.13 "Le Complexe La Grande (1975)": the hydro-electric development set out in paragraph 8.1.2 of the James Bay and Northern Québec Agreement as amended by Complementary Agreements Nos. 4, 7 and 11 ("Le Complexe La Grande (1975)").

1.14 "Eastmain 1-A/Rupert Project": the partial diversion of the Rupert River towards the Eastmain 1 reservoir and the reservoirs of LG-2, LG-2A and LG-1, with or without the addition of a new Eastmain 1-A powerhouse near the Eastmain 1 site, including an East-West access road from the existing Muskeg substation to the Eastmain 1 site, the whole in substantial conformity with the Cramoisie (2001) variant as described in the Boumhounan Agreement between Hydro-Québec and the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and the CRA ("Projet Eastmain 1-A/Rupert").

1.15 "EM 1 Project": the EM 1 project set out in paragraph 8.1.2 of the James Bay and Northern Québec Agreement ("Projet EM 1").

1.16 "Memorandum of Understanding" or "MOU": the Memorandum of Understanding of May 23, 1995 between Québec and the Crees ("Protocole d'Entente").

1.17 "Québec": le Gouvernement du Québec ("Québec").

1.18 "Recipient of Funding": a limited partnership or Québec resident trust which may be designated by the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) before March 31st, 2002 in order to receive the annual payment of Québec set out in Chapter 7 of this Agreement in whole or in part or, failing such designation, the Cree Regional Authority. This designation may be modified by the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) every five (5) years ("Récipiendaire du financement").

1.19 "Cree Development Corporation" or "CDC": the Cree Development Corporation referred to in Chapter 8 of this Agreement ("Société de développement cree" ou "SDC").

1.20 "Société de développement de la Baie James" or "SDBJ": the corporation established pursuant to the James Bay Region Development Act (R.S.Q., c. D-8) ("Société de développement de la Baie James" ou "SDBJ").

1.21 "Société d'énergie de la Baie James" or "SEBJ": the company contemplated by section 39.1 of the Hydro-Québec Act (R.S.Q. c. H-5) ("Société d'énergie de la Baie James" ou "SEBJ").

1.22 "Cree Category 1A lands": the Category 1A lands within the meaning of Section 5 of the JBNQA and subsection 2(1) of the Cree-Naskapi (of Québec) Act, S.C., 1984, c. 18 ("Terres crie de Catégorie 1A").

1.23 "Cree Category 1B lands": the Category 1B lands and Special Category 1B lands under the meaning of Section 5 of the JBNQA and of section 19 of the Act respecting the Land Regime in the James Bay and New Québec Territories (R.S.Q., c. R-13.1) ("Terres crie de Catégorie 1B").

1.24 "Territory": the territory contemplated by the James Bay and Northern Québec Agreement. For the purposes of Chapter 3 of this Agreement, the "Territory" shall have the meaning set out in section 3.3 of this Agreement. For the purposes of Chapters 4, 5 and 7, the term "Territory" shall be the territory defined in subparagraph 22.1.6 of the JBNQA and the territories of the Mistissini and Whapmagoostui trapping areas located North of the 55th parallel as described in Schedule 1 of Section 24 of the JBNQA.

Nothing in this definition shall be interpreted as reducing, enlarging or otherwise affecting the territorial application of the rights of the Crees or of any other aboriginals under the terms of the JBNQA or otherwise. This definition is for the purposes of this Agreement and does not modify the definition of Territory provided in paragraph 22.1.6 of the JBNQA for the purposes of Section 22 of the JBNQA ("Territoire").

CHAPTER 2 GENERAL PROVISIONS

2.1 Both the Cree Nation and the Québec Nation agree to place emphasis in their relations on those aspects that unite them as well as on their common desire to continue the development of Northern Québec and the self-fulfilment of the Cree Nation.

2.2 The Cree Nation must continue to benefit from its rich cultural heritage, its language and its traditional way of life in a context of growing modernization.

2.3 This Agreement marks an important stage in a new nation-to-nation relationship, one that is open, respectful of the other community and that promotes a greater responsibility on the part of the Cree Nation for its own development within the context of greater autonomy.

2.4 Québec will promote and facilitate the participation of the James Bay Crees in forestry, hydroelectricity and mining development in the Territory through partnerships, employment and contracts.

2.5 This Agreement has the following purposes:

a) The establishment of a new nation-to-nation relationship, based on the common will of the parties to continue the development of the James Bay Territory and to seek the flourishing of the Crees and the Cree Nation within a context of growing modernization;

b) The assumption of greater responsibility on the part of the Cree Nation in relation to its economic and community development and, in so doing, the achievement of increased autonomy with a greater capacity to respond, in partnership with Québec, to the needs of the Crees;

c) The setting up of means in order to allow the parties to work together in regard to the development of mining, forestry and hydroelectric resources in the Territory for the period of application of this Agreement;

d) The settlement, with discharges identified in this Agreement, for the period of application of this Agreement, of the provisions pertaining to the economic and community development of the Crees found in the provisions of the JBNQA identified in this Agreement (as amended as the case may be by Complementary Agreements thereto), including the nature, scope and implementation of Québec's commitments in this respect;

e) The definitive settlement or the withdrawal of the legal proceedings opposing the Crees, Québec and SDBJ in accordance with the provisions of the present Agreement and the establishment of a process to resolve the legal proceedings opposing the Crees, Hydro-Québec and the SEBJ;

f) The consent of the Crees to the carrying out of the Eastmain 1-A/Rupert Project;

g) To facilitate the construction of the EM 1 Project.

2.6 The parties agree to Complementary Agreements to the James Bay and Northern Québec Agreement, the texts of which are attached to this Agreement as Schedule A.

2.7 Québec undertakes to submit to and to recommend to the National Assembly the special legislation relating to this Agreement and the amendments to its laws of general or specific application in order to ensure their coherence with this Agreement and the attached Complementary Agreements. A non exhaustive list of laws so amended and a brief description of certain amendments are set out in Schedule B hereof. Québec will consult the Cree Regional Authority in respect to the legislation to be recommended prior to the submission thereof to the National Assembly.

2.8 The provisions of the James Bay and Northern Québec Agreement, and of the existing agreements and existing financial arrangements will continue to apply in the absence of indications to the contrary in this Agreement. It is noted in particular that Québec will continue to fund for the Crees, pursuant to the provisions of the James Bay and Northern Québec Agreement, its share of the services and fixed assets stipulated in the James Bay and Northern Québec Agreement, including but not limited to:

a) health care and social services;

b) education services;

c) income security programs, including the income security program for Cree hunters and trappers;

- d) public security and administration of justice;
- e) the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee and environmental committees.

2.9 Without limiting in any way the previous provisions and simply for greater certainty, Québec further confirms that nothing contained in this Agreement shall prejudice, detrimentally affect or restrict the rights of the James Bay Crees as set out in paragraphs 2.11, 2.12 and 28.1.1 of the James Bay and Northern Québec Agreement. Consequently, Québec will maintain for the Crees access to regular programs subject to the usual application criteria of these programs.

2.10 This Agreement does not contemplate and does not affect the obligations of Canada towards the Crees including those stipulated in the James Bay and Northern Québec Agreement.

CHAPTER 3 FORESTRY

GENERAL PROVISIONS

3.1 The Québec forestry regime will apply in the Territory in a manner that allows:

- a) adaptations to better take into account the Cree traditional way of life;
- b) greater integration of concerns relating to sustainable development;
- c) participation, in the form of consultation, by the Crees in the various forest activities operations planning and management processes.

3.2 The forestry regime, as adapted, applicable in the Territory will respect the principles set out in the Forest Act (R.S.Q., c. F-4.1 as amended by, 2001, c.6), in the JBNQA, and those set out herein.

TERRITORY OF APPLICATION

3.3 The parties agree that the present adapted forestry regime shall apply to the Territory indicated on the map attached as Annex C-1, within the boundaries of the JBNQA Territory.

ADAPTATIONS TO AND EVOLUTION OF THE FORESTRY REGIME

3.4 The provisions of this Agreement regarding forestry have, among other things, the objective of estab-

lishing an adapted forestry regime which will fix particular rules and procedures applicable to the Territory to meet the goals of improved taking into account of the hunting, fishing and trapping activities of the Crees and improved conciliation of forest activities with such Cree activities.

3.5 Subject to adaptations and modifications resulting from the adapted forestry regime for the Territory, Québec's forest standards apply in the Territory. Such adaptations and modifications shall not be interpreted so as to restrict or limit these standards.

3.6 The forestry regime applicable in the Territory will evolve over the duration of this Agreement taking into account the principles set out herein and the recommendations of the Cree-Québec Forestry Board.

MODALITIES OF THE ADAPTED FORESTRY REGIME

3.7 Limits of the territorial reference units and use of ecological data

3.7.1 For the Territory referred to in section 3.3 of this Chapter, traplines will be used as a basis for delimiting the territorial reference units (UTR). Given the current configuration of the common areas, however, some traplines may fall into more than one UTR. For the next general management plans which will be configured on the basis of the new management units (by September 1st, 2002 at the latest), the UTR boundaries must correspond to the boundaries of one trapline.

3.7.2 The Cree Regional Authority will be responsible for specifying the boundaries of Cree traplines within the Territory to a scale of 1:20,000 before April 1st, 2002. The trapline boundaries will be identified solely for the purposes of applying the adapted forestry regime including the determination of the UTRs.

3.7.3 During the transitional period from April 1st, 2002, to the adoption of the next generation of general forest management plans (April 2005), the ministère des Ressources naturelles (MRN) will take appropriate steps to ensure that the relevant data are compiled for each Cree trapline so as to be able to integrate into the annual forest management plans the terms and conditions stipulated in sections 3.9, 3.10, 3.11, 3.12 and 3.13 of this Chapter.

3.7.4 The ecological data available for the designation of the biophysical components of those areas will be used as a basis for the technical analysis in order to guide the development of the management strategies to be favoured.

tions, seront transférés à la SDC. La SDC sera le successeur de la Société de développement autochtone de la Baie-James. Les actions ordinaires et de Catégorie A de la Société de développement autochtone de la Baie-James seront annulées sans le versement de quelque indemnité et sans qu'il y ait lieu de verser quelque montant que ce soit à l'un quelconque des actionnaires à même les actifs de cette société ou autrement.

8.17 Dès l'entrée en vigueur de ladite convention complémentaire et de la loi établissant la SDC, les Cris de la Baie-James donneront quittance au Québec en ce qui concerne la Société de développement autochtone de la Baie-James et les dispositions des paragraphes 28.2.1 à 28.2.6, des paragraphes 28.3.1 à 28.3.4 et de l'article 28.17 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois telles qu'elles se lisaient préalablement à l'entrée en vigueur de ladite convention complémentaire.

CHAPITRE 9 PROCÉDURES JUDICIAIRES

9.1 Les parties à cette Entente conservent leurs positions légales respectives concernant la CBJNQ et l'interprétation de celle-ci, ainsi qu'à l'égard de leurs pouvoirs et droits.

9.2 Cependant, les parties souhaitent et ont l'intention que la présente Entente pave la voie au règlement de leurs différends d'une façon qui est mutuellement satisfaisante, et elles conviennent que le recours aux tribunaux ne s'effectuera qu'en dernier recours.

9.3 Les parties conviennent de prendre tous les moyens nécessaires afin de mettre fin aux litiges pendants entre eux ou qui les impliquent et ainsi débiter une nouvelle ère de collaboration.

9.4 Les parties reconnaissent en particulier que certains des litiges des Cris seront maintenus à l'encontre du gouvernement fédéral. Toutefois, les Cris conviennent qu'ils tenteront d'éviter tout impact négatif sur leurs relations avec le Québec qui pourrait résulter de la poursuite des procédures judiciaires impliquant le Procureur général du Canada à titre de défendeur.

9.5 Pour atteindre les objectifs de cette Entente et afin de faciliter le renouvellement de leur relation tel que prévu par la présente Entente, les parties s'engagent à prendre les mesures décrites à ce chapitre concernant les litiges suivants :

a) Mario Lord et al. c. le Procureur général du Québec et al., C.S.M. 500-05-043203-981 (les procédures Lord);

b) Chief John Kitchen et al. c. l'Honorable Paul Bégin et al., C.S.M. 500-05-052483-995 (les procédures Kitchen);

c) Grand Chief Ted Moses et al. c. le Procureur général du Québec, C.S.M. 500-05-065449-017 (les procédures Moses);

d) Grand Chief Matthew Coon Come et al. c. Hydro-Québec, le Procureur général du Québec et le Procureur général du Canada, C.S.M. 500-05-004330-906 (les procédures Coon Come # 1);

e) Grand Chief Matthew Coon Come et al. c. le Procureur général du Québec et le Procureur général du Canada, C.S.M. 500-05-027984-960 (les procédures Coon Come # 2);

f) Chief Abel Bosum et al. and the Oujé-Bougoumou Cree Nation c. le Procureur général du Québec, C.S.M. 500-05-017463-934 (les procédures Bosum à la Cour supérieure);

g) Chief Kenneth Gilpin et al. c. Hydro-Québec, le Procureur général du Québec et l'Honorable Pierre Paradis, C.S.M. 500-05-011892-922 (les procédures Gilpin);

h) The Grand Council of the Crees (of Québec) et al. c. le Procureur général du Québec et al., C.S.M. 500-05-011243-803 (les procédures du GCCQ - 1980 quant à la santé);

i) The Grand Council of the Crees (of Québec) et al. c. le Procureur général du Québec et al., C.S.M. 500-05-001440-807 (les procédures du GCCQ quant au transport aérien);

j) Tawich Development Corporation c. le sous-ministre du Revenu du Québec, C.Q.M. 500-02-012845-926, 500-02-019379-945, 500-02-012499-955; C.A.Q. 500-09-004495-974; C.S.C. 28033 (les procédures Tawich);

k) Société de conservation du Saguenay Lac St-Jean et Société de protection des forêts contre le feu c. Corporation foncière de Mistassini et le Procureur général du Québec et le Grand Conseil des Cris (du Québec) et l'Administration régionale crie, C.S. du district d'Abitibi 170-05-000007-922 (les procédures de Mistassini quant à la prévention des incendies);

l) Société de conservation du Nord-Ouest et la Société de protection des forêts contre le feu c. Corporation foncière de Waswanipi et le Procureur général du Québec et le Grand Conseil des Cris (du Québec) et l'Administration régionale crie, C.S. du district d'Abitibi 170-05-000021-923 (les procédures de Waswanipi quant à la prévention des incendies);

m) Grand Chief Matthew Coon Come et al. c. Sa Majesté la Reine du Canada et al., C.F.C. T-962-89 (les procédures Coon Come à la Cour fédérale);

n) The Cree Nation et al. c. Sa Majesté la Reine du Canada et al., C.F.C. T-1913-90 (les procédures à la Cour fédérale quant à la foresterie);

o) Chief Abel Bosum et al. and the Oujé-Bougoumou Cree Nation c. Sa Majesté la Reine du Canada, C.F.C. T-3007-93 (les procédures Bosum à la Cour fédérale);

p) Commission scolaire crie, Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee), Administration régionale crie et al. c. Le ministre de l'Éducation du Québec, C.S.M. 500-05-02496-962; C.A.Q. 500-09-006311-989; 500-09-006312-987 (les procédures des Cris concernant l'éducation).

9.6 Les demandeurs cris se désisteront des procédures Lord, sans frais à l'égard du Procureur général du Québec, l'Administrateur provincial en vertu du chapitre 22 de la CBJNQ, l'Honorable Paul Bégin et l'Honorable Guy Chevette. Le Québec accepte un tel désistement au nom de tous ces défendeurs sans frais de part et d'autre.

9.7 Les demandeurs cris dans les procédures Lord offriront aux autres parties impliquées dans ces litiges un désistement sans frais de part et d'autre. Les Cris se désisteront, sans frais de part et d'autre, des procédures Lord en regard de tous les défendeurs qui ne sont pas mentionnés à l'article 9.6 et qui accepteront un tel désistement sans frais. Le Québec s'engage à favoriser de tels désistements sans frais.

9.8 Advenant que l'un quelconque des défendeurs dans les procédures Lord refuse un tel désistement sans frais des procédures Lord, les demandeurs cris dans les procédures Lord et le Québec feront une demande conjointe à la Cour supérieure afin de faire entériner par la Cour un désistement des procédures Lord à l'égard de toutes les parties sans frais pour quelque partie que ce soit.

9.9 Les demandeurs cris dans les procédures Kitchen se désisteront des procédures Kitchen à l'égard de toutes les parties sans frais de part et d'autre. Le Québec accepte un tel désistement à l'égard de tous les défendeurs sans frais de part et d'autre. Les demandeurs cris offriront un désistement à la mise en cause, sans frais de part et d'autre, et le Québec s'engage à favoriser un tel désistement sans frais. Les dispositions des articles 9.7 et 9.8 s'appliquent mutatis mutandis à la mise en cause.

9.10 Les demandeurs cris se désisteront des procédures Moses sans frais de part et d'autre. Le Québec accepte un tel désistement sans frais.

9.11 Les demandeurs cris se désisteront des procédures Coon Come # 1 et # 2 à l'égard du Québec, sans frais de part et d'autre, sauf en ce qui concerne les allégués et les

conclusions se rapportant aux chapitres 11B, 14, 18 et 19 de la CBJNQ. Le Québec accepte un tel désistement partiel sans frais.

9.12 En ce qui concerne les allégués et les conclusions des procédures Coon Come # 1 et # 2 qui ont trait aux chapitres 11B, 14, 18 et 19 de la CBJNQ, les demandeurs cris et le Québec conviennent de suspendre ces procédures à l'égard du Québec jusqu'au 31 mars 2005 afin de faciliter la solution des questions concernant ces chapitres. Le Québec renonce à tout droit découlant des délais suite à cette suspension et s'engage à ne pas demander la péremption de l'instance.

9.13 Dès la signature de la présente Entente et jusqu'au 31 mars 2005 au plus tard, les Cris de la Baie-James et le Québec conviennent de négocier afin de résoudre les questions ayant trait aux chapitres 11B, 18 et 19 de la CBJNQ sous l'égide du comité de liaison permanent et poursuivront leurs négociations quant au chapitre 14 sous l'égide de la table MSSS - Cris, déjà existante. Le cadre du règlement des questions relatives au chapitre 19 de la CBJNQ est décrit aux articles 10.11 à 10.16 de la présente Entente.

9.14 Au fur et à mesure du règlement des questions ayant trait à un des chapitres 11B, 14, 18 et 19 de la CBJNQ, dans le suivi du processus visé par l'article 9.13, les demandeurs cris se désisteront à l'égard du Québec de la partie ainsi résolue des procédures Coon Come # 1 et # 2 en ce qui a trait aux chapitres pertinents. Ce désistement se fera sans frais de part et d'autre. Le Québec s'engage à accepter un tel désistement, sans frais de part et d'autre, quant à la partie des procédures Coon Come # 1 et # 2 ainsi résolue envers le Québec.

9.15 Les demandeurs cris dans les procédures Coon Come # 1 et # 2 se désisteront également, sans frais de part et d'autre, d'une partie de ces procédures à l'égard des défendeurs Hydro-Québec et SEBJ, sous réserve et en considération des ententes intervenues entre les Cris, Hydro-Québec et SEBJ et mentionnées aux articles 4.19 à 4.21 de la présente Entente. Les modalités de ce désistement partiel et la liste des questions qui demeurent pendantes sont établies dans une entente distincte entre l'ARC, Hydro-Québec et la SEBJ.

9.16 Les demandeurs cris dans les procédures Coon Come # 2 se désisteront également, sans frais de part et d'autre, de ces procédures à l'égard de la SDBJ. Le Québec verra à ce que la SDBJ accepte un tel désistement sans frais. Les procédures Coon Come à la Cour fédérale seront amendées par les demandeurs cris afin de ne plus référer à la SDBJ.

9.17 Les procédures Coon Come # 1 et # 2 et les procédures Coon Come à la Cour fédérale et les procédures Bosum à la Cour fédérale pourront se poursuivre à l'égard du Procureur général du Canada (PGC). Cependant, les demandeurs cris s'engagent à ne plus invoquer les allégués spécifiques et les conclusions de leurs déclarations ayant trait aux violations par le PGC de ses obligations fiduciaires :

a) quant aux violations par le Québec de ses obligations en vertu de la CBJNQ et des autres ententes, engagements et promesses ;

b) quant aux violations ayant trait aux terres et aux ressources naturelles au Québec.

9.18 Il est possible, dans le cadre des procédures Coon Come # 1 ou # 2 ou dans les procédures Coon Come à la Cour fédérale, ou dans les procédures Bosum à la Cour fédérale que le Canada soit condamné à payer des montants aux demandeurs en vertu d'un jugement final et que, simultanément ou subséquemment, le Québec soit condamné par jugement final obtenu à la demande du Canada de payer tous ces montants ou une partie de ces montants au Canada ou aux Cris. Ceci peut survenir suite à une action en garantie ou une intervention ou une procédure similaire initiée par le Canada à l'encontre du Québec. Dans l'éventualité d'un tel appel en garantie du Québec par le Canada, les Cris s'engagent à participer à la réponse du Procureur général du Québec en soutenant les prétentions relativement aux limites de l'appel en garantie en considération des termes de la présente Entente. S'il y a une telle condamnation à l'encontre du Québec suite à un jugement découlant d'un jugement final dans les procédures Coon Come # 1 ou # 2 ou dans les procédures Coon Come à la Cour fédérale, ou dans les procédures Bosum à la Cour fédérale, les Cris s'engagent à indemniser le Québec jusqu'à concurrence d'une telle condamnation monétaire contre le Québec. Cependant, une telle indemnisation au Québec ne peut dans aucun cas dépasser le montant total de toute condamnation monétaire en faveur des parties cries en vertu d'un jugement final dans les procédures Coon Come # 1 et # 2 ou les procédures Coon Come à la Cour fédérale ou les procédures Bosum à la Cour fédérale, le cas échéant. Dans le cas d'une condamnation directe du Québec en faveur des Cris dans le cadre d'un tel appel en garantie du Canada, ceux-ci s'engagent à produire alors une déclaration de satisfaction de ce jugement à l'égard du Québec sans autre exécution dudit jugement et en considération des termes de la présente Entente.

9.19 Pour plus de certitude, la présente Entente n'affecte pas et n'est pas réputée affecter la poursuite, par les demandeurs cris, des procédures Coon Come # 1

et # 2, des procédures Coon Come à la Cour fédérale et des procédures Bosum à la Cour fédérale entreprises contre le PGC à l'égard de ce qui suit :

a) des violations par le PGC de ses obligations en vertu de la CBJNQ et de la Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie-James et du Nord québécois ainsi qu'à l'égard des ententes, engagements et promesses décrits à l'Annexe B des procédures Coon Come # 2, que ces obligations soient celles du PGC seulement ou qu'elles soient conjointes avec le Québec dans la mesure où seule la part du Canada sera recherchée ;

b) des violations par le PGC des droits des demandeurs à l'extérieur du territoire du Québec ainsi qu'à l'égard des violations par le PGC des droits issus des traités des demandeurs à l'extérieur du Québec ;

c) des droits ancestraux et le titre autochtone des demandeurs cris à l'extérieur du Québec ;

d) sous réserve de l'article 9.17, des violations par le PGC de ses obligations fiduciaires en faveur des Cris de la Baie-James ;

e) sous réserve de l'article 9.17, des violations par le PGC de la relation basée sur le traité entre les Cris de la Baie-James et la Couronne fédérale ;

f) des violations par le PGC de ses obligations envers les Cris en vertu de la Constitution du Canada et de toute législation fédérale ; et

g) de toute autre question qui n'est pas incompatible avec la présente Entente.

9.20 Les demandeurs cris dans les procédures Bosum à la Cour supérieure se désisteront à l'égard du Québec des éléments de ces procédures qui ont trait au développement des ressources naturelles. Ce désistement se fera sans frais de part et d'autre. Québec accepte un tel désistement sans frais.

9.21 Les autres éléments des procédures Bosum à la Cour supérieure seront suspendus jusqu'au 31 mars 2005 au plus tard et seront traités conformément au cadre décrit à l'article 10.4.

9.22 Les demandeurs cris dans les procédures Gilpin à la Cour supérieure se désisteront de ces procédures à l'égard de toutes les parties sans frais de part et d'autre. Le Québec accepte un tel désistement sans frais en son nom et pour l'Honorable Pierre Paradis et assure qu'Hydro-Québec acceptera un tel désistement à son égard, sans frais de part et d'autre.

9.23 Les procédures du GCCQ-1980 quant à la santé seront suspendues jusqu'au 31 mars 2005 et les dispositions des articles 9.12 à 9.14 de cette Entente s'appliquent à ces procédures.

9.24 Nonobstant l'article 9.23, les individus crïs qui sont des demandeurs dans les procédures du GCCQ-1980 quant à la santé pourront, s'ils le désirent, continuer ces procédures en ce qui concerne la partie qui les touche. L'action de ces individus pourra procéder indépendamment de celle des autres demandeurs, divisant ainsi l'action. Ces individus pourront, s'ils le désirent, soumettre leurs réclamations afin qu'elles soient traitées dans le cadre des négociations visées par l'article 9.13 de cette Entente.

9.25 Les demandeurs crïs se désisteront des procédures du GCCQ quant au transport aérien à l'égard du Québec et de l'Honorable Denis de Belleval, alors ministre des Transports du Québec, sans frais de part et d'autre. Québec accepte un tel désistement sans frais en son nom et au nom du ministre. Les demandeurs crïs offriront aux autres défendeurs et à la mise en cause, un désistement sans frais de part et d'autre. Advenant le cas où les autres défendeurs et la mise en cause acceptent un tel désistement sans frais, il y aura aussi un désistement sans frais de toutes les procédures du GCCQ quant au transport aérien eu égard aux autres défendeurs et à la mise en cause.

9.26 Les procédures Tawich devant la Cour suprême du Canada feront l'objet d'un désistement sans frais de part et d'autre dans toutes les Cours. Québec accepte un tel désistement sans frais.

9.27 Ce désistement de la cause Tawich prévu à l'article 9.26 se fera sous réserve d'une entente entre les parties à la présente Entente visant la responsabilité financière antérieure de certaines corporations de développement découlant des montants cotisés quant au capital versé de ces corporations.

9.28 Québec assure que la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) procédera au retrait et à l'abandon de toutes les réclamations qui font l'objet des procédures de Mistissini et Waswanipi quant à la prévention des incendies, y compris les conclusions des procédures. Québec assure également que SOPFEU abandonnera toute autre réclamation ou recours de quelque nature que ce soit qu'elle a ou qu'elle pourrait avoir ou qu'elle pourrait invoquer pour la période qui précède le 1^{er} avril 2002 en ce qui concerne la protection de la forêt contre le feu et le paiement de tous les frais applicables pour cette protection eu égard aux Terres de la Catégorie IB de Waswanipi et de Mistissini.

9.29 Le Québec procédera au retrait et à l'abandon de toutes les réclamations qui font l'objet des procédures de Mistissini et Waswanipi quant à la prévention des incendies, y compris les conclusions de ces procédures et toute autre réclamation ou recours de quelque nature que ce soit qu'il a ou qu'il pourrait avoir ou qu'il pourrait invoquer pour la période qui précède le 1^{er} avril 2002 en ce qui concerne la protection de la forêt contre le feu et le paiement de tous les frais applicables pour cette protection eu égard aux Terres de la Catégorie IB de Waswanipi et de Mistissini.

9.30 Pour la période qui suit le 31 mars 2002, la Corporation foncière de Mistissini ou toute autre entité désignée par la Nation crie de Mistissini assumera les frais applicables pour la protection des forêts contre le feu déterminés pour les Terres de Catégorie IB de Mistissini comme il est prévu dans la Loi sur les forêts, ses règlements ainsi que les règlements de la SOPFEU. Pour la période qui suit le 31 mars 2002, la Corporation foncière de Waswanipi ou toute autre entité désignée par la nation crie de Waswanipi assumera les frais applicables pour la protection des forêts contre le feu déterminés pour les Terres de Catégorie IB de Waswanipi comme il est prévu dans la Loi sur les forêts, ses règlements ainsi que les règlements de la SOPFEU.

9.31 Il est reconnu que les procédures à la Cour fédérale quant à la foresterie sont reliées à l'évaluation et à l'examen, par le fédéral des répercussions sur l'environnement à l'égard de certaines opérations forestières, et qu'elles constituent des procédures judiciaires concernant la foresterie.

Par conséquent, les parties crïs à ces procédures offriront à Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, aux défendeurs ministres et à l'Administrateur fédéral un désistement de ces procédures, sans frais de part et d'autre. Advenant l'acceptation par ces défendeurs d'un tel désistement, les parties crïs aux procédures à la Cour fédérale quant à la foresterie se désisteront alors sans frais.

9.32 Les parties crïs offriront également à la mise en cause Domtar Inc. un désistement sans frais de part et d'autre des procédures à la Cour fédérale quant à la foresterie. Advenant l'acceptation par la mise en cause Domtar Inc. d'un tel désistement sans frais, les parties crïs se désisteront de ces procédures à l'encontre de la mise en cause.

9.33 Il est précisément confirmé que les allégués et les conclusions des procédures Coon Come # 1 et # 2 concernant la reconnaissance des terres désignées comme bloc D comme faisant partie des Terres de Catégorie IA

seront réglés de façon définitive par le biais d'une quittance complète, générale et finale à ces égards à l'égard du Québec par les parties crie en considération et sous réserve des dispositions de l'article 10.1 et de l'annexe D des présentes.

9.34 Le Québec ne portera pas en appel à la Cour Suprême du Canada les procédures des Cris concernant l'éducation et n'interviendra pas dans cette cause devant un tel appel du Canada. Les parties conviennent que le cadre général du financement pour l'éducation des Cris intitulé : « Règles d'allocation des subventions de fonctionnement et d'investissement : éléments de référence aux fins de l'approbation du budget de la Commission scolaire crie » continuera d'être établi en fonction des règles budgétaires présentement convenues entre elles et sera mis à jour par les parties en 2004 et périodiquement par la suite afin de tenir compte des changements dans les besoins de la Commission scolaire crie, le tout sous réserve des discussions déjà convenues concernant le financement futur de l'éducation des adultes.

9.35 Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les Cris de la Baie-James s'engagent à ne pas intenter d'autres recours judiciaires relativement à l'application passée de la CBJNQ et de la Loi sur les forêts par le Québec, Hydro-Québec, la SEBJ et la SDBJ. La période de l'application passée de la CBJNQ et de la Loi sur les forêts visée est celle comprise entre la date de la signature de la CBJNQ et la date de la signature de la présente Entente.

9.36 Les dispositions de la présente Entente n'affectent pas les droits et recours des Cris et des individus cris résultant de contaminants (tels le mercure ou autres métaux et substances) faisant suite au développement du Territoire.

9.37 Dans les six mois suivant la signature de la présente Entente, les Cris de la Baie-James et le Québec s'engagent à prendre toutes les mesures utiles afin de déposer aux greffes des Cours les documents nécessaires qui donneront effet aux désistements et autres mesures dont il est question au présent chapitre.

CHAPITRE 10 AUTRES DISPOSITIONS

BLOC D

10.1 Le Québec et les Cris confirment le règlement de leurs différends concernant les terres du « bloc D » de Chisasibi. Les modalités de ce règlement sont reproduites à l'annexe D de la présente Entente.

MODIFICATIONS AUX ENTENTES DE L'ASSOCIATION DES TRAPPEURS CRIS ET DE L'ASSOCIATION CRIE DE POURVOIRIE ET DE TOURISME

10.2 L'« Entente concernant l'Association des trappeurs cris » intervenue entre le Québec, l'Association des trappeurs cris, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie signée le 19 décembre 2000 et le 9 janvier 2001 cessera d'être en vigueur à compter du 31 mars 2002. Pour une plus grande certitude, les parties confirment que ladite entente et le financement par le Québec qui s'y rattache seront maintenus pour les Années financières 2000-2001 et 2001-2002.

10.3 L'« Entente relative à l'Association crie de pourvoirie et de tourisme » intervenue entre le Québec, l'Association crie de pourvoirie et de tourisme, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie signée les 19 décembre 2000, 9 janvier 2001 et 18 janvier 2001 cessera d'être en vigueur à compter du 31 mars 2002. Pour une plus grande certitude, les parties confirment que ladite entente et le financement qui s'y rattache seront maintenus pour les Années financières 2000-2001 et 2001-2002.

TRANSFERT DES TERRES ENTRE MISTISSINI ET OUIJÉ-BOUGOUMOU

10.4 Les parties conviennent de permettre la résolution définitive du transfert des terres entre Oujé-Bougoumou et Mistissini et des litiges dits « Abel Bosum » à l'égard du Québec conformément au cadre prévu à l'annexe G.

PART PROVINCIALE DES COÛTS DE FONCTIONNEMENT DES COMITÉS ENVIRONNEMENTAUX

10.5 Pour la période comprise entre le 1^{er} avril 2002 et le 31 mars 2002, l'Administration régionale crie contribuera à la moitié de la part du Québec pour le financement des services réguliers et normaux de secrétariat pour le Comité consultatif sur l'environnement de la Baie-James et le Comité d'évaluation prévus au chapitre 22 de la CBJNQ, le tout en conformité avec les dispositions qui suivent :

a) le Canada doit financer lesdits services de secrétariat à part égale avec le Québec. Ainsi, la contribution de l'Administration régionale crie sera donc une portion du financement de la part du Québec à ces services de secrétariat (soit un maximum de 25 % du coût des services réguliers et normaux du secrétariat);

b) le niveau de contribution de l'Administration régionale crie pour ces services de secrétariat doit faire l'objet d'une entente conjointe entre le Québec et l'Administration régionale crie à tous les cinq (5) ans. À défaut d'une telle entente, la question sera soumise au mécanisme de règlement des différends prévu par la présente Entente;

c) la contribution de l'Administration régionale crie pour ces services de secrétariat ne comprend aucun coût relié à des audiences publiques ou à des consultations publiques dans l'éventualité où ces comités seraient appelés à tenir de telles audiences ou consultations publiques;

d) les contributions de l'Administration régionale crie pour ces services de secrétariat pour la période comprise entre le 1^{er} avril 2002 et le 31 mars 2007 sont précisées dans une entente distincte entre les parties;

e) l'Administration régionale crie aura une voix dans la sélection du personnel et dans les autres matières qui affectent ces services de secrétariat.

10.6 Pour la période comprise entre le 1^{er} avril 2002 et le 31 mars 2052, l'Administration régionale crie contribuera à la moitié de la part du Québec pour le financement du personnel régulier et habituel du Comité provincial d'examen prévu au chapitre 22 de la CBJNQ, le tout en conformité avec les dispositions qui suivent :

a) le niveau de contribution de l'Administration régionale crie pour le personnel régulier et habituel du Comité provincial d'examen doit faire l'objet d'une entente conjointe entre le Québec et l'Administration régionale crie à tous les cinq (5) ans. À défaut d'une telle entente, la question sera soumise au mécanisme de règlement des différends prévu par la présente Entente;

b) la contribution de l'Administration régionale crie à ces fins ne comprend aucun coût relié à des audiences publiques ou à des consultations publiques ni de coûts additionnels pour tout personnel supplémentaire, toute expertise ou tout rapport reliés à de grands projets de développement, tels que (mais non limités à) des projets hydroélectriques ou d'exploitation minière;

c) les contributions de l'Administration régionale crie pour le personnel régulier et habituel du Comité provincial d'examen pour la période comprise entre le 1^{er} avril 2002 et le 31 mars 2007 sont précisées dans une entente distincte entre les parties;

d) l'Administration régionale crie aura une voix égale à celle du Québec dans la sélection du personnel et dans les autres matières qui affectent ces services.

FINANCEMENT DES SERVICES LOCAUX D'ENREGISTREMENT DES BÉNÉFICIAIRES CRIS ET DES SERVICES LOCAUX EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE

10.7 À compter du 1^{er} avril 2002, l'Administration régionale crie assumera les engagements de financement du Québec envers les Bandes cries prévus dans les ententes qui suivent concernant les services locaux d'enregistrement des bénéficiaires cris et les services locaux en matière environnementale relevant du Québec :

a) l'article 4 du « Contrat d'agent local d'inscription » intervenu entre le Québec et diverses Bandes cries en 1983, un exemple dudit contrat pour la Bande de Chisasibi étant ci-annexé comme annexe E;

b) les dispositions financières prévues aux articles 4 à 6 du « Protocole d'entente entre le ministre de l'Environnement du Québec et diverses Bandes cries » concernant le financement du programme pour les administrateurs locaux pour l'environnement, un exemple dudit contrat pour la Bande de Whapmagoostui daté du 22 décembre 2000 et du 8 février 2001 étant joint comme annexe F.

Les montants de financement à ces égards pour les années futures seront établis et assumés par l'Administration régionale crie jusqu'au 31 mars 2052.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES

10.8 Le Québec donnera à la Société de développement de la Baie-James des instructions afin que celle-ci encourage des partenariats et entreprises conjointes avec les Entreprises cries dans des champs ou activités spécifiques y compris le tourisme, l'entretien de routes, la distribution de produits pétroliers, l'exploration et l'exploitation minière, l'exploitation forestière, la construction, le transport et d'autres entreprises. Le Québec donnera aussi à la Société de développement de la Baie-James des instructions afin qu'elle encourage des initiatives de développement économique et communautaire par les Cris de la Baie-James et les Entreprises cries et qu'elle favorise des partenariats et des entreprises conjointes avec ceux-ci.

10.9 Québec s'assurera que dès la signature de la présente Entente, la SDBJ négociera avec l'ARC. Il est prévu que ces négociations seront complétées au 31 mars 2003 au plus tard. Ces négociations porteront plus particulièrement sur :

a) les relations entre les Cris et la SDBJ;

d) promoting the development of Cree Enterprises by inviting individuals, institutions, governments and corporations to participate in that development by subscribing shares of Funds that it may set up for such specific or general purposes;

e) the possibility of offering financial products deemed appropriate according to the projects involved, such as loans with or without guarantees, acquisition of financial interests through acquisition of shares, bonds or other securities, grants, loan guarantees and other financial products;

f) the possibility of earmarking a portion of its resources for the carrying out of social or community development projects such as housing (loans or grants);

g) managing funds, assets, programs or activities at the request of the Cree Regional Authority, Québec or Canada;

h) any other initiative of any nature and deemed useful to its objects by its board of directors.

FUNDING

8.13 The funding made available to the CDC may be provided to it by the Recipient of Funding in the amount and on the dates determined by the Recipient of Funding, as well as progressively, by the financial yields resulting from CDC activities. The Recipient of Funding may provide funding to the CDC through any means the Recipient of Funding deems appropriate including interest or non-interest bearing secured or unsecured loans, convertible or non-convertible debentures, subscription of capital or in any combination thereof.

HEAD OFFICE

8.14 The corporate seat of the CDC shall be located on Cree Category 1A lands. The CDC may also have offices and branches elsewhere.

DISSOLUTION OF THE JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION

8.15 The provisions of paragraphs 28.2.1 to 28.2.6, of paragraphs 28.3.1 to 28.3.4 and of Sub-section 28.17 of the James Bay and Northern Québec Agreement are repealed through the Complementary Agreement No. 14 attached as Schedule A and replaced therein by the provisions as set out in the said Complementary Agreement.

8.16 The Act respecting the James Bay Native Development Corporation (R.S.Q., c. S-9.1) will be repealed by the act creating the CDC. The James Bay Native Development Corporation will thus be dissolved by this legislation and its assets, including all shares and interests it holds in other corporations, will be transferred to the CDC. The CDC will be the legal successor to the James Bay Native Development Corporation. The ordinary and Class A shares of the James Bay Native Development Corporation will be cancelled without payment of any compensation and without need to pay any amount of any nature whatsoever to any one of its shareholders from its assets or otherwise.

8.17 Upon the coming into force of the said Complementary Agreement and the adoption of the legislation creating the CDC, the James Bay Crees hereby discharge Québec in relation to the James Bay Native Development Corporation and the provisions of paragraphs 28.2.1 to 28.2.6 and of 28.3.1 to 28.3.4 and of Sub-section 28.17 of the James Bay and Northern Québec Agreement as they read prior to the coming into force of the Complementary Agreement.

CHAPTER 9 LEGAL PROCEEDINGS

9.1 The parties to this Agreement maintain their respective legal positions regarding the JBNQA and its interpretation and their powers and rights.

9.2 Nevertheless, the parties expect and intend that this Agreement shall chart the course towards mutually satisfactory resolution of disputes and that recourse will only be had to the Courts as a last resort.

9.3 The parties agree to take the required measures to bring an end to the pending litigation between them or in which they are involved to the maximum extent possible and so pave the way to a new era of cooperation.

9.4 The parties specifically acknowledge that certain of the legal proceedings of the Crees will continue as against the Federal Government. However, the Crees agree that they will attempt to avoid any negative impact on their relation with Québec as a result of the continuance of the legal proceedings in which the Attorney General of Canada is Defendant.

9.5 In order to meet the purposes of this Agreement and to facilitate the renewed relationship referred to herein, the parties undertake to take the measures set forth in this Chapter in respect to the following list of litigations:

- a) Mario Lord et al. v. The Attorney General of Québec et al., S.C.M. 500-05-043203-981 (the Lord proceedings);
- b) Chief John Kitchen et al. v. The Honourable Paul Bégin et al., S.C.M. 500-05-052483-995 (the Kitchen proceedings);
- c) Grand Chief Ted Moses et al. v. The Attorney General of Québec, S.C.M. 500-05-065449-017 (the Moses proceedings);
- d) Grand Chief Matthew Coon Come et al. v. Hydro-Québec, the Attorney General of Québec and the Attorney General of Canada, S.C.M. 500-05-004330-906 (the Coon-Come #1 proceedings);
- e) Grand Chief Matthew Coon Come et al. v. The Attorney General of Québec and the Attorney General of Canada et al., S.C.M. 500-05-027984-960 (the Coon-Come #2 proceedings);
- f) Chief Abel Bosum et al. and the Oujé-Bougoumou Cree Nation v. The Attorney General of Québec, S.C.M. 500-05-017463-934 (the Bosum Superior Court proceedings);
- g) Chief Kenneth Gilpin et al. v. Hydro-Québec, The Attorney General of Québec and the Honourable Pierre Paradis, S.C.M. 500-05-011892-922 (the Gilpin proceedings);
- h) The Grand Council of the Crees (of Québec) et al. v. le Procureur général du Québec et al., S.C.M. 500-05-011243-803 (1980 GCCQ Health proceedings);
- i) The Grand Council of the Crees (of Québec) et al. v. The Attorney General of Québec et al., S.C.M. 500-05-001440-807 (the GCCQ Air Transport proceedings);
- j) Tawich Development Corporation v. Deputy Minister of Revenue of Québec, C.Q.M. 500-02-012845-926, 500-02-019379-945, 500-02-012499-955; Q.C.A. 500-09-004495-974; S.C.C. 28033 (the Tawich proceedings);
- k) Société de conservation du Saguenay Lac St-Jean et Société de protection des forêts contre le feu v. Corporation foncière de Mistassini et le Procureur général du Québec et le Grand Conseil des Cris (du Québec) et l'Administration régionale crie, S.C. District of Abitibi 170-05-000007-922 (Mistassini Fire Protection proceedings);
- l) Société de conservation du Nord-Ouest et la Société de protection des forêts contre le feu v. Corporation foncière de Waswanipi et le Procureur général du Québec et le Grand Conseil des Cris (du Québec) et l'Administration régionale crie, S.C. District of Abitibi 170-05-000021-923 (Waswanipi Fire Protection proceedings);
- m) Grand Chief Matthew Coon Come et al. v. Her Majesty the Queen in Right of Canada et al., F.C.C. T-962-89 (Federal Court Coon Come proceedings);
- n) The Cree Nation et al. v. Her Majesty the Queen in Right of Canada et al., F.C.C. T-1913-90 (Federal Court Forestry proceedings);
- o) Chief Abel Bosum et al. and the Oujé-Bougoumou Cree Nation v. Her Majesty the Queen in Right of Canada, F.C.C. T-3007-93 (Federal Court Bosum proceedings);
- p) Cree School Board, Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee), Cree Regional Authority et al. v. The Minister of Education of Quebec et al., S.C.M. 500-05-02496-962; Q.A.C. 500-09-006311-989; 500-09-006312-987 (the Cree education proceedings).
- 9.6 The Lord proceedings shall be discontinued by the Cree parties without costs as against the Attorney General of Québec, the Provincial Administrator under Section 22 of the JBNQA, the Honourable Paul Bégin, and the Honourable Guy Chevrette. Québec accepts that this discontinuance shall be made without costs to any of these parties.
- 9.7 The Cree parties to the Lord proceedings will offer a discontinuance without costs to the other parties to the Lord proceedings. The Lord proceedings will be discontinued without costs to the Cree parties and to any Defendant in the Lord proceedings not referred to in section 9.6 accepting such a discontinuance without costs. Québec shall facilitate the proposed discontinuance without costs.
- 9.8 Should any of the Defendants in the Lord proceedings refuse the proposed discontinuance without costs, the Cree parties to the Lord proceedings and Québec will jointly apply to the Superior Court to declare the proceedings to have been discontinued without costs to any of the parties to such proceedings.
- 9.9 The Kitchen proceedings shall be discontinued by the Cree parties thereto without costs to any of the parties to such proceedings. Québec accepts such discontinuance without costs in regard to all Defendants.

The mis-en-cause shall be offered a discontinuance without costs as against it and Québec undertakes to facilitate such discontinuance without costs. The provisions of sections 9.7 and 9.8 shall apply mutatis mutandis to the mis-en-cause.

9.10 The Moses proceedings shall be discontinued by the Cree parties thereto without costs to any of the parties to such proceedings. Québec accepts such discontinuance without costs.

9.11 The Coon Come #1 and #2 proceedings shall be discontinued, without costs, by the Cree parties hereto as against Québec in respect to all allegations and conclusions except those relating to Sections 11B, 14, 18 and 19 of the JBNQA. Québec accepts such partial discontinuance without costs.

9.12 In respect to the allegations and conclusions of the Coon Come #1 and #2 proceedings relating to Sections 11B, 14, 18 and 19 of the JBNQA, the Cree parties to the proceedings and Québec agree to suspend the proceedings against Québec until March 31st, 2005 in order to facilitate the resolution of the issues in respect to these Sections. Québec renounces to any right respecting any ensuing delays and shall not apply for peremption of suit.

9.13 Forthwith upon the execution of this agreement and until March 31st, 2005, at the latest, the James Bay Crees and Québec shall negotiate to resolve the issues relating to Sections 11B, 18 and 19 of the JBNQA under the aegis of the Standing Liaison Committee and those issues related to Section 14 under the aegis of the existing MSSS – Cree Table. The framework for the resolution of issues relating to section 19 of the JBNQA is set out in sections 10.11 to 10.16 of this Agreement.

9.14 Upon the resolution of the issues relating to any one of Sections 11B, 14, 18 and 19 of the JBNQA pursuant to the process contemplated by section 9.13, the remainder of the Coon Come #1 and #2 proceedings as against Québec relating to any resolved Section of the JBNQA shall be discontinued by the Cree parties thereto without costs. Québec undertakes to accept the discontinuance, without costs, of the remainder of the Coon Come #1 and #2 proceedings then pending against Québec so resolved.

9.15 The Coon Come #1 and #2 proceedings shall also be partially discontinued by the Cree parties thereto without costs as against or in favour of Defendants Hydro-Québec and SEBJ in consideration of and subject to the agreements between the Crees, Hydro-Québec and SEBJ referred to in sections 4.19 to 4.21 hereof. The

terms of this partial discontinuance and the list of issues which remain to be resolved are set out in a separate agreement between the CRA, Hydro-Québec and the SEBJ.

9.16 The Coon Come #2 proceedings shall be discontinued by the Cree parties in regard to the SDBJ without costs to any of the parties to such litigation. Québec will ensure that the SDBJ will accept such discontinuance without costs. The Federal Court Coon Come proceeding will be amended by the Cree parties in order to no longer refer therein to the SDBJ.

9.17 The Coon Come #1 and #2 proceedings, the Federal Court Coon Come proceedings and the Federal Court Bosum proceedings may continue as against the Attorney General of Canada (AGC) except that the Cree parties shall no longer invoke their allegations as particularized and conclusions relating to breaches by the AGC of its trust and fiduciary obligations:

a) in relation to any breaches by Québec of its obligations under the JBNQA and other agreements, undertakings and commitments;

b) in relation to any breaches pertaining to the lands and natural resources in Québec.

9.18 There may be a final judgment condemning Canada to pay amounts to Plaintiffs in the Coon Come #1 or #2 proceedings or in the Federal Court Coon Come proceeding or in the Federal Court Bosum proceedings and a contemporaneous or subsequent condemnation by final judgment against Québec, at the request of Canada, to pay the whole or part of such amounts to Canada or the Crees. This may arise as a result of an action in warranty or intervention or similar proceeding by Canada against Québec. In the event of an action in warranty by Canada against Québec, the Crees will participate in the response of the Attorney General of Québec in such proceedings by supporting the positions related to the limits of the action in warranty in consideration of the terms of the present Agreement. In the event of a condemnation consequent upon a judgment against Québec as a result of a final judgment in the Coon Come #1 or #2 proceedings or in the Federal Court Coon Come proceedings or in the Federal Court Bosum proceedings, the Cree parties undertake to indemnify Québec to the extent of any such monetary award against Québec. However, any indemnification to Québec hereunder shall in no case exceed the total amount of any monetary award in favour of the Cree parties in virtue of a final judgment in the Coon Come #1 or #2 proceedings, the Federal Court Coon Come proceedings or the Federal Court Bosum proceedings as the case may be. In the

event of a direct condemnation against Québec in favor of the Crees within the framework of such action in warranty by Canada, the Crees will produce to the Court a declaration of satisfaction of such judgement in favor of Québec without pursuing the execution of such judgement and in consideration of the present Agreement.

9.19 For greater certainty, this Agreement shall not affect or be deemed to affect the continuation of the Coon Come #1 and #2 proceedings or the Federal Court Coon Come proceedings or the Federal Court Bosum proceedings as against the AGC in respect to:

a) breaches by the AGC of its obligations under the JBNQA and the James Bay and Northern Québec Native Claims Settlement Act and under the agreements, undertakings and commitments described in Schedule B of the Coon Come #2 proceedings, whether such obligations are particular or distinct to the AGC or joint obligations with Québec where Canada's share is only sought;

b) breaches by the AGC of the rights of plaintiffs outside of Québec as well as breaches by the AGC of the treaty rights of plaintiffs outside of Québec;

c) aboriginal rights and title of the Cree plaintiffs outside of Québec;

d) subject to section 9.17, breaches by the AGC of its common law trust and fiduciary obligations to the James Bay Cree;

e) subject to section 9.17, breaches by the AGC of the treaty relationship between the James Bay Crees and the federal Crown;

f) breaches by the AGC of its obligations to the Crees under the Constitution of Canada and any federal legislation;

g) any other issues which are not incompatible with the provisions of this Agreement.

9.20 The elements of the Bosum Superior Court proceedings pertaining to natural resources development shall be discontinued as against Québec, by the Cree parties, without costs to any parties. Québec accepts that the discontinuance shall be made without costs.

9.21 The other elements of the Bosum Superior Court proceedings shall be suspended until March 31st, 2005 and dealt with in the framework contemplated by section 10.4.

9.22 The Gilpin proceedings shall be discontinued by the Cree parties thereto without costs to any of the parties. Québec accepts such discontinuance without costs for itself and the Honourable Pierre Paradis and ensures that Hydro-Québec will also accept a discontinuance as against Hydro-Québec without costs to any of the parties to such proceedings.

9.23 The 1980 GCCQ Health proceedings shall be suspended until March 31st, 2005 and dealt with in accordance with the provisions of sections 9.12 to 9.14.

9.24 Notwithstanding section 9.23, the 1980 GCCQ Health proceedings may be continued by the Cree individuals with claims, at their option, and the proceedings may also be severed. The individual parties may also elect to have their claims dealt with in the negotiations contemplated by section 9.13 of this Agreement.

9.25 The GCCQ Air Transport proceedings shall be discontinued by the Cree parties thereto without costs as against Québec and l'Honorable Denis de Belleval then Ministre des Transports du Québec. Québec accepts such discontinuance as against it and that Minister without costs. The Cree parties shall offer to the Defendants which remain and the mis-en-cause, a discontinuance without costs. In the event that such discontinuance is accepted by those parties, the entire GCCQ Air Transport proceedings shall be discontinued without costs forthwith upon such acceptance.

9.26 The Tawich proceedings pending before the Supreme Court of Canada shall be discontinued without costs in all the Courts. Québec accepts such discontinuance without costs.

9.27 The discontinuance of the Tawich proceedings provided for in section 9.26 shall be subject to an agreement between the parties to this Agreement in relation to resulting past financial liability of certain development corporations in respect to taxes on paid-up capital.

9.28 Québec ensures that the Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) will withdraw and abandon all claims which are the object of the Mistissini and Waswanipi Fire Protection proceedings, including the relief sought, as well as any other claim or recourse of any nature whatsoever which it has or could have or might assert for the period prior to April 1st, 2002 respecting forest fire protection regarding Waswanipi and Mistissini Category IB lands and the payment of any applicable forest fire protection fee respecting Waswanipi and Mistissini Category IB lands.

9.29 Québec will withdraw and abandon all claims which are the object of the Mistissini and Waswanipi Fire Protection proceedings, including the relief sought, as well as any other claim or recourse of any nature whatsoever which it has or could have or might assert prior to April 1st, 2002 respecting forest fire protection regarding Waswanipi and Mistissini Category 1B lands and the payment of any applicable forest fire protection fee respecting Waswanipi and Mistissini Category 1B lands.

9.30 For the period subsequent to March 31st, 2002, the Mistissini Landholding Corporation or any entity designated by the Cree Nation of Mistissini will assume the applicable forest fire protection fees assessed for Mistissini Category 1B lands as provided for in the Forest Act and regulations thereunder and the by-laws of SOPFEU. For the period subsequent to March 31st, 2002, the Waswanipi Landholding Corporation or any entity designated by the Cree Nation of Waswanipi will assume the applicable forest fire protection fees assessed for Waswanipi Category 1B lands as provided for in by the Forest Act and regulations thereunder and the by-laws of SOPFEU.

9.31 It is acknowledged that the Federal Court Forestry proceedings relate to federal environmental impact assessment and review of certain forestry operations and constitute legal proceedings concerning forestry. Consequently, the Cree parties to the proceedings shall offer to Her Majesty the Queen in Right of Canada, Defendant Ministers and Defendant Federal Administrator a discontinuance without costs of these proceedings. Should such discontinuance without costs be accepted by those Defendants, the Cree parties to the Federal Court Forestry proceedings shall discontinue the proceedings without costs upon such acceptance.

9.32 The Cree parties shall also offer the mis-en-cause Domtar Inc. a discontinuance without costs in the Federal Court Forestry proceedings. Should mis-en-cause Domtar Inc. accept such a discontinuance without costs, the Federal Court Forestry proceedings shall be discontinued as against it.

9.33 It is specifically confirmed that the allegations and conclusions of the Coon Come #1 and #2 proceedings concerning the recognition of land designated as Block D as part of Category 1A land will be fully and completely settled by the Cree parties in consideration of and subject to the terms of section 10.1 and of Schedule D hereof.

9.34 Québec will not appeal before the Supreme Court of Canada the Cree education proceedings and will not intervene in this case should Canada appeal it. The parties agree that the general funding framework of Cree

education entitled "Funding Rules for Operations and Investment Grants: Terms of Reference for the Purposes of the Approval of the Cree School Board Budget" will continue to be established according to the budgetary rules currently agreed to between them and will be updated by the parties in 2004 and periodically thereafter to take into account changes in the needs of the Cree School Board, the whole subject to the already agreed to discussions on the future funding of adult education.

9.35 Subject to the terms of this Chapter, the James Bay Crees undertake not to institute other legal proceedings in respect to the past implementation by Québec, Hydro-Québec, SEBJ, or SDBJ of the JBNQA and the Forest Act. For the purposes hereof the period comprising the past implementation of the JBNQA and the Forest Act constitutes the period between the date of signature of the JBNQA and the date of signature of this Agreement.

9.36 The provisions of this Agreement do not affect the rights and recourses of the Crees and of Crees individuals resulting from contaminants (such as mercury or other metals and substances) arising from the development of the Territory.

9.37 The James Bay Crees and Québec undertake that within the six months which follow the execution of the present Agreement, they will cause to be filed in the records of the Courts the documents necessary to give effect to the discontinuances and other measures contemplated by this Chapter.

CHAPTER 10 OTHER PROVISIONS

BLOCK D

10.1 Québec and the Crees confirm the settlement of their differences concerning the Chisasibi "Block D" lands. The terms of this settlement are set out in Schedule D hereof.

MODIFICATIONS TO THE CREE TRAPPERS' ASSOCIATION AND THE CREE OUTFITTING AND TOURISM ASSOCIATION AGREEMENTS

10.2 The "Agreement Regarding the Cree Trappers' Association" between Québec, the Cree Trappers' Association, the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and the Cree Regional Authority signed on December 19th, 2000 and January 9th, 2001 will cease to be in force as of March 31st, 2002. For greater certainty, the parties confirm that the said agreement and the funding provided thereunder by Québec shall be maintained for the 2000-2001 and 2001-2002 Financial Years.

b) les mesures concrètes concernant la mise en œuvre par la SDBJ de l'article 10.8 de cette Entente; et

c) la mise à jour de la convention datée du 11 novembre 1975 entre la SDBJ et le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee).

10.10 Au plus tard le 30 septembre 2002, Québec désignera un membre du conseil d'administration de la SDBJ parmi les Cris de la Baie-James et en consultation avec l'ARC.

SERVICES POLICIERS

10.11 Les parties conviennent du principe d'une convention complémentaire à la CBJNQ modifiant les articles 19.1 et 19.2 de celle-ci afin d'y incorporer un nouveau concept de Police régionale crie:

a) qui sera responsable pour les services policiers locaux des communautés crie y compris certains services spécialisés (Terres crie de Catégorie IA et Terres crie de Catégorie IB); et

b) qui assumera, en collaboration avec le Sûreté du Québec, un rôle et des responsabilités pour les services policiers sur les terres de Catégorie II et sur les terres de Catégorie III visées au paragraphe 22.1.6 de la CBJNQ, le tout selon des modalités qui devront être discutées entre les parties en consultation avec les corps policiers concernés.

10.12 Cette convention complémentaire établira le nombre de policiers crie à raison de un (1) par deux cent quinze (215) résidents crie et non crie sur les Terres crie de Catégories IA et IB. Soixante-cinq (65) policiers au total seront octroyés à la signature de la convention complémentaire et ce, pour la période couverte par l'entente tripartite et quinquennale de financement des services policiers crie à intervenir. La révision des effectifs s'effectuera par la suite selon ce ratio, à tous les cinq (5) ans, étant entendu que le total de soixante-cinq (65) policiers ne sera pas réduit par cette révision.

10.13 Le financement des services policiers de la Police régionale crie s'effectuera par les gouvernements selon la formule: 52 % par le Canada et 48 % par le Québec.

10.14 Les dispositions des articles 10.11 à 10.13 seront périmées au 31 mars 2005 à moins que d'ici cette date:

a) une entente tripartite soit intervenue entre le Québec, l'Administration régionale crie et le Canada concernant les termes et modalités de ces modifications aux articles 19.1 et 19.2 de la CBJNQ; et

b) une entente de financement soit intervenue entre le Québec, l'Administration régionale crie et le Canada afin de convenir du financement de cette Police régionale crie pour les cinq (5) premières années de ses activités.

10.15 Les parties conviennent que la date du 31 mars 2005 est une date limite et qu'elles souhaitent plutôt agréer des ententes requises dans les meilleurs délais et idéalement avant le 31 mars 2003.

10.16 Comme mesures intérimaires:

a) le Québec convient de financer sa part (48 %) pour huit (8) policiers crie additionnels à compter du 1^{er} avril 2002, le tout selon les termes et modalités de l'Entente sur le financement des services policiers locaux intervenue en décembre 1998 entre le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee), l'Administration régionale crie, le Québec et le Canada et sous réserve du financement du Canada à ces égards (52 %);

b) les parties chercheront à prolonger ladite Entente sur le financement des services policiers locaux jusqu'à ce que les ententes décrites à l'article 10.14 soient convenues ou, à défaut, jusqu'au 31 mars 2005;

c) le Québec versera à l'ARC au 1^{er} avril 2002 sa part (48 %) d'un montant additionnel non récurrent de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) afin de financer des équipements et de la formation pour les policiers crie additionnels sous réserve du financement du Canada à ces égards (52 %). Le Québec versera également à l'ARC sa part (48 %) d'un montant additionnel non récurrent de deux cent cinquante mille dollars (250 000 \$) à ces fins lorsque, le cas échéant, les ententes décrites à l'article 10.14 auront été convenues.

AGENTS DE CONSERVATION

10.17 Le Québec maintiendra ses effectifs d'agents de conservation de la faune dans le Territoire et il formera et embauchera des agents de conservation de la faune additionnels d'ici le 1^{er} avril 2003 selon les modalités qui suivent:

b) the Financial Provisions set out in sections 4 to 6 of the "Memorandum of Agreement between the Minister of the Environment and various Cree Bands" regarding funding of the Program for the local environment administrator, an example of which for the First Nation of Whapmagoostui dated December 22nd, 2000 and February 8th, 2001 is attached as Schedule F.

The future amounts of funding in this respect will be determined and assumed by the Cree Regional Authority until March 31st, 2052.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

10.8 The Société de développement de la Baie James will be instructed by Québec to encourage joint ventures and partnerships with Cree Enterprises in specific fields or activities including tourism, road maintenance, fuel distribution, mining exploration and exploitation, forestry exploitation, construction, transportation and other ventures. The Société de développement de la Baie James will further be instructed by Québec to encourage economic and community development initiatives by James Bay Crees and Cree Enterprises and to favour joint ventures and partnerships in these regards.

10.9 Québec ensures that the SDBJ will, forthwith upon the execution of this Agreement, enter into negotiations with the CRA. It is intended that these negotiations be completed by March 31st, 2003 at the latest. These negotiations will address more particularly:

- a) the relations between the Crees and SDBJ;
- b) the concrete measures related to the implementation by the SDBJ of section 10.8 of this Agreement; and
- c) updating the Agreement dated November 11th, 1975 between SDBJ and the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee).

10.10 At the latest September 30th, 2002, Québec will appoint one member of the Board of directors of the SDBJ from among the James Bay Crees and in consultation with the CRA.

POLICING SERVICES

10.11 The parties agree to the principle of a Complementary Agreement to the JBNQA modifying its sub-sections 19.1 and 19.2 in order to apply a new concept of Cree regional policing:

- a) responsible for local policing services for the Cree communities including certain specialized services (Cree Category IA lands and Cree Category IB lands); and

b) assuming a role and responsibilities for policing services, in collaboration with the Sûreté du Québec, on Category II lands and on Category III lands contemplated by paragraph 22.1.6 of the JBNQA, the whole in accordance with arrangements which remain to be discussed between the Parties in consultation with the concerned police forces.

10.12 This Complementary Agreement will establish the number of Cree police officers according to a ratio of one (1) police officer for every two hundred and fifteen (215) Cree and non-Cree residents on Cree Category IA and IB lands. A total of sixty-five (65) police officers will be allocated upon the signature of the Complementary Agreement, for the duration of the tri-party and 5-year funding agreement to be concluded on Cree policing services. The review of the complement of police officers will thereafter take place every five (5) years, according to this ratio, provided however that the total of sixty-five (65) police officers will not be reduced by this review.

10.13 The funding for the Cree regional policing services will be assumed by the governments in accordance with the following formula: 52% assumed by Canada and 48% assumed by Québec.

10.14 The provisions of sections 10.11 to 10.13 will expire on March 31st, 2005 unless before that date:

a) a tripartite agreement has been reached between Québec, the Cree Regional Authority and Canada concerning the terms and conditions of these modifications to sub-sections 19.1 and 19.2 of the JBNQA; and

b) a funding agreement has been reached between Québec, the Cree Regional Authority and Canada concerning the funding levels for the Cree regional policing services for the first five (5) years of its operations.

10.15 The parties agree that the date of March 31st, 2005 is an ultimate date and they rather wish to reach the required agreements as soon as possible and ideally before March 31st, 2003.

10.16 As interim measures:

a) Québec agrees to fund its share (48%) of eight (8) additional Cree police officers as of April 1st, 2002, in accordance with the terms and conditions set out in the Agreement concerning funding for local Cree policing services signed in December 1998 between the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee), the Cree Regional Authority, Québec and Canada but subject to funding by Canada (52%) for these purposes;

b) the parties agree to seek an extension of the said Agreement concerning funding for local Cree policing services until the agreements set out in section 10.14 have been reached or, failing such agreements, until March 31st, 2005;

c) Québec will provide to the CRA on April 1st, 2002 its share (48%) of an additional non-recurrent amount of one hundred fifty thousand dollars (\$150,000) in order to fund equipment and training for the additional Cree police officers but subject to funding by Canada (52%) for these purposes. Québec will also provide to the CRA its share (48%) of an additional non-recurrent amount of two hundred fifty thousand dollars (\$250,000) for such purposes when, as the case may be, the agreements set out in section 10.14 have been reached.

CONSERVATION OFFICERS

10.17 Québec will maintain its existing complement of Wildlife Conservation Officers in the Territory and it will train and hire the following additional Wildlife Conservation Officers by April 1st, 2003 in accordance with the following guidelines:

a) two (2) full-time Wildlife Conservation Officers for the traditional territory of the Cree Nation of Chisasibi;

b) two (2) half-time Wildlife Conservation Officers for each of the traditional territories of the other Cree Bands, for a total of eight (8) additional equivalent full-time Wildlife Conservation Officers;

c) two (2) full-time Wildlife Conservation Officers assigned more particularly to the control of the territories adjacent to the construction sites of the EM 1 Project and of the Eastmain 1-A/Rupert Project. These agents will be subsequently assigned to the control of the Territory in accordance with the priorities determined in consultation with the Cree Regional Authority.

10.18 By April 1st, 2004, Québec will train and appoint one interested Cree hunter and trapper (normally the Cree tallyman) for Cree traplines in the area of Cree primary interest under the meaning of section 24 of the JBNQA as an Auxiliary Wildlife Territorial Officer, for the primary purpose of improving the enforcement of hunting, fishing and trapping legislation and regulations within each concerned trapline. The number of such auxiliaries will be between thirty (30) to fifty (50).

10.19 Should the population of the Territory increase substantially over the duration of this Agreement, Québec will train and hire additional Wildlife Conservation Officers in order to ensure an adequate control of hunting, fishing and trapping activities in the Territory.

CHAPTER 11 STANDING LIAISON COMMITTEE

11.1 The parties hereby create a Standing Liaison Committee made up of an equal number of representatives designated by each party.

11.2 The Standing Liaison Committee comprises the representatives deemed useful by Québec (of which at least one of Administrator of State rank) in order to adequately carry out the mandate of the Committee. For at least the first three (3) years of its operations, the Secrétaire général associé du Secrétariat aux affaires autochtones and a representative designated by the Secrétaire général du Conseil exécutif will be members of the Committee.

11.3 The Standing Liaison Committee also comprises the Chief Representative of the Crees with Québec designated by the Cree Regional Authority as well as any other persons deemed useful by the Cree Regional Authority in order to adequately carry out the mandate of the Committee.

11.4 Normally, the representatives of each party at the Standing Liaison Committee will not exceed five (5) persons unless the representatives of the parties at this Committee agree otherwise. A representative on this committee may be occasionally substituted when the circumstances so require.

11.5 The Standing Liaison Committee will meet regularly.

11.6 The Standing Liaison Committee will have the following principal mandates:

a) to act as a permanent forum of exchange and of coordination between the Crees and Québec in order to strengthen political, economic and social relations between Québec and the Crees;

b) to ensure the harmonious implementation of and efficient follow-up of this Agreement and to resolve other questions pertaining to the implementation of the James Bay and Northern Québec Agreement;

c) to act as a privileged forum between the Crees and Québec in order to find mutually acceptable solutions to disputes arising out of the interpretation or implementation of this Agreement or of the James Bay and Northern Québec Agreement when the mechanisms provided therein cannot resolve the dispute to the satisfaction of the parties;

« 9.1 Malgré l'article 9, un pharmacien qui, en application de l'article 8.1, vend un vaccin à une infirmière ou un infirmier doit :

1° constituer un dossier pour chaque infirmière ou infirmier à qui il vend ce vaccin ;

2° inscrire cette vente à ce dossier avec la mention « usage professionnel » ;

3° conserver, dans un registre, l'original de la demande pendant une durée d'au moins deux ans à compter de la date de sa réception. ».

3. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 16, du suivant :

« 16.1 Malgré les articles 3 et 4, un vaccin obtenu conformément à l'article 8.1 peut être vendu par une infirmière ou un infirmier à son patient, à la condition qu'il le lui administre. ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, à l'annexe I, après « Lévallorphane et ses sels » de « Lévonorgestrel ».

5. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

48518

Gouvernement du Québec

Décret 679-2007, 14 août 2007

CONCERNANT la publication d'ententes modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et les Cris du Québec ont conclu, le 7 février 2002, l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec ;

ATTENDU QUE cette entente a été approuvée par le gouvernement du Québec le 20 mars 2002 par le décret n° 289-2002 et qu'elle a été publiée en français et en anglais à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 22 mai 2002, conformément au décret n° 507-2002 du 1^{er} mai 2002 ;

ATTENDU QUE l'article 13.2 de cette entente prévoit que celle-ci peut être amendée de temps à autre avec le consentement du Québec et de l'Administration régionale crie ;

ATTENDU QUE les parties ont convenu, en 2003, d'apporter des modifications à cette entente, liées à la foresterie et à d'autres matières ;

ATTENDU QUE l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec a été approuvée par le décret n° 1161-2003 du 5 novembre 2003, qu'elle a été signée le 12 décembre 2003 et qu'elle a été publiée en français et en anglais à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 6 octobre 2004, conformément au décret n° 897-2004 du 22 septembre 2004 ;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris ont convenu qu'il était approprié, afin de reporter certaines dates d'échéance relatives aux négociations à poursuivre, de conclure une Entente modifiant de nouveau l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec ;

ATTENDU QUE l'Entente modifiant de nouveau l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec a été approuvée par le décret n° 661-2005 du 29 juin 2005 et que le dernier signataire y a apposé sa signature le 2 novembre 2005 ;

ATTENDU QUE l'article 5 de l'Entente modifiant de nouveau l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec prévoit qu'elle doit être publiée, en français et en anglais, à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* ;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris ont convenu qu'il était approprié de conclure une Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec en matière forestière afin de reporter certains délais et convenir de nouvelles mesures relatives aux activités d'aménagement forestier ;

ATTENDU QUE l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec en matière forestière a été approuvée par le décret n° 958-2005 du 19 octobre 2005 et que le dernier signataire y a apposé sa signature le 7 juin 2006 ;

ATTENDU QUE l'article 14 de l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec en matière forestière prévoit qu'elle doit être publiée, en français et en anglais, à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* ;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris ont convenu qu'il était approprié de conclure un quatrième amendement à l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, afin de reporter une fois de plus certaines dates d'échéance relatives aux négociations à poursuivre;

ATTENDU QUE l'amendement n° 4 à l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec a été approuvé par le décret n° 1301-2005 du 21 décembre 2005 et que le dernier signataire y a apposé sa signature le 23 mai 2006;

ATTENDU QUE l'article 2 de l'amendement n° 4 prévoit qu'il doit être publié, en français et en anglais, à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris ont poursuivi leurs discussions afin de parvenir à la conclusion d'ententes à l'intérieur de la nouvelle échéance fixée au 31 mai 2006, mais que les circonstances ont fait en sorte que les parties n'ont pu atteindre cet objectif;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris ont convenu qu'il était approprié d'apporter une cinquième modification à l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, de façon à reporter, au 31 décembre 2006, les dates d'échéance relatives à certaines négociations à poursuivre, plus particulièrement celles concernant les chapitres 11B (Conseil régional de zone de la Baie James), 18 (Administration de la justice – Cris) et 19 (Police – Cris) de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, en plus de celle sur le transfert de terres entre Mistissini et Oujé-Bougoumou;

ATTENDU QUE l'amendement n° 5 à l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec a été approuvé par le décret n° 598-2006 du 28 juin 2006 et que le dernier signataire y a apposé sa signature le 9 novembre 2006;

ATTENDU QUE l'article 2 de l'amendement n° 5 prévoit qu'il doit être publié, en français et en anglais, à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'il est souhaitable que ces ententes soient facilement accessibles pour l'ensemble des citoyens du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 7° de l'article 3 du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* édicté par le décret n° 1259-97 du 24 septembre 1997, ces quatre dernières ententes de modification constituent des documents dont le gouvernement peut requérir la publication à l'édition française de la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6° de l'article 4 de ce règlement, de tels documents peuvent également être publiés à l'édition anglaise de la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* si le gouvernement l'ordonne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles et de la Faune et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information:

QUE soient publiées à la *Gazette officielle du Québec*, dans les éditions française et anglaise de la Partie 2 de celle-ci, les quatre ententes de modification suivantes de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec lesquelles sont annexées au présent décret:

— Entente modifiant de nouveau l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, signée le 2 novembre 2005;

— Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec en matière forestière, signée le 7 juin 2006;

— Amendement n° 4 à l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, signé le 23 mai 2006;

— Amendement n° 5 à l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, signé le 9 novembre 2006.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

ENTENTE MODIFIANT DE NOUVEAU L'ENTENTE
CONCERNANT UNE NOUVELLE RELATION
ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LES
CRIS DU QUÉBEC

ENTENTE MODIFIANT DE NOUVEAU L'ENTENTE
CONCERNANT UNE NOUVELLE RELATION

ENTRE

Le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par M. Jean Charest, premier ministre, M. Geoffrey Kelley, ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Pierre Corbeil, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, et M. Benoît Pelletier, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information,

ci-après désigné « Québec »

ET

Les CRIS DU QUÉBEC, agissant par le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie, représentés par M. Ted Moses, respectivement Grand Chef et Président, et par M. Paul Gull, respectivement Vice-Grand Chef et Vice-président,

ci-après désignés « les Cris ».

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie ont conclu, le 7 février 2002, l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec;

ATTENDU QUE cette entente avait préalablement été approuvée par les Cris du Québec par référendum de la Nation crie;

ATTENDU QUE cette entente a été approuvée par le gouvernement du Québec le 20 mars 2002 par le décret n° 289-2002 et qu'elle a été publiée en français et en anglais à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 22 mai 2002;

ATTENDU QUE l'Assemblée nationale a adopté la Loi assurant la mise en œuvre de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec (L.R.Q., c. M-35.1.2) et que cette loi a été sanctionnée le 13 juin 2002;

ATTENDU QUE l'article 13.2 de cette entente prévoit que celle-ci peut être amendée de temps à autre avec le consentement du Québec et de l'Administration régionale crie;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris ont conclu l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, laquelle a été approuvée par le décret n° 1161-2003 du 5 novembre 2003;

ATTENDU QUE l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec a été signée le 12 décembre 2003 et qu'elle a été publiée en français et en anglais à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 6 octobre 2004;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris sont d'avis qu'il est approprié de conclure une Entente modifiant de nouveau l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, afin de reporter certaines dates d'échéance relatives aux négociations à poursuivre;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. L'article 3.13.3 de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, telle que modifiée par l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, est modifié en y remplaçant la date du « 1^{er} septembre 2003 » par la date du « 31 décembre 2005 ».

2. Les articles 9.12, 9.13, 9.21, 10.14 et 10.15 de cette entente sont modifiés en y remplaçant la date du « 31 mars 2005 » par la date du « 31 décembre 2005 ».

3. L'article 10.9 de cette entente est modifié en y remplaçant la date du « 31 décembre 2004 » par la date du « 31 décembre 2005 ».

4. L'article 10 de l'annexe D de cette entente est remplacé par le suivant:

« 10. Le Québec s'engage à effectuer le transfert final le plus tôt possible après que les travaux de restauration des lieux auront été exécutés à la satisfaction de la partie crie et du gouvernement du Canada, tout en tenant compte de l'article 5 ci-dessus en ce qui a trait à l'usage du site. ».

5. Le Québec publiera en français et en anglais la présente entente à la partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*.

6. La présente entente a effet depuis le 1^{er} avril 2005.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

JEAN CHAREST,
Premier ministre

GEOFFREY KELLEY,
Ministre délégué aux Affaires autochtones

Québec, le 2 novembre 2005

PIERRE CORBEIL,
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

BENOÎT PELLETIER,
Ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information

POUR LE GRAND CONSEIL DES CRIS (EYYOU ISTCHEE) ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

Montréal, le 13 juillet 2005

TED MOSES,
Grand Chef et Président

PAUL GULL,
Vice-Grand Chef et Vice-président

ENTENTE MODIFIANT L'ENTENTE CONCERNANT UNE NOUVELLE RELATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LES CRIS DU QUÉBEC EN MATIÈRE FORESTIÈRE

ENTENTE MODIFIANT L'ENTENTE CONCERNANT UNE NOUVELLE RELATION EN MATIÈRE FORESTIÈRE

ENTRE

Le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par M. Jean Charest, premier ministre du Québec, par M. Pierre Corbeil, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, par M. Geoffrey Kelley, ministre délégué

aux Affaires autochtones, et par M. Benoît Pelletier, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information,

ci-après désigné « Québec »

ET

LES CRIS DU QUÉBEC, agissant par le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie, représentés par M. Matthew Mukash, respectivement Grand Chef et Président, et par M. Ashley Iserhoff, respectivement Vice-Grand Chef et Vice-président,

ci-après désignés « les Cris ».

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie ont conclu, le 7 février 2002, l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec;

ATTENDU QUE cette entente avait préalablement été approuvée par les Cris du Québec par référendum de la Nation crie;

ATTENDU QUE cette entente a été approuvée par le gouvernement du Québec le 20 mars 2002 par le décret n° 289-2002 et qu'elle a été publiée en français et en anglais à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 22 mai 2002;

ATTENDU QUE l'Assemblée nationale a adopté la Loi assurant la mise en œuvre de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec (2002, chapitre 25) et que cette loi a été sanctionnée le 13 juin 2002;

ATTENDU QUE l'article 13.2 de l'Entente prévoit que celle-ci peut être amendée de temps à autre avec le consentement du Québec et de l'Administration régionale crie;

ATTENDU QUE l'article 3.6 de l'Entente prévoit plus spécifiquement que le régime forestier applicable au Territoire visé à celle-ci évoluera au cours de sa durée tenant compte des principes qui y sont énoncés et des recommandations du Conseil Cris-Québec sur la foresterie;

ATTENDU QU'en décembre 2003, le Québec et les Cris ont modifié une première fois l'Entente afin, notamment, de tenir compte de nouveaux délais concernant la délimitation des terrains de trappage et la détermination

finale des nouvelles unités d'aménagement et de reporter d'un an la date prévue pour le dépôt et l'entrée en vigueur des plans d'aménagement forestier basés sur les nouvelles unités d'aménagement;

ATTENDU QUE l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec a été approuvée par le gouvernement du Québec le 5 novembre 2003 par le décret n°1161-2003 puis signée le 12 décembre 2003 et qu'elle a été publiée en français et en anglais à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 6 octobre 2004;

ATTENDU QU'en mars 2004, le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs a annoncé le report du dépôt des calculs de possibilité forestière nécessaires pour la préparation des plans d'aménagement forestier, initialement prévu pour le mois d'octobre 2004, à l'automne 2005;

ATTENDU QUE la Commission d'étude scientifique, technique, publique et indépendante, chargée d'examiner la gestion des forêts du domaine de l'État (commission Coulombe), constituée en vertu du décret n° 1121-2003, a déposé son rapport au gouvernement du Québec le 14 décembre 2004;

ATTENDU QU'il y est fait état de certaines recommandations relatives aux calculs de possibilité forestière, dont notamment celle de reporter d'une année supplémentaire ces calculs afin de revoir en profondeur les outils et les méthodes utilisés par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune pour la réalisation de ceux-ci;

ATTENDU QU'en regard de ce qui précède, il y a lieu de reporter de deux ans la date du dépôt et de l'entrée en vigueur des plans d'aménagement forestier basés sur la nouvelle délimitation des unités d'aménagement, de prévoir de nouvelles règles pour les années 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 ainsi que des mesures transitoires qui permettront l'intégration dans les plans annuels d'intervention forestière des modalités prévues aux articles 3.9, 3.10, 3.11, 3.12 et 3.13 de l'Entente;

ATTENDU QU'au cours des mois de février et mars 2005, les parties se sont entendues sur les modifications à apporter à l'Entente à cet égard;

ATTENDU QUE la Nation crie a approuvé, par le biais de la Résolution n° 2005-17 du 1^{er} mars 2005 du Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et de l'Administration régionale crie, les modifications à l'Entente;

ATTENDU QUE l'Assemblée nationale a adopté la Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives en matière forestière (2005, chapitre 3) et que cette loi a été sanctionnée le 22 mars 2005;

ATTENDU QUE l'Assemblée nationale a adopté la Loi modifiant la Loi sur le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs et d'autres dispositions législatives (2005, chapitre 19) et que cette loi a été sanctionnée le 17 juin 2005;

ATTENDU QUE les parties n'ont pu finaliser la présente entente avant l'adoption urgente de cette législation qui a notamment pour objet de reporter de deux ans, sur tout le territoire du Québec, la date du dépôt et de l'entrée en vigueur des plans d'aménagement forestier basés sur la nouvelle délimitation des unités d'aménagement et ce, pour tenir compte à la fois des délais occasionnés par le report du dépôt des calculs de possibilité forestière, de certaines des recommandations du rapport de la commission Coulombe et de la plupart des modifications convenues entre les parties au cours des mois de février et mars 2005;

ATTENDU QUE les parties désirent s'assurer que toutes les modifications convenues soient intégrées dans l'Entente et que la législation de mise en oeuvre reflète celles-ci;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. L'article 3.7.3 de l'Entente, remplacé par l'article 1 de l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « avril 2006 » par « avril 2008 ».

2. Le chapitre 3 de l'Entente est modifié par l'ajout, après l'article 3.47, du suivant:

«3.47.1 Une copie des permis d'intervention et de leurs modifications autorisant la réalisation d'activités d'aménagement forestier sur le Territoire visé par l'article 3.3 de la présente Entente est transmise aux groupes de travail conjoints par le ministre dès leur délivrance par ce dernier aux bénéficiaires de contrats.»

3. L'article 59 de la partie IV (C-4) de l'annexe C de l'Entente, modifié par l'article 9 de l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, est de nouveau modifié par le remplacement de la deuxième phrase par la suivante: «Ce projet de directives sera transmis au ministre avant le 15 avril 2005.»

4. L'article 60 de la partie IV (C-4) de l'annexe C de l'Entente, modifié par l'article 10 de l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, est de nouveau modifié par le remplacement de la dernière phrase par la suivante : « Cette démarche devrait être finalisée avant le 31 décembre 2005. ».

5. L'article 61 de la partie IV (C-4) de l'annexe C de l'Entente, modifié par l'article 11 de l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, est de nouveau modifié par le remplacement de la dernière phrase par la suivante : « Pour la période se terminant le 31 mars 2008, un premier rapport couvrant la période se terminant le 31 mars 2005 et un second rapport couvrant celle du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2008 devront être fournis aux membres des groupes de travail conjoints. ».

6. L'article 63 de la partie IV (C-4) de l'annexe C de l'Entente, remplacé par l'article 12 de l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, est de nouveau remplacé par le suivant :

« 63. Compte tenu que des activités d'aménagement forestier sont prévues sur le Territoire entre la date de signature de l'Entente et l'entrée en vigueur des prochains plans généraux d'aménagement forestier, les parties conviennent de prendre les mesures nécessaires afin de faire en sorte que le présent régime forestier adapté soit mis en œuvre et intégré progressivement dans la programmation annuelle de coupe pour les années 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 de la façon suivante. ».

7. Les articles 76.3 et 76.4 de la sous-section 5.3.1 de la partie IV (C-4) de l'annexe C de l'Entente, introduits par l'article 15 de l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, sont remplacés par ce qui suit :

« 5.3.2 Plan annuel et permis d'intervention forestière 2006-2007

76.3 Pour l'année 2006-2007, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune fournira aux groupes de travail conjoints, à partir des plans quinquennaux d'aménagement forestier existants, le ou avant le 1^{er} mai 2005 :

— une liste de terrains de trappage touchés équivalente à celle prévue à l'article 64 de la partie IV (C-4) de la présente annexe ; et

— une carte synthèse du plan quinquennal existant.

76.4 Les articles 65 et 66 s'appliquent avec les adaptations nécessaires. Les dispositions des articles 29 à 42 relatives à la préparation, à l'approbation et aux modifications des plans annuels d'intervention forestière s'appliquent également, avec les adaptations nécessaires, au plan annuel 2006-2007. Les informations doivent être disponibles en septembre 2005 pour intégration dans la planification des plans annuels d'intervention 2006-2007 à déposer le 1^{er} décembre 2005.

5.3.3 Plan annuel et permis d'intervention forestière 2007-2008

76.5 Pour l'année 2007-2008, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune fournira aux groupes de travail conjoints, à partir des plans quinquennaux d'aménagement forestier existants, le ou avant le 1^{er} mai 2006 :

— une liste de terrains de trappage touchés équivalente à celle prévue à l'article 64 de la partie IV (C-4) de la présente annexe ; et

— une carte synthèse du plan quinquennal existant.

76.6 Les articles 65 et 66 s'appliquent avec les adaptations nécessaires. Les dispositions des articles 29 à 42 relatives à la préparation, à l'approbation et aux modifications des plans annuels d'intervention forestière s'appliquent également, avec les adaptations nécessaires, au plan annuel 2007-2008. Les informations doivent être disponibles en septembre 2006 pour intégration dans la planification des plans annuels d'intervention 2007-2008 à déposer le 1^{er} décembre 2006.

5.3.4 Autres mesures applicables pour les années 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008

76.7 À compter du 1^{er} avril 2005 et ce, jusqu'au 31 mars 2008, la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu des essences du groupe sapin, épinette, pin gris et mélèze (SEPM) des aires communes désignées à l'annexe I de la partie IV (C-4) de l'annexe C de la présente Entente est réduite de la manière prévue à cette annexe et en tenant compte des particularités suivantes.

En ce qui concerne les aires communes qui recoupent en partie le Territoire, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune doit, pour les seules fins de la répartition spatiale des coupes de bois dans ces aires communes, présumer que la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu des essences du groupe SEPM de l'aire commune concernée est réduite de 25 %, de sorte que la quantité maximale de ces essences pouvant être autorisée à récolter sur la partie de l'aire commune qui recoupe le Territoire ne puisse en aucun cas excéder la possibilité forestière présumée.

De plus, dans la mesure où la composition forestière de l'aire commune le permet, le ministre doit, en tenant compte de celle-ci, voir à ce que les plans annuels d'intervention forestière 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 tendent à répartir sur la superficie totale de l'aire commune l'ensemble des coupes de manière à ce que le pourcentage de la superficie des coupes planifiées sur la partie de l'aire commune qui recoupe le Territoire n'excède pas de façon significative ce que représente en pourcentage la superficie de cette partie de territoire par rapport à la superficie totale de l'aire commune.

À compter du 1^{er} avril 2005 et ce, jusqu'au 31 mars 2008, la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu des essences autres que celles visées au premier alinéa de chacune des aires communes est réduite de 5 %.

76.8 Pour les années 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune doit réduire au permis d'intervention de ces années les volumes de bois que les bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier et de contrats d'aménagement forestier auraient autrement été autorisés à récolter en vertu de leur contrat, si, en raison de l'application de la réduction prévue, la nouvelle possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu de l'aire commune concernée est inférieure à la somme des volumes de bois prévus au contrat des bénéficiaires qui leur sont attribués dans cette aire commune pour les essences du groupe SEPM ou pour les autres essences en cause, selon le cas.

Dans ce cas, le ministre soustrait de la somme des volumes de bois attribués la nouvelle possibilité forestière et il répartit la différence concernant les essences du groupe SEPM ou les autres essences en cause, selon le cas, sur l'ensemble des bénéficiaires de contrats de l'aire commune au prorata des volumes attribués à chacun. Toutefois, le ministre peut faire varier la réduction des volumes entre les bénéficiaires en fonction des impacts que peut avoir sur l'activité économique régionale ou locale la répartition de cette réduction entre eux.

76.9 Malgré la loi et les dispositions des articles 76.7 et 76.8 de la présente sous-section, un bénéficiaire de contrat peut, avec l'autorisation du ministre des Ressources naturelles et de la Faune, récolter par anticipation au cours des années 2005-2006 et 2006-2007 un volume additionnel de bois ne pouvant en aucun cas excéder au cours de ces deux années 10 % du volume annuel de bois que le bénéficiaire est autorisé à récolter selon les dispositions de la loi et de l'article 76.8.

Au cours de l'année 2007-2008, le ministre doit, le cas échéant, ajuster le permis d'intervention de cette année de façon à s'assurer que, sur une période de trois ans, le volume annuel moyen récolté par le bénéficiaire n'excède pas ses attributions déterminées selon la loi et les dispositions des articles 76.7 et 76.8.

76.10 Pendant la période transitoire et malgré les dispositions du paragraphe c de l'article 3.10.4 du chapitre 3 de la présente Entente, le rythme annuel de récolte autorisé dans les territoires forestiers d'intérêt faunique pour les Cris sera modulé en fonction du niveau de perturbation antérieur dans chaque terrain de trappage de la façon suivante. Dans un terrain de trappage ayant subi moins de 15 % de perturbation au cours des vingt (20) dernières années, on pourrait effectuer de nouvelles coupes sur un maximum annuel de 3 % de la superficie productive des territoires forestiers d'intérêt faunique de ce terrain de trappage. Ce pourcentage annuel serait réduit à 2% quand le niveau global de perturbation se situe entre 15 % et 30 % et il diminuerait à 1 % lorsque le niveau global se situe entre 30 % et 40 %..».

8. L'article 77.1 de la sous-section 5.4 de la partie IV (C-4) de l'annexe C de l'Entente, introduit par l'article 15 de l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, est modifié par le remplacement de la deuxième phrase par la suivante : « Considérant que ces modifications seront étudiées en détail dans le processus d'approbation ou de modification de chaque plan annuel d'intervention forestière, les parties aux présentes conviennent que les bénéficiaires devront intégrer ces nouvelles informations aux plans quinquennaux d'aménagement forestier sans autre formalité. ».

9. L'article 77.2 de la sous-section 5.4.1 de la partie IV (C-4) de l'annexe C de l'Entente, introduit par l'article 15 de l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, est modifié par le remplacement de « 31 mars 2006 » par « 31 mars 2008 ».

10. La partie IV (C-4) de l'annexe C de l'Entente est modifiée par l'ajout, à la fin de cette partie, de l'annexe suivante :

**« ANNEXE I
(Article 76.7)**

Réduction de la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu des essences du groupe SEPM des aires communes concernées

Aire commune	Pourcentage de réduction
025-03	20,2 %
026-04	23,6 %
026-05	24,4 %
026-06	25,0 %
026-20	24,4 %
042-01	21,3 %
082-85C	23,8 %
083-87N	23,5 %
084-03	22,4 %
084-04	22,5 %
084-20	20,7 %
085-20	20,4 %
086-01	20,0 %
086-03N	25,0 %
086-10	25,0 %
086-20	24,6 %
086-21	24,2 %
086-22	25,0 %
086-24	21,6 %
087-04	23,1 %
087-20	23,3 %

».

11. L'article 2 de la partie VI (C-6) de l'annexe C de l'Entente, introduit par l'article 16 de l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, est modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa, de « 30 septembre 2004 » par « 31 mai 2005 ».

12. L'article 19 de l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « 2006-2011 » par « 2008-2013 ».

13. L'article 20 de l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec est modifié par le remplacement de « 31 mars 2006 » par « 31 mars 2008 ».

DISPOSITIONS FINALES

14. Le Québec publiera en français et en anglais la présente entente à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*.

15. Les dispositions de l'article 7 de la présente entente ont effet depuis le 1^{er} avril 2005.

16. La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les parties et cesse d'avoir effet le 31 mars 2052, à moins que, de consentement, les parties en décident autrement.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

JEAN CHAREST,
Premier ministre

Québec, le 7 juin 2006

GEOFFREY KELLEY,
Ministre délégué aux Affaires autochtones

Québec, le 30 mai 2005

PIERRE CORBEIL,
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

Québec, le 14 mars 2006

BENOÎT PELLETIER,
Ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information

Québec, le 1^{er} mai 2005

POUR LE GRAND CONSEIL DES CRIS (Eeyou Istchee) ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

MATTHEW MUKASH,
Grand Chef du Conseil des Cris (Eeyou Istchee)
Président de l'Administration régionale crie

ASHLEY ISERHOFF,
Vice-Grand Chef du Conseil des
Cris (Eeyou Istchee)
Vice-président de l'Administration régionale crie

ENTENTE CONCERNANT UNE NOUVELLE
RELATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU
QUÉBEC ET LES CRIS DU QUÉBEC

AMENDEMENT N° 4

ENTRE

Le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par M. Jean Charest, premier ministre, M. Geoffrey Kelley, ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Pierre Corbeil, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, et M. Benoît Pelletier, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information,

ci-après désigné « le Québec »

ET

Les CRIS DU QUÉBEC, agissant par le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie, représentés par M. Matthew Mukash, respectivement grand chef et président, et par M. Ashley Iserhoff, respectivement vice-grand chef et vice-président,

ci-après désignés « les Cris ».

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie ont conclu, le 7 février 2002, l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec;

ATTENDU QUE cette entente avait préalablement été approuvée par les Cris du Québec par référendum de la nation crie;

ATTENDU QUE cette entente a été approuvée par le gouvernement du Québec le 20 mars 2002 par le décret n° 289-2002 et qu'elle a été publiée en français et en anglais à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 22 mai 2002;

ATTENDU QUE l'Assemblée nationale a adopté la Loi assurant la mise en œuvre de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec (L.R.Q., c. M-35.1.2) et que cette loi a été sanctionnée le 13 juin 2002;

ATTENDU QUE l'article 13.2 de cette entente prévoit que celle-ci peut être amendée de temps à autre avec le consentement du Québec et de l'Administration régionale crie;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris ont conclu l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, laquelle a été approuvée par le décret n° 1161-2003 du 5 novembre 2003;

ATTENDU QUE l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec a été signée le 12 décembre 2003 et qu'elle a été publiée en français et en anglais à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 6 octobre 2004;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris ont conclu l'Entente modifiant de nouveau l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, laquelle a été approuvée par le décret n° 661-2005 du 29 juin 2005;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris ont conclu l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec en matière forestière, laquelle a été approuvée par le décret n° 958-2005 du 19 octobre 2005;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris sont d'avis qu'il est approprié de conclure un quatrième (4^e) amendement à l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, afin de reporter certaines dates d'échéance relatives aux négociations à poursuivre;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Les articles 3.13.3, 9.12, 9.13, 9.21, 10.9, 10.14 et 10.15 de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec sont modifiés en y remplaçant la date du « 31 décembre 2005 » par la date du « 31 mai 2006 ».

2. Le Québec publiera en français et en anglais la présente entente à la partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*.

3. La présente entente a effet depuis le 1^{er} janvier 2006.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

JEAN CHAREST,
Premier ministre

Québec, le 23 mai 2006

GEOFFREY KELLEY,
Ministre délégué aux Affaires autochtones

Montréal, le 31 mars 2006

PIERRE CORBEIL,
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

BENOÎT PELLETIER,
Ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information

Québec, le 10 mai 2006

POUR LE GRAND CONSEIL DES CRIS (EYYOU ISTCHEE) ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

MATTHEW MUKASH,
Grand chef et président

Waskaganish, le 27 février 2006

ASHLEY ISERHOFF,
Vice-grand chef et vice-président

Waskaganish, le 2 mars 2006

ENTENTE CONCERNANT UNE NOUVELLE RELATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LES CRIS DU QUÉBEC

AMENDEMENT N° 5

ENTRE

Le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par M. Jean Charest, premier ministre, M. Geoffrey Kelley, ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Pierre Corbeil, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, et M. Benoît Pelletier, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information,

ci-après désigné « le Québec »

ET

Les CRIS DU QUÉBEC, agissant par le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie, représentés par M. Matthew Mukash, respectivement grand chef et président, et par M. Ashley Iserhoff, respectivement vice-grand chef et vice-président,

ci-après désignés « les Cris ».

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale crie ont conclu, le 7 février 2002, l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec :

ATTENDU QUE cette entente avait été approuvée par les Cris du Québec par référendum de la nation crie ;

ATTENDU QUE cette entente a été approuvée par le gouvernement du Québec le 20 mars 2002 par le décret n° 289-2002 et qu'elle a été publiée en français et en anglais à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 22 mai 2002 ;

ATTENDU QUE l'Assemblée nationale a adopté la Loi assurant la mise en œuvre de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec (L.R.Q., c. M-35.1.2) et que cette loi a été sanctionnée le 13 juin 2002 ;

ATTENDU QUE l'article 13.2 de cette entente prévoit que celle-ci peut être amendée de temps à autre avec le consentement du Québec et de l'Administration régionale crie ;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris ont conclu l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, laquelle a été approuvée par le décret n° 1161-2003 du 5 novembre 2003;

ATTENDU QUE l'Entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec a été signée le 12 décembre 2003 et qu'elle a été publiée en français et en anglais à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 6 octobre 2004;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris ont conclu l'Entente modifiant de nouveau l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, laquelle a été approuvée par le décret n° 661-2005 du 29 juin 2005 et a été signée le 2 novembre 2005;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris ont convenu d'une entente modifiant l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec en matière forestière, laquelle a été approuvée par le décret n° 958-2005 du 19 octobre 2005;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris ont convenu d'un quatrième amendement à l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, lequel a été approuvé par le décret n° 1301-2005 du 21 décembre 2005;

ATTENDU QUE le Québec et les Cris sont d'avis qu'il est approprié de conclure un cinquième amendement à l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, afin de reporter certaines dates d'échéance relatives aux négociations à poursuivre;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Les articles 3.13.3, 9.12, 9.13, 9.21, 10.9, 10.14 et 10.15 de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec sont modifiés en y remplaçant la date du « 31 mai 2006 » par la date du « 31 décembre 2006 ».

2. Le Québec publiera en français et en anglais la présente entente à la partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*.

3. La présente entente a effet depuis le 1^{er} juin 2006.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,

JEAN CHAREST,
Premier ministre

Québec, le 9 novembre 2006

GEOFFREY KELLEY,
Ministre délégué aux Affaires autochtones

Québec, le 13 septembre 2006

PIERRE CORBEIL,
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

Québec, le 28 septembre 2006

BENOÎT PELLETIER,
Ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information

Québec, le 17 octobre 2006

POUR LE GRAND CONSEIL DES CRIS (EYYOU ISTCHEE) ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

MATTHEW MUKASH,
Grand chef et président

Le 9 août 2006

ASHLEY ISERHOFF,
Vice-grand chef et vice-président

Le 9 août 2006

48519

To obtain the vaccine, the nurse must send an application containing

- (1) the nurse's name, printed or in block letters, telephone number, permit number and signature;
- (2) the name and pharmaceutical formula of the vaccine and the quantity; and
- (3) the words "professional use".

2. The following is inserted after section 9:

"9.1. Despite section 9, a pharmacist who, pursuant to section 8.1, sells a vaccine to a nurse must

- (1) open a file for each nurse to whom the vaccine is sold;
- (2) enter the sale in that file with the words "professional use"; and
- (3) keep, in a register, the original of the application for at least two years from the date of receipt of the application."

3. The following is inserted after section 16:

"16.1. Despite sections 3 and 4, a vaccine obtained in accordance with section 8.1 may be sold by a nurse to the nurse's patient, provided that the vaccine is administered to the patient by the nurse."

4. Schedule I is amended by inserting "Levonorgestrel" after "Levallorphan and its salts".

5. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

8282

Gouvernement du Québec

O.C. 679-2007, 14 August 2007

Publication of Agreements amending the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec

WHEREAS, on 7 February 2002, the Gouvernement du Québec and the Crees of Québec entered into the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec;

WHEREAS that Agreement was approved by the Gouvernement du Québec on 20 March 2002 by Order in Council 289-2002 and was published in French and English in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* of 22 May 2002, in accordance with Order in Council 507-2002 dated 1 May 2002;

WHEREAS section 13.2 of the Agreement provides that it may be amended from time to time with the consent of Québec and of the Cree Regional Authority;

WHEREAS the parties agreed in 2003 to make amendments to the Agreement regarding forestry and other matters;

WHEREAS the Agreement Amending the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec was approved by Order in Council 1161-2003 dated 5 November 2003, was signed on 12 December 2003 and was published in French and English in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* of 6 October 2004, in accordance with Order in Council 897-2004 dated 22 September 2004;

WHEREAS Québec and the Crees agreed that it was appropriate with a view to extending certain deadlines pertaining to the negotiations being pursued to make an Agreement Amending again the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec;

WHEREAS the Agreement Amending again the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec was approved by Order in Council 661-2005 dated 29 June 2005, and the last party to sign did so on 2 November 2005;

WHEREAS section 5 of the Agreement Amending again the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec provides that it must be published in French and English in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec*;

WHEREAS Québec and the Crees agreed that it was appropriate to make an Agreement Amending the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec with respect to forestry with a view to extending certain deadlines and agreeing on new measures relating to forest management activities;

WHEREAS the Agreement Amending the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec with respect to

forestry was approved by Order in Council 958-2005 dated 19 October 2005, and the last party to sign did so on 7 June 2006;

WHEREAS section 14 of the Agreement Amending the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec with respect to forestry provides that it must be published in French and English in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec*;

WHEREAS Québec and the Crees agreed that it was appropriate to make a fourth amendment to the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec with a view to once again extending certain deadlines pertaining to the negotiations being pursued;

WHEREAS Amendment No. 4 to the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec was approved by Order in Council 1301-2005 dated 21 December 2005, and the last party to sign did so on 23 May 2006;

WHEREAS section 2 of Amendment No. 4 provides that it must be published in French and English in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec*;

WHEREAS Québec and the Crees pursued their discussions with a view to making agreements within the new deadline set at 31 May 2006, but circumstances were such that the parties were unable to attain that objective;

WHEREAS Québec and the Crees agreed that it was appropriate to make a fifth amendment to the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec so as to extend to 31 December 2006 the deadlines relating to certain negotiations being pursued, in particular those regarding Sections 11B (James Bay Regional Zone Council), 18 (Administration of Justice (Crees)) and 19 (Police (Crees)) of the James Bay and Northern Québec Agreement, in addition to the negotiations on the land transfers between Mistissini and Oujé-Bougoumou;

WHEREAS amendment No. 5 to the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec was approved by Order in Council 598-2006 dated 28 June 2006, and the last party to sign did so on 9 November 2006;

WHEREAS section 2 of Amendment No. 5 provides that it must be published in French and English in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec*;

WHEREAS it is advisable that the agreements be readily accessible to all the citizens of Québec;

WHEREAS, under paragraph 7 of section 3 of the Regulation respecting the *Gazette officielle du Québec* made by Order in Council 1259-97 dated 24 September 1997, those four amending agreements constitute documents whose publication in the French edition of Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* may be required by the Government;

WHEREAS, under paragraph 6 of section 4 of that Regulation, such documents may also be published in the English edition of Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* where the Government so orders;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Natural Resources and Wildlife and the Minister responsible for Canadian Intergovernmental Affairs, Aboriginal Affairs, Francophones within Canada, the Reform of Democratic Institutions and Access to Information:

THAT the following four agreements amending the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, attached to this Order in Council, be published in the French and English editions of Part 2 of the *Gazette officielle du Québec*:

— Agreement Amending again the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, signed on 2 November 2005;

— Agreement Amending the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec with respect to forestry, signed on 7 June 2006;

— Amendment No. 4 to the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, signed on 23 May 2006; and

— Amendment No. 5 to the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, signed on 9 November 2006.

GÉRARD BIBEAU,
Clerk of the Conseil exécutif

AGREEMENT AMENDING AGAIN THE
AGREEMENT CONCERNING A NEW
RELATIONSHIP BETWEEN LE GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC AND THE CREES OF QUÉBEC

AGREEMENT AMENDING AGAIN THE
AGREEMENT CONCERNING A NEW
RELATIONSHIP

BETWEEN

The GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, represented by Mr. Jean Charest, Premier, Mr. Geoffrey Kelley, Minister for Aboriginal Affairs, Mr. Pierre Corbeil, Minister of Natural Resources and Wildlife and Mr. Benoît Pelletier, Minister responsible for Canadian Intergovernmental Affairs, Francophones within Canada, the Agreement on Internal Trade, the Reform of Democratic Institutions and Access to Information,

herein after known as "Québec"

AND

The CREES OF QUÉBEC, acting through the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and the Cree Regional Authority, represented by Mr. Ted Moses, respectively Grand Chief and Chairman, and by Mr. Paul Gull, respectively Deputy Grand Chief and Vice-Chairman,

hereinafter known as "the Crees".

WHEREAS on February 7, 2002, the gouvernement du Québec, the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and the Cree Regional Authority entered into the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec;

WHEREAS this Agreement had been approved by the Crees of Québec through a referendum of the Cree Nation;

WHEREAS this Agreement was approved by the gouvernement du Québec on March 20, 2002 through Order-in-Council No. 289-2002 and was published in French and English in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* of May 22, 2002;

WHEREAS the National Assembly has adopted the Act to ensure the implementation of the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec (R.S.Q., ch. M-35.1.2) which was sanctioned on June 13, 2002;

WHEREAS section 13.2 of the Agreement provides that it may be amended from time to time with the consent of Québec and of the Cree Regional Authority;

WHEREAS Québec and the Crees entered into the Agreement amending the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec, which was approved by Order-in-Council No. 1161-2003 of November 5, 2003;

WHEREAS the Agreement amending the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec was signed on December 12, 2003 and was published in French and English in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* on October 6, 2004;

WHEREAS Québec and the Crees agree that it is appropriate to enter into an Agreement amending again the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec, in order to postpone certain deadlines with respect to the negotiations to be continued;

THE PARTIES AGREE TO THE FOLLOWING:

1. Sub-section 3.13.3 of the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec, as amended by the Agreement amending the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec, is amended by replacing the date of "September 1, 2003" with the date of "December 31, 2005".

2. Sections 9.12, 9.13, 9.21, 10.14 and 10.15 of this Agreement are amended by replacing the date of "March 31, 2005" with the date of "December 31, 2005".

3. Section 10.9 of this Agreement is amended by replacing the date of "December 31, 2004" with the date of "December 31, 2005".

4. Section 10 of Schedule D of this Agreement is replaced with the following:

"10. Québec undertakes to make the final transfer as soon as possible after the site restoration work has been carried out to the satisfaction of the Cree party and the Government of Canada, while taking into account the above section 5 with respect to the use of the site."

5. Québec will publish in French and English this Agreement in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec*.

6. This Agreement has effect as of April 1, 2005.

IN WITNESS WHEREOF, THE PARTIES HAVE SIGNED

For the GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

JEAN CHAREST,
Premier

GEOFFREY KELLEY,
Minister for Aboriginal Affairs

PIERRE CORBEIL,
Minister of Natural Resources and Wildlife

Québec, 2 November 2005

BENOÎT PELLETIER,
Minister responsible for Canadian Intergovernmental Affairs, Francophones within Canada, the Agreement on Internal Trade, the Reform of Democratic Institutions and Access to Information

For the GRAND COUNCIL OF THE CREES (EYYOU ISTCHEE) and the CREE REGIONAL AUTHORITY

TED MOSES,
Grand Chief and Chairman

Montréal, 13 July 2005

PAUL GULL,
Deputy Grand Chief and Vice-Chairman

AGREEMENT AMENDING THE AGREEMENT
CONCERNING A NEW RELATIONSHIP BETWEEN
LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AND THE
CREES OF QUÉBEC WITH RESPECT TO
FORESTRY

AGREEMENT AMENDING THE AGREEMENT
CONCERNING A NEW RELATIONSHIP WITH
RESPECT TO FORESTRY

BETWEEN

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, represented here by Mr. Jean Charest, Prime Minister of Québec, by Mr. Pierre Corbeil, Minister of Natural Resources and Wildlife, by Mr. Geoffrey Kelley, Minister for Native Affairs and by Mr. Benoît Pelletier, Minister responsible for Canadian Intergovernmental Affairs, the Canadian Francophonie, the Agreement on Internal Trade, the Reform of Democratic Institutions and Access to information,

herein designated as "Québec"

AND

THE CREES OF QUÉBEC, acting through the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and the Cree Regional Authority, represented here by Mr. Matthew Mukash, Grand Chief and Chairman, and by Mr. Ashley Iserhoff, Deputy-Grand Chief and Vice-Chairman,

herein designated as the "Crees".

WHEREAS the Gouvernement du Québec, the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and the Cree Regional Authority have concluded, on February 7, 2002, the Agreement Concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec:

WHEREAS this Agreement had been approved by the Crees of Québec through a referendum of the Cree Nation;

WHEREAS this Agreement was approved by the Gouvernement du Québec on March 20, 2002 through Order-in-Council No. 289-2002 and was published in French and English in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* of May 22, 2002;

WHEREAS the National Assembly has adopted the Act to ensure the implementation of the Agreement Concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec (S.Q. 2002, chapter 25) that was assented on June 13, 2002;

WHEREAS section 13.2 of the Agreement provides that it may be amended from time to time with the consent of Québec and of the Cree Regional Authority;

WHEREAS section 3.6 of the Agreement provides more specifically that the forestry regime applicable in the Territory referred to in this Agreement will evolve over the duration of the Agreement taking into account the principles set out therein and the recommendations of the Cree-Québec Forestry Board;

WHEREAS in December 2003, Québec and the Crees have modified the Agreement for the first time in order to, notably, take into account new delays regarding the delimitation of the traplines and the final determination of the new management units and to delay for one year the date of filing and the date of the coming into force of the forest management plans based on the new delimitation of the forest management units;

WHEREAS the Agreement amending the Agreement Concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec was approved by the Québec Government on November 5, 2003 through Order-in-Council No. 1161-2003 then signed on December 12, 2003 and was published in French and in English in Part 2 of the *Gazette Officielle du Québec* on October 6, 2004;

WHEREAS in March 2004, the Minister of Natural Resources, Wildlife and Parks announced the postponement to the fall of 2005 of the availability of the annual allowable cut calculations necessary for the preparation of the forest management plans, initially scheduled to be available in the month of October 2004;

WHEREAS the Commission d'étude scientifique, technique, publique et indépendante, chargée d'examiner la gestion des forêts du domaine de l'État (Coulombe Commission), established pursuant to Order-in-Council No. 1121-2003, filed its report to the Québec Government on December 14, 2004;

WHEREAS some of the recommendations of the report relate to annual allowable cut calculations, one of which being to postpone by one additional year these calculations, for the purpose of reviewing thoroughly the tools and methods used by the Ministry of Natural Resources and Wildlife to carry out these calculations;

WHEREAS in light of the above, it is deemed appropriate to postpone for two years the date of filing and the date of the coming into force of the forest management plans based on the new delimitation of the management units, to provide for new rules for years 2005-2006, 2006-2007 and 2007-2008 and transitional measures which will allow the integration into annual forest management plans of the terms and conditions stipulated in sections 3.9, 3.10, 3.11, 3.12 and 3.13 of the Agreement;

WHEREAS during February and March 2005, the parties agreed with respect to the amendments to be made to the Agreement;

WHEREAS the Cree Nation approved, through resolution No. 2005-17 of the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)/Cree Regional Authority dated March 1, 2005, the amendments to be made to the Agreement;

WHEREAS the National Assembly has adopted an Act to amend the Forest Act and other legislative provisions applicable to forest management activities (2005, chapter 3) and that this legislation was assented to on March 22, 2005;

WHEREAS the National Assembly has adopted an Act to amend the Act respecting the Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs and other legislative provisions (2005, chapter 19) and that this legislation was assented to on 17 June 2005;

WHEREAS the parties could not finalize the present Agreement before the urgent adoption of this legislation, which purpose is notably to postpone for two years, for the whole Québec Territory, the date of filing and coming into force of the forest management plans based on the new forest management units in order to take into account the postponement of the availability of the annual allowable cut calculations, some of the recommendations of the Coulombe Commission and most of the amendment agreed upon during February and March of 2005;

WHEREAS the parties want to ensure that all the amendments agreed upon are integrated into the Agreement and that the implementation legislation reflect these amendments;

THE PARTIES AGREE TO THE FOLLOWING:

1. Section 3.7.3 of the Agreement, replaced by section 1 of the Agreement amending the Agreement Concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, is amended by replacing the words "April 2006" by "April 2008" in the first paragraph.

2. Chapter 3 of the Agreement is amended by adding the following Section after Section 3.47:

"3.47.1 A copy of the forest management permits and modifications thereto authorizing the carrying out of forest management activities in the Territory described in Section 3.3 of the present Agreement, is transmitted to Joint Working Groups by the Minister as soon as issued to agreement holders."

3. Section 59 of Part IV (C-4) of Schedule C of this Agreement, amended by Section 9 of the Agreement amending the Agreement concerning a new relationship, is again amended by replacing therein the second sentence by the following: "These draft directives shall be transmitted to the Minister before April 15, 2005."

4. Section 60 of Part IV (C-4) of Schedule C of this Agreement, amended by Section 10 of the Agreement amending the Agreement concerning a new relationship, is again amended by replacing therein the last sentence by the following: "This process shall be finalized before December 31, 2005."

5. Section 61 of Part IV (C-4) of Schedule C of this Agreement, amended by Section 11 of the Agreement amending the Agreement concerning a new relationship, is amended by replacing therein the last sentence by the following: "For the period ending March 31st, 2008, a first report covering the period ending March 31st, 2005 and a second report covering the period from April 1st, 2005 to March 31st, 2008 will be provided to the members of the joint working groups."

6. Section 63 of Part IV (C-4) of Schedule C of this Agreement, replaced by Section 12 of the Agreement amending the Agreement concerning a new relationship, is again replaced by the following:

"63. Since forest management activities are projected for the Territory between the date of signing of the Agreement and the coming into force of the next general forest management plans, the parties agree to take all necessary measures to ensure that the present adapted forestry regime is operational and progressively integrated into the annual cutting programs for 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 and 2007-2008 in the following manner."

7. Sections 76.3 and 76.4 of Sub-section 5.3.1. of Part IV (C-4) of Schedule C of the Agreement introduced through section 15 of the Agreement amending the Agreement concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, are replaced by the following:

"5.3.2 Annual Forest Management Plan and Annual Forest Management Permits 2006-2007

76.3 For the year 2006-2007, the Minister of Natural Resources and Wildlife will provide to the joint working groups, from the existing five-year forest management plans, on or before May 1st, 2005:

— a list of affected traplines equivalent to that provided for in section 64 of Part IV (C-4) of the present Schedule; and

— a synthesis map of the existing five-year plan.

76.4 Sections 65 and 66 apply with such adaptations as are necessary. The provisions of sections 29 to 42 related to the preparation, the approval and the modifications of the annual forest management plans also apply, with such adaptations as are necessary, to the 2006-2007 annual plan. The information must be available in September 2005 for integration into the planning of annual forest management plans for 2006-2007 that are to be filed by December 1st, 2005.

5.3.3 Annual Forest Management Plan and Annual Forest Management Permits 2007-2008

76.5 For the years 2007-2008, the Minister of Natural Resources and Wildlife will provide to the joint working groups, from the existing five-year forest management plans, on or before May 1st, 2006.

— a list of affected traplines equivalent to that provided for in section 64 of Part IV (C-4) of the present Schedule; and

— a synthesis map of the existing five-year plan.

76.6 Sections 65 and 66 apply with such adaptations as are necessary. The provisions of sections 29 to 42 related to the preparation, the approval and the modifications of the annual forest management plans also apply, with such adaptations as are necessary, to the 2007-2008 annual plan. The information must be available in September 2006 for integration into the planning of annual forest management plans for 2007-2008 that are to be filed by December 1st, 2006.

5.3.4 Other Applicable Measures for 2005-2006, 2006-2007 and 2007-2008

76.7 From 1 April 2005 until 31 March 2008, the annual allowable cut for species in the fir, spruce, grey pine and larch (FSPL) group in the common areas listed in Schedule 1 of Part IV (C-4) of Schedule C is reduced in the manner indicated in that Schedule and by taking into account the following.

With regard to the common areas located in part in the Territory, the Minister of Natural Resources and Wildlife must presume, solely for the purposes of the spatial distribution of the timber cuts in those common areas, that the annual allowable cut for species in the FSPL group is reduced by 25%, so that the maximum amount of those species that can be authorized for harvesting in the part of the common area located in the Territory may in no case exceed the presumed forest production.

In addition, to the extent possible given the forest composition of the common area, the Minister must ensure that the annual forest management plans for 2005-2006, 2006-2007 and 2007-2008 operate to distribute the total cut over the entire surface area of the common area, so that the percentage of surface area for projected cuts in the part of the common area located in the Territory does not significantly exceed the percentage represented by the ratio between the surface area of that part of the territory and the total surface area of the common area.

From April 2005 until 31 March 2008, the annual allowable cut for species in each common area other than those referred to in the first paragraph is reduced by 5%.

76.8 For the years 2005-2006, 2006-2007 and 2007-2008, the Minister of Natural Resources and Wildlife must reduce the volumes of timber in the management permits for those years that the holders of timber supply and forest management agreements and forest management agreements would otherwise have been authorized to harvest under their agreement, if, with the application of the aforementioned reduction, the new annual allowable cut for the common area concerned is less than the sum of the volumes of timber indicated in the holders' agreement that are allocated to them in that common area for the species in the FSPL group or the other species concerned.

In that case, the Minister shall subtract the new forest production from the sum of the volumes of timber allocated, and distribute the difference for the species in the FSPL group or the other species concerned among the agreement holders in the common area in proportion to the volume allocated to each. However, the Minister may vary the amount of the reduction in volume from one agreement holder to another, depending on the impact the reduction could have on regional or local economic activity.

76.9 Despite the Forest Act and sections 76.7 and 76.8, an agreement holder may, with the authorization of the Minister of Natural Resources and Wildlife, harvest in advance, during the years 2005-2006 and 2006-2007, an additional volume of timber not exceeding, during those two years, 10% of the annual volume of timber the agreement holder is authorized to harvest under the law and section 76.8.

In 2007-2008, the Minister must, if applicable, adjust the forest management permit for that year to ensure that, for a period of three years, the average annual volume harvested by the agreement holder does not exceed the allocations determined under the law and sections 76.7 and 76.8.

76.10 During the transitional period and despite the terms and conditions of sub-paragraph 3.10.4c) of Chapter 3 of the present Agreement, the annual rate of harvesting authorized in forest areas presenting wildlife interest to the Crees will be modulated according to the level of prior disturbance in each trapline in the following manner. In a trapline where the level of disturbance in the last twenty (20) years is less than 15%, new logging activities may be carried out on an annual maximum of 3% of the productive area of the forested areas

presenting wildlife interest in the trapline. This annual percentage should be reduced to 2% when the overall level of disturbance is between 15% and 30% and to 1% when the overall level of disturbance is between 30% and 40%."

8. Section 77.1 of Sub-section 5.4 of part IV (C-4) of Schedule C of the Agreement, introduced by section 15 of the Agreement amending the Agreement concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, is amended by replacing the second sentence by the following: "Considering that these modification will be studied in detail during the approval or modification process for each annual forest management plans, the parties hereto agree that the agreement holders must integrate this new information into the five-year forest management plans without further modalities."

9. Section 77.2 of Sub-section 5.4.1 of Part IV (C-4) of Schedule C of the Agreement, introduced by Section 15 of the Agreement amending the Agreement concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, is amended by replacing the words "March 31, 2006" by "March 31, 2008".

10. Part IV (C-4) of Schedule C of the Agreement is amended by adding, at the end of this Part, the following Schedule:

"SCHEDULE 1
(Section 76.7)

Reduction of the annual allowable cut for species in the FSPL group in certain common areas

Common Area	Percent Reduction
025-03	20.2%
026-04	23.6%
026-05	24.4%
026-06	25.0%
026-20	24.4%
042-01	21.3%
082-85C	23.8%
083-87N	23.5%
084-03	22.4%

Common Area	Percent Reduction
084-04	22.5%
084-20	20.7%
085-20	20.4%
086-01	20.0%
086-03N	25.0%
086-10	25.0%
086-20	24.6%
086-21	24.2%
086-22	25.0%
086-24	21.6%
087-04	23.1%
087-20	23.3%

11. Section 2 of Part VI (C-6) of Schedule C of the Agreement, introduced by Section 16 of the Agreement amending the Agreement concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, is amended by replacing, in the third paragraph, the words "September 30, 2004" by the words "May 31, 2005".

12. Section 19 of the Agreement amending the Agreement concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec is amended by replacing the words "2006-2011" by the words "2008-2013" in the first paragraph.

13. Section 20 of the Agreement amending the Agreement concerning a New Relationship between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec is amended by replacing the words "March 31, 2006" by the words "March 31, 2008".

FINAL PROVISIONS

14. Québec shall publish this Agreement in French and in English in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec*.

15. The terms and conditions of section 7 of the present agreement have effect from April 1st, 2005.

16. This Agreement comes into force on the day of its signature by the parties and ceases to have effect on March 31st, 2052 unless the parties agree otherwise by mutual consent.

IN WITNESS WHEREOF, THE PARTIES HAVE SIGNED

For le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

JEAN CHAREST,
Prime Minister

Québec, 7 June 2006

GEOFFREY KELLEY,
Minister for Native Affairs

Québec, 30 May 2006

PIERRE CORBEIL,
*Minister of Natural
Resources and Wildlife*

Québec, 14 March 2006

BENOÎT PELLETIER,
*Minister responsible for Canadian Intergovernmental
Affairs, the Canadian Francophonie, the Agreement on
Internal Trade, the Reform of Democratic Institutions
and Access to information*

Québec, 1 May 2006

For the GRAND COUNCIL OF THE
CREES (EYYOU ISTCHEE) AND THE CREE
REGIONAL AUTHORITY

MATTHEW MUKASH,
*Grand Chief of the Grand Council of the Crees (Eeyou
Istchee)
Chairman of the Cree Regional Authority*

Waskaganish, 27 February 2006

ASHLEY ISERHOFF,
*Deputy-Grand Chief of the Grand Council of the Crees
(Eeyou Istchee)
Vice-Chairman of the Cree Regional Authority*

Montréal, 23 February 2006

AGREEMENT CONCERNING A NEW
RELATIONSHIP BETWEEN LE GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC AND THE CREES OF QUÉBEC

AMENDMENT NO. 4

BETWEEN

The GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, represented by Mr. Jean Charest, Premier, Mr. Geoffrey Kelley, Minister for Aboriginal Affairs, Mr. Pierre Corbeil, Minister of Natural Resources and Wildlife, and Mr. Benoît Pelletier, Minister responsible for Canadian Intergovernmental Affairs, Francophones within Canada, the Agreement on Internal Trade, the Reform of Democratic Institutions and Access to Information,

hereinafter known as "Québec"

AND

The CREES OF QUÉBEC, acting through the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and the Cree Regional Authority, represented by Mr. Matthew Mukash, respectively Grand Chief and Chairman, and by Mr. Ashley Iserhoff, respectively Deputy Grand Chief and Vice-Chairman,

hereinafter known as "the Crees".

WHEREAS on February 7, 2002, the gouvernement du Québec, the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and the Cree Regional Authority entered into the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec;

WHEREAS this Agreement had been approved by the Crees of Québec through a referendum of the Cree Nation;

WHEREAS this Agreement was approved by the gouvernement du Québec on March 20, 2002 through Order-in-Council No. 289-2002 and was published in French and English in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* of May 22, 2002;

WHEREAS the National Assembly has adopted the Act to ensure the implementation of the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec (R.S.Q., ch. M-35.1.2) which was sanctioned on June 13, 2002;

WHEREAS section 13.2 of the Agreement provides that it may be amended from time to time with the consent of Québec and of the Cree Regional Authority;

WHEREAS Québec and the Crees entered into the Agreement amending the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec, which was approved by Order-in-Council No. 1161-2003 of November 5, 2003;

WHEREAS the Agreement amending the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec was signed on December 12, 2003 and was published in French and English in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* of October 6, 2004;

WHEREAS Québec and the Crees have agreed to the Agreement amending again the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec, which was approved by Order-in-Council No. 661-2005 of June 29, 2005;

WHEREAS Québec and the Crees have agreed to the Agreement amending the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec with respect to forestry, which was approved by Order-in-Council No. 958-2005 of October 19, 2005;

WHEREAS Québec and the Crees agree that it is appropriate to enter into a fourth (4th) amendment to the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec, in order to postpone certain deadlines with respect to the negotiations to be continued;

THE PARTIES AGREE TO THE FOLLOWING:

1. Sub-section 3.13.3 as well as Sections 9.12, 9.13, 9.21, 10.9, 10.14 and 10.15 of the Agreement concerning a new relationship between le gouvernement du Québec and the Crees of Québec are amended by replacing the date of "December 31, 2005" with the date of "May 31, 2006".

2. Québec will publish in French and English this Agreement in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec*.

3. This Agreement has effect as of January 1, 2006.

IN WITNESS WHEREOF, THE PARTIES HAVE SIGNED

For the GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

JEAN CHAREST,
Premier

Québec, 23 May 2006

GEOFFREY KELLEY,
Minister for Aboriginal Affairs

Montréal, 31 March 2006

PIERRE CORBEIL,
Minister of Natural Resources and Wildlife

BENOÎT PELLETIER,
*Minister responsible for Canadian Intergovernmental
Affairs, Francophones within Canada, the Agreement
on Internal Trade, the Reform of Democratic
Institutions and Access to Information*

Québec, 10 May 2006

For the GRAND COUNCIL OF THE CREES (EYYOU
ISTCHEE) AND THE CREE REGIONAL AUTHOR-
ITY

MATTHEW MUKASH,
Grand Chief and Chairman

Waskaganish, 27 February 2006

ASHLEY ISERHOFF,
Deputy Grand Chief and Vice-Chairman

Waskaganish, 2 March 2006

AGREEMENT CONCERNING A NEW
RELATIONSHIP BETWEEN LE GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC AND THE CREES OF QUÉBEC

AMENDMENT NO. 5

BETWEEN

Le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, represented by
Mr. Jean Charest, Premier, Mr. Geoffrey Kelley, Minis-
ter for Aboriginal Affairs, Mr. Pierre Corbeil, Minis-
ter of Natural Resources and Wildlife, and Mr. Benoît
Pelletier, Minister responsible for Canadian Intergov-
ernmental Affairs, Francophones within Canada, the
Agreement on Internal Trade, the Reform of Democratic
Institutions and Access to Information,

hereinafter known as "Québec"

AND

The CREES OF QUÉBEC, acting through the Grand
Council of the Crees (Eeyou Istchee) and the Cree
Regional Authority, represented by Mr. Matthew Mukash,
respectively Grand Chief and Chairman, and by
Mr. Ashley Iserhoff, respectively Deputy Grand Chief
and Vice-Chairman,

hereinafter known as "the Crees".

WHEREAS on February 7, 2002, le gouvernement du
Québec, the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)
and the Cree Regional Authority entered into the Agree-
ment Concerning a New Relationship Between le
Gouvernement du Québec and the Crees of Québec;

WHEREAS this Agreement had been approved by the
Crees of Québec through a referendum of the Cree
Nation;

WHEREAS this Agreement was approved by le
gouvernement du Québec on March 20, 2002 through
Order-in-Council No. 289-2002 and was published in
French and English in Part 2 of the *Gazette officielle du
Québec* of May 22, 2002;

WHEREAS the National Assembly has adopted the Act
to ensure the implementation of the Agreement Concern-
ing a New Relationship Between le Gouvernement du
Québec and the Crees of Québec (R.S.Q., ch. M-35.1.2)
which was sanctioned on June 13, 2002;

WHEREAS section 13.2 of the Agreement provides
that it may be amended from time to time with the
consent of Québec and of the Cree Regional Authority;

WHEREAS Québec and the Crees entered into the
Agreement amending the Agreement Concerning a New
Relationship Between le Gouvernement du Québec and
the Crees of Québec, which was approved by Order-in-
Council No. 1161-2003 of November 5, 2003;

WHEREAS the Agreement amending the Agreement
Concerning a New Relationship Between le Gouverne-
ment du Québec and the Crees of Québec was signed on
December 12, 2003 and was published in French and
English in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* of
October 6, 2004;

WHEREAS Québec and the Crees have agreed to the Agreement amending again the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, which was approved by Order-in-Council No. 661-2005 of June 29, 2005 and signed on November 2, 2005;

WHEREAS Québec and the Crees have agreed to an agreement amending the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec with respect to forestry, which was approved by Order-in-Council No. 958-2005 of October 19, 2005;

WHEREAS Québec and the Crees have agreed to a fourth (4th) amendment to the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, which was approved by Order-in-Council no. 1301-2005 of December 21, 2005;

WHEREAS Québec and the Crees agree that it is appropriate to enter into a fifth (5th) amendment to the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, in order to postpone certain deadlines with respect to the negotiations to be continued;

THE PARTIES AGREE TO THE FOLLOWING:

1. Sections 3.13.3, 9.12, 9.13, 9.21, 10.9, 10.14 and 10.15 of the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec are amended by replacing the date of "May 31, 2006" with the date of "December 31, 2006".

2. Québec will publish in French and English this Agreement in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec*.

3. This Agreement has effect as of June 1, 2006.

IN WITNESS WHEREOF, THE PARTIES HAVE SIGNED

For the GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

JEAN CHAREST,
Premier

Québec, 9 November 2006

GEOFFREY KELLEY,
Minister for Aboriginal Affairs

Québec, 13 September 2006

PIERRE CORBEIL,
Minister of Natural Resources and Wildlife

Québec, 28 September 2006

BENOÎT PELLETIER,
Minister responsible for Canadian Intergovernmental Affairs, Francophones within Canada, the Agreement on Internal Trade, the Reform of Democratic Institutions and Access to Information

Québec, 17 October 2006

For the GRAND COUNCIL OF THE CREES (EYYOU ISTCHEE) AND THE CREE REGIONAL AUTHORITY

MATTHEW MUKASH,
Grand Chief and Chairman

9 August 2006

ASHLEY ISERHOFF,
Deputy Grand Chief and Vice-Chairman

9 August 2006

8283



**Lettre d'intention concernant la conclusion d'ententes sur
le cadre financier
des règlements des chapitres 18 et 19 de la
Convention de la Baie James et du Nord québécois**

Depuis la signature de la Paix des braves, intervenue le 7 février 2002, le Québec et les Cris ont convenu de régler la mise en œuvre des chapitres 18 et 19 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Les négociations ont permis de convenir d'un cadre financier en vertu duquel les obligations financières du Québec relatives à la mise en œuvre de ces deux chapitres seraient réglées.

Il a été convenu de conclure dans les plus brefs délais, ou au plus tard le 31 mars 2007, une entente de règlement du chapitre 18 qui prévoira notamment ce qui suit :

Le versement, par le gouvernement du Québec, à l'Administration régionale crie d'un montant annuel de 13M\$ à compter de l'exercice financier 2007-2008, et ce pour une durée de vingt ans, pour la mise en œuvre du chapitre 18 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, avec indexation à compter de l'exercice 2008-2009 et pour les exercices financiers suivants, selon l'indice des prix à la consommation pour le Québec et en fonction de l'augmentation de la population crie résidant sur le territoire conventionné. Cette entente devra notamment prévoir que ce montant servira principalement à faciliter et améliorer l'administration de la justice pour les Cris entre autre pour des mesures concernant le système de justice et le système correctionnel, lesquelles seront spécifiquement convenues par les parties dans cette entente.

En contrepartie de l'entente à intervenir, les Cris donneront une quittance complète et totale au Québec, pour la durée de l'entente, à l'égard de tous les engagements financiers du Québec prévus au chapitre 18 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois. Ils s'engageront à produire à la cour les désistements de toutes les procédures judiciaires entreprises contre le Québec concernant les dispositions de ce chapitre.

Il a été aussi convenu de conclure dans les plus brefs délais, ou au plus tard le 31 mars 2007, une entente de règlement du chapitre 19 qui prévoira notamment ce qui suit :


Le Gouvernement du Québec s'engagera à verser aux Cris en règlement du chapitre 19 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois suivant une entente à intervenir entre les Cris, le Québec et le Canada, 48% d'un montant de 13 456,7K\$, pour l'année 2007-2008, soit 6 459,2K\$. Ce montant sera par la suite ajusté annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation pour le Québec. Il est également entendu que ce financement sera en outre révisé après une période de cinq ans pour tenir compte, le cas échéant, de l'augmentation de la population sur les terres de catégorie 1A et 1B, conformément aux dispositions de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec intervenue en février 2002.

Ces sommes seront versées dans la mesure où une entente entre les Cris, le Québec et le Canada sera conclue. Le versement de ces sommes devra permettre le règlement des obligations prévues au chapitre 19 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et la mise en place de la police régionale crie.

En contrepartie de l'entente à intervenir, les Cris donneront une quittance complète et totale au Québec, pour la durée de l'entente, à l'égard de tous les engagements financiers du Québec prévus au chapitre 19 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois. Ils s'engageront à produire à la cour les désistements de toutes les procédures judiciaires entreprises contre le Québec concernant les dispositions de ce chapitre.

Signé à Wewendji le 10 janvier 2007

Le premier ministre,


JEAN CHAREST

Grand Chef Cri,


MATTHEW MUKASH



Gouvernement du Québec



**Letter of intention concerning the conclusion of agreements concerning
the financial framework for the resolution of Sections 18 and 19 of the
James Bay and Northern Québec Agreement**

Since the signing of the New Relationship Agreement entered into on February 7th, 2002, Québec and the Crees agreed to resolve the implementation by Québec of Sections 18 and 19 of the James Bay and Northern Québec Agreement.

The negotiations have allowed the parties to agree to a financial framework under which the financial obligations of Québec concerning the implementation of these two Sections would be resolved.

It is agreed to conclude as soon as possible, and at the latest March 31st, 2007, an agreement to resolve Section 18 which will include, among other, the following:

The Government of Québec will provide to the Cree Regional Authority an annual amount of \$13 million as of the 2007-2008 financial year, and for a duration of twenty years, in order to implement Section 18 of the James Bay and Northern Québec Agreement, with indexation as of the 2008-2009 financial year and subsequent financial years following the increase in the consumer price index for Québec and the increase in the Cree population resident in the territory contemplated by the James Bay and Northern Québec Agreement. This agreement will provide, among other, that this amount will be used principally to facilitate and improve the administration of Justice for the Crees, notably for those initiatives concerning the justice system and correctional services which shall be specifically agreed to by the parties in that agreement.

In counterpart, the Crees will provide to Québec a full and complete discharge, for the period of the agreement to be entered into, with respect to all financial responsibilities of Québec relating to or flowing from Section 18 of the James Bay and Northern Québec Agreement. They will undertake to cause to be filed in the records of the court the discontinuances to all the legal proceedings undertaken against Québec and concerning the provisions of that Section.

It was also agreed to conclude as soon as possible or at the latest March 31st, 2007, an agreement to resolve Section 19 which will provide, among other, the following:


The Government of Québec undertakes to provide to the Crees for the resolution of Section 19 of the James Bay and Northern Québec Agreement, and in accordance with an agreement to be entered into between the Crees, Québec and the federal government, 48% of an amount of \$13 456 700 for the financial year 2007-2008, namely \$6 459 200. This amount will be adjusted thereafter in accordance with the increase in the consumer price index for Québec. It is also agreed that this funding will also be adjusted after a period of five years to take into account, as may be the case, the increase in the population on Categories 1A and 1B lands, in accordance with the terms of the Agreement concerning a New Relationship between the Gouvernement du Québec and the Crees of Québec signed in February 2002.

These amounts will be provided insofar that an agreement between the Crees, Québec and Canada can be concluded. The payment of these amounts must allow the resolution of the undertakings provided under Section 19 of the James Bay and Northern Québec Agreement and the implementation of the Cree regional police.

In counterpart to the agreement to be entered into, the Crees will provide to Québec a full and complete discharge, for the period of the agreement to be entered into, with respect to all financial responsibilities of Québec relating to or flowing from Section 19 of the James Bay and Northern Québec Agreement. They will undertake to cause to be filed in the records of the court the discontinuances to all the legal proceedings undertaken against Québec and concerning the provisions of that Section.

Signed at Wemondzi this 10th day of
January, 2007

The Premier,


JEAN CHAREST

The Grand Chief of the Crees


MATTHEW MUKASH

Convention complémentaire n° 19

Entre

L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur l'Administration régionale crie*, L.R.Q. c. A-6.1, représentée par son président et son vice-président, dûment autorisés à signer la présente convention complémentaire (ci-après désignée l'« Administration régionale crie »)

et

le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par le ministre de la Sécurité publique et le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information (ci-après désigné le « Québec »)

et

le GOUVERNEMENT DU CANADA, représenté par le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile et le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, dûment autorisés à signer la présente convention complémentaire (ci-après désigné le « Canada »)

ATTENDU QUE les parties aux présentes conviennent de remplacer le chapitre 19 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (ci-après désignée la « CBJNQ ») par un nouveau chapitre dont l'objectif principal consiste, entre autres, à remplacer les dispositions concernant les « Unités crie de la Sûreté du Québec » et les « Corps policiers des communautés crie » prévues aux articles 19.1 et 19.2 actuels de la CBJNQ par de nouvelles dispositions prévoyant la création d'un corps de police régional qui portera le nom de « Police Eeyou-Eenou » et fusionnant les corps policiers existants des communautés crie dans ce corps de police régional;

ATTENDU QUE les parties aux présentes conviennent également que ce nouveau corps de police régional, comme l'étaient les corps policiers existants des communautés crie, sera un corps de police au sens de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1) et ses membres seront des policiers au sens de cette loi.

PAR CONSÉQUENT, les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

1. Le chapitre 19 de la CBJNQ est remplacé par ce qui suit :

Chapitre 19 Police – Cris

- 19.1 L'Administration régionale crie peut établir sous son autorité un corps de police régional qui portera le nom de « Police Eeyou-Eenou ». À cette fin, les corps policiers existants des communautés cries seront fusionnés dans ce corps de police régional. L'Administration régionale crie pourra désigner, avec l'accord du Québec, un autre organisme sous l'autorité duquel sera placé le corps de police Eeyou-Eenou.
- 19.2 Le corps de police Eeyou-Eenou sera un corps de police au sens de la *Loi sur la police* et ses membres seront des policiers au sens de cette loi. Sa mission et ses responsabilités, de même que celles de chacun de ses policiers, comprennent le maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique, la prévention et la répression du crime et des infractions aux lois et la recherche de leurs auteurs ainsi que l'application des règlements des autorités cries.
- 19.3 Le corps de police Eeyou-Eenou :
- a) sera responsable pour les services policiers sur les territoires suivants :
 - i) les terres de la catégorie IA;
 - ii) les terres de la catégorie IB, y compris les terres spéciales de la catégorie IB, ainsi que toute autre terre constituant le territoire d'une municipalité crie au sens de la *Loi sur les villages crie et le village naskapi* (L.R.Q., c. V-5.1);
 - iii) les terres des catégories II ou III situées à l'intérieur du périmètre des terres de la catégorie I d'une communauté crie;
 - iv) lorsque les terres de la catégorie I d'une communauté crie sont bornées de quelque côté par une eau navigable ou autre, ou par la rive ou le rivage de cette eau, en face de ces terres jusqu'au milieu de l'eau et sur les îles et atterrissements qui s'y trouvent si cette étendue ne forme pas déjà partie des terres de la catégorie I d'une communauté crie; si, cependant l'eau en face de ces terres a une largeur de plus de 3 kilomètres, cette responsabilité ne peut être exercée au-delà de 1,5 kilomètre de la rive ou du rivage sans le consentement de l'Administration régionale crie et du Québec;

v) et tout chemin ou route convenu entre l'Administration régionale crie et le Québec ainsi que les terres y adjacentes.

b) assumera, en collaboration avec la Sûreté du Québec, un rôle et des responsabilités pour les services policiers sur les terres de la catégorie II et sur les terres de la catégorie III visées au paragraphe 22.1.6, le tout selon des modalités qui devront être convenues entre l'Administration régionale crie et le Québec, en consultation avec les corps policiers concernés.

- 19.4 Afin de remplir leur mission, le corps de police Eeyou-Eenou et ses policiers fourniront les services policiers visés par la *Loi sur la police* et déterminés par entente entre le Québec et l'Administration régionale crie.
- 19.5 Les conditions d'admissibilité applicables aux membres du corps de police Eeyou-Eenou seront établies par entente entre l'Administration régionale crie et le Québec.
- 19.6 Le Canada et le Québec financeront chacun l'Administration régionale crie pour le corps de police Eeyou-Eenou conformément à une entente tripartite de financement à laquelle sera partie l'Administration régionale crie. Ces ententes de financement auront une durée minimale de cinq (5) années, à moins que les parties à une telle entente n'en conviennent autrement.
- 19.7 Les quotes-parts de la contribution financière fournie par le Canada et le Québec en vertu de l'article 19.6 seront cinquante-deux pour cent (52 %) et quarante huit pour cent (48 %) respectivement, à moins que le Canada et le Québec n'en conviennent autrement.
- 19.8 Le nombre de policiers faisant l'objet d'un financement en vertu de l'article 19.6 pour le corps de police Eeyou-Eenou sera établi, à compter du 1^{er} avril 2007, en fonction d'un ratio d'un (1) policier pour chaque tranche de deux cent quinze (215) résidants cris et non cris sur les terres décrites au paragraphe 19.3 a).
- 19.9 Pour l'application de l'article 19.8, le nombre de résidants sera mesuré au 31 décembre 2006, sur la base de sources statistiques convenues entre l'Administration régionale crie, le Québec et le Canada. Par la suite, le nombre de résidants sera mesuré tous les cinq ans, selon les mêmes modalités, étant entendu que le nombre de policiers faisant l'objet d'un financement en vertu de cet article ne pourra être réduit à moins de soixante-cinq (65) policiers.

19.10 Les dispositions du présent chapitre ne peuvent être amendées qu'avec le consentement du Canada et de la partie autochtone intéressée pour les matières relevant de la compétence fédérale et qu'avec le consentement du Québec et de la partie autochtone intéressée pour les matières relevant de la compétence provinciale.

Les lois adoptées pour mettre en vigueur les dispositions du présent chapitre peuvent être modifiées en tout temps par l'Assemblée nationale du Québec pour les matières relevant de la compétence provinciale et par le Parlement pour les matières relevant de la compétence fédérale.

2. Le Québec et le Canada s'engagent à recommander à l'Assemblée nationale et au Parlement respectivement les modifications aux lois existantes d'application générale ou particulière afin qu'elles reflètent la présente convention complémentaire. Le Québec et le Canada, selon le cas, consulteront la partie autochtone crie en regard de la législation à être recommandée avant qu'elle soit soumise à l'Assemblée nationale et au Parlement.
3. Les dispositions du chapitre 19 de la CBJNQ, telles qu'elles se lisaient immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente convention complémentaire, continueront de gouverner les droits et responsabilités respectives des parties pour la période antérieure à l'entrée en vigueur de la présente convention complémentaire en regard de toute matière y visée.
4. Le préambule fait partie intégrante de la présente convention complémentaire.
5. La présente convention complémentaire entre en vigueur lorsque les décrets prévus aux lois du Canada et du Québec approuvant, mettant en vigueur et déclarant valide la présente convention complémentaire seront tous deux en vigueur.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont dûment signé la présente convention complémentaire à la date et à l'endroit indiqués ci-dessous en six exemplaires.

ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

Le président,
Matthew Mukash

Endroit

Date

Le vice-président,
Ashley Iserhoff

Endroit

Date

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le ministre de la Sécurité publique, Jacques P. Dupuis	Endroit	Date
---	---------	------

Le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, Benoît Pelletier	Endroit	Date
---	---------	------

GOUVERNEMENT DU CANADA

Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Stockwell Day	Endroit	Date
---	---------	------

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Chuck Strahl	Endroit	Date
--	---------	------

Complementary Agreement No. 19

Between The CREE REGIONAL AUTHORITY, a legal person duly established in the public interest under the *Act respecting the Cree Regional Authority*, R.S.Q. c. A-6.1, as represented by its Chairman and by its Vice-Chairman, being duly authorized to execute this Complementary Agreement
(herein designated "Cree Regional Authority"),

and

The GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, as represented by the ministre de la Sécurité publique and the ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information
(herein designated "Québec"),

and

The GOVERNMENT OF CANADA, as represented by the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness and the Minister of Indian Affairs and Northern Development, being duly authorized to execute this Complementary Agreement
(herein designated "Canada").

WHEREAS the parties hereto agree to the replacement of Section 19 of the James Bay and Northern Québec Agreement (hereinafter the "JBNQA") by a new section the principal objective of which, among other things, is to replace the provisions for "Cree Units of the Québec Police Force" and "Cree Local Community Police Force", provided for in the current subsections 19.1 and 19.2 of the JBNQA, with a new provision committing to a regional police force to be called the "Eeyou-Eenou Police", and to merge the existing Cree Local Community Police Forces of the Cree communities into the regional police force;

AND WHEREAS the parties hereto also agree that this new regional police force, as were the current Cree Local Community Police Forces, will be a police force within the meaning of the Police Act (R.S.Q., c. P-13.1) and its members will be police officers under the meaning of that Act.

NOW THEREFORE, the parties hereto agree as follows :

1. Section 19 of the JBNQA is replaced by the following :

Section 19 Police (Crees)

- 19.1 The Cree Regional Authority is authorized to establish under its administration a regional police force to be called the "Eeyou-Eenou Police". To this end, the existing Cree Local Community Police Forces shall be merged into the regional police force. With the agreement of Québec, the Cree Regional Authority may designate another entity to administer the Eeyou-Eenou police force.
- 19.2 The Eeyou-Eenou police force will be a police force within the meaning of the Police Act and its members will be police officers within the meaning of that Act. Its mission and responsibilities and those of each of its police officers include maintaining peace, order and public security, preventing and repressing crime and offences under the law, apprehending offenders, and enforcing the by-laws and regulations of the Cree authorities.
- 19.3 The Eeyou-Eenou police force shall :
- a) be responsible for police services within the following territorial areas :
 - i) the Category IA lands;
 - ii) the Category IB lands, including Special Category IB lands, as well as any other lands forming the territory of a Cree village within the meaning of the *Cree Villages and the Naskapi Village Act* (R.S.Q., c. V-5.1);
 - iii) the Category II or Category III lands situated within the perimeter of the Category I lands of a Cree community;
 - iv) if the Category I lands of a Cree community are bounded on any side by navigable or other waters, or by the bank or shore of such waters, the expanse in front of those lands, to the middle of such waters, including the islands and outcrops in such waters, if it is not already part of Category I lands of a Cree community; if, however, the waters fronting those lands are wider than 3 kilometers, this responsibility shall not be exercised beyond 1.5 kilometers from the bank or shore without the agreement of the Cree Regional Authority and Québec;

- v) and any path or road determined by agreement between the Cree Regional Authority and Québec, as well as the adjacent lands.

b) assume a role and responsibilities for police services, in collaboration with the Sûreté du Québec, on Category II lands and on Category III lands contemplated by paragraph 22.1.6 in accordance with arrangements to be agreed upon the Cree Regional Authority and Québec, in consultation with the concerned police forces.

- 19.4 In order to carry out their mission, the Eeyou-Eenou police force and its police officers shall provide police services as set out in the *Police Act* and as determined through agreement between Québec and the Cree Regional Authority.
- 19.5 The hiring requirements for the police officers of the Eeyou-Eenou police force shall be determined through agreement between the Cree Regional Authority and Québec.
- 19.6 Canada and Québec shall each fund the Cree Regional Authority for the Eeyou-Eenou police force in accordance with a tripartite funding agreement to which the Cree Regional Authority shall be a party. The funding agreement shall have a minimum duration of five (5) years, unless otherwise agreed to by the parties to such agreement.
- 19.7 The respective shares of the total funding contribution provided by Canada and Québec pursuant to subsection 19.6 will be fifty-two percent (52%) and forty-eight percent (48%), respectively, unless otherwise agreed between Canada and Québec.
- 19.8 The number of police officers funded pursuant to sub-section 19.6 for the Eeyou-Eenou police force is set, as of April 1st, 2007, in accordance with a ratio of one (1) police officer for every two hundred and fifteen (215) Cree and non-Cree residents on the lands contemplated by paragraph 19.3 a).
- 19.9 For the application of sub-section 19.8, the population level shall be measured at December 31, 2006 through statistical sources agreed to by the Cree Regional Authority, Québec and Canada. Subsequently, the population level will be measured every five years in accordance with the same modalities, provided however that the number of police officers funded pursuant to this sub-section cannot be reduced to less than sixty-five (65) police officers.

- 19.10 The provisions of this section can only be amended with the consent of Canada and the Cree Native Party, in matters of federal jurisdiction, and with the consent of Québec and the Cree Native Party, in matters of provincial jurisdiction.

Legislation enacted to give effect to the provisions of this section may be amended from time to time by the National Assembly of Québec in matters of provincial jurisdiction, and by Parliament in matters of federal jurisdiction.

2. Québec and Canada undertake to recommend to the National Assembly and to Parliament respectively the amendments to existing legislation of general or specific application in order to ensure that they reflect this Complementary Agreement. Québec and Canada, as the case may be, will consult the Cree Native Party in respect to the legislation to be recommended prior to the submission thereof to the National Assembly and to Parliament.
3. The provisions of Section 19 of the JBNQA as they read immediately prior to the coming into force of this Complementary Agreement shall, in regard to any matter contemplated therein, continue to govern the respective rights and responsibilities of the parties for the period prior to the coming into force of this Complementary Agreement.
4. The preamble to this Complementary Agreement forms an integral part thereof.
5. This Complementary Agreement shall come into force when the Orders in Council contemplated in the laws of Canada and Québec for approving, giving effect to and declaring valid the present Complementary Agreement are both in force.

IN WITNESS WHEREOF, the parties hereto have caused six copies of this Complementary Agreement to be duly signed on the date and at the place hereinbelow indicated.

CREE REGIONAL AUTHORITY

The Chairman, Matthew Mukash	Place	Date
---------------------------------	-------	------

The Vice-Chairman, Ashley Iserhoff	Place	Date
---------------------------------------	-------	------

GOVERNEMENT DU QUÉBEC

The ministre de la Sécurité publique, Jacques P. Dupuis	Place	Date
--	-------	------

The ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, Benoît Pelletier	Place	Date
--	-------	------

GOVERNMENT OF CANADA

The Minister of Public Safety and Emergency Preparedness, Stockwell Day	Place	Date
---	-------	------

The Minister of Indian Affairs and Northern Development, Chuck Strahl	Place	Date
---	-------	------

**CONTRIBUTION AGREEMENT FOR THE CONTINUATION OF
THE PROVISION OF POLICING SERVICES BY
THE CREE FIRST NATIONS OF EASTMAIN, MISTISSINI, WASKAGANISH,
CHISASIBI, WEMINDJI, NEMASKA, WHAPMAGOOSTUI, WASWANIPI AND
THE CREES OF OUJÉ-BOUGOUMOU**

AMONG

**THE GRAND COUNCIL OF THE CREES (EYYOU ISTCHEE),
a legal person having its office
at 2 Lakeshore Road, Nemaska, Quebec,
here represented by the Grand Chief, duly authorized to execute this Agreement
(hereinafter referred to as the "GCCEI")**

AND

**THE CREE REGIONAL AUTHORITY,
a legal person duly constituted under the Act respecting
the Cree Regional Authority (R.S.Q., chapter A-6.1),
having its office at 2 Lakeshore Road, Nemaska, Quebec,
here represented by the Vice President, duly authorized to execute this Agreement
(hereinafter referred to as the "CRA")**

AND

**HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA
as represented by the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness
(hereinafter referred to as "Canada")**

AND

**THE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
as represented by the ministre de la Sécurité publique,
the ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires
autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des
institutions démocratiques et de l'Accès à l'information
(hereinafter referred to as "Québec")**

WHEREAS the Parties entered into an agreement dated March 30, 2004 which covers the period from April 1, 2003 to March 31, 2005 in order to provide funding for the provision of policing services established according to the applicable laws, by the Cree First Nations of Eastmain, Mistissini, Waskaganish, Chisasibi, Wemindji, Nemaska, Whapmagoostui, Waswanipi and the Crees of Oujé-Bougoumou (hereinafter referred to as the "2003-2005 Agreement");

WHEREAS the 2003-2005 Agreement was renewed twice by the Parties, the first renewal covering the period of April 1, 2005 to March 31, 2006 (hereinafter referred to as the "2005-2006 Agreement") and the second renewal covering the period of April 1, 2006 to March 31, 2007 (hereinafter referred to as the "2006-2007 Agreement")

WHEREAS the Parties agree to continue negotiating a longer term agreement and to make their best efforts to complete those negotiations as soon as possible;

WHEREAS the Parties acknowledge that notwithstanding their best efforts, they will not be able to complete their negotiations for a longer term agreement before the expiry of the 2006-2007 Agreement.

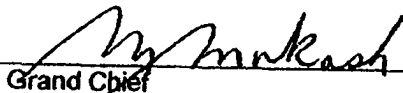
NOW THEREFORE, the Parties agree as follows:

1. The Parties agree to incorporate through reference in this Agreement all the terms and conditions of the 2003-2005 Agreement, the 2005-2006 Agreement and the 2006-2007 Agreement, except as otherwise provided for in this Agreement.
2. The term of this Agreement shall cover the period from April 1, 2007 to September 30, 2007.
3. The Parties further acknowledge that this Agreement may be revoked and replaced before September 30, 2007 by a new longer term agreement negotiated by the Parties or by mutual agreement of the Parties.
4. All specific dates incorporated from the 2003-2005 Agreement, from the 2005-2006 Agreement and from the 2006-2007 Agreement shall be adjusted, as necessary, to cover the period of April 1, 2007 to September 30, 2007.
5. For the purposes of this Agreement covering the period from April 1, 2007 to September 30, 2007, subsection 3.1 of the 2003-2005 Agreement and section 5 of the 2005-2006 Agreement are modified by adding the following paragraph at the end:

"The funding contribution to be provided covers the period from April 1, 2007 to September 30, 2007 and is established at \$5 862 972.50. This funding is based on the estimated cost of a complement of seventy (70) police officers and on the basis that the CRA will assume the services of police Court liaison for the Cree communities."

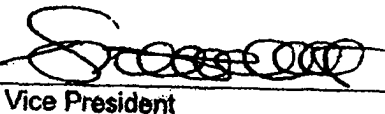
EXECUTED as of the date of the last signature written below.

SIGNED on behalf of the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee),


Grand Chief

Sept. 09/07
Date

SIGNED on behalf of the Cree Regional Authority,


Vice President

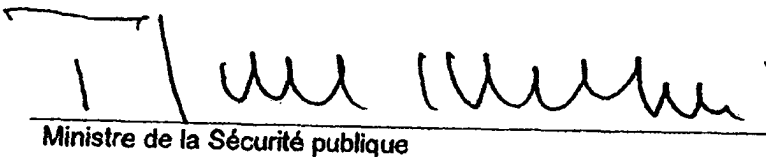
Sept 4/07.
Date

SIGNED on behalf of her Majesty the Queen in Right of
Canada,


Minister of Public Safety and Emergency Preparedness

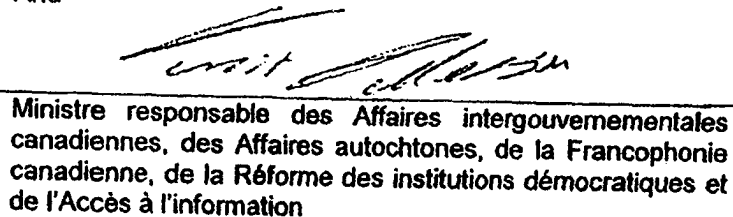
MAY 29 2007
Date

SIGNED on behalf of The Gouvernement du Québec,


Ministre de la Sécurité publique

28 septembre 2007
Date

And


Ministre responsable des Affaires intergouvernementales
canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie
canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et
de l'Accès à l'information

31 octobre 2007
Date

Gouvernement du Québec

Décret 985-2007, 7 novembre 2007

CONCERNANT l'approbation de la Convention complémentaire n° 19 à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois afin de permettre la création d'un corps de police régional pour desservir les communautés crie ainsi que l'approbation de l'entente par laquelle les Crie du Québec donnent une quittance complète au gouvernement du Québec à l'égard de tous les engagements financiers découlant du chapitre 19 de cette convention

ATTENDU QUE la Convention de la Baie-James et du Nord québécois a été signée le 11 novembre 1975 et qu'en vertu de cette convention, le gouvernement du Québec a convenu de certains engagements envers les Crie du Québec;

ATTENDU QU'au regard de manquements allégués face aux engagements découlant du chapitre 19 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, des procédures judiciaires ont été intentées par des demandeurs crie devant la Cour supérieure du district de Montréal, le 3 avril 1990, sous le titre *Grand Chief Matthew Coon Come et al. c. Hydro-Québec, le Procureur général du Québec et le Procureur général du Canada* (C.S.M. 500-05-004330-906), et le 30 décembre 1996, sous le titre *Grand Chief Matthew Coon Come et al. c. Hydro-Québec, le Procureur général du Québec et le Procureur général du Canada* (C.S.M. 500-05-027984-960);

ATTENDU QUE, le 7 février 2002, le gouvernement du Québec et les Crie du Québec ont conclu l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Crie du Québec, aussi appelée *La paix des braves*, laquelle avait été approuvée par le décret numéro 289-2002 du 20 mars 2002;

ATTENDU QU'aux articles 10.11 et 10.12 de *La paix des braves*, les parties à cette entente ont convenu du principe d'une convention complémentaire à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois modifiant le chapitre 19 de celle-ci, afin d'y incorporer un nouveau concept de police régionale pour desservir les communautés crie;

ATTENDU QUE, le 10 janvier 2007, le gouvernement du Québec et les Crie du Québec ont convenu, dans une lettre d'intention, d'un cadre financier permettant de favoriser la création et la mise en place de ce corps de police régional pour desservir les communautés crie;

ATTENDU QUE les Crie du Québec, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec se sont entendus sur les dispositions d'une Convention complémentaire n° 19;

ATTENDU QUE les demandeurs crie ont pris l'engagement de se désister de leurs réclamations contre le gouvernement du Québec en regard des poursuites judiciaires intentées, une fois que la Convention complémentaire n° 19 sera entrée en vigueur;

ATTENDU QUE l'Administration régionale crie est dûment autorisée par les demandeurs crie à produire les procédures de désistement nécessaires devant les tribunaux;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec souhaite conclure, avec l'Administration régionale crie, une entente par laquelle les Crie donnent une quittance complète au gouvernement du Québec à l'égard de tous les engagements financiers découlant du chapitre 19 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et s'engagent à ne pas tenter d'autres recours judiciaires relativement à l'application passée du chapitre 19 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois par le Québec;

ATTENDU QUE la Convention complémentaire n° 19 à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois ainsi que l'entente donnant quittance constituent des ententes en matière d'affaires autochtones visées à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information;

ATTENDU QUE la Convention complémentaire n° 19 à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois ainsi que l'entente donnant quittance constituent également des ententes intergouvernementales canadiennes au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE soient approuvées la Convention complémentaire n° 19 à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois ainsi que l'entente donnant quittance, lesquelles seront substantiellement conformes aux projets de convention complémentaire et d'entente joints à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

48976

Gouvernement du Québec

Décret 986-2007, 7 novembre 2007

CONCERNANT l'approbation des plans et devis du projet de construction, par la Ville de Coaticook, d'un barrage situé au nord du 9^e rang sur un cours d'eau sans nom, communément appelé ruisseau Gendreau

ATTENDU QUE la Ville de Coaticook soumet pour approbation les plans et devis du projet de construction d'un barrage situé au nord du 9^e rang sur un cours d'eau sans nom, communément appelé ruisseau Gendreau, sur le territoire de la Ville de Coaticook, dans la municipalité régionale de comté de Coaticook :

ATTENDU QUE les travaux projetés consistent à creuser un bassin, à construire une digue en terre munie d'un ponceau d'évacuation et d'un déversoir d'urgence à seuil fixe et à aménager un canal d'évacuation des eaux ;

ATTENDU QUE la digue, le bassin et le canal d'évacuation seront situés sur les lots rénovés 3 312 207, 3 312 202 et 3 312 158 du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Coaticook ;

ATTENDU QUE la requérante possède les droits suffisants pour le maintien et l'exploitation du barrage ;

ATTENDU QU'un certificat d'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) a été émis le 20 septembre 2007 :

ATTENDU QUE l'approbation des plans et devis des travaux est requise en vertu des articles 71 et suivants de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13) ;

ATTENDU QUE les documents faisant l'objet de la présente demande d'approbation sont les suivants :

1. Un plan intitulé « Ville de Coaticook – Bassin de rétention – Drainage de surface – Plan et profil en aval du bassin », portant le numéro COAV-450, planche 1 de 8, daté du 24 mai 2007, signé et scellé par MM. Olivier St-Amour et Jean-Pierre Fortier, ingénieurs, Teknika HBA inc. ;

2. Un plan intitulé « Ville de Coaticook – Bassin de rétention – Drainage de surface – Plan d'implantation du bassin et détails », portant le numéro COAV-450, planche 2 de 8, daté du 24 mai 2007, signé et scellé par MM. Olivier St-Amour et Jean-Pierre Fortier, ingénieurs, Teknika HBA inc. ;

3. Un plan intitulé « Ville de Coaticook – Bassin de rétention – Drainage de surface – Plan et profil en amont du bassin », portant le numéro COAV-450, planche 3 de 8, daté du 24 mai 2007, signé et scellé par MM. Olivier St-Amour et Jean-Pierre Fortier, ingénieurs, Teknika HBA inc. ;

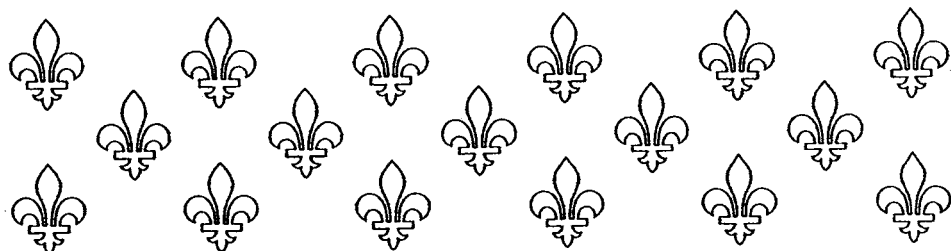
4. Un plan intitulé « Ville de Coaticook – Bassin de rétention – Drainage de surface – Coupes et détails », portant le numéro COAV-450, planche 4 de 8, daté du 24 mai 2007, signé et scellé par MM. Olivier St-Amour et Jean-Pierre Fortier, ingénieurs, Teknika HBA inc. ;

5. Un plan intitulé « Ville de Coaticook – Bassin de rétention – Drainage de surface – Coupes et détails », portant le numéro COAV-450, planche 5 de 8, daté du 24 mai 2007, signé et scellé par MM. Olivier St-Amour et Jean-Pierre Fortier, ingénieurs, Teknika HBA inc. ;

6. Un plan intitulé « Ville de Coaticook – Bassin de rétention – Drainage de surface – Plan et détails », portant le numéro COAV-450, planche 6 de 8, daté du 24 mai 2007, signé et scellé par MM. Olivier St-Amour et Jean-Pierre Fortier, ingénieurs, Teknika HBA inc. ;

7. Un plan intitulé « Ville de Coaticook – Bassin de rétention – Drainage de surface – Regard d'évacuation », portant le numéro COAV-450, planche 7 de 8, daté du 24 mai 2007, signé et scellé par M. Dominique Nadeau, ingénieur, Teknika HBA inc. ;

8. Un plan intitulé « Ville de Coaticook – Bassin de rétention – Drainage de surface – Détail – Mur de tête », portant le numéro COAV-450, planche 8 de 8, daté du 24 mai 2007, signé et scellé par M. Dominique Nadeau, ingénieur, Teknika HBA inc. ;



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-HUITIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 54

**Loi modifiant la Loi sur la police
et d'autres dispositions législatives**

Présentation

**Présenté par
M. Benoît Pelletier
Ministre responsable des Affaires autochtones**

**Éditeur officiel du Québec
2007**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur la police, la Loi sur les villages cris et le village naskapi ainsi que la Loi sur l'Administration régionale crie afin d'assurer la mise en place et le maintien d'un corps de police régional pour desservir les communautés cries.

Le projet de loi permet en outre au gouvernement de conclure une entente avec plusieurs communautés autochtones en vue de l'établissement de services policiers communs pour desservir l'ensemble de ces communautés.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET :

- Loi sur l'Administration régionale crie (L.R.Q., chapitre A-6.1);
- Loi sur la police (L.R.Q., chapitre P-13.1);
- Loi sur les villages cris et le village naskapi (L.R.Q., chapitre V-5.1).

Projet de loi n° 54

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA POLICE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

LOI SUR LA POLICE

1. L'article 43 de la Loi sur la police (L.R.Q., chapitre P-13.1) est modifié par le remplacement, dans le quatrième alinéa, des mots « aux villages cri et naskapi, ni à l'Administration régionale Kativik », par les mots « au village naskapi, à l'Administration régionale crie et à l'Administration régionale Kativik ».

2. L'article 72 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, du numéro « 10 » par le numéro « 5 » ;

2° par l'insertion, au début de la première phrase du troisième alinéa, de ce qui suit « Le territoire décrit à l'article 102.6, » ;

3° par le remplacement, dans la première phrase du troisième alinéa, des mots « un village cri ou naskapi » par les mots « le village naskapi ».

3. L'article 90 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « une communauté autochtone représentée par son conseil » par les mots « une ou plusieurs communautés autochtones, chacune étant représentée par son conseil de bande respectif ».

4. L'article 91 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **91.** L'entente doit prévoir des dispositions relatives au lien d'emploi et à la prestation de serments des policiers, à l'indépendance de la direction du corps de police, à la responsabilité civile, à la discipline interne et à la reddition de comptes. ».

5. L'intitulé de la section V du chapitre I du titre II de cette loi est remplacé par le suivant :

« CORPS DE POLICE DU VILLAGE NASKAPI ».

6. L'article 94 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « d'un corps de police qu'un village cri ou naskapi » par les mots « du corps de police que le village naskapi » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « d'un tel » par les mots « de ce ».

7. L'article 95 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « Un village cri ou naskapi » par les mots « Le village naskapi » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « avec l'Administration régionale crie constituée par la Loi sur l'administration régionale crie (chapitre A-6.1) ou avec un village cri ou naskapi » par les mots « avec le village naskapi » ;

3° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« L'entente peut également prévoir, en cas du défaut du village naskapi de prendre un règlement visé au premier alinéa, toute disposition pouvant faire l'objet d'un tel règlement. ».

8. L'article 97 de cette loi est abrogé.

9. L'article 100 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « Un village cri ou naskapi » par les mots « Le village naskapi » ;

2° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « aux fins de permettre à la Sûreté » par les mots « afin de permettre à la Sûreté du Québec » ;

3° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « une telle municipalité » par les mots « le village naskapi » ;

4° par la suppression, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit : « ou bien, malgré la Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1.1) et la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), une bande au sens de la Loi sur les villages cris et le village naskapi (chapitre V-5.1) ».

10. L'article 101 de cette loi est abrogé.

11. Cette loi est modifiée par l'insertion, après la section V du chapitre I du titre II, de la suivante :

« SECTION V.1

« CORPS DE POLICE DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

« **102.1.** L'Administration régionale crie est autorisée à établir et à maintenir un corps de police régional. Le cas échéant, elle est assimilée à une « municipalité » pour l'application de la présente loi, laquelle s'applique alors avec les adaptations nécessaires, sous réserve de la présente section.

« **102.2.** À compter de l'établissement d'un corps de police régional, les corps policiers existants des villages cris sont fusionnés dans ce corps de police régional et les membres de ces corps policiers sont intégrés dans le corps de police régional.

À compter de cet établissement, le corps policier existant de la communauté d'Oujé-Bougoumou est aboli et les services policiers de cette communauté sont fournis par le corps de police régional.

« **102.3.** L'Administration régionale crie nomme le directeur du corps de police régional ainsi que les autres membres de celui-ci; elle en informe le ministre.

Le directeur du corps de police régional doit prêter les serments prévus aux annexes A et B devant le président du Conseil de l'Administration régionale crie. Les autres membres visés au premier alinéa prêtent les serments prévus aux annexes A et B devant le directeur du corps de police régional.

« **102.4.** Les conditions d'admissibilité requises pour être membre du corps de police régional sont établies par entente entre le gouvernement et l'Administration régionale crie.

« **102.5.** L'Administration régionale crie peut, avec l'accord du gouvernement, placer le corps de police régional sous l'autorité d'un autre organisme.

« **102.6.** Le corps de police régional a compétence sur le territoire suivant :

1° les terres de la catégorie IA ;

2° les terres de la catégorie IB, y compris les terres spéciales de la catégorie IB, ainsi que toute autre terre constituant le territoire d'un village cri au sens de la Loi sur les villages cris et le village naskapi (chapitre V-5.1);

3° les terres de catégories II ou III situées à l'intérieur du périmètre des terres de catégorie I d'une communauté crie;

4° lorsque les terres de catégorie I d'une communauté crie sont bornées de quelque côté par une eau navigable ou autre, ou par la rive ou le rivage de cette

eau, sur le territoire situé en face de ces terres jusqu'au milieu de l'eau et sur les îles et atterrissements qui s'y trouvent si cette étendue ne forme pas déjà partie des terres de catégorie I d'une communauté crie ; si, cependant, l'eau en face de ces terres a une largeur de plus de 3 kilomètres, cette responsabilité ne peut être exercée au-delà de 1,5 kilomètre de la rive ou du rivage sans le consentement du gouvernement et de l'Administration régionale crie ;

5° tout chemin ou route convenu entre le gouvernement et l'Administration régionale crie ainsi que les terres qui y sont adjacentes.

Les terres visées aux paragraphes 1 à 4 du premier alinéa sont délimitées conformément à la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (chapitre R-13.1).

« 102.7. Le corps de police régional assumera, en collaboration avec la Sûreté du Québec, un rôle et des responsabilités pour les services policiers sur les terres des catégories II et III visées au paragraphe 22.1.6 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois approuvée par la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (chapitre C-67), le tout selon des modalités qui devront étre convenues entre le gouvernement et l'Administration régionale crie, après consultation avec les corps policiers concernés.

« 102.8. Afin de remplir leur mission, le corps de police régional et ses membres fournissent les services policiers visés par la présente loi et déterminés par entente entre le gouvernement et l'Administration régionale crie.

« 102.9. L'Administration régionale crie peut conclure une entente avec le ministre aux fins de permettre à la Sûreté du Québec de fournir la totalité ou une partie des services de police sur le territoire visé à l'article 102.6 ou sur une partie de ce territoire.

« 102.10. L'Administration régionale crie peut prévoir la création d'un comité voué à la sécurité publique et lui assigner les fonctions qu'elle détermine en regard de l'administration du corps de police régional. ».

12. L'article 354 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, à la fin du premier alinéa, des mots « un membre d'un corps de police d'un village cri ou naskapi visé à la section V du chapitre I du titre II » par les mots « un membre du corps de police du village naskapi visé à la section V du chapitre I du titre II, un membre du corps de police de l'Administration régionale crie visé à la section V.1 du chapitre I du titre II » ;

2° par l'ajout, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante: « Ces expressions désignent également un membre du corps de police de l'Administration régionale Kativik visé à la section IV du chapitre II du titre V de la partie II de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale

Kativik (chapitre V-6.1), suivant les pouvoirs et l'autorité qui lui sont conférés par la loi.».

LOI SUR L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

13. L'article 6 de la Loi sur l'Administration régionale crie (L.R.Q., chapitre A-6.1) est modifié:

1° par l'ajout, à la fin du premier alinéa, du paragraphe suivant:

«n) établir et maintenir un corps de police régional.»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«L'Administration régionale crie exerce aussi les autres fonctions qui lui sont dévolues par les lois applicables au Québec ou par la Convention. Elle peut en outre assumer certaines responsabilités en vertu d'une entente, à condition que le gouvernement y soit partie.».

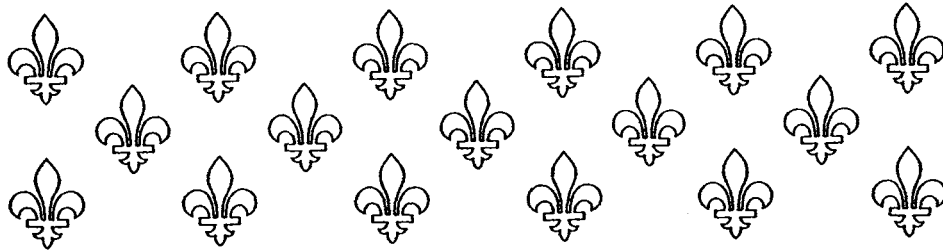
LOI SUR LES VILLAGES CRIS ET LE VILLAGE NASKAPI

14. La Loi sur les villages cris et le village naskapi (L.R.Q., chapitre V-5.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 27, du suivant:

«**27.1.** Les articles 28 et 29 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), tels que remplacés par l'article 27 de la présente loi, ne s'appliquent pas en matière de police à l'égard des villages cris, à compter de l'établissement d'un corps de police régional par l'Administration régionale crie.».

DISPOSITION FINALE

15. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date et aux dates fixées par le gouvernement, à l'exception des articles 3, 4 et 14 qui entrent en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).



NATIONAL ASSEMBLY

FIRST SESSION

THIRTY-EIGHTH LEGISLATURE

Bill 54

**An Act to amend the Police Act and
other legislative provisions**

Introduction

**Introduced by
Mr. Benoît Pelletier
Minister responsible for Aboriginal Affairs**

**Québec Official Publisher
2007**

EXPLANATORY NOTES

This bill amends the Police Act, the Cree Villages and the Naskapi Village Act and the Act respecting the Cree Regional Authority to provide for the establishment and maintenance of a regional police force to serve the Cree communities.

The bill authorizes the Government to enter into an agreement with two or more Native communities in order to establish a joint police force to serve those communities.

LEGISLATION AMENDED BY THIS BILL:

- Act respecting the Cree Regional Authority (R.S.Q., chapter A-6.1);
- Police Act (R.S.Q., chapter P-13.1);
- Cree Villages and the Naskapi Village Act (R.S.Q., chapter V-5.1).

Bill 54

AN ACT TO AMEND THE POLICE ACT AND OTHER LEGISLATIVE PROVISIONS

THE PARLIAMENT OF QUÉBEC ENACTS AS FOLLOWS:

POLICE ACT

- 1.** Section 43 of the Police Act (R.S.Q., chapter P-13.1) is amended by replacing "to Cree and Naskapi villages, nor to the Kativik Regional Government" in the fourth paragraph by "to the Naskapi Village, to the Cree Regional Authority or to the Kativik Regional Government".
- 2.** Section 72 of the Act is amended
 - (1) by replacing "10" in the second paragraph by "5";
 - (2) by inserting "The territory described in section 102.6" at the beginning of the third paragraph;
 - (3) by replacing "a Cree or Naskapi village" in the third paragraph by "the Naskapi Village".
- 3.** Section 90 of the Act is amended by replacing "a Native community represented by its council" in the first paragraph by "one or more Native communities, each represented by its band council,".
- 4.** Section 91 of the Act is amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:

"91. The agreement must include provisions relating to the employment status and swearing-in of police officers, the independence of the administration of the police force, civil liability, internal discipline and accountability."
- 5.** The heading of Division V of Chapter I of Title II of the Act is replaced by the following heading:

"NASKAPI VILLAGE POLICE FORCE".
- 6.** Section 94 of the Act is amended

(1) by replacing "of the police force that a Cree village or the Naskapi Village" in the first paragraph by "of the police force that the Naskapi Village";

(2) by replacing "such a" in the second paragraph by "the".

7. Section 95 of the Act is amended

(1) by replacing "A Cree or Naskapi village" in the first paragraph by "The Naskapi Village";

(2) by replacing "with the Cree Regional Authority established under the Act respecting the Cree Regional Authority (chapter A-6.1), or with a Cree village or the Naskapi Village" in the second paragraph by "with the Naskapi Village";

(3) by replacing the third paragraph by the following paragraph:

"The agreement may also provide for the matters that may be determined in a by-law under the first paragraph, in case the Naskapi Village does not pass such a by-law."

8. Section 97 of the Act is repealed.

9. Section 100 of the Act is amended

(1) by replacing "A Cree or Naskapi village" in the first paragraph by "The Naskapi Village";

(2) by replacing "aux fins de permettre à la Sûreté" in the first paragraph in the French text by "afin de permettre à la Sûreté du Québec";

(3) by replacing "such a municipality" in the second paragraph by "the Naskapi Village";

(4) by striking out "or, notwithstanding the Act respecting the Ministère des Relations internationales (chapter M-25.1.1) and the Act respecting the Ministère du Conseil exécutif (chapter M-30), a band within the meaning of the Cree Villages and the Naskapi Village Act (chapter V-5.1)" at the end of the second paragraph.

10. Section 101 of the Act is repealed.

11. The Act is amended by inserting the following division after Division V of Chapter I of Title II:

"DIVISION V.1

"POLICE FORCE OF THE CREE REGIONAL AUTHORITY

"102.1. The Cree Regional Authority is authorized to establish and maintain a regional police force. If it does so, the Cree Regional Authority is considered a municipality for the purposes of this Act and this Act applies to it with the necessary modifications, subject to this division.

"102.2. As of the establishment of a regional police force by the Cree Regional Authority, the existing police forces in Cree villages are amalgamated with the regional police force and the members of those police forces are integrated into the regional police force.

As of the establishment of such a regional police force, the existing police force in the community of Oujé-Bougoumou is abolished and police services in that community are provided by the regional police force.

"102.3. The Cree Regional Authority shall appoint the director and the other members of the regional police force and shall notify the Minister of the appointments.

The director of the regional police force shall take the oaths set out in Schedules A and B before the chair of the Cree Regional Authority. The other members of the regional police force shall take the oaths set out in Schedules A and B before the director of the regional police force.

"102.4. The hiring requirements for members of the regional police force are determined by agreement between the Government and the Cree Regional Authority.

"102.5. With the Government's authorization, the Cree Regional Authority may place the regional police force under the authority of another body.

"102.6. The regional police force has jurisdiction over

- (1) the Category IA lands;
- (2) the Category IB lands, including Special Category IB lands, as well as any other lands forming the territory of a Cree village within the meaning of the Cree Villages and the Naskapi Village Act (chapter V-5.1);
- (3) the Category II or Category III lands situated within the perimeter of the Category I lands of a Cree community;
- (4) if the Category I lands of a Cree community are bounded on any side by navigable or other waters, or by the bank or shore of such waters, the expanse in front of those lands, to the middle of such waters, including the islands and

outcrops in such waters, if it is not already part of the Category I lands of a Cree community; if, however, the waters fronting those lands are wider than 3 kilometres, jurisdiction may not be exercised beyond 1.5 kilometres from the bank or shore without the agreement of the Government and the Cree Regional Authority; and

(5) any path or road determined by agreement between the Government and the Cree Regional Authority, and the adjacent lands.

The lands described in subparagraphs 1 to 4 of the first paragraph are delimited in conformity with the Act respecting the land regime in the James Bay and New Québec territories (chapter R-13.1).

"102.7. The regional police force shall assume a role and responsibilities for police services, in collaboration with the Sûreté du Québec, on the Category II and Category III lands described in paragraph 22.1.6 of the James Bay and Northern Québec Agreement approved by the Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (chapter C-67), in accordance with the arrangements to be determined by agreement between the Government and the Cree Regional Authority in consultation with the police forces concerned.

"102.8. In order to carry out their mission, the regional police force and its members shall provide police services as set out in this Act and as determined by agreement between the Government and the Cree Regional Authority.

"102.9. The Cree Regional Authority may make an agreement with the Minister for the Sûreté du Québec to provide all or part of the police services in the territory described in section 102.6.

"102.10. The Cree Regional Authority may create a committee dedicated to public security and assign the committee the functions it determines as regards the administration of the regional police force."

12. Section 354 of the Act is amended

(1) by replacing "a member of the police force of a Cree village or the Naskapi Village referred to in Division V of Chapter I of Title II," in the first paragraph by "a member of the Naskapi Village police force established under Division V of Chapter I of Title II, a member of the regional police force established by the Cree Regional Authority under Division V.1 of Chapter I of Title II";

(2) by adding the following sentence at the end of the first paragraph: "Those expressions also include a member of the police force of the Kativik Regional Government established under Division IV of Chapter II of Title V of Part II of the Act respecting Northern villages and the Kativik Regional Government (chapter V-6.1), according to the powers and authority conferred by law on such a member."

ACT RESPECTING THE CREE REGIONAL AUTHORITY

13. Section 6 of the Act respecting the Cree Regional Authority (R.S.Q., chapter A-6.1) is amended

(1) by adding the following subparagraph at the end of the first paragraph:

“(n) to establish and maintain a regional police force.”;

(2) by replacing the second paragraph by the following paragraph:

“The Cree Regional Authority also exercises the other functions vested in it by the applicable laws in Québec or by the Agreement. It may, in addition, exercise certain responsibilities under an agreement, provided the Government is party to it.”.

CREE VILLAGES AND THE NASKAPI VILLAGE ACT

14. The Cree Villages and the Naskapi Village Act (R.S.Q., chapter V-5.1) is amended by inserting the following section after section 27:

“**27.1.** Sections 28 and 29 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), as replaced by section 27 of this Act, do not apply for police purposes to Cree villages as of the establishment of a regional police force by the Cree Regional Authority.”

FINAL PROVISION

15. The provisions of this Act come into force on the date or dates to be set by the Government, except sections 3, 4 and 14, which come into force on *(insert the date of assent to this Act)*.

Les travaux parlementaires

38^e législature, 1^{re} session
(début le 8 mai 2007)

Journal des débats

Assemblée nationale

Le vendredi 30 novembre 2007, 10 h 00
(révisé)

Le Président: En question principale, M. le chef de l'opposition officielle.

M. Dumont: Oui. M. le Président, au cours des derniers jours, des dernières semaines, le gouvernement a posé un geste assez étonnant, a déposé à l'Assemblée nationale le projet de loi n° 54, projet de loi qui modifie la Loi sur la police pour donner une police régionale crie. Un projet de loi qui a un impact important parce qu'on touche plusieurs territoires de la zone 2 et 3, là, de la Convention de la Baie James, et qui a donc un impact sur toute... pas seulement sur les réserves crie, parce qu'on s'entend sur cette nécessité d'avoir des corps policiers spécifiques, mais qui touche l'ensemble des autres communautés. Aucune consultation, aucune consultation avec les élus municipaux. Deux années de tractations, deux années de discussions avec les Cris, en laissant complètement de côté l'ensemble des élus de la région du Nord-du-Québec...

Le Président: Alors, votre question.

M. Dumont: ...la conférence régionale des élus a demandé le retrait...

Le Président: Votre question.

M. Dumont: ...du projet de loi n° 54.

Est-ce que le gouvernement va retirer le projet et aller faire ses devoirs?

Le Président: M. le ministre responsable des Affaires autochtones.

M. Pelletier (Chapleau): Oui. Merci, M. le Président. Ce que ne semble pas comprendre le chef de l'opposition officielle, c'est que ce que nous proposons dans ce projet de loi, c'est de confirmer ce qui est déjà contenu dans la «Paix des Braves». Rien de plus, rien de moins. Et donc, forcément, M. le Président, nous respectons les obligations qu'a contractées le gouvernement du Québec, là, tout le gouvernement du Québec, à l'égard des Cris, lorsqu'a été négociée cette «Paix des Braves».

Maintenant, en même temps, le projet de loi n° 54 dit que des négociations devront être entamées en ce qui concerne justement le rôle du corps de police régional cri sur des terres de catégorie 2 et de catégorie 3. Les négociations n'ont pas encore débuté, et nous le ferons, bien entendu, en procédant à toutes les consultations qui s'imposent en la matière, ça va de soi, y compris la consultation des Jamésiens. Et j'ai d'ailleurs envoyé une lettre à M. Gerald Lemoyne, déjà, confirmant l'intention du gouvernement du Québec de consulter les Jamésiens par rapport aux négociations à venir. Nous avons également rencontré M. Lemoyne à maintes occasions...

Le Président: En terminant.

M. Pelletier (Chapleau): ...nous lui avons expliqué le contenu du projet de loi, M. le Président. Alors, je pense que, jusqu'à présent, nous avons bien fait les choses.

Le Président: En question complémentaire, M. le chef de l'opposition officielle.

M. Pelletier (Chapleau): ...à maintes occasions, nous lui avons expliqué...

Le Président: En terminant.

M. Pelletier (Chapleau): ...le contenu du projet de loi, M. le Président. Alors, je pense que, jusqu'à présent, nous avons bien fait les choses.

Le Président: En question complémentaire, M. le chef de l'opposition officielle.

M. Dumont: Ils l'ont rencontré à la dernière minute, une fois que le feu a été pris, après l'avoir laissé, comme les autres Jamésiens, dans l'ombre, dans la noirceur pendant les deux années où les discussions avaient lieu.

Est-ce que le ministre peut reconnaître aujourd'hui que, dans la lettre qu'il lui envoie, là, c'est un prix de consolation? Il dit: Bien, va adopter la loi, puis, une fois qu'il va être trop tard, là, on va vous mettre dans les consultations futures. J'ai compris, on devait discuter ce projet de loi là aujourd'hui, j'ai compris, dans les dernières minutes, que le gouvernement reculait là-dessus...

Le Président: Alors, votre question.

1

M. Dumont: ...est-ce qu'il peut reculer complètement, retirer le projet de loi, aller faire ses devoirs, consulter d'abord avant de nous arriver à l'Assemblée nationale avec...

Le Président: M. le ministre responsable des Affaires autochtones.

M. Pelletier (Chapleau): M. le Président, est-ce que le chef de l'opposition officielle, lui, peut admettre que ce que nous faisons est conforme à la «Paix des Braves», rien de plus, rien de moins, là, c'est ça? Est-ce qu'il nous propose de ne pas respecter l'engagement qu'a pris le gouvernement du Québec par rapport aux Cris? Si c'est ça, là, j'aimerais le savoir aujourd'hui, parce que c'est très grave, M. le Président, un gouvernement qui ne respecte pas sa signature et qui ne respecte pas sa parole.

Cela étant dit, M. le Président, comme je l'ai dit...

Une voix: ...

M. Pelletier (Chapleau): Oui, puis ce n'est pas...

Des voix: ...

Le Président: S'il vous plaît! La parole est à M. le ministre. M. le ministre.

M. Pelletier (Chapleau): Comme on le sait, ce n'est pas notre marque de commerce, justement. Mais, M. le Président, il faudrait aussi... Non, non, mais il faudrait aussi que le chef de l'opposition officielle reconnaisse qu'il y aura des négociations qui vont être conduites, là, c'est écrit dans le projet de loi. Et, à ce moment-là, toutes les consultations requises seront faites, M. le Président, en tenant compte aussi de l'intégrité territoriale du Québec...

Le Président: En question principale, M. le député de Jonquière.

M. Gaudreault: Oui. Merci, M. le Président. Écoutez, M. le Président, la catastrophe continue, nous avons pris hier la mise à pied de 1 000 travailleurs du secteur forestier. Ça, c'est 650 travailleurs qui perdent définitivement leur emploi à Shawinigan, c'est 250 travailleurs aussi du côté de Donnacona, c'est une machine, à Gatineau, qui est fermée définitivement, et nous avons appris également que le pire reste à venir. Est-ce que tantôt ce sera Dolbeau? Est-ce que tantôt ce sera l'usine Kénogami chez nous, à Jonquière? Et nous avons interpellé le gouvernement à de nombreuses reprises cet automne, et encore une fois de nouvelles fermetures sont à venir, mais le gouvernement n'a rien fait, le ministre n'a rien fait avant.

Est-ce que le ministre, qui s'est croisé les bras depuis le début de la crise malgré tous les avertissements qu'on lui a donnés... Il nous a dit tout à l'heure, en point de presse, qu'il l'avait appris deux minutes avant la fermeture. C'est étonnant, M. le Président, pour tous les travailleurs québécois. Est-ce que le ministre va agir concrètement dans les fermetures, pour éviter les fermetures, pour éviter les pertes d'emploi des travailleurs dans les régions du Québec?

Le Président: M. le ministre des Ressources naturelles.

Parliamentary Works

38th Legislature, 1st Session
(beginning on May 8th, 2007)

Journal of debates

National Assembly

Friday, November 30th, 2007, 10:00 a.m.
(revised)

UNOFFICIAL
ENGLISH
TRANSLATION

The President: Your main question, Mr. Head of the Official Opposition.

Mr. Dumont: Yes. Mr. President, during the last days and weeks, the government made a shocking move, by presenting to the National Assembly Bill 54 which modified the Police Act to create a Regional Cree Police Force - a Bill that will have significant impact because it touches on several territories in zones 2 and 3 of the James Bay Agreement, and which has an impact on all ... not only Cree Reserves, because we agree with a necessity to have a specific police force, but that touches on all of the other communities. No consultation, no consultation with elected officials in the municipalities. Two years of secret negotiations, two years of discussions with the Cree, while completely leaving to the side the entirety of the elected officials in the Nord-du-Québec Region ...

The President: So, your question.

Mr. Dumont: ... the regional council of elected officials have requested the withdrawal...

The President: Your question.

Mr. Dumont: ... of Bill 54.
Is the government going to withdrawal the Bill and go do its homework?

The President: Mr. Minister responsible for Aboriginal Affairs.

Mr. Pelletier
(Chapleau): Yes. Thank you, Mr. President. What we do not understand from the head of the Official Opposition, is that what we propose to do in this Bill is to confirm what is already contained in the "Paix des Braves". Nothing more, nothing less. And so, necessarily, Mr. President, we respect the obligations that the Government of Québec agreed to, including the entire Québec Government, towards the Crees, when it negotiated this "Paix des Braves".

Now, at the same time, Bill 54 said that negotiations should be had regarding what is the proper role of a Regional Cree Police Force on the category 2 and 3 lands. The negotiations have not yet started, and we will do that, of course, by proceeding with all of the negotiations that are required for this issue, of course, including consultation with James Bay residents. I have already, as well, sent a letter to Mr. Gérard Lemoyne, confirming the intention of the Québec Government to consult James Bays residents through up-coming negotiations. We have also met with Mr. Lemoyne on several occasions ...

The President: And in conclusion.

Mr. Pelletier
(Chapleau): ... we have explained to him the content of the Bill, Mr. President. So, I think that, until now, we have done things properly.

The President: As a complementary question, Mr. Head of the Official Opposition.

Mr. Pelletier
(Chapleau): ... on several times, we have explained to him ...

Mr. President: In conclusion.

Mr. Pelletier
(Chapleau): ... the content of the Bill, Mr. President. So, I think that, until now, we have done things properly

The President: In complementary question, Mr. Head of the Official Opposition.

Mr. Dumont: They met them at the very last minute, once the fire had already started, after having left, like all other James Bay residents, in the shadow, in complete darkness during two years while the discussions were taking place.

Is the Minister willing to recognize today that the letter that he sent is a consolation prize? He said: All right, we are going to adopt a law, so, once it is too late, then we will include you in the future consultations. This Bill should be discussed today, at the very last minute, and should be withdrawn ...

The President: So, your question.

Mr. Dumont: ... the whole thing should be withdrawn, withdraw the Bill, and go do your homework, consult first before coming to us at the National Assembly ...

The President: Mr. Minister responsible for Aboriginal Affairs.

Mr. Pelletier
(Chapleau): Mr. President, is the Head of the Official Opposition willing to admit that what we are doing is in conformity with the "Paix des Braves", nothing more, nothing less? What he is proposing is to not respect the commitment we have made, as the Québec Government, with the Cree? If that is right, I would like to know today, because it is very serious, Mr. President, a government that does not respect its signature and does not respect its own words.

That being said, Mr. President, as I had said ...

A voice: ...

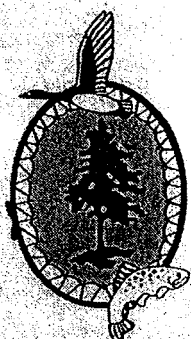
Mr. Pelletier
(Chapleau): Yes, and it's not ...

Voices: ...

The President: Please! Mr. Minister has the floor. Mr. Minister.

Mr. Pelletier
(Chapleau): As we know, it is not our trademark, exactly. But, Mr. President, it is also necessary ... No, No, but the Head of the Official Opposition must recognize that there would be negotiations taking place, as written in the

Bill. And, at this moment, all the required consultations have been done
Mr. President, while taking into consideration the entire Québec territory.



G.C.C.E.I.
est. 1974

·Δσ·Vd·Δj· Δj·Δj· Δj·Δj· Δj·Δj· (Δj·Δj· Δj·Δj·)

Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)

Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)

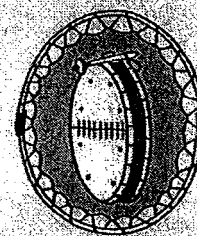
Δj·Δj· Δj·Δj·Δj·Δj·

CREE REGIONAL AUTHORITY
ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

2 Lakeshore Road

Nemaska (Quebec) J0Y 3B0

Tel.: (819) 673-2600 Fax: (819) 673-2606 E-mail: crie@cra.qc.ca
<http://www.gcc.ca>



C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

Le 6 décembre, 2007

Monsieur Mario Dumont

Cabinet du chef de l'opposition officielle

Hôtel du Parlement

1045, rue des Parlementaires

2e étage, Bureau 2.89

Québec (Québec)

G1A1A4

Cher Monsieur Dumont,

Je vous écris relativement au projet de loi déposé devant l'Assemblée nationale concernant certaines modifications proposées à la *Loi sur la police* et à d'autres lois visant l'établissement de la Force de police régionale sous l'égide de l'Autorité régionale crie. Ce projet de loi est présentement requis pour la mise en œuvre de la Convention complémentaire No.19 à la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*. Cette Convention complémentaire est le résultat de nombreuses années de discussions entre les Cris et la Province de Québec et est issue de l'*Entente Concernant un Nouvelle Relations entre le gouvernement du Québec et les Cris*, qui représente le règlement global des différends opposant les Cris avec Québec relativement à la mise en œuvre de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*.

L'*Entente Concernant un Nouvelle Relations entre le gouvernement du Québec et les Cris*, est entrée en vigueur en 2002 et prévoyait la modification de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* par l'entremise d'une convention complémentaire pour les fins de l'établissement de la Force de police régionale crie. Cette force de police regroupe sous une même force régionale les forces policières locales des neuf communautés crie et ce, afin de fournir un meilleur support et dans le but de rencontrer de manière plus efficace les besoins de nos communautés.

Misissini
Γ·Γ·Γ·

Whapmagostui
Δ·Δ·Δ·Δ·

Chicasebi
Γ·Γ·Γ·

Wemindji
Δ·Γ·Γ·

Eastmain
Δ·Γ·Δ·

Waskaganish
Δ·Δ·Δ·Δ·

Nemaska
Γ·Γ·Γ·

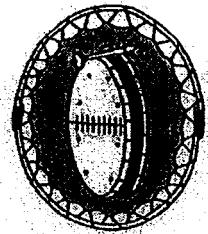
Waswanipi
Δ·Δ·Δ·

Ouje-Bougoumou
Δ·Δ·Δ·

Washaw Sibi
Δ·Δ·Δ·



G.C.C.E.I.
est. 1974



C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

Il est extrêmement difficile et très onéreux de maintenir des services spécialisés dans chacune des neuf communautés crie. Or, en plaçant toutes les communautés sous la juridiction d'une seule force de police, il est maintenant possible de regrouper ces services afin d'assurer l'amélioration de la qualité des services dispensés.

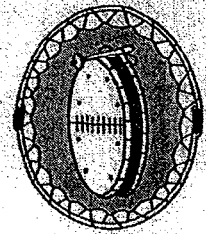
L'Entente Concernant un Nouvelle Relations entre le gouvernement du Québec et les Cris reconnaissait cela et prévoyait également que la Police régionale crie puisse assumer un rôle et des responsabilités à l'égard des services de police en collaboration avec la Sûreté du Québec sur des terres de Catégorie II et Catégorie III, le tout tel que prévu selon les modalités qui sont toujours à l'étude entre les parties et qui font l'objet de consultations auprès des forces policières locales. Ce sont ces dispositions de *L'Entente Concernant un Nouvelle Relations entre le gouvernement du Québec et les Cris* qui sont maintenant reconnues à travers la Convention complémentaire No.19 et le projet de loi qui est présentement devant l'Assemblée nationale.

Ces dispositions qui concernent les terres de Catégorie II et Catégorie III sont essentielles à la fourniture des services d'une manière logique et efficace dans le Nord. Une des intentions derrière ces dispositions est d'assurer le maintien d'un service de police à certains endroits névralgiques pour les Cris, notamment dans les zones adjacentes aux communautés crie et aux autres endroits où il n'y a essentiellement aucun support policier, telles que certaines zones de trappe isolées, et ce, à travers des ententes juridictionnelles particulières. À l'heure actuelle, aucun service de police n'est offert dans ces régions et ces zones.

Il est important de noter que la Convention complémentaire No.19 doit remplacer le présent Chapitre 19 de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* de 1975. Le présent Chapitre 19 prévoit que les forces policières locales et des unités crie de la Sûreté du Québec devaient pouvoir exercer leur juridiction sur des terres de Catégorie I, II et III, ce qui est d'ailleurs le cas pour les membres réguliers de la Sûreté du Québec. Ces unités spéciales n'ont cependant jamais été établies, ce qui représente d'ailleurs l'une des obligations non remplie du Québec à l'égard de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*. Dans *L'Entente Concernant un Nouvelle Relations*



G.C.E.I.
est. 1974



C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

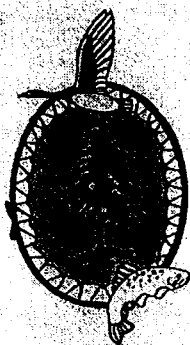
entre le gouvernement du Québec et les Cris, le Québec s'est engagé à remédier notamment à cette situation et la Convention complémentaire No.19 est le résultat de cet engagement.

Le projet de loi présentement à l'étude devant l'Assemblée nationale permettra simplement la mise en œuvre des engagements du Québec souscrits dans *l'Entente Concernant un Nouvelle Relations entre le gouvernement du Québec et les Cris*. Les inquiétudes exprimées quant à la consultation ont été adressées dans ce projet de loi, ainsi que dans la Convention complémentaire No.19 et *l'Entente Concernant un Nouvelle Relations entre le gouvernement du Québec et les Cris*.

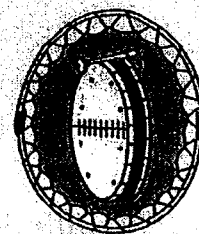
Au cours des années, les Cris et la Police crie ont toujours entretenu une forte collaboration avec la Sûreté du Québec, ce qui est selon nous, différent de la relation que la Sûreté du Québec entretient avec d'autres Premières Nations ailleurs au Québec. De plus, les procureurs de la Couronne de la cour itinérante qui desservent les communautés crient supportent le projet d'une force policière régionale crie.

Il est dommage que Monsieur Gérald Lemoyne et la Municipalité de la Baie James aient complètement déformé l'intention du projet de loi faisant référence à un grand nombre d'inexactitudes et demi-vérités. Cette démarche s'inscrit dans une série d'actions entreprises par la Municipalité de la Baie James depuis quelques années dans le but d'attaquer les crient. Ces actions sont nuisibles au maintien de relations harmonieuses et au développement du territoire de la Baie James et elles cherchent à ébranler les principes sur lesquels est fondée *l'Entente Concernant un Nouvelle Relations entre le gouvernement du Québec et les Cris*.

Espérant que cette nouvelle information saura jeter la lumière sur cette question, votre support en vue de l'adoption du projet de loi sera sincèrement des plus apprécié.



G.C.C.E.I.
est. 1974



C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

Salutations cordiales,

Matthew Mukash
Grand Chef/Président
Grand Conseil des Cris (EI)/Administration Régionale Crie



Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)
Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)



ΔΕΛΤΑ ΝΟΤΑΡΓΗ
 CREE REGIONAL AUTHORITY
 ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

2 Lakeshore Road
Nemaska (Quebec) J0Y 3B0
Tel.: (819) 673-2600 Fax: (819) 673-2606 E-mail: cree@cra.gc.ca
<http://www.gcc.ca>

Mr. Mario Dumont
Cabinet du chef de l'opposition officielle
Hôtel du Parlement
1045, rue des Parlementaires
2e étage, Bureau 2.89
Québec (Québec)
G1A1A4

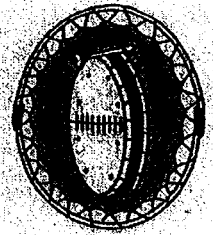
I am writing to you regarding the proposed legislation before the National Assembly respecting the Proposed Modifications to the Police Act and other Acts to allow for the Establishment of the Regional Police Force for the Cree Regional Authority. This legislation is being brought forth at the present time to allow for the implementation of Complementary Agreement No.19 to the *James Bay and Northern Quebec Agreement* (JBNQA). The Complementary Agreement is the result of many years of discussions between the Crees and the Province of Quebec and was provided for as part of the overall settlement of issues with Quebec in relation to the implementation of the *James Bay and Northern Quebec Agreement* pursuant to the *Agreement Concerning a New Relationship between the Government of Quebec and the Crees*.

The Agreement Concerning a New Relationship between the Government of Quebec and the Crees, entered into in 2002, provided for the modification of the JBNQA by means of a Complementary Agreement which would establish a Cree Regional Police Force. This police force would essentially regroup our local police forces in the nine Cree communities into one regional force providing for greater efficiencies and support to the important policing needs of our communities. The provision of specialized services for nine communities is extremely difficult and the costs are prohibitive but by placing all the communities under one Police Force we have any opportunity to regroup these services to ensure that we can improve the quality of services provided. The

Misissini ᑭᑭᑦᑭᑦ
Whapmagostul ᑭᑭᑦᑭᑦ
Chisasibi ᑭᑭᑦᑭᑦ
Wemindji ᑭᑭᑦᑭᑦ
Eastmain ᑭᑭᑦᑭᑦ
Waskeganish ᑭᑭᑦᑭᑦ
Nemaska ᑭᑭᑦᑭᑦ
Waswanipi ᑭᑭᑦᑭᑦ
Ouje-Bougoumou ᑭᑭᑦᑭᑦ
Washaw Sibi ᑭᑭᑦᑭᑦ



G.C.C.E.I.
est. 1974



C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

Agreement Concerning a New Relationship with the Quebec Government and the Crees recognized this and also provided that the Cree Regional Police would assume a role and responsibilities for policing services, in collaboration with the Surete du Quebec on Category II and Category III lands, the whole in accordance with arrangements which remain to be discussed between the parties in consultation with the concerned police forces. These same provisions are provided for in the Complementary Agreement and the Proposed Legislation.

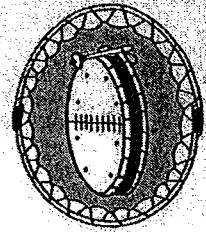
These provisions concerning Category II and Category III lands are very important to providing services in a logical and efficient manner in the North. One of the intentions of these provisions is to ensure that areas of primary interest or concern to the Cree such as the adjacent areas to Cree communities and other areas where there is essentially no police support available, such as in isolated trapping areas, that agreements could be reached on certain jurisdiction for Cree Police to respond and provide services. At present no services are provided in these areas and regions.

It is important to note that the Complementary Agreement replaces the current Section 19 of the 1975 *James Bay and Northern Quebec Agreement*. The existing section 19 provides for local police forces and Cree units of the Quebec Police force which were to have, as in the case of regular members of such a force, duties in Categories I, II and III lands. These units were never established and were one of the unfulfilled obligations, which are to be resolved by the Complementary Agreement and the undertakings in the *Agreement Concerning a New Relationship between the Government of Quebec and the Crees*, amongst others.

Accordingly, the present legislation is simply enabling legislation respecting Quebec's commitments in the *Agreement Concerning a New Relationship between the Government of Quebec and the Crees* and the concerns which have been expressed respecting consultation are already provided for in the legislation, the Complementary



G.C.C.E.I.
est. 1974



C.R.A.
A.R.C.
est. 1978

Agreement and the Agreement Concerning a New Relationship between the Government of Quebec and the Crees itself.

Over the years the Crees and the Cree Police have always had a strong collaborative relationship with the Sûreté du Québec, which we understand is not the case between Aboriginal Nations and the Sûreté in other regions. Moreover, the crown prosecutors of the itinerant court that serves the Cree community are all very supportive of the proposal for a Cree regional police force. It is unfortunate that Mr. Gerald Lemoyne and the MBJ have completely misrepresented what this legislation is all about with a long list of inaccuracies and half truths. This is a continuation of the inappropriate actions of the La municipalité de Baie-James over the past few years where it has attacked the Crees. Such actions are very detrimental to harmonious relations and to the development of the James Bay Territory and in essence serve to undermine the principles of the *Agreement Concerning a New Relationship between the Government of Quebec and the Crees*.

We trust that this additional information will help to shed light on this issue. We would sincerely appreciate your support for in the passage of this legislation.

Yours Truly,

Matthew Mukash
Grand Chief/Chairman
Grand Council of the Crees (EI)/Cree Regional Authority

Sommaire exécutif concernant la formation et les compétences des policiers cris

Note : Ce document est transmis à la Commission des institutions qui étudie le Projet de Loi n° 54 – *Loi modifiant la Loi sur la police et d'autres dispositions législatives en tant que supplément au document intitulé « Sommaire Exécutif – Décembre 2007 – Police crie »* envoyé au secrétaire de la Commission, M. Yannick Vachon le 22 janvier 2008

1. La *Convention de la Baie James et du Nord québécois* (CBJNQ), signée le 11 novembre 1975, inclut le Chapitre 19 concernant la Police crie et prévoit l'établissement (i) d'Unités cries au sein de la Sûreté du Québec; et (ii) de Corps policiers des communautés cries.
2. Depuis les années 80, les cris ont signé plusieurs ententes concernant les services policiers, initialement avec le gouvernement du Québec et, ensuite, à la fois avec les gouvernements fédéral et provincial, afin de mettre en place des programmes réguliers de financement des services policiers des communautés locales cries. L'annexe des ententes actuellement en vigueur prévoit les conditions d'admissibilité applicables aux policiers pour joindre un corps de police locale crie, tel que le permet l'article 95 de la *Loi sur la police*. Ces conditions d'admissibilité applicables aux policiers reflètent en grande partie celles applicables aux membres de la Sûreté du Québec, tel qu'établi par la *Loi sur la police* et ses règlements connexes. En effet, la version actuelle de l'article 94 de la *Loi sur la police* (qui est en vigueur depuis plusieurs années maintenant) énonce que « les membres d'un corps de police [d']un village cri [...] sont des policiers aux fins de l'application de la présente loi. ».
3. Depuis plusieurs années, les policiers cris, notamment ceux qui ont une certaine expérience de travail, s'inscrivent continuellement à des cours de formation donnés par l'École nationale de police du Québec. À travers cette interaction soutenue, les cris et les membres de la Sûreté du Québec ont bâti une relation très étroite, plus particulièrement depuis les années 80.
4. En plus de cette relation, les nouveaux membres des corps de police crie doivent être titulaires d'un diplôme d'études collégiales ou d'une attestation d'études collégiales en technique policière en plus d'avoir complété avec succès le programme de formation régulière en « patrouille et gendarmerie » de l'École nationale de police du Québec ou d'avoir des équivalences reconnues par l'École. Plusieurs cris sont inscrits dans des programmes de formation policière, soit au niveau collégial (CEGEP) ou universitaire et ce, en français et en anglais. En effet, jusqu'en 2004, plus de 103 officiers de police cris avaient complété près de 1 100 cours de formation auprès de l'École nationale de police du Québec ou approuvés par celle-ci.
5. Le Décret 985-2007 du 7 novembre 2007 approuvait le texte de la Convention complémentaire n° 19 de la CBJNQ. Le paragraphe 19.2 de la Convention complémentaire n° 19 de la CBJNQ prévoit que, tout comme les corps policiers des communautés cries, « la Police Eeyou-Eenou sera un corps de police au sens de la *Loi sur la police* et ses membres seront des policiers au sens de cette loi ». Par conséquent, les policiers cris doivent rencontrer les mêmes normes et recevoir essentiellement la même formation que les policiers de la Sûreté du Québec. Selon le paragraphe 19.5, les conditions d'admissibilité applicables aux policiers de la Police Eeyou-Eenou seront établies par entente entre Québec et le Grand Conseil des Cris – Administration régionale crie, tout comme il avait été fait avec les Corps policiers des communautés cries. Ces conditions d'admissibilité applicables aux policiers de la Police Eeyou-Eenou sont tout aussi rigoureuses que celles prévues dans la *Loi sur la police* et d'ailleurs, le

but recherché par les conditions d'admissibilité séparées est de s'assurer que les officiers de police parlent la langue crie.

6. La Convention complémentaire n° 19 de la CBJNQ, approuvée par le Décret 985-2007, contient plusieurs modifications qui exigent certains amendements à la *Loi sur la police*, et c'est pourquoi, le 14 novembre 2007, le Projet de Loi n° 54 intitulé la *Loi modifiant la Loi sur la police et d'autres dispositions législatives* était présenté à l'Assemblée nationale.
7. Tel que mentionné, les policiers cris, tant ceux des corps policiers des communautés cries que ceux appartenant au corps de police régional (Police Eeyou-Eenou), doivent être reconnus comme policiers sous la *Loi sur la police*. La formation et les compétences requises sont énumérées principalement aux articles 115 à 125 de la *Loi sur la police* (**Onglet 1**) ainsi qu'aux règlements connexes, notamment au *Règlement sur le régime des études de l'École Nationale de Police du Québec* (**Onglet 2**) et le *Règlement sur les qualités minimales requises pour exercer les fonctions d'enquête dans un corps de police* (**Onglet 3**). Ces dernières sont complétées par les dispositions de l'annexe des ententes concernant les forces policières mentionnées ci-haut et qui ont préséance.
8. De plus, un nombre considérable de policiers cris parlent couramment le français et l'anglais (ainsi que la langue crie). L'annexe 2 des ententes concernant les services de police entre l'Administration régionale crie, le Québec et le Canada requiert que les policiers parlent au moins deux des trois langues suivantes : le cri, le français ou l'anglais. Malgré cette condition de bilinguisme, plusieurs policiers sont, en fait, trilingues. De plus, les policiers cris qui répondent à des situations impliquant des personnes ne connaissant pas la langue crie doivent être en mesure de parler le français de manière à pouvoir communiquer avec la personne (non-crie) dans la langue de son choix. Cette situation est similaire à ce que l'on retrouve communément en milieu urbain où des officiers de police doivent interagir avec des membres d'une communauté qui ne parlent pas la langue de la majorité.
9. Les cris travaillent depuis longtemps à l'établissement d'un corps de police régional cri (Police Eeyou-Eenou). Le 11 décembre 2007, le Grand Conseil des Cris – Administration régionale crie a adopté un règlement sur la Police crie (*Cree Policing By-Law*). Ce règlement, que l'on retrouve sous l'**onglet 4**, a plusieurs objectifs dont : (i) l'établissement de la Commission de police Eeyou-Eenou; (ii) la détermination de son mandat et rôle; (iii) l'établissement de procédures en vue de la préparation et l'approbation du budget annuel de la Police Eeyou-Eenou et de la Commission de police Eeyou-Eenou; (iv) la détermination des fonctions de la Commission en ce qui concerne la supervision de la Police Eeyou-Eenou; (v) la sensibilisation du public; (vi) le développement des politiques et des procédures de la Police Eeyou-Eenou; (vii) l'établissement des procédures et des rôles respectifs de la Police Eeyou-Eenou et de la Commission de police Eeyou-Eenou relativement aux ressources humaines; et (viii) l'établissement d'une procédure disciplinaire et de gestion des plaintes internes ainsi qu'un comité d'appel pour toutes questions liées à la discipline interne.
10. Le mandat de la Commission de police Eeyou-Eenou est le suivant :
 - a) Surveiller la qualité des services de police fournis par la Police Eeyou-Eenou;

- b) Fournir une direction et un soutien général à la Police Eeyou-Eenou;
 - c) Établir et accroître les valeurs qui doivent guider les activités et les opérations de la Police Eeyou-Eenou;
 - d) Surveiller les procédures disciplinaires internes de la Police Eeyou-Eenou et assurer la mise en œuvre des dispositions du règlement sur la Police crie relativement à la discipline interne;
 - e) Sélectionner le directeur de police, l'assistant directeur de police, l'assistant administratif, l'agent de relations publiques, les capitaines et les lieutenants de police, et assurer leur évaluation adéquate ainsi que l'établissement des normes à cet égard;
 - f) Développer, adopter, ajuster amender, et, lorsque nécessaire, annuler des politiques et procédures à l'égard de la Commission de police Eeyou-Eenou et de la Police Eeyou-Eenou;
 - g) Établir un code d'éthique pour le personnel civil de la Police Eeyou-Eenou en tenant compte du code d'éthique applicable à la Police Eeyou-Eenou;
 - h) Évaluer et recommander, en consultation avec le trésorier de l'Administration régionale crie (ARC), le budget annuel et le plan pour le personnel pour la Police Eeyou-Eenou en vue de son approbation par l'ARC;
 - i) Préparer et recommander, en consultation avec le trésorier de l'ARC, le budget annuel pour la Commission, en vue de son approbation par l'ARC;
 - j) Organiser et fournir une formation, telle que jugée appropriée par la Commission de police Eeyou-Eenou, aux membres de la Commission et de la Police Eeyou-Eenou;
 - k) Déterminer, organiser et établir des programmes de sensibilisation du public et des campagnes de prévention du crime, tels que jugés appropriés par la Commission de police Eeyou-Eenou;
 - l) Mettre en oeuvre tout autre mandat concernant les affaires policières qui peut être attribué, de temps à autres par l'ARC.
11. Le Grand Conseil des Cris – Administration régionale crie croit que ce mécanisme, en conjonction avec les mécanismes de la *Loi sur la police*, tels que le Commissaire à l'éthique policière, le Comité d'éthique policière et d'autres mécanismes, vont permettre d'assurer des services policiers de haute qualité sur le territoire d'une importance significative pour les cris.
12. Il faut souligner que le but de la police crie et du nouveau corps de police régionale Eeyou-Eenou est de fournir un service policier de haute qualité sur le territoire d'une importance significative pour les cris. Ce territoire regroupe en grande partie les communautés cris et s'étend au-delà des terres de Catégorie I afin de couvrir certaines aires forestières où les cris vivent et pratiquent leurs activités ancestrales et traditions culturelles. La façon dont les services de police sont actuellement offerts dans ces

régions est compliquée et indûment coûteuse en raison du partage indéfini et informel de la juridiction entre la Sûreté du Québec et les officiers de police des communautés cries. Cette incertitude fait en sorte d'accroître le temps de réponse et de compliquer les enquêtes policières. La présence de la nouvelle Police Eeyou-Eenou apportera plus de clarté et, de pair avec la négociation du partage des compétences, cette nouvelle situation mènera vers une plus grande coopération entre les forces policières en jeu et des services policiers plus efficaces et de meilleure qualité. Il n'existe aucune incompatibilité entre les services policiers cris et non-cris. En fait, le nouveau corps de Police Eeyou-Eenou permet de fournir à toutes les parties l'opportunité de bénéficier d'un meilleur niveau de sécurité et de service policier pour la région entière.

13. Finalement, le 23 janvier 2008, monsieur Gordon McGregor, président de l'Association des Chefs de Police des Premières Nations du Québec adressait une lettre au Grand Conseil des Cries afin d'offrir le solide support de l'Association en vue de la création de la Police Eeyou-Eenou et du Projet de Loi n°54, le tout permettant l'octroi de services policiers de la plus haute qualité sur le territoire d'une première Nation (**Onglet 5**).

Executive Summary Re Cree Police Officer Training and Requirements

Note: This Document is transmitted to the Commission of Institutions studying Bill 54-
An Act to amend the Police Act and other legislative provisions as a complement to the
document entitled "Executive Summary- December 2007- Cree Policing" forwarded to the
Clerk of the Commission, Mr. Yannick Vachon, on January 22, 2008

1. The *James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA)*, signed on November 11, 1975, includes Section 19 on Cree policing, which notably provides for 1) the establishment of Cree Units of the Québec Police Force; 2) Cree Local Community Police Forces.
2. From the 1980s to the present, the Cree signed many Police Agreements with the Government of Quebec initially and subsequently tripartite agreements with Canada and Quebec to provide regular program funding for local community policing services. Under current arrangements, the Schedule of these Agreements sets out the eligibility requirements for the hiring of new police officers for a Cree local police force, as permitted under section 95 of the *Police Act*. These requirements largely mirror the requirements for all Sûreté du Québec police officers as established by the *Police Act* and associated regulations. Indeed, the current version of section 94 of the *Police Act* (which has been in force for several years now) states "the members of the police force [of] a Cree village [...] are police officers for the purposes of this Act."
3. Throughout the years, Cree police officers have continuously taken part in training courses provided by the École nationale de police du Québec, from which experienced Cree police officers have benefited. Through this constant interaction, the Crees and the Sûreté du Québec have built a very positive relationship, especially since the 1980s.
4. In addition to this relationship, new members of the Cree local police force are required to have a College diploma or Attestation in police technology and to successfully complete a regular basic police training program "patrouille et gendarmerie" at the École nationale de police du Québec or to meet standards of equivalence established by the École. Many Crees are engaged in Police Training programs, whether it be at the Cegep level or at the University level, both in French and in English. In fact, as of 2004, 103 Cree police officers have completed almost 1100 training courses with, or approved by, the École nationale de police du Québec.
5. On November 7, 2007, the text of *Complementary Agreement no. 19 to the JBNQA* was agreed to and approved through *Decree 985-2007*. Section 19.2 of *Complementary Agreement no. 19 to the JBNQA* states that, like the Cree Local Community Police Forces, the Eeyou-Eenou Regional Police Force will be a police force within the meaning of the *Police Act* and its members will be police officers under the *Act*. Therefore, Cree police officers have to meet essentially the same standards and receive essentially the same training as any Sûreté du Québec police officer. Under section 19.5 hiring requirements are determined through agreement with Quebec and the Grand Council of the Crees – Cree Regional Authority (GCCEI-CRA), as was done with the Cree Local Community Police Forces. These hiring requirements are just as stringent as under the *Police Act* and, in fact, the main purpose of separate requirements is to ensure that the officers speak the Cree language.

6. *Complementary Agreement no. 19 to the JBNQA*, which was approved through Decree 985-2007, contain many changes which require amendments to the *Police Act*, and, thus, on November 14, 2007, Bill 54 entitled *An Act to amend the Police Act and other legislative provisions* was introduced in the National Assembly.
7. As mentioned, Cree police officers, both under the local police forces and the new regional police force, must be recognized police officers under the *Police Act*. These training and qualification requirements are listed mainly in sections 115 to 125 of the *Police Act* (**Tab 1**) as well as associated regulations, namely the *Training Plan Regulation of the Ecole Nationale de Police du Québec* (**Tab 2**), and the *Regulation Respecting the Minimum Qualifications to Exercise Investigative Functions within a Police Force* (**Tab 3**) and are supplemented by the Schedule of the Police Agreements mentioned above, which prevail.
8. Furthermore, a substantial amount of Cree police officers are fully competent in both French and English (as well as Cree). Schedule 2 of the Agreements related to policing services between the Cree Regional Authority (CRA), Quebec and Canada require officers to speak two of either Cree, French or English. Despite this requirement of bilingualism, many of the officers are, in fact, trilingual. In addition, when Cree police officers are required to respond to situations involving persons with no knowledge of the Cree language, it is ensured that the responding officers are competent in French to ensure that any communication with non-Cree in the execution of their duties can be done in their preferred language. This is commonly done in cities where Police Officers have to deal with members of a community who do not speak the language of the majority.
9. The Crees have been working for some time now on the establishment of the Cree Regional Police. On December 11, 2007, the GCCEI-CRA adopted a Cree Policing By-Law. The purpose of this By-Law, attached hereto as **Tab 4**, is to establish a Eeyou-Eenou Police Commission and determine its mandate and its role, establish the procedures for preparing and approving the annual budget for the Eeyou-Eenou Police and the Commission, delineate the functions of the Commission in matters of supervision of the Eeyou-Eenou Police, public awareness, and development of policies and procedures of the Eeyou-Eenou Police, establish the procedures and roles of the Eeyou-Eenou Police and the Commission in matters of human resources, and establish an internal complaints and disciplinary procedure as well as an appeal board for all internal disciplinary matters.
10. The mandate of the Eeyou-Eenous Police Commission is the following:
 - a) to oversee the quality of police services provided by the Eeyou-Eenou Police;
 - b) to provide general guidance and direction to the Eeyou-Eenou Police;
 - c) to establish and enhance values to guide the activities and operations of the Eeyou-Eenou Police;
 - d) to oversee the internal discipline procedures of the Eeyou-Eenou Police and to ensure the implementation of the provisions of the present bylaw dealing with internal discipline;

- e) to select and ensure the proper evaluation and set standards for the Police Director, Assistant Police Director, Administrative assistant, Public Relations Officer, Captains and Lieutenants;
 - f) to develop, adopt, adjust, amend and, when necessary, cancel policies and procedures for the Commission and the Eeyou-Eenou Police;
 - g) to establish a code of ethics for the civilian staff of the Eeyou-Eenou Police taking into account the code of ethics applicable to the Eeyou-Eenou Police;
 - h) to evaluate and recommend, in consultation with the CRA Treasurer, the annual budget and personnel plan for the Eeyou-Eenou Police to be approved by the Cree Regional Authority;
 - i) to prepare and recommend, in consultation with the CRA Treasurer, the annual budget for the Commission to be approved by the CRA;
 - j) to organize and provide for training, as the Commission deems appropriate, to the members of the Commission and of the Eeyou-Eenou Police;
 - k) to determine, organize and establish public awareness and crime prevention campaigns, as deemed appropriate by the Commission;
 - l) to carry out any other mandate concerning policing related matters which may be assigned to it from time to time by the Council.
11. The GCCEI-CRA believes that this instrument, coupled with the existing instruments under the *Police Act*, such as the Police Ethics Commissioner, the Police Ethics Committee and other mechanisms, ensure high quality police services on territory of primary interest to the Cree.
12. It should be emphasized that the aim of Cree policing and the new regional Eeyou-Eenou Police Force is to provide high quality police services on territory of primary interest to the Cree. This territory is largely in Cree communities and extends beyond Category I lands to cover certain forested areas where the Cree live and practice their long-standing harvesting practices and culture. The present way in which police services are provided in these areas is complicated and unduly costly because of the undefined and informal sharing of jurisdiction between the Sûreté du Québec and Cree community police officers. This uncertainty increases response times and complicates investigations. The clarity that will come with the new Cree regional police force and the negotiated sharing of jurisdiction will lead to increased cooperation between the two Forces and will result in more efficient and higher quality services. There is no incompatibility between non-Cree and Cree policing. In fact, the new Eeyou-Eenou Police Force provides opportunities for all parties to provide the best possible level of security and policing services to the entire region.
13. Finally, on January 23, 2008 Gordon McGregor, President of the Association of First Nation Chiefs of Police of Quebec sent a letter to the Grand Council of the Crees to show the Association's strong support for the Eeyou-Eenou Police Force and Bill 54 as a step towards providing the highest quality police services in First Nation territory (see **Tab 5**).

POLICE CRIE / CREE POLICE
28 janvier 2008 / January 28, 2008

ONGLET/
TAB

Loi sur la police, R.S.Q., c. P-13.1, articles 1-47 et 115-125 Police Act, R.R.Q., c. P-13.1, sections 1-47 and 115-125	1
Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec, R.R.Q., c. P-13.1, r. 1.1 The Training Plan Regulation of the École nationale de police du Québec, R.R.Q., c. P-13.1, r. 1.1	2
Règlement sur les qualités minimales requises pour exercer les fonctions d'enquête dans un corps de police, R.R.Q., c. P-13.1, r. 0.3 Regulation respecting the minimum qualifications required to exercise investigative functions within a police force, R.R.Q., c. P-13.1, r. 0.3	3
Cree Regional Authority Policing By-Law	4
Letter dated January 23, 2008, from Gorden McGregor, President, AFNCPQ, addressed to Mr. Ashley Iserhoff, Deputy Grand Chief, Cree Regional Authority	5

TITRE I

FORMATION

L.Q. 2000, c. 12.

CHAPITRE I

ORGANISATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

L.Q. 2000, c. 12.

SECTION I

PROGRAMMES DE FORMATION

L.Q. 2000, c. 12.

1. Les programmes de formation professionnelle qualifiante du personnel policier portent sur les trois domaines de la pratique policière, à savoir:

1° la patrouille-gendarmerie;

2° l'enquête policière;

3° la gestion policière.

On entend par formation professionnelle qualifiante la formation qui, préparant spécifiquement à une activité professionnelle, en conditionne l'exercice.

L.Q. 2000, c. 12, a. 1.

2. La formation professionnelle qualifiante du personnel policier comporte trois aspects: la formation initiale, le perfectionnement professionnel et le perfectionnement de service.

La formation initiale est celle qui permet d'acquérir les compétences de base dans un domaine donné de pratique policière. L'acquisition de la formation initiale en

patrouille-gendarmerie est nécessaire pour accéder à la formation initiale dans les deux autres pratiques policières.

Le perfectionnement professionnel est la formation ayant pour objet, dans chaque domaine de pratique policière, la mise à jour des compétences ou l'acquisition d'une spécialité.

Le perfectionnement de service est l'ensemble des activités destinées à faciliter l'intégration du policier dans le corps de police auquel il appartient et à lui assurer une pratique professionnelle aussi harmonieuse et fonctionnelle que possible à l'intérieur de ce corps.

L.Q. 2000, c. 12, a. 2.

SECTION II

PLANS DE FORMATION DES CORPS DE POLICE

L.Q. 2000, c. 12.

3. Le directeur de tout corps de police doit établir un plan de formation professionnelle.

L.Q. 2000, c. 12, a. 3; L.Q. 2001, c. 19, a. 15, par. 7° (A).

4. Le plan de formation professionnelle a pour objectifs principaux:

1° d'assurer le maintien à jour des connaissances et compétences de chaque policier dans le type de pratique auquel il se consacre, notamment par la constitution d'un dossier personnel de formation;

2° de proposer le cheminement de carrière de chaque policier en fonction de ses intérêts et des besoins des corps de police et, en particulier, de planifier la poursuite de la formation professionnelle initiale pour les fonctions d'enquête ou de gestion policière;

3° de faciliter le repérage des policiers susceptibles de se spécialiser dans une pratique policière ou de changer de pratique;

4° de définir les besoins en perfectionnement professionnel et en perfectionnement de service.

L.Q. 2000, c. 12, a. 4.

5. Le plan de formation détermine les postes de gestion pour lesquels est exigé le diplôme de gestion policière décerné ou, le cas échéant, reconnu par l'École nationale de police du Québec.

L.Q. 2000, c. 12, a. 5.

6. Le plan de formation est annuellement mis à jour et transmis, au plus tard le 1^{er} avril, à l'École nationale de police du Québec, avec un bilan des réalisations de la dernière année, suivant les modalités qu'elle détermine.

L.Q. 2000, c. 12, a. 6.

CHAPITRE II

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

L.Q. 2000, c. 12.

SECTION I

INSTITUTION

L.Q. 2000, c. 12.

7. Il est institué une École nationale de police du Québec.

L.Q. 2000, c. 12, a. 7.

8. L'École est une personne morale, mandataire du gouvernement.

Elle n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son nom. L'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens, quoique ceux-ci fassent partie du domaine de l'État.

L.Q. 2000, c. 12, a. 8.

9. L'École a son siège à l'endroit déterminé par le gouvernement. Un avis de la situation ou de tout déplacement du siège est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

L.Q. 2000, c. 12, a. 9.

SECTION II

MISSION ET POUVOIRS

L.Q. 2000, c. 12.

10. L'École a pour mission, en tant que lieu privilégié de réflexion et d'intégration des activités relatives à la formation policière, d'assurer la pertinence, la qualité et la cohérence de cette dernière.

À ce titre, l'École a l'exclusivité de la formation initiale du personnel policier permettant d'accéder aux pratiques de patrouille-gendarmerie, d'enquête et de gestion policière, exception faite de la formation acquise dans le cadre d'un programme conduisant à un diplôme d'études collégiales ou à une attestation d'études collégiales en techniques policières.

L'École offre également des activités de perfectionnement professionnel et effectue de la recherche orientée vers la formation. Elle offre en outre des activités de perfectionnement de service destinées à répondre aux besoins des différents corps de police.

Dans le cadre de l'élaboration de ses programmes de formation initiale, l'École consulte, s'il y a lieu, des établissements d'enseignement universitaire relativement à la reconnaissance de ces programmes comme étant de niveau universitaire.

L.Q. 2000, c. 12, a. 10.

11. Par voie d'entente, l'École peut confier à des établissements d'enseignement de niveau collégial ou universitaire, ou à un corps de police, le mandat de concevoir ou de donner des cours de formation et certaines portions de ses programmes d'étude. Ces

ententes énoncent, s'il y a lieu, les normes de validité applicables aux cours et programmes qui en font l'objet.

L'École peut également homologuer des activités de formation professionnelle conçues à l'extérieur de ses cadres, susceptibles d'être intégrées dans ses programmes ou de bénéficier de son agrément.

Elle peut également conclure avec des chercheurs, des experts ou des établissements d'enseignement ou de recherche toute entente qu'elle juge utile à l'accomplissement de sa mission.

L.Q. 2000, c. 12, a. 11.

12. L'École conseille, en matière de formation professionnelle, les corps de police et les associations représentatives de leurs membres.

Elle favorise la concertation et la collaboration des diverses institutions offrant de la formation policière et tient le ministre informé à cet égard.

Elle effectue ou fait effectuer des recherches et des études dans des domaines touchant le travail policier et pouvant avoir une incidence sur la formation policière; elle en publie et en diffuse les résultats, en particulier auprès du milieu policier.

L.Q. 2000, c. 12, a. 12.

13. L'École encourage, facilite et planifie les échanges d'expertise avec l'extérieur du Québec et, en particulier, favorise la contribution de spécialistes québécois à des missions d'échange international en matière de formation policière.

Elle peut conclure, conformément à la loi, une entente avec un gouvernement au Canada ou à l'étranger, l'un de ses ministères ou organismes, une organisation internationale ou un organisme de cette organisation.

L.Q. 2000, c. 12, a. 13.

14. Le ministre peut confier à l'École tout mandat entrant dans le cadre de sa mission.

Il peut également donner des directives portant sur ses objectifs et ses orientations. Ces directives, sur lesquelles le conseil d'administration doit être consulté, sont soumises à l'approbation du gouvernement; elles entrent en vigueur le jour de cette approbation. Elles sont déposées à l'Assemblée nationale dans les quinze jours de leur approbation ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

L.Q. 2000, c. 12, a. 14.

15. L'École peut, sur autorisation conjointe du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et du ministre de la Sécurité publique, et aux conditions qu'ils déterminent, élaborer et offrir des programmes de formation professionnelle de niveau collégial et des programmes d'enseignement universitaire.

L.Q. 2000, c. 12, a. 15; L.Q. 2005, c. 28, a. 195.

16. L'École, par règlement, établit des normes relatives à ses activités de formation professionnelle, à l'homologation de telles activités conçues à l'extérieur de ses cadres, aux conditions d'admission de ses élèves, aux exigences pédagogiques, aux examens, aux attestations d'études et diplômes qu'elle décerne, et établit des normes d'équivalence. Ce règlement est soumis à l'approbation du ministre.

Les conditions d'admission pour la formation en patrouille-gendarmerie établissent, entre autres, les exigences médicales et celles relatives à la condition physique auxquelles les élèves doivent répondre.

L'École tient des registres dans des conditions qu'elle définit par règlement.

L.Q. 2000, c. 12, a. 16.

17. L'École peut fournir à ses élèves des services d'hébergement.

L.Q. 2000, c. 12, a. 17.

SECTION III

FONCTIONNEMENT

L.Q. 2000, c. 12.

18. Le conseil d'administration de l'École est formé de quinze membres.

Y siègent, à titre permanent:

- 1° le sous-ministre de la Sécurité publique ou son représentant;
- 2° le directeur général de la Sûreté du Québec ou son représentant;
- 3° le directeur du Service de police de la Ville de Montréal ou son représentant;
- 4° le directeur général de l'École;
- 5° un membre du personnel du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, désigné par le sous-ministre.

Le gouvernement y nomme pour un mandat de deux ans:

- 1° un directeur de corps de police municipal, après consultation de l'association représentative des directeurs des corps de police du Québec;
- 2° trois élus municipaux, après consultation des organismes représentatifs des municipalités;
- 3° trois personnes provenant des associations représentatives des policiers, après consultation de ces dernières;
- 4° trois personnes provenant de groupes socio-économiques.

À la fin de leur mandat, les membres non permanents demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau. Toute vacance survenant en cours de mandat est comblée pour la durée non écoulée de celui-ci.

L.Q. 2000, c. 12, a. 18; L.Q. 2001, c. 19, a. 15, par. 7° (A); L.Q. 2000, c. 56, a. 219, par. 19°; L.Q. 2005, c. 28, a. 195.

19. Le gouvernement nomme parmi les membres du conseil, pour un mandat de deux ans, un président et un vice-président.

Le directeur général de l'École ne peut être ni président ni vice-président.

L.Q. 2000, c. 12, a. 19.

20. En cas d'absence ou d'empêchement du vice-président, le conseil d'administration désigne un membre pour le suppléer.

L.Q. 2000, c. 12, a. 20.

21. Les membres du conseil d'administration, autres que le directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

L.Q. 2000, c. 12, a. 21.

22. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les trois mois.

Le quorum est de huit membres, dont le président ou le vice-président. Le conseil peut néanmoins délibérer lorsque le défaut de quorum résulte du fait que certains membres ont dû se retirer temporairement de la séance en raison d'une situation de conflit d'intérêts. En cas de partage, le président ou, en son absence, le vice-président dispose d'une voix prépondérante.

L.Q. 2000, c. 12, a. 22.

23. Le gouvernement nomme, pour une période d'au plus cinq ans, un directeur général et, s'il y a lieu, des directeurs généraux adjoints. À la fin de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

Le gouvernement fixe leur rémunération, leurs avantages sociaux et leurs autres conditions de travail.

L.Q. 2000, c. 12, a. 23.

24. Un règlement pris par l'École établit un plan d'effectifs ainsi que les critères de sélection et les modalités de nomination des membres de son personnel.

Sous réserve des dispositions d'une convention collective, ce règlement détermine également les normes et barèmes de leur rémunération, leurs avantages sociaux et leurs autres conditions de travail conformément aux conditions définies par le gouvernement.

L.Q. 2000, c. 12, a. 24.

25. Les membres du conseil d'administration doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, agir conformément aux règles d'éthique et de déontologie applicables aux administrateurs publics et dans l'intérêt de l'École.

Les membres du personnel de l'École ne peuvent, sous peine de licenciement, occuper un autre emploi ou avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou un organisme susceptibles de mettre en conflit leur intérêt personnel et celui de l'École. Si cet intérêt leur échoit par succession ou par donation, ils doivent y renoncer ou en disposer avec diligence.

L.Q. 2000, c. 12, a. 25.

26. Aucun acte, document ou écrit n'engage l'École ni ne peut lui être attribué s'il n'est signé par le président, par le directeur général ou par un membre du personnel autorisé par résolution du conseil publiée à la *Gazette officielle du Québec*.

Le conseil peut, également par résolution publiée à la *Gazette officielle du Québec*, dans les conditions et sur les documents qu'il détermine, permettre qu'une signature soit apposée au moyen d'un appareil automatique, qu'elle soit électronique ou qu'un fac-similé d'une signature soit gravé, lithographié ou imprimé. Toutefois, le fac-similé n'a la même valeur que la signature elle-même que si le document est contresigné par une personne visée au premier alinéa.

Tout original et toute copie de documents émanant de l'École, respectivement signé ou certifiée conforme par une des personnes visées ci-dessus, est authentique.

L.Q. 2000, c. 12, a. 26.

27. L'École peut prendre un règlement intérieur, notamment pour:

1° constituer un comité administratif ou tout autre comité permanent ou temporaire, en déterminer les fonctions et pouvoirs et fixer la durée du mandat de ses membres;

2° déterminer les fonctions et pouvoirs du président, du vice-président, du directeur général, des directeurs généraux adjoints et des autres membres du personnel de l'École.

L.Q. 2000, c. 12, a. 27.

SECTION IV

COMMISSION DE FORMATION ET DE RECHERCHE

L.Q. 2000, c. 12.

§1. — *Institution*

L.Q. 2000, c. 12.

28. Il est institué, au sein de l'École nationale de police du Québec, une Commission de formation et de recherche.

L.Q. 2000, c. 12, a. 28.

§2. — *Mandat*

L.Q. 2000, c. 12.

29. La Commission de formation et de recherche donne son avis au conseil d'administration de l'École sur tout ce qui concerne la formation policière, et plus particulièrement sur:

1° l'organisation de la formation, notamment les programmes d'études, les activités de formation, les conditions d'admission des élèves, les exigences pédagogiques, les examens, les conditions d'obtention des attestations et des diplômes que décerne l'École;

2° les procédures de reconnaissance de la formation ou de l'expérience acquise hors des cadres de l'École;

3° les projets d'ententes entre l'École et d'autres établissements d'enseignement ou services de formation, ainsi que les conditions de validité de l'enseignement donné au nom de l'École dans le cadre de ces ententes;

4° les activités de formation et de perfectionnement susceptibles d'être homologuées par l'École;

5° les échanges d'expertises avec des organismes étrangers;

6° l'évolution des besoins, des idées, des connaissances et des pratiques en matière de formation et la planification du développement de l'École en fonction de cette évolution.

L.Q. 2000, c. 12, a. 29.

30. La Commission tient le conseil d'administration informé de l'évolution de la recherche dans le domaine de la formation policière, et en particulier de celle qui concerne l'adaptation de la formation aux besoins de la carrière policière et à ceux des organisations.

La Commission peut suggérer au conseil d'administration des domaines de recherche à explorer et des modes de collaboration avec d'autres organismes.

L.Q. 2000, c. 12, a. 30.

31. La Commission donne son avis au ministre sur toute question qu'il lui soumet, notamment sur:

1° tout projet de modification aux programmes collégiaux de techniques policières ou tout projet de nouveau programme en cette matière;

2° tout projet de programme universitaire de formation visant le personnel policier.

L.Q. 2000, c. 12, a. 31.

32. La Commission fait périodiquement un bilan du perfectionnement professionnel, où sont évaluées sa correspondance avec les normes de la pratique policière ainsi que son efficacité, et où il est fait état des nouveaux besoins en cette matière. Elle peut rendre publiques ses conclusions et formuler des recommandations aux intéressés. Elle diffuse largement les expériences novatrices et les activités réussies.

La Commission fait également un bilan du perfectionnement de service, dont elle dresse un inventaire complet des activités ainsi que de leurs résultats.

L.Q. 2000, c. 12, a. 32.

§3. — *Composition et fonctionnement*

L.Q. 2000, c. 12.

33. La Commission se compose de quinze membres.

Y siègent, à titre permanent:

1° le directeur général ou son représentant;

2° le directeur de la formation.

Y sont nommés pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois:

1° deux professeurs de l'École nommés par le ministre, sur recommandation du directeur général;

2° six personnes nommées par le ministre, sur recommandation du conseil d'administration, provenant des diverses composantes du milieu policier;

3° cinq personnes nommées par le ministre, choisies en raison de leur compétence.

À la fin de leur mandat, les membres non permanents demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau. Toute vacance survenant en cours de mandat est comblée pour la durée non écoulée de celui-ci.

L.Q. 2000, c. 12, a. 33.

34. Le ministre nomme parmi les membres de la Commission, pour un mandat de trois ans, un président et un vice-président.

L.Q. 2000, c. 12, a. 34.

35. Les membres de la Commission ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement.

Ils ont cependant droit, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement, au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions.

L.Q. 2000, c. 12, a. 35.

36. Le secrétariat de la Commission est assuré par l'École. Celle-ci nomme le secrétaire, qui veille à l'établissement et à la conservation des procès-verbaux, rapports et avis de la Commission.

L.Q. 2000, c. 12, a. 36.

37. L'École prend un règlement intérieur pour la Commission de formation et de recherche. Ce règlement est soumis à l'approbation du ministre.

L.Q. 2000, c. 12, a. 37.

SECTION V

DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET RAPPORTS

L.Q. 2000, c. 12.

38. L'École ne peut, sans l'autorisation du gouvernement:

- 1° construire, acquérir, aliéner, louer ou hypothéquer un immeuble;
- 2° prendre un engagement financier au-delà des limites et des modalités déterminées par le gouvernement;
- 3° contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par elle et non encore remboursées au-delà d'un montant déterminé par le gouvernement.

L.Q. 2000, c. 12, a. 38.

39. Le gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine:

- 1° garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt contracté par l'École;
- 2° garantir l'exécution de toute autre obligation de l'École;
- 3° autoriser le ministre des Finances à avancer à l'École tout montant jugé nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer à l'École sont prises sur le fonds consolidé du revenu.

L.Q. 2000, c. 12, a. 39.

40. La Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre D-15.1) ne s'applique pas à l'acquisition par l'École d'un immeuble faisant partie du domaine de l'État.

L.Q. 2000, c. 12, a. 40.

41. L'École ne peut exploiter une entreprise commerciale ni acquérir des actions d'une entreprise. Elle ne peut consentir des prêts, faire des dons ou accorder des subventions, ni agir à titre de caution.

L.Q. 2000, c. 12, a. 41.

42. L'École peut exiger des frais de scolarité, dans les conditions qu'elle fixe par règlement. Elle peut également, sur autorisation du ministre, exiger des frais ou honoraires en contrepartie de ses autres services.

L.Q. 2000, c. 12, a. 42.

43. Toute municipalité dont relève un corps de police verse à l'École une contribution annuelle basée sur un pourcentage de la masse salariale du personnel policier de celui-ci. Le gouvernement verse à l'École une contribution basée sur la masse salariale du personnel policier de la Sûreté du Québec.

Le pourcentage applicable, qui ne peut excéder 1%, et les modalités de versement sont établis par le gouvernement, sur recommandation de l'École.

Les contributions versées en vertu du présent article constituent des dépenses admissibles au titre de la contribution des employeurs au développement des compétences de la main-d'oeuvre, prescrite par la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre D-7.1).

Le présent article ne s'applique pas aux villages cris et naskapi, ni à l'Administration régionale Kativik.

L.Q. 2000, c. 12, a. 43; L.Q. 2007, c. 3, a. 65.

44. L'exercice financier de l'École se termine le 30 juin.

L.Q. 2000, c. 12, a. 44.

45. Les livres et comptes de l'École sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et, en outre, chaque fois que le décrète le gouvernement. Le rapport du vérificateur doit être joint aux états financiers de l'École.

L.Q. 2000, c. 12, a. 45.

46. Dans les quatre mois qui suivent la fin de son exercice financier, l'École remet au ministre ses états financiers ainsi qu'un rapport d'activité pour l'exercice précédent. Le ministre se fait communiquer et, s'il y a lieu, fait inclure dans le rapport d'activité les renseignements qu'il estime utiles.

Le ministre dépose les états financiers et le rapport d'activité à l'Assemblée nationale, dans les trente jours de leur réception ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de la reprise de ses travaux.

L.Q. 2000, c. 12, a. 46.

47. Chaque année, l'École soumet au ministre, suivant les modalités qu'il fixe, ses prévisions budgétaires pour l'exercice financier suivant.

L.Q. 2000, c. 12, a. 47.

TITRE III

CONDITIONS D'EXERCICE DE LA PROFESSION

L.Q. 2000, c. 12.

CHAPITRE I

ADMISSIBILITÉ

L.Q. 2000, c. 12.

115. Les conditions minimales pour être embauché comme policier sont les suivantes:

1° être citoyen canadien;

2° être de bonnes moeurs;

3° ne pas avoir été reconnu coupable, en quelque lieu que ce soit, d'un acte ou d'une omission que le Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) décrit comme une infraction, ni d'une des infractions visées à l'article 183 de ce Code, créées par

l'une des lois qui y sont énumérées;

4° être diplômé de l'École nationale de police du Québec ou satisfaire aux normes d'équivalence établies par règlement de l'École.

Les exigences prévues aux paragraphes 1° à 3° du premier alinéa s'appliquent également aux constables spéciaux.

Le gouvernement peut, par règlement, prescrire des conditions supplémentaires d'embauche pour les policiers et les constables spéciaux.

Les municipalités peuvent faire de même à l'égard des membres de leur corps de police et des constables spéciaux municipaux. Ces conditions supplémentaires peuvent être différentes selon qu'elles s'appliquent à un policier ou à un constable spécial.

Les conditions d'embauche ne s'appliquent pas dans le cas d'une intégration, d'une fusion ou de toute autre forme de regroupement de services policiers aux membres de ces services.

L.Q. 2000, c. 12, a. 115.

116. Le gouvernement peut, par règlement, dans les cas qui y sont prévus, déterminer les qualités minimales requises pour exercer les fonctions d'enquête ou de gestion dans un corps de police, ainsi que pour exercer une fonction ou obtenir un grade dans un corps de police autre que la Sûreté du Québec.

Les municipalités peuvent, par règlement, dans les cas qui y sont prévus, prescrire des qualités supplémentaires à celles déterminées par le gouvernement, applicables aux membres de leurs corps de police.

L.Q. 2000, c. 12, a. 116; L.Q. 2001, c. 19, a. 15, par. 6° (A).

CHAPITRE II

INCOMPATIBILITÉS ET CONFLITS D'INTÉRÊTS

L.Q. 2000, c. 12.

117. La fonction de policier est, de droit, incompatible avec celles de huissier, d'agent d'investigation, d'agent de sécurité, d'agent de recouvrement, de représentant de celui-ci ou de détective privé; elle l'est également avec le fait d'avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui exerce des activités visées ci-dessus ou une activité qui exige un permis de la Régie des alcools, des courses et des jeux pour la consommation d'alcool sur place.

Toute contravention aux dispositions du présent article entraîne la suspension immédiate et sans traitement de son auteur. Celui-ci doit régulariser sa situation dans un délai de six mois, sous peine de destitution.

Toutefois, si cet intérêt lui échoit par succession ou par donation, il doit y renoncer ou en disposer avec diligence.

L.Q. 2000, c. 12, a. 117.

118. Tout policier qui occupe un autre emploi ou bénéficie d'un autre revenu provenant d'une entreprise doit, sans délai, en divulguer la nature à son directeur. Il doit également l'aviser de toute situation potentiellement incompatible dans laquelle il se trouve.

Tout policier doit remettre à son directeur chaque année, avant le 1^{er} avril, un rapport faisant état, pour les douze mois précédents, des situations qu'il lui a déclarées en vertu des dispositions de l'alinéa précédent.

L.Q. 2000, c. 12, a. 118; L.Q. 2001, c. 19, a. 15, par. 7° (A).

119. Est automatiquement destitué tout policier ou constable spécial qui a été reconnu coupable, en quelque lieu que ce soit et par suite d'un jugement passé en force de chose jugée, d'un acte ou d'une omission visé au paragraphe 3° de l'article 115, poursuivable uniquement par voie de mise en accusation.

Doit faire l'objet d'une sanction disciplinaire de destitution tout policier ou constable spécial qui a été reconnu coupable, en quelque lieu que ce soit et par suite d'un jugement passé en force de chose jugée, d'un tel acte ou d'une telle omission, poursuivable soit sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, soit par voie de mise en accusation, à moins qu'il ne démontre que des circonstances particulières justifient une autre sanction.

L.Q. 2000, c. 12, a. 119; L.Q. 2001, c. 19, a. 15, par. 8° (A).

120. Tout policier ou constable spécial qui a été reconnu coupable d'un acte ou d'une omission visé au paragraphe 3° de l'article 115 doit en informer son directeur ou l'autorité dont il relève.

L.Q. 2000, c. 12, a. 120; L.Q. 2001, c. 19, a. 15, par. 7°, 8° (A).

121. La commune renommée est une preuve suffisante de la nomination d'un policier et de son droit d'agir en cette qualité. En particulier, il n'est pas tenu, pour porter plainte en vertu du Code criminel, de prouver qu'il a obtenu l'autorisation de le faire.

L.Q. 2000, c. 12, a. 121.

CHAPITRE III

RESTRICTIONS À L'EXERCICE DE CERTAINES ACTIVITÉS POLITIQUES

L.Q. 2000, c. 12.

122. Le directeur général et les directeurs généraux adjoints de la Sûreté du Québec, ainsi que les directeurs et directeurs adjoints des autres corps de police, ne peuvent, sous peine de mesures disciplinaires, se porter candidats à une élection fédérale, provinciale, municipale ou scolaire, ni se livrer à des activités de nature partisane à l'égard d'un candidat à une telle élection ou d'un parti politique.

Les policiers autres que ceux visés à l'alinéa précédent ainsi que les constables spéciaux, ne peuvent, sous peine de mesures disciplinaires, se porter candidats à des élections municipales ou scolaires, ni se livrer à des activités de nature partisane à l'égard d'un candidat à une telle élection ou d'un parti politique, à l'intérieur du territoire où ils exercent habituellement leurs fonctions.

Ne constitue pas une activité de nature partisane le fait d'exercer son droit de vote, d'être membre d'un parti politique ou d'assister à une assemblée publique de nature politique.

L.Q. 2000, c. 12, a. 122.

123. Le policier ou le constable spécial qui veut se porter candidat à une élection ou se livrer à une activité de nature partisane à l'égard d'un candidat à une telle élection ou d'un parti politique a le droit d'obtenir un congé sans solde, sur demande adressée à la plus haute autorité dont il relève, qui doit être accordé dans les meilleurs délais. S'il s'agit d'une élection fédérale ou provinciale, le policier ou le constable spécial doit être en congé total sans solde. La lettre d'autorisation indique le début et la fin du congé, qui doivent être fixés de façon à permettre le plein exercice des activités politiques pour lesquelles il a été demandé.

En cas de cessation de l'activité politique avant la date prévue, l'intéressé doit en aviser sans délai l'autorité qui lui a accordé le congé; celui-ci prend fin le quinzième jour suivant la date de réception de cet avis.

À la fin du congé, celui qui en bénéficiait réintègre de plein droit ses fonctions, sauf à être affecté à un poste qui ne comporte aucune incompatibilité avec l'activité politique à laquelle il s'est livré.

L.Q. 2000, c. 12, a. 123.

124. Les dispositions de la section II du chapitre IV du titre IV de la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.3), applicables aux candidats et agents officiels, s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à tout policier ou constable spécial qui doit obligatoirement prendre un congé en raison d'autres activités politiques que celles visées à l'article précédent.

L.Q. 2000, c. 12, a. 124.

125. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code de déontologie des policiers du Québec, notamment de celles qui concernent le devoir de neutralité politique dans l'exercice de leurs fonctions, le devoir de réserve dans la manifestation publique d'opinions politiques, le devoir de discrétion, le devoir d'impartialité dans l'exercice de leurs fonctions et les conflits d'intérêts. Elles s'appliquent également sans préjudice des règles de discipline.

L.Q. 2000, c. 12, a. 125.

TITLE I TRAINING

CHAPTER I ORGANIZATION OF PROFESSIONAL TRAINING

DIVISION I TRAINING PROGRAMS

Qualifying professional training programs.

1. Qualifying professional training programs for police personnel shall cover the three areas of police work, namely

- (1) police patrolling;
- (2) police investigation; and
- (3) police management.

Interpretation.

Qualifying professional training means training that provides the specific skills required for, and mandatory for the exercise of, a professional activity.

S.Q. 2000, c. 12, s. 1.

Aspects.

2. Qualifying professional training for police personnel has three aspects: basic training, advanced training and in-service training.

Basic training.

Basic training is the training that provides basic skills in a given area of police work. Basic training in police patrolling is a prerequisite for basic training in the remaining two areas of police work.

Advanced training.

Advanced training is training designed to upgrade skills or develop a specialized skill in a given area of police work.

In-service training.

In-service training covers all activities designed to facilitate the integration of a police officer into the police force to which the officer belongs and to allow the officer to

perform police work within the force in as harmonious and functional a manner as possible.

S.Q. 2000, c. 12, s. 2.

DIVISION II

POLICE FORCE TRAINING PLANS

Training plan.

3. The director of a police force must establish a professional training plan.

S.Q. 2000, c. 12, s. 3; S.Q. 2001, c. 19, s. 15.

Objectives.

4. The main objectives of the training plan shall be to

(1) update the knowledge and skills of police officers in the type of police work to which they are assigned, in particular through the establishment of a personal training record for each police officer;

(2) propose career paths for police officers on the basis of their interests and the needs of the police force and, more specifically, plan continued basic training leading to police investigation or police management functions;

(3) facilitate the identification of police officers able to specialize in an area of police work or move to another area of police work;

(4) define advanced training and in-service training needs.

S.Q. 2000, c. 12, s. 4.

Management positions.

5. The training plan shall determine the management positions for which a police management diploma issued or, where applicable, recognized by the École nationale de police du Québec is mandatory.

S.Q. 2000, c. 12, s. 5.

Updating.

6. The training plan shall be updated annually and forwarded, not later than 1 April, to the École nationale de police du Québec, in the form it determines, with a summary of the results for the preceding year.

S.Q. 2000, c. 12, s. 6.

CHAPTER II

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

DIVISION I

ESTABLISHMENT

Establishment.

7. A police training school is hereby established under the name École nationale de police du Québec.

S.Q. 2000, c. 12, s. 7.

Legal status.

8. The school is a legal person and a mandatary of the Government.

Obligations.

The school binds none but itself when it acts in its own name. The execution of the obligations of the school may be executed against its property even though its property forms part of the domain of the State.

S.Q. 2000, c. 12, s. 8.

Head office.

9. The head office of the school shall be located at the place determined by the Government. Notice of the location or of any change in the location of the head office of the school shall be published in the *Gazette officielle du Québec*.

S.Q. 2000, c. 12, s. 9.

DIVISION II

MISSION AND POWERS

Mission.

10. It is the mission of the school, as a think tank and an integrated police training activity centre, to ensure the pertinence, quality and coherence of police training.

Responsibility.

It is the exclusive responsibility of the school to provide the basic training that gives access to police patrolling, police investigation and police management functions, except the training provided as part of a program leading to a Diploma of College Studies or an

Attestation of College Studies in police technology.

Training and research.

The school shall also offer advanced training activities and conduct training-oriented research. In addition, the school shall offer in-service training activities designed to meet the needs of the various police forces.

Consultation.

In developing its basic training programs, the school shall, where expedient, consult university-level educational institutions concerning the recognition of its programs as university-level programs.

S.Q. 2000, c. 12, s. 10.

Development of courses.

11. The school may, by agreement, give a mandate to a college-level or university-level educational institution, or to a police force, to develop or teach training courses or parts of its study programs. Every such agreement must state the validation standards, if any, applicable to the courses and programs concerned.

Approval of activities.

The school may also approve professional training activities that have been developed outside the school but that may be incorporated into its programs or receive its accreditation.

Agreements.

The school may also enter into any agreement it considers relevant to the pursuit of its mission with researchers, experts or educational or research institutions.

S.Q. 2000, c. 12, s. 11.

Advisory functions.

12. The school shall advise police forces and associations representing their members concerning professional training matters.

Collaboration.

The school shall encourage cooperation and collaboration among the various institutions offering police training and shall keep the Minister informed in that regard.

Research and studies.

The school shall conduct or commission research or studies in areas related to police

work that may have an impact on police training; the results shall be published and disseminated by the school, in particular among the members of the law enforcement community.

S.Q. 2000, c. 12, s. 12.

Exchange of expertise.

13. The school shall encourage, facilitate and plan exchanges of expertise with persons or bodies outside Québec and, in particular, encourage participation by Québec specialists in international exchange missions on police training.

Agreements.

The school may, subject to the applicable legislative provisions, enter into an agreement with a government in Canada or abroad, a department or agency of such a government, an international organization or an agency of an international organization.

S.Q. 2000, c. 12, s. 13.

Mandate.

14. The Minister may give the school any mandate within the scope of the school's mission.

Guidelines.

The Minister may also issue guidelines concerning the objectives and policies of the school. The guidelines, in respect of which the governing board must be consulted, are subject to Government approval. The guidelines come into force on the day of approval and shall be tabled in the National Assembly within 15 days of being approved or, if the Assembly is not in session, within 15 days of resumption.

S.Q. 2000, c. 12, s. 14.

Development of programs.

15. The school may, with the joint authorization of the Minister of Education, Recreation and Sports and the Minister of Public Security and on the conditions they determine, develop and offer college-level professional training programs and university-level programs.

S.Q. 2000, c. 12, s. 15; S.Q. 2005, c. 28, s. 195.

School standards.

16. The school shall establish, by by-law, standards for its professional training

activities, the approval of training activities developed outside the school, admission requirements, teaching requirements, examinations and certificates of studies and diplomas, as well as standards of equivalence. The by-laws must be submitted to the Minister for approval.

Admission requirements.

The admission requirements for training in police patrolling shall establish, in particular, the medical requirements and the requirements relating to physical condition that must be met by students.

Registers.

The school shall keep registers in the manner determined in its by-laws.

S.Q. 2000, c. 12, s. 16.

Lodging services.

17. The school may provide lodging services to its students.

S.Q. 2000, c. 12, s. 17.

DIVISION III OPERATION

Governing board.

18. The governing board of the school shall be composed of 15 members.

Permanent members.

The following are permanent members:

- (1) the Deputy Minister of Public Security or the Deputy Minister's representative;
- (2) the Director General of the Sûreté du Québec or the Director General's representative;
- (3) the director of the police department of Ville de Montréal or the director's representative;
- (4) the executive director of the school;
- (5) a member of the personnel of the Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, designated by the Deputy Minister.

Appointed members.

The following members shall be appointed by the Government for a term of two years:

(1) the director of a municipal police force, after consultation with the association representing Québec police force directors;

(2) three elected municipal officers, after consultation with the bodies representing municipalities;

(3) three persons from associations representing police officers, after consultation with the associations;

(4) three persons from socio-economic groups.

Continuance and vacancies.

At the end of their terms, the non-permanent members shall remain in office until replaced or reappointed. Any vacancy occurring before the end of a term shall be filled for the remainder of that term.

S.Q. 2000, c. 12, s. 18; S.Q. 2001, c. 19, s. 15; S.Q. 2000, c. 56, s. 219; S.Q. 2005, c. 28, s. 195.

Chair and vice-chair.

19. The Government shall appoint, from among the members of the board, a chair and a vice-chair for a term of two years.

Ineligibility.

The executive director of the school is not eligible for the position of chair or vice-chair.

S.Q. 2000, c. 12, s. 19.

Vice-chair.

20. Where the vice-chair is absent or unable to act, the governing board shall designate a member to act in place of the vice-chair.

S.Q. 2000, c. 12, s. 20.

Remuneration and expenses.

21. The members of the governing board, other than the executive director, shall receive no remuneration, except in the cases, on the conditions and to the extent determined by the Government. They are, however, entitled to the reimbursement of expenses incurred in the exercise of their functions, on the conditions and to the extent determined by the

Government.

S.Q. 2000, c. 12, s. 21.

Meetings.

22. The governing board shall meet at least once every three months.

Quorum.

The quorum at meetings of the governing board is eight members, including the chair or vice-chair of the board. The board may, however, proceed with the business of the meeting even if the quorum is not attained because certain members have left the meeting temporarily owing to a conflict of interest. In the case of a tie-vote, the chair or, in the absence of the chair, the vice-chair, has a casting vote.

S.Q. 2000, c. 12, s. 22.

Executive director.

23. The Government shall appoint an executive director for a term not exceeding five years and, where required, assistant executive directors. At the end of their terms, the executive director and assistant executive directors shall remain in office until replaced or reappointed.

Terms of employment.

The Government shall fix the remuneration, employee benefits and other conditions of employment of the executive director and assistant executive directors.

S.Q. 2000, c. 12, s. 23.

By-law.

24. The staffing plan and the selection criteria and terms of appointment of the members of the school's personnel shall be determined in a by-law made by the school.

By-law.

Subject to the provisions of any collective agreement, the standards and scales of remuneration, employee benefits and other conditions of employment of the members of the personnel shall also be determined in the by-law in accordance with the conditions defined by the Government.

S.Q. 2000, c. 12, s. 24.

Rules of ethics.

25. The members of the governing board must exercise their functions in accordance with the rules of ethics and professional conduct applicable to public administration, in the best interest of the school.

Conflict of interest.

No member of the personnel of the school may, on pain of dismissal, hold other employment or have a direct or indirect interest in an enterprise or body that may place the personnel member's personal interest in conflict with the interest of the school. Where the interest devolves by succession or gift, the member must renounce or dispose of it with dispatch.

S.Q. 2000, c. 12, s. 25.

Signature.

26. No instrument, document or writing binds the school or may be attributed to it unless it is signed by the chair of the governing board, the executive director or a member of the personnel authorized by a resolution of the board published in the *Gazette officielle du Québec*.

Signature.

The board may, also by a resolution published in the *Gazette officielle du Québec*, on the conditions and for the documents it determines, allow a signature to be affixed by automatic or electronic means, or allow a signature to be engraved, lithographed or printed. However, the facsimile has the value of the signature only if the document is countersigned by a person referred to in the first paragraph.

Authentic document.

A document or copy of a document emanating from the school is authentic if signed or certified by a person referred to in the first paragraph.

S.Q. 2000, c. 12, s. 26.

Internal management by-laws.

27. The school may make by-laws for its internal management, in particular, by-laws

(1) to establish an administrative committee or any other standing or temporary committee and determine its functions and powers and the term of office of its members;

(2) to determine the functions and powers of the chair and vice-chair of the governing board and of the executive director, the assistant executive directors and the other members of the school's personnel.

S.Q. 2000, c. 12, s. 27.

DIVISION IV

COMMISSION DE FORMATION ET DE RECHERCHE

§1 — *Establishment*

Establishment.

28. A training and research commission known as the “Commission de formation et de recherche” is hereby established within the École nationale de police du Québec.

S.Q. 2000, c. 12, s. 28.

§2 — *Mandate*

Advisory functions.

29. The Commission shall advise the governing board of the school on any matter pertaining to police training, and more particularly on

(1) the organization of training, including study programs, training activities, admission requirements, teaching requirements, examinations, and the conditions on which the certificates of studies and diplomas awarded by the school may be obtained;

(2) the procedures for certifying training and experience acquired outside the school;

(3) proposed agreements between the school and other educational institutions or training services and the validation requirements for the instruction given on behalf of the school pursuant to the agreements;

(4) training and advanced training activities suitable for approval by the school;

(5) exchanges of expertise with foreign organizations;

(6) changes in training needs, ideas, knowledge and practices and the planning of the school's development in response to those changes.

S.Q. 2000, c. 12, s. 29.

Research.

30. The Commission shall keep the governing board informed of developments in research in the field of police training and, in particular, research on the adaptation of training to the needs of a career in police work and to the needs of organizations.

Cooperation.

The Commission may propose, to the governing board, areas of research to be explored and modes of cooperation with other bodies.

S.Q. 2000, c. 12, s. 30.

Advisory functions.

31. The Commission shall advise the Minister on any matter submitted to it by the Minister and, in particular, on

(1) any proposed modification to college-level police technology programs or any proposed new police technology program;

(2) any proposed university-level training program for police personnel.

S.Q. 2000, c. 12, s. 31.

Report on training.

32. The Commission shall report periodically on advanced professional training, for the purpose of ascertaining whether the training offered corresponds to the standards of police practice, verifying its effectiveness, and outlining new needs in that regard. The Commission may make its conclusions public and make recommendations to interested parties. The Commission shall ensure that information on innovative approaches and successful activities is widely disseminated.

In-service training.

The Commission shall also report on in-service training, making a full inventory of activities and results.

S.Q. 2000, c. 12, s. 32.

§3 — *Composition and operation*

Composition.

33. The Commission shall be composed of 15 members.

Permanent members.

The following are permanent members of the Commission:

(1) the executive director or the executive director's representative;

(2) the head of training.

Appointed members.

The following persons shall be appointed for a term of three years, and may be reappointed for one term:

- (1) two instructors from the school appointed by the Minister, on the recommendation of the executive director;
- (2) six persons appointed by the Minister, on the recommendation of the governing board, from the various divisions of law enforcement;
- (3) five persons appointed by the Minister and chosen on the basis of their qualifications.

Continuance and vacancies.

At the end of their terms, the non-permanent members shall remain in office until replaced or reappointed. Any vacancy occurring before the end of a term shall be filled for the remainder of that term.

S.Q. 2000, c. 12, s. 33.

Chair and vice-chair.

34. The Minister shall appoint, from among the members of the Commission, a chair and a vice-chair for a term of three years.

S.Q. 2000, c. 12, s. 34.

Remuneration.

35. The members of the Commission shall receive no remuneration, except in the cases, on the conditions and to the extent determined by the Government.

Expenses.

They are, however, entitled to the reimbursement of expenses incurred in the exercise of their functions, on the conditions and to the extent determined by the Government.

S.Q. 2000, c. 12, s. 35.

Secretariat.

36. The secretariat of the Commission is the responsibility of the school. The school shall appoint the secretary who shall ensure that the minutes, reports and opinions of the Commission are drafted or recorded and preserved.

S.Q. 2000, c. 12, s. 36.

By-law.

37. The school shall make a by-law for the internal management of the Commission de formation et de recherche. The by-law must be submitted to the Minister for approval.

S.Q. 2000, c. 12, s. 37.

DIVISION V

FINANCIAL PROVISIONS AND REPORTS

Prohibition.

38. The school may not, except with the authorization of the Government,

- (1) construct, acquire, alienate or lease or hypothecate any immovable;
- (2) make a financial commitment for a term or amount exceeding that determined by the Government;
- (3) contract a loan that increases its total outstanding borrowings to more than the amount determined by the Government.

S.Q. 2000, c. 12, s. 38.

Government guarantee.

39. The Government may, subject to the terms and conditions it determines,

- (1) guarantee the payment of the principal of and interest on any loan contracted by the school;
- (2) guarantee the performance of any other obligation of the school;
- (3) authorize the Minister of Finance to advance to the school any amount considered necessary for the pursuit of its mission.

Consolidated revenue fund.

Any sums paid by the Government as a consequence of such guarantee or as an advance to the school shall be taken out of the consolidated revenue fund.

S.Q. 2000, c. 12, s. 39.

Provisions applicable.

40. The Act respecting duties on transfers of immovables (chapter D-15.1) does not apply to the acquisition by the school of an immovable that forms part of the domain of the State.

S.Q. 2000, c. 12, s. 40.

Prohibited activities.

41. The school may not operate a commercial enterprise or acquire shares issued by an enterprise. The school may not grant loans, make gifts, give grants or act as surety.

S.Q. 2000, c. 12, s. 41.

Tuition fees and other charges.

42. The school may charge tuition fees on such conditions as it may prescribe by by-law. The school may also, with the authorization of the Minister, impose charges or fees for its other services.

S.Q. 2000, c. 12, s. 42.

Contributions.

43. Every municipality to which a police force is attached shall pay to the school an annual contribution based on a percentage of the total payroll of the police personnel of the police force. The Government shall pay to the school a contribution based on the total payroll of the police personnel of the Sûreté du Québec.

Payment.

The percentage applicable, which may not exceed 1%, and the terms and conditions of payment shall be established by the Government, on the recommendation of the school.

Eligible expenditure.

A contribution paid under this section constitutes an eligible expenditure as a contribution of the employer toward workforce skills development prescribed by the Act to promote workforce skills development and recognition (chapter D-7.1).

Exception.

This section does not apply to Cree and Naskapi villages, nor to the Kativik Regional Government.

S.Q. 2000, c. 12, s. 43; S.Q. 2007, c. 3, s. 65.

Fiscal year.

44. The fiscal year of the school ends on 30 June.

S.Q. 2000, c. 12, s. 44.

Audit.

45. The books and accounts of the school shall be audited by the Auditor General each year and whenever so ordered by the Government. The auditor's report must be submitted with the financial statements of the school.

S.Q. 2000, c. 12, s. 45.

Annual report.

46. Within four months after the end of its fiscal year, the school shall present to the Minister its financial statements and a report of its activities for the preceding fiscal year. The Minister shall request and, where appropriate, cause to be included in the report any information the Minister considers to be relevant.

Tabling.

The Minister shall table the financial statement and the report of activities in the National Assembly within 30 days of receiving them or, if the Assembly is not in session, within 30 days of resumption.

S.Q. 2000, c. 12, s. 46.

Estimates.

47. Every year, the school shall submit its budgetary estimates for the following fiscal year in accordance with the procedure determined by the Minister.

S.Q. 2000, c. 12, s. 47.

TITLE III

PROFESSIONAL QUALIFICATION

CHAPTER I

HIRING REQUIREMENTS

Police officers.

115. To be hired as a police officer a person must meet the following requirements:

(1) be a Canadian citizen;

(2) be of good moral character;

(3) not have been found guilty, in any place, of an act or omission defined in the Criminal Code (Revised Statutes of Canada, 1985, chapter C-46) as an offence, or of an

offence referred to in section 183 of that Code under one of the Acts listed therein;

(4) hold a diploma awarded by the École nationale de police du Québec or meet the standards of equivalence established by by-law by the school.

Special constables.

The requirements specified in subparagraphs 1 to 3 of the first paragraph apply also to special constables.

Additional requirements.

The Government may, by regulation, prescribe additional hiring requirements for police officers and special constables.

Additional requirements.

Municipalities may do likewise as regards members of their police forces and municipal special constables. Such additional requirements may vary depending on whether they apply to a police officer or to a special constable.

Applicability.

The hiring requirements do not apply to the members of police forces when police services are integrated, amalgamated or otherwise merged.

S.Q. 2000, c. 12, s. 115.

Minimum qualifications.

116. The Government may, by regulation, in the cases determined in the regulation, determine the minimum qualifications required to exercise investigative or managerial functions within a police force, and to exercise a function or be promoted to a higher rank in a police force other than the Sûreté du Québec.

Additional qualifications.

Municipalities may, by by-law, in the cases determined in the by-law, prescribe qualifications in addition to those determined by the Government, that apply to the members of their police forces.

S.Q. 2000, c. 12, s. 116; S.Q. 2001, c. 19, s. 15.

CHAPTER II

INCOMPATIBLE FUNCTIONS AND CONFLICTS OF INTEREST

Incompatibility.

117. The function of police officer is, by law, incompatible with the functions of bailiff, private investigator, security guard, collection agent or representative of a collection agent, and detective; it is also incompatible with the holding of a direct or indirect interest in any business that pursues an activity mentioned above or an activity for which a permit issued by the Régie des alcools, des courses et des jeux for the consumption of alcohol on the premises is required.

Contravention.

Any contravention of the provisions of this section shall entail the immediate suspension without pay of the offender. The offender's situation must be regularized within six months, on pain of dismissal.

Interest.

However, if the interest devolves by succession or gift, the offender must renounce or dispose of it with dispatch.

S.Q. 2000, c. 12, s. 117.

Other employment or income.

118. Any police officer who holds other employment or receives other income from the carrying on of a business must disclose its nature, without delay, to the director of police. The police officer must also inform the director of police of any potentially incompatible situation in which the police officer is involved.

Report.

Every police officer must file a report with the director of police, not later than 1 April each year, concerning any situation declared in the last 12 months to the director of police under the preceding paragraph.

S.Q. 2000, c. 12, s. 118; S.Q. 2001, c. 19, s. 15.

Conviction.

119. Any police officer or special constable who is found guilty, in any place, of an act or omission referred to in subparagraph 3 of the first paragraph of section 115 that is triable only on indictment, shall, once the judgment has become *res judicata*, be automatically dismissed.

Conviction.

A disciplinary sanction of dismissal must, once the judgment concerned has become *res judicata*, be imposed on any police officer or special constable who is found guilty, in

any place, of such an act or omission punishable on summary conviction or by indictment, unless the police officer or special constable shows that specific circumstances justify another sanction.

S.Q. 2000, c. 12, s. 119; S.Q. 2001, c. 19, s. 15.

Conviction.

120. Any police officer or special constable who is found guilty of an act or omission referred to in subparagraph 3 of the first paragraph of section 115 must inform the police director or competent authority of the conviction.

S.Q. 2000, c. 12, s. 120; S.Q. 2001, c. 19, s. 15.

Proof of appointment.

121. Common repute shall be sufficient proof of the appointment of a police officer and of the police officer's right to act in that capacity. No police officer who institutes proceedings in that capacity under the Criminal Code (Revised Statutes of Canada, 1985, chapter C-46) shall be required to prove authorization to do so.

S.Q. 2000, c. 12, s. 121.

CHAPTER III

RESTRICTIONS ON THE EXERCISE OF CERTAIN POLITICAL ACTIVITIES

Election activities.

122. The Director General and the deputy directors of the Sûreté du Québec, and the directors and assistant directors of other police forces cannot, on pain of disciplinary action, be candidates in a federal or provincial election or in a municipal or school election, or engage in partisan activity for or against a candidate in such an election or for or against a political party.

Election activities.

Police officers other than those referred to in the preceding paragraph and special constables cannot, on pain of disciplinary action, be candidates in school or municipal elections, or engage in partisan activity for or against a candidate in such an election or for or against a political party, within the area where they habitually exercise their functions.

Partisan activity.

The exercise of the right to vote in an election, membership in a political party or

attendance at a public meeting of a political nature does not constitute partisan activity.

S.Q. 2000, c. 12, s. 122.

Leave of absence.

123. A police officer or special constable who wishes to be a candidate in an election or to engage in partisan activity on behalf of a candidate in an election or of a political party is entitled to obtain leave of absence without pay, on an application made to the highest competent authority, which must be granted as soon as practicable. If the election is a federal or provincial election, the police officer or special constable must be on full leave of absence without pay. The letter of authorization shall fix the dates on which the leave is to begin and to end, which must allow the applicant to fully engage in the political activities for which the leave is applied for.

Leave of absence.

Any person who ceases to engage in political activity before the end of the leave of absence shall notify, without delay, the authority that granted the leave. The leave of absence shall end on the fifteenth day following the date of receipt of the notice.

Duties after leave.

At the end of the leave of absence, the person to whom leave had been granted is entitled to resume employment, but must be assigned to duties that involve no incompatibility with the political activity in which the person was engaged.

S.Q. 2000, c. 12, s. 123.

Provisions applicable.

124. The provisions of Division II of Chapter IV of Title IV of the Election Act (chapter E-3.3) applicable to candidates and official agents apply, with the necessary modifications, to any police officer and to any special constable who is required to take a leave of absence by reason of any political activities other than those referred to in the preceding section.

S.Q. 2000, c. 12, s. 124.

Provisions applicable.

125. The provisions of this chapter shall apply without prejudice to the provisions of the Code of ethics of Québec police officers, particularly as regards the duty of political neutrality in the exercise of his or her functions, the duty of restraint in public demonstrations of political opinion, the duty of discretion, the duty of impartiality in the exercise of his or her functions, and conflicts of interest. The provisions of this chapter

shall also apply without prejudice to disciplinary rules.

S.Q. 2000, c. 12, s. 125

RÈGLEMENT SUR LE RÉGIME DES ÉTUDES DE L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

[R.R.Q., c. P-13.1, r. 1.1.]

A.M. 2005 du 12-12-05, a. 12 (A).

(L.R.Q., c. P-13.1, a. 16)

SECTION I FORMATION

A.M., 2002 du 28-06-02.

§1. Année scolaire

A.M., 2002 du 28-06-02.

1. L'année scolaire de l'École nationale de police du Québec débute le 1^{er} août d'une année et se termine le 31 juillet de l'année suivante.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 1; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 1.

§2. Domaines de formation

A.M., 2002 du 28-06-02.

2. L'École offre des programmes et des activités de formation professionnelle dans les trois domaines de la pratique policière suivants:

1° patrouille-gendarmerie;

2° enquête policière;

3° gestion policière.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 2.

§3. Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie

A.M., 2002 du 28-06-02.

3. Le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie permet à l'étudiant d'acquérir les compétences de base en patrouille-gendarmerie.

Ce programme de formation a pour objectif général de préparer l'étudiant à intervenir adéquatement et efficacement dans le contexte des opérations policières spécifiquement reliées à la fonction de policier. Il permet notamment à l'étudiant d'acquérir les

compétences suivantes:

- 1° patrouiller stratégiquement un secteur d'intervention;
- 2° intervenir lors de situations régulières;
- 3° intervenir lors de situations à risques;
- 4° intervenir lors de situations planifiées;
- 5° intégrer dans les interventions policières les dimensions légale, méthodologique, technique (tir, conduite, intervention physique), psycho-socio-communautaire et éthique.

La durée minimale de ce programme est de 434 heures.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 3.

4. Pour être admis à ce programme, un candidat doit, au moment de sa demande d'admission et jusqu'à la fin de sa formation, satisfaire aux conditions suivantes:

- 1° être citoyen canadien;
- 2° avoir obtenu un diplôme d'études collégiales en techniques policières délivré par le ministre de l'Éducation ou une attestation d'études collégiales en techniques policières délivrée par un établissement d'enseignement collégial et, en ce cas, avoir obtenu préalablement une promesse d'embauche dans les fonctions de policier d'un corps de police;
- 3° être titulaire d'un permis de conduire autorisant la conduite d'un véhicule d'urgence;
- 4° ne pas avoir été reconnu coupable, en quelque lieu que ce soit, d'un acte ou d'une omission que le Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) décrit comme une infraction, ni d'une des infractions visées à l'article 183 de ce Code, créées par l'une des lois qui y sont énumérées;
- 5° avoir réussi un examen médical dans les 9 mois précédant le début de sa formation à l'École.

L'examen médical vise à s'assurer de la capacité physique et mentale du candidat à suivre le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie.

Cet examen est effectué par un médecin désigné par l'École et comporte, notamment, un questionnaire médical décrit à l'annexe «A» du présent règlement, la prise des signes vitaux, un examen de la vue, un audiogramme tonal, une prise de sang mesurant la formule sanguine complète (FSC) et le profil biochimique du candidat, une analyse d'urine ainsi qu'un examen physique complet relatif aux systèmes physiologiques et

conditions médicales suivantes:

- le système musculo-squelettique;
- les yeux et l'acuité visuelle;
- les oreilles, le nez, la gorge;
- l'acuité auditive;
- le système cardiovasculaire;
- le système pulmonaire;
- le système neurologique;
- le système endocrinien;
- le système gastro-intestinal;
- le système génito-intestinal;
- le système dermatologique;
- le système hématologique;
- les maladies infectieuses;
- l'oncologie.

Le candidat doit fournir au médecin toutes les informations demandées par ce dernier et se soumettre, le cas échéant, à tout examen ou analyse additionnels qu'il juge appropriés.

Si le candidat ne réussit pas l'examen médical, le médecin doit indiquer sur le formulaire décrit à l'annexe «B» du présent règlement s'il s'agit d'une incapacité temporaire ou permanente.

6° avoir réussi, pour le candidat qui détient un diplôme d'études collégiales en techniques policières, un des tests, épreuves ou cours de langue suivants:

— l'épreuve uniforme de français, langue d'enseignement et de littérature, tel que prescrit par le ministre de l'Éducation en vertu de l'article 26 du Règlement sur le régime des études collégiales, approuvé par le décret n° 1006-93 du 14 juillet 1993;

— l'épreuve de langue française exigée par un établissement d'enseignement de niveau universitaire conformément à la Loi sur les établissements de niveau universitaire (L.R.Q., c. E-14.1);

— les cours d'appoint en langue française suivis dans un établissement d'enseignement de niveau universitaire;

— le test «SEL» administré par Télé-Université au sein du réseau de l'Université du Québec;

— le test «Ministerial Examination of College English, Language of Instruction and Literature» pour le candidat provenant du Collège John Abbott.

7° payer les frais exigibles en vertu de l'article 42 de la loi;

8° avoir réussi le test d'aptitude physique décrit à l'annexe «C» du présent règlement dans les 3 mois précédant le début de sa formation à l'École;

9° avoir réussi, dans les 2 ans précédant le début de sa formation à l'École, le cours de «soins d'urgence» offert dans un établissement d'enseignement collégial ou le cours de «réanimation cardiorespiratoire» ou toute formation équivalente offerte par l'un des organismes suivants:

- Ambulance St-Jean;
- Croix-Rouge canadienne;
- Fondation des maladies du coeur du Québec;
- Société de sauvetage.

10° donner ses empreintes digitales à un représentant autorisé de l'École;

11° être de bonnes moeurs.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 4; A.M., 2003 du 22-10-03, a. 1; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 2.

5. Toute demande d'admission doit être présentée par écrit au registraire sur le formulaire fourni à cette fin et être accompagnée des documents suivants:

1° le certificat de naissance ou le certificat de citoyenneté du candidat;

2° une copie certifiée conforme du bulletin d'études collégiales indiquant la sanction des études (DEC) ou (AEC) émis par un officier autorisé d'un établissement d'enseignement collégial;

3° une copie du permis de conduire;

4° un document attestant que le candidat a réussi l'un des cours prévus au paragraphe 9° de l'article 4;

5° un document attestant que le candidat provenant du Collège John Abbott a réussi le test «Ministerial Examination of College English, Language of Instruction and Literature»;

6° dans le cas du candidat détenant une attestation d'études collégiales, celui-ci doit fournir un document attestant d'une promesse d'embauche dans les fonctions de policier d'un corps de police.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 5; A.M., 2003 du 22-10-03, a. 2; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 3.

6. [Disposition abrogée.]

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 6; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 4.

7. [Disposition abrogée.]

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 7; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 4.

§4. Programme de formation initiale en enquête policière

A.M., 2002 du 28-06-02.

8. Le programme de formation initiale en enquête policière permet à l'étudiant d'acquérir les compétences de base en enquête policière.

Ce programme de formation a pour objectif général de préparer l'étudiant à intervenir adéquatement et efficacement dans le contexte des opérations policières spécifiquement reliées à l'enquête policière. Il permet notamment à l'étudiant d'acquérir les compétences suivantes:

1° effectuer une enquête policière;

2° accomplir les procédures légales liées à des activités d'enquête policière, dans le respect des droits;

3° manifester des comportements et des attitudes en accord avec l'éthique et la déontologie policière;

4° établir des liens entre l'analyse de la criminalité et l'enquête policière;

5° communiquer dans un contexte d'enquête policière;

6° traiter l'information relative à l'enquête policière;

7° gérer son travail dans un contexte d'enquête policière.

La durée minimale de ce programme est de 285 heures.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 8.

9. Pour être admis au programme, un candidat doit être titulaire du diplôme en formation initiale en patrouille-gendarmerie délivré par l'École ou avoir obtenu l'attestation d'équivalence délivrée en vertu de la section III.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 9.

§5. Programme de formation initiale en gestion policière

A.M., 2002 du 28-06-02.

10. Le programme de formation initiale en gestion policière permet à l'étudiant d'acquérir les compétences de base en gestion policière.

Ce programme a pour objectif général de préparer l'étudiant à intervenir adéquatement et efficacement dans le contexte des opérations policières spécifiquement reliées à la gestion policière. Il permet notamment à l'étudiant d'acquérir les compétences suivantes:

- 1° structurer les activités de l'équipe;
- 2° établir des liens entre des lois et des règlements et la pratique policière;
- 3° mobiliser les membres de l'équipe;
- 4° commander une opération majeure;
- 5° procéder à l'évaluation du rendement des policiers;
- 6° superviser les activités de l'équipe;
- 7° s'intégrer à la fonction de superviseur ou de chargé d'un bureau d'enquête;
- 8° apprécier des problèmes éthiques de la police contemporaine;
- 9° élaborer des orientations stratégiques et des plans d'action;
- 10° gérer des ressources humaines;
- 11° gérer des ressources budgétaires et matérielles;
- 12° piloter la transformation d'une organisation policière;
- 13° mobiliser des acteurs aux plans politique, administratif et opérationnel;
- 14° assurer la direction d'activités opérationnelles lors de crises et d'événements d'envergure;
- 15° assurer le déroulement d'activités opérationnelles régulières.

La durée minimale de ce programme est de 900 heures.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 10.

11. Pour être admis au programme, un candidat doit être titulaire du diplôme en formation initiale en patrouille-gendarmerie délivré par l'École ou avoir obtenu l'attestation d'équivalence délivrée en vertu de la section III.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 11.

§6. [Intitulé abrogé.]

A.M., 2002 du 28-06-02; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 4.

12. [Disposition abrogée.]

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 12; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 4.

§7. [Intitulé abrogé.]

A.M., 2002 du 28-06-02; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 4.

13. [Disposition abrogée.]

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 13; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 4.

**SECTION II
ÉVALUATION ET DIPLÔME**

A.M., 2002 du 28-06-02.

14. L'École évalue les apprentissages liés à un programme ou à une activité de formation professionnelle auquel l'étudiant est inscrit.

L'évaluation se fait au moyen d'examens théoriques, de travaux, de mises en situation, de simulations ou de démonstrations.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 14.

15. L'École délivre à chaque étudiant inscrit à un programme ou à une activité de formation professionnelle un relevé de notes qui fait état des résultats de l'évaluation de ses apprentissages.

Les résultats d'une évaluation d'un apprentissage sont établis comme suit:

A+	=	90 à 100%
A	=	87 à 89%
A-	=	84 à 86%
B+	=	81 à 83%
B	=	78 à 80%
B-	=	75 à 77%
C+	=	72 à 74%
C	=	69 à 71%
C-	=	66 à 68%
D+	=	63 à 65%
D	=	60 à 62%

E = 59% et moins

La note de passage est établie à «D».

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 15; A.M., 2003 du 22-10-03, a. 3.

16. L'École délivre un diplôme à l'étudiant qui a obtenu au moins la note «D» pour chacune des compétences d'un programme et qui a payé les frais de scolarité exigibles en vertu de l'article 42 de la loi. Le diplôme mentionne le nom de l'étudiant et le titre du programme.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 16; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 5.

SECTION III

RECONNAISSANCE D'ÉQUIVALENCE

A.M., 2002 du 28-06-02.

17. Une équivalence à un programme ou à une activité de formation professionnelle de l'École peut être accordée lorsqu'un candidat démontre que sa formation scolaire, extrascolaire ou son expérience professionnelle lui ont permis d'acquérir les compétences mentionnées pour ce programme dans le présent règlement ou pour l'activité de formation professionnelle concernée.

L'École évalue si le candidat possède les compétences du programme ou de l'activité de formation professionnelle pour lequel une équivalence est demandée.

L'évaluation se fait au moyen d'examens théoriques, de travaux, de mises en situation, de simulations ou de démonstrations.

Aux fins d'une demande d'équivalence au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, l'École ne considère que les diplômes délivrés par l'un des établissements d'enseignement suivants:

- Atlantic Police Academy;
- École de la Gendarmerie royale du Canada;
- Justice Institute of British Columbia;
- Ontario Police College.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 17; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 6.

18. Toute demande d'équivalence doit être présentée par écrit au registraire sur le formulaire fourni à cette fin et le candidat doit acquitter les frais exigibles en vertu de

l'article 42 de la loi. Cette demande doit être accompagnée des documents suivants:

1° l'original d'une lettre d'un corps de police visé à l'article 43 de la loi attestant qu'il est intéressé à retenir les services de ce candidat lorsque ce dernier désire obtenir une équivalence au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie;

2° une copie certifiée conforme de son bulletin ou de son relevé de notes, incluant une description des cours suivis;

3° une copie du diplôme obtenu pour lequel une équivalence est demandée;

4° l'original d'une lettre d'un corps de police attestant de l'expérience professionnelle de ce candidat, le cas échéant.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 18; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 7.

19. Le registraire doit, dans les 30 jours de l'évaluation, informer par écrit le candidat de la décision de l'École d'accorder ou non l'équivalence demandée.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 19.

20. Lorsqu'une équivalence est accordée, elle est indiquée au relevé de notes et une attestation d'équivalence est délivrée par l'École au candidat.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 20; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 8.

SECTION IV HOMOLOGATION

A.M., 2002 du 28-06-02.

21. L'École peut, à la demande d'un corps de police, homologuer une activité de formation professionnelle conçue à l'extérieur de ses cadres, lorsque celle-ci est susceptible d'être intégrée dans ses programmes ou activités de formation professionnelle offerts en perfectionnement professionnel.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 21; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 9.

22. Toute demande d'homologation doit être présentée par écrit au registraire sur le formulaire fourni à cette fin. Cette demande doit être accompagnée du plan de cours concerné, lequel doit indiquer les objectifs généraux et spécifiques, le contenu, le contexte de réalisation de la formation et le processus et les modalités d'évaluation de ce cours.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 22.

23. Le registraire doit, dans les 30 jours de la décision, informer par écrit le corps de police de la décision de l'École d'accorder ou non l'homologation demandée.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 23; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 10.

24. Le corps de police inscrit l'étudiant à l'École à chaque activité de formation professionnelle homologuée et paie à cette dernière les frais exigibles en vertu de l'article 42 de la loi.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 24; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 11.

SECTION V

DISPOSITIONS FINALES

A.M., 2002 du 28-06-02.

25. Le présent règlement remplace les articles 1 à 14 du Règlement sur les programmes de formation de l'Institut de police du Québec approuvé par le décret n° 1195-99 du 20 octobre 1999.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 25.

26. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication(1) à la *Gazette officielle du Québec*.

A.M., 2002 du 28-06-02, a. 26.

ANNEXE «A»

QUESTIONNAIRE MÉDICAL

Nom _____	Prénom _____
Numéro de dossier _____	
Adresse _____	
Code postal _____	Téléphone _____

I) HISTOIRE MÉDICALE PERSONNELLE

Avez-vous déjà souffert ou souffrez-vous des problèmes ou symptômes suivants?
(Si oui, remplir les cases appropriées)

	Antérieurement	Actuellement	Commentaires
Tête, nez, bouche & gorge			

	Antérieurement	Actuellement	Commentaires
Saignement du nez fréquent			
Congestion nasale fréquente			
Voix rauque sans rhume			
Difficulté à avaler			
Perte de goût ou de l'odeur			
Oreilles et acuité auditive			
Diminution de l'audition			
Utilisation de prothèses auditives			
Vertige - étourdissement			
Sifflement des oreilles			
Yeux et vision			
Glaucome			
Cataracte			
Blessure aux yeux			
Irritation des yeux (démangeaison)			
Chirurgie des yeux			
Port de lunettes correctrices			
Port de lentilles de contact			
Système gastro-intestinal			
Douleurs abdominales persistantes			
Vomissement de sang			
Ulcère			
Hépatite			
Jaunisse			
Selles noirâtres - sang dans les selles			
Constipation persistante			
Diarrhée persistante			
Hémorroïdes			
Système urinaire			
Pierres au rein			
Maladie des reins			

	Antérieurement	Actuellement	Commentaires
Sang dans les urines			
Urines fréquentes			
Système cardiovasculaire			
Douleurs ou serrements à la poitrine			
Palpitations ou trouble du rythme			
Haute pression artérielle			
Jambes enflées (oedème)			
Souffle cardiaque			
Maladie vasculaire			
Maladie cardiaque (angine - crise cardiaque)			
Système pulmonaire			
Essoufflement			
Sueurs nocturnes persistantes			
Toux matinale avec crachats			
Toux avec crachats de sang			
Pneumonie			
Asthme			
Tuberculose			
Emphysème			
Système musculo-squelettique			
Arthrite - arthrose			
Douleurs articulaires - musculaires			
Bursite ou tendinite			
Douleurs au cou ou cervicales			
Douleurs ou problèmes de l'épaule			
Douleurs ou problèmes de dos			
Douleurs poignets - mains - coudes			
Douleurs ou problèmes de genoux			
Douleurs de pieds ou de chevilles			
Troubles psychologiques – humeur			

	Antérieurement	Actuellement	Commentaires
Problème de drogue ou d'alcool			
Tentative de suicide			
Dépression			
Anxiété			
Trouble de l'attention			
Attaque de panique			
Claustrophobie			
Peur des hauteurs			
Système endocrinien – métabolique			
Diabète			
Hypoglycémie			
Maladie de la glande thyroïde			
Système neurologique			
Maux de tête			
Convulsion, épilepsie			
Perte de connaissance - évanouissement			
Engourdissement - faiblesse des membres			
Tremblement			
Peau			
Eczéma			
Éruption cutanée			
Urticaire			
Maladies infectieuses			
Sida ou VIH positif			
Rhumatisme articulaire aigu			
Sang - système lymphatique			
Anémie			
Maladies hémorragiques			

	Antérieurement	Actuellement	Commentaires
Transfusions sanguines			
Oncologie (cancer)			
Cancer (spécifiez type)			
Chirurgie			
Radiothérapie			
Chimiothérapie			
Système reproducteur homme			
Masse (bosse) testiculaire			
Système reproducteur femme			
Masse (bosse) au niveau des seins ou aisselles			
Douleurs menstruelles sévères			
Date des dernières menstruations:			
Autres conditions (spécifiez):			

II) HOSPITALISATION

Avez-vous déjà été hospitalisé? (Si oui, remplir les cases appropriées)

	1 ^{re} fois	2 ^e fois	3 ^e fois
Raison (diagnostic)			
Date (mois/année)			
Nom du Centre hospitalier			

III) INDEMNISATION

Avez-vous déjà demandé ou reçu des prestations ou paiement d'indemnités en raison d'une blessure, maladie, invalidité ou accident d'automobile? (Si oui, remplir les cases appropriées)

Date (mois/année)	Nature de la blessure (diagnostic)	Type de traitement	Type de séquelles

Commentaires:

IV) ALLERGIES

Avez-vous des allergies? Non ☐ Oui ☐

Précisez: _____

V) MÉDICATION

Prenez-vous des médicaments? Non ☐ Oui ☐

Précisez: _____

VI) ANTÉCÉDENTS PATHOLOGIQUES FAMILIAUX

Maladies	Père	Mère	Frères/soeurs
Maladie cardiaque			
Hypertension artérielle			
Maladie pulmonaire			
Asthme			
Diabète			
Migraine			
Rhumatisme - arthrite			
Dépression - anxiété - suicide			
Alcoolisme			
Cancer			

16

Signature du candidat

Date

A.M., 2003 du 22-10-03, a. 4; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 13.

**ANNEXE «B»
RAPPORT D'EXAMEN MÉDICAL**

Nom _____ Prénom _____

Numéro de dossier _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Le candidat ci-dessus mentionné a subi un examen médical le ____ / ____ / ____.

Je suis d'opinion que ce candidat:

☐ A réussi l'examen médical prescrit au paragraphe 5° de l'article 4 du Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec.

☐ N'a pas réussi l'examen médical prescrit au paragraphe 5° de l'article 4 du Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec en raison d'une:

☐ Incapacité permanente

☐ Incapacité temporaire

Je ne suis pas en mesure de me prononcer présentement car je suis dans l'attente:

☐ D'information(s) complémentaire(s)

☐ D'une correction à un problème médical

☐ D'un avis spécialisé

☐ D'un test médical complémentaire

☐ Autre (spécifiez): _____

Commentaires additionnels:

Signature du médecin évaluateur

Date

A.M., 2003 du 22-10-03, a. 4; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 13.

ANNEXE «C»

RAPPORT DU TEST D'APTITUDE PHYSIQUE (TAP-ENPQ)

Nom			Prénom		
Numéro de dossier			Sexe		
Cégep			Poids kg		
			Taille		
			Âge		
Centre accrédité					
Adresse					
Code postal			Téléphone		

Test d'aptitude aérobie-navette 20 mètres (Minimum à atteindre: 6,5 paliers)		
_____ paliers	R <input type="checkbox"/>	E <input type="checkbox"/>

Circuit chronométré (Durée maximale de 392 secondes)		
_____ secondes	R <input type="checkbox"/>	E <input type="checkbox"/>

Stations indépendantes (Durée maximale de 240 secondes)		
---	--	--

À jour à la *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, fascicule n° 2 du 9 janvier 2008.

Appareil de force	R <input type="checkbox"/>	E <input type="checkbox"/>
Transport de mannequin	R <input type="checkbox"/>	E <input type="checkbox"/>
RCR	R <input type="checkbox"/>	E <input type="checkbox"/>
_____ secondes	R <input type="checkbox"/>	E <input type="checkbox"/>

Note: R = Réussite et E = Échec

- ☐ Le candidat a réussi le test d'aptitude physique (TAP – ENPQ) ci-dessus mentionné.
- ☐ Le candidat n'a pas réussi l'une des parties du test d'aptitude physique (TAP – ENPQ) ci-dessus mentionné.

Signature de l'évaluateur

Date

A.M., 2003 du 22-10-03, a. 4; A.M. 2005 du 12-12-05, a. 13.

A.M. 2002 du 28-06-02, (2002) 134 *G.O.* 2, 4871;

A.M. 2003 du 22-10-03, (2003) 135 *G.O.* 2, 4840;

A.M. 2005 du 12-12-05, (2005) 137 *G.O.* 2, 7449.

Notes

1 (Commentaire déroulant - Note de l'Éditeur)

Le présent règlement a été publié le 10 juillet 2002.

THE TRAINING PLAN REGULATION OF THE ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

[R.R.Q., c. P-13.1, r. 1.1.]

!(1)

M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 12.

(R.S.Q., c. P-13.1, s. 16)

DIVISION I TRAINING

§1. *Academic year*

1. The academic year of the École nationale de police du Québec begins on August 1 of one year and ends on July 31 of the following year.

M.O. 2002, s. 1; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 1.

§2. *Areas of training*

2. The School offers professional training programs and activities in the 3 following areas of police work:

- (1) police patrolling;
- (2) police investigation;
- (3) police management.

M.O. 2002, s. 2.

§3. *Basic training program in police patrolling*

3. The basic training program in police patrolling is designed to help a student learn basic police patrolling skills.

The over-all objective of this training program is to prepare a student to intervene adequately and efficiently within the framework of police operations specifically related to the functions of a police officer. It especially allows students to acquire the following skills:

- (1) strategically patrol an intervention sector;
- (2) intervene during regular situations;

- (3) intervene during at-risk situations;
- (4) intervene during planned situations;
- (5) integrate into police interventions the legal, methodological, technical (shooting, driving, physical intervention), psycho-social, community and ethical aspects.

The minimum duration of this program is 434 hours.

M.O. 2002, s. 3.

4. To be admitted to this program an applicant must, at the time of their application for admission and until they have completed their training, meet the following conditions:

- 1° be a Canadian citizen;
- 2° have obtained a diploma of college studies in police technology issued by the Minister of Education or an attestation of college studies in police technology issued by a college institution and, in this case, have previously obtained from a police force a promise of employment in the functions of a police officer;
- 3° hold a driver's licence allowing him or her to drive an emergency vehicle;
- 4° not have been found guilty, in any place, of an act or omission defined in the Criminal Code (Revised Statutes of Canada (1985), chapter C-46), as an offence or of an offence referred to in section 183 of that Code under one of the acts listed therein;
- 5° have passed a medical examination within 9 months preceding the start of his training at the School.

The purpose of this medical examination is to ensure that the applicant has the necessary physical and mental abilities to attend the basic training program in police patrolling.

The medical examination is performed by a physician appointed by the School and includes, among other things, a medical questionnaire described in Schedule "A" of this regulation, the taking of vital signs, an eyesight test, a puretone audiogram, a blood sample providing a complete blood count (CBC) and the biochemical profile of the applicant, a urinalysis as well as a complete physical examination with respect to the following physiological systems and medical conditions:

- musculoskeletal system;
- eyes and visual acuity;
- ears, nose and throat;
- auditory acuity;
- cardiovascular system;

- pulmonary system;
- neurological system;
- endocrine system;
- gastrointestinal system;
- genitointestinal system;
- dermatological system;
- haematological system;
- infectious diseases;
- oncology.

The applicant must provide the physician with the necessary information and submit to any additional examination or analysis the latter deems appropriate.

If the applicant fails the medical examination, the physician must specify in the form described in Schedule “B” of this regulation if the disability is temporary or permanent;

6° in the case of an applicant holding a diploma of college studies in police technology, have passed one of the following language tests, examinations or courses:

- the uniform examination in French, language of instruction and literature, as prescribed by the Minister of Education pursuant to section 26 of the College Education Regulations, approved by Order in Council No. 1006-93 dated July 14, 1993;
- the French examination required by an educational institution at the university level, in accordance with An Act respecting educational institutions at the university level (R.S.Q., c. E-14.1);
- the French language academic upgrading course taken in an educational institution at the university level;
- the “SEL” test administered by Télé-Université within the Université du Québec network;
- the Ministerial Examination of College English, Language of Instruction and Literature” test for an applicant from the John Abbott College.

7° pay the fees chargeable pursuant to section 42 of the Act;

8° have passed the physical achievement test described in Schedule “C” of this regulation within 3 months preceding the start of his training at the School;

9° have passed, within 2 years preceding the start of his training at the School, the “emergency care” course offered by a college institution or the “cardiopulmonary resuscitation” course, or any equivalent training offered of the following organizations:

- St. John Ambulance;

— Canadian Red Cross;

— Quebec Heart Foundation;

— Lifesaving Society.

10° provide his fingerprints to an authorized representative of the School;

11° be of good moral standing.

M.O. 2002, s. 4; M.O., 2003 dated 22-10-03, s. 1; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 2.

5. All applications for admission must be submitted in writing to the registrar using the form provided for that purpose and accompanied by the following documents:

1° the applicant's birth certificate or citizenship certificate;

2° a certified copy of the college report card mentioning the diploma (DEC) or (AEC) issued by an authorized officer of a college institution;

3° a copy of the driver's license;

4° a document attesting that the applicant has passed one of the tests provided for in section 4, subsection 9;

5° a document attesting that applicants from the John Abbott College have passed the "Ministerial Examination of College English, Language of Instruction and Literature" course;

6° candidates holding an attestation of collegial studies must provide a document attesting that they have obtained from a police force a promise of employment in the functions of a police officer.

M.O. 2002, s. 5; M.O., 2003 dated 22-10-03, s. 2; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 3.

6. [*Provision repealed.*]

M.O. 2002, s. 6; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 4.

7. [*Provision repealed.*]

M.O. 2002, s. 7; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 4.

§4. Basic training program in police investigation

8. The basic training program in police investigation allows students to acquire basic police investigation skills.

The over-all objective of this program is to prepare a student to intervene adequately and efficiently within the framework of police operations specifically related to police investigations. It especially allows students to acquire the following skills:

- (1) perform police investigations;
- (2) carry out legal procedures related to police investigation activities, in accordance with due rights;
- (3) show behaviours and attitudes consistent with general ethics and police ethics;
- (4) establish connections between criminal analysis and police investigation;
- (5) communicate in the context of a police investigation;
- (6) handle information relative to the police investigation;
- (7) manage their work in the context of a police investigation.

The minimum duration of this program is 285 hours.

M.O. 2002, s. 8.

9. To be admitted to this program an applicant must hold a basic training diploma in police patrolling issued by the School, or they must have obtained the attestation of equivalence issued under Section III.

M.O. 2002, s. 9.

§5. Basic training program in police management

10. The basic training program in police management allows a student to acquire basic skills in police management.

The over-all objective of this program is to prepare students to intervene adequately and efficiently in the context of police operations specifically related to police management. It especially allows students to acquire the following skills:

- (1) structure the activities of the team;
- (2) establish connections between laws and regulations and police practice;
- (3) mobilize the members of the team;
- (4) control major operations;
- (5) conduct a performance appraisal of police officers;

- (6) supervise the activities of the team;
- (7) become integrated into the function of supervisor or person in charge of an investigation office;
- (8) assess the ethical problems of present-day police;
- (9) develop strategic directions and action plans;
- (10) manage human resources;
- (11) manage budgetary and material resources;
- (12) pilot the transformation of a police organization;
- (13) mobilize the actors on the political, administrative and operational levels;
- (14) lead operational activities during large-scale crises and events;
- (15) ensure the progress of regular operational activities.

The minimum duration of this program is 900 hours.

M.O. 2002, s. 10.

11. To be admitted an applicant must hold a basic training diploma in police patrolling issued by the School or have obtained the attestation of equivalence issued pursuant to Section III.

M.O. 2002, s. 11.

§6. Advanced training

12. [*Provision repealed.*]

M.O. 2002, s. 12; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 4.

§7. In-service training

13. [*Provision repealed.*]

M.O. 2002, s. 13; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 4.

DIVISION II EVALUATION AND DIPLOMA

14. The School evaluates the skills related to a program or professional training activity in which the student is registered.

The evaluation is done by means of theory exams, field work, situation scenarios, simulations or demonstrations.

M.O. 2002, s. 14.

15. The School issues to each student registered in a program or professional training activity a transcript of the student's grades stating his evaluation results.

The evaluation results are established as follows:

A+ = 90 to 100%

A = 87 to 89%

A- = 84 to 86%

B+ = 81 to 83%

B = 78 to 80%

B- = 75 to 77%

C+ = 72 to 74%

C = 69 to 71%

C- = 66 to 68%

D+ = 63 to 65%

D = 60 to 62%

E = 59% or less

The minimum pass mark is "D".

M.O. 2002, s. 15; M.O., 2003 dated 22-10-03, s. 3.

16. The School issues a diploma to a student who has obtained at least a "D" in each of the skills included in a program and who has paid the tuition fees chargeable under section 42 of the Act. The name of the student and the title of the program are mentioned on the diploma.

M.O. 2002, s. 16; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 5.

DIVISION III

RECOGNITION OF EQUIVALENCE

17. An equivalence for a program or professional training activity the School may be

granted to an applicant when this applicant can show that his educational training, informal training or work experience enabled him to acquire the skills required for the program referred to in this regulation or for the professional training activity concerned.

The School determines if the applicant has the necessary skills for this program or for the professional training activity for which an equivalence is requested.

The evaluation is done by means of theory exams, field work, situation scenarios, simulations or demonstrations.

The School shall only consider diplomas issued by one of the following educational institutions for the purpose of an application for equivalence to the basic training program in police patrolling:

- Atlantic Police Academy;
- Royal Canadian Mounted Police Academy;
- Justice Institute of British Columbia;
- Ontario Police College.

M.O. 2002, s. 17; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 6.

18. Any application for equivalence must be submitted in writing to the registrar on the form provided for that purpose and the applicant must pay the chargeable fees pursuant to section 42 of the Act. The following documents must be included with the application:

(1) an original letter from a police force referred to in section 43 of the Act attesting its interest in engaging the services of this applicant when the latter wishes to obtain an equivalence for the basic training program in police patrolling;

(2) a certified copy of the applicant's report card or student's grades including a description of the courses taken;

(3) a copy of the diploma for which an equivalence is requested;

(4) an original letter from a police force attesting to the work experience of this applicant, if any.

M.O. 2002, s. 18; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 7.

19. The registrar must, within 30 days of the evaluation, notify the applicant in writing of the School's decision to grant the requested equivalence or not.

M.O. 2002, s. 19.

20. When an equivalence is granted, it is mentioned on the transcript of the student's

grades and an attestation of equivalence is issued to the applicant by the School.

M.O. 2002, s. 20; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 8.

DIVISION IV

APPROVAL OF ACTIVITIES

21. The School may, at the request of a police force, approve a professional training activity that has been developed outside the School when this activity is liable to be integrated into its programs or professional training activities offered in advanced training.

M.O. 2002, s. 21; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 9.

22. Any application for approval of activities must be submitted in writing to the registrar on the form provided for that purpose. This application must be accompanied by the course training plan, which must state the over-all and specific objectives, the course content, the context of the training and the evaluation process and procedure for this course.

M.O. 2002, s. 22.

23. Within 30 days of the application, notify the police force in writing of the School's decision to grant the requested confirmation.

M.O. 2002, s. 23; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 10.

24. The police force registers the student at the School for each professional training activity and pays the School the approval of activities fees chargeable pursuant to section 42 of the Act.

M.O. 2002, s. 24; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 11.

DIVISION V

FINAL PROVISIONS

25. This regulation replaces sections 1 to 14 of the *Règlement sur les programmes de formation de l'Institut de police du Québec* (D. 1195-99)

M.O. 2002, s. 25.

26. This regulation comes into force on 10 July 2002.

M.O. 2002, s. 26.

SCHEDULE "A"

MEDICAL QUESTIONNAIRE

Last Name _____	First Name _____
File Number _____	
Address _____	
Postal Code _____	Telephone _____

D) PERSONAL MEDICAL HISTORY

Have you ever suffered or do you currently suffer from the following problems or symptoms? (If yes, appropriate boxes)

	Previously	Currently	Comm
Head, Nose, Mouth and Throat			
Frequent nose bleed			
Frequent nasal congestion			
Hoarseness without a cold			
Difficulty swallowing			
Loss of taste or smell			
Ears and Auditory Acuity			
Hearing loss			
Use of hearing aids			
Vertigo – dizziness			
ringing in the ears			
Eyes and Vision			
Glaucoma			
Cataract			
Eye injury			

Eye irritation (itching)			
Eye surgery			
Wearing corrective glasses			
Wearing contact lenses			

	Previously	Currently	Comm
--	------------	-----------	------

Gastrointestinal System

Persistent abdominal pain			
Vomiting blood			
Ulcer			
Hepatitis			
Jaundice			
Black stools – blood in stools			
Persistent constipation			
Persistent diarrhea			
Hemorrhoids			

Urinary System

Kidney stones			
Kidney disease			
Blood in urine			
Frequent urination			

Cardiovascular System

Chest pain or tightening			
--------------------------	--	--	--

Palpitations or irregular heartbeats			
High blood pressure			
Swollen legs (oedema)			
Heart murmur			
Vascular disease			
Heart disease (angina and/or heart attack)			

Pulmonary System

Shortness of breath			
Persistent night sweats			
Morning cough with sputum			
Cough with blood			
Pneumonia			
Asthma			

	Previously	Currently	Comm
Tuberculosis			
Emphysema			

Musculo-skeletal system

Arthritis – Arthrosis			
Muscular or articular pain			
Bursitis or tendinitis			
Neck pain or cervical pain			

Pain or shoulder problems			
Pain or back problems			
Pain in wrists – hands – elbows			
Pain or knee problems			
Pain in feet or ankles			

Psychological – Mood Disorder

Drug or alcohol problem			
Suicide attempt			
Depression			
Anxiety			
Attention disorder			
Panic attack			
Claustrophobia			
Fear of heights			

Endocrine system – Metabolism

Diabetes			
Hypoglycemia			
Thyroid disease			

Neurological System

Headaches			
Convulsion, epilepsy			
Loss of consciousness – fainting			

	Previously	Currently	Comments
Numbness – weakness in the limbs			
Tremor (shaking)			
Skin			
Eczema			
Skin rash			
Hives			
Infectious Diseases			
Aids or HIV positive			
Rheumatic fever			
Circulatory – Lymphatic System			
Anemia			
Hemorrhagic disease			
Blood transfusions			
Oncology (Cancer)			
Cancer (specify type)			
Surgery			
Radiotherapy			
Chemotherapy			
Male Reproductive System			
Testicular lump			
Female Reproductive System			

Breast or armpit lump			
Severe menstrual pain			
Date of last period:			

Other Conditions Specify:

II) HOSPITALIZATIONS

Have you ever been hospitalized? (If yes, fill out the appropriate boxes)

	1 st time	2 nd time	3 rd
Reason (diagnosis)			
Date (month/year)			
Name of the hospital			

III) COMPENSATION

Did you ever apply for or receive benefits or compensation payments as a result of an injury, an illness, a disability or motor vehicle accident? (If yes, fill out the appropriate boxes)

Date (Month/Year)	Type of injury (Diagnosis)	Nature of treatment	Type of

--	--	--	--

Comments:

IV) ALLERGIES

Do you suffer from allergies?

No ☐ Yes ☐

Specify: _____

V) MEDICATION

Are you take any medication?

No ☐ Yes ☐

Specify: _____

VI) FAMILY MEDICAL HISTORY

Diseases	Father	Mother	Broth
Heart disease			
Hypertension			
Pulmonary disease			
Asthma			
Diabetes			
Migraine			
Rheumatism – arthritis			

Depression – anxiety – suicide			
Alcoholism			
Cancer			
Other diseases (specify)			

VII) PERSONAL LIFESTYLE

1) Smoker: No ☐ Yes ☐

Number of cigarettes/day: _____

Former smoker: No ☐ Yes ☐

If yes, number of years: _____

2) Alcohol: No ☐ Yes ☐

Quantity:

☐ More than 2 glasses a day

☐ 1-2 glasses a day

☐ Occasionally

3) Tea-coffee: No ☐ Yes ☐

Number of cups/day: _____

4) Drugs: No ☐ Yes ☐

Specify: _____

5) What is your general stress level?

☐ None ☐ Low

☐ Average

☐ High

☐ Excessive

6) Do you exercise?

No ☐ Yes ☐

☐ Frequency

☐ Less than

☐ 1 hour to

☐ More than
week

What type(s) of physical activities do you practice? _____

I attest that the above information is true to the best of my knowledge. I am aware that any false statement concerning the information provided in the questionnaire could cancel request for my admission to the École nationale de police du Québec.

Signature of the applicant

Date

M.O. 2003 dated 22-10-03, s. 4; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 13.

SCHEDULE "B"
MEDICAL EXAMINATION REPORT

Last Name _____	First Name _____
File Number _____	
Address _____	
Postal Code _____	Telephone _____

The above-mentioned applicant submitted to a medical examination on ____/____/____.

It is my opinion that the applicant:

☐ Passed the medical examination prescribed in section 4, subsection 5 of the Règlement sur le régime d'admission à l'École nationale de police du Québec.

☐ Did not pass the medical examination prescribed in section 4, subsection 5 of the Règlement sur le régime d'admission à l'École nationale de police du Québec in reason of a:

☐ Permanent disability

☐ Temporary disability

I cannot reach a decision because I am waiting for:

☐ Additional information

- ☐ The medical problem to be remedied
- ☐ Specialize advice
- ☐ Additional medical testing
- ☐ Other (specify): _____

Additional comments:

Signature of assessing physician

Date

M.O. 2003 dated 22-10-03, s. 4; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 13.

SCHEDULE "C"
REPORT OF PHYSICAL ACHIEVEMENT TEST (PAT-ENPQ)

Last Name _____ First Name _____
File Number _____ Sex M ☐ F ☐ Date of Assessment _____
CEGEP _____ Weight _____ kg Height _____ Age _____
Accredited Centre _____
Address _____
Postal Code _____ Telephone _____

Aerobic Endurance Test – 20-Metre Scheduled Run

(Minimum to be achieved: 6.5 levels)		
_____ levels	P <input type="checkbox"/>	F <input type="checkbox"/>

Timing Circuit (Maximum duration of 392 seconds)		
_____ seconds	P <input type="checkbox"/>	F <input type="checkbox"/>

Autonomous Station (Maximum duration of 240 seconds)		
Strength apparatus	P <input type="checkbox"/>	F <input type="checkbox"/>
Dummy carrying	P <input type="checkbox"/>	F <input type="checkbox"/>
CPR	P <input type="checkbox"/>	F <input type="checkbox"/>
_____ seconds	P <input type="checkbox"/>	F <input type="checkbox"/>

Note: P = Pass F = Fail

☐ The applicant passed the above-mentioned physical achievement test (PAT – ENPQ).

☐ The applicant failed to pass part of the above-mentioned physical achievement test (PAT – ENPQ).

Signature of assessor

Date

M.O., 2003 dated 22-10-03, s. 4; M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 13.

M.O. 2002, (2002) 134 *G.O.* 2, 3812;

M.O. 2003 dated 22-10-03, (2003) 135 *G.O.* 2, 3235;

M.O. 2005 dated 12-12-05, (2005) 137 *G.O.* 2, 5585.

Notes

1 (Commentaire déroulant - Editor's note)

This Regulation was formerly entitled “Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec”.

M.O. 2005 dated 12-12-05, s. 12.

RÈGLEMENT SUR LES QUALITÉS MINIMALES REQUISES POUR EXERCER LES FONCTIONS D'ENQUÊTE DANS UN CORPS DE POLICE

[R.R.Q., c. P-13.1, r. 0.3.]

(L.R.Q., c. P-13.1, a. 116)

1. Le policier qui exerce une fonction d'enquêteur doit avoir réussi le Programme de formation initiale en enquête policière de l'École nationale de police du Québec.

Le policier qui occupe un poste à temps plein et a pour tâche principale de faire des enquêtes criminelles exerce une fonction d'enquête.

D. 599-2006, a. 1.

2. Malgré l'article 1, le policier qui, en voie d'acquérir la formation requise, a réussi le cours Droit pénal appliqué à l'enquête policière de l'École, peut exercer une fonction d'enquêteur sous la supervision d'un policier enquêteur, pourvu qu'il ait débuté sa formation dans les six mois de son entrée en fonction et qu'il l'ait terminée au plus tard 30 mois après cette date.

Le directeur du corps de police peut, pour motif valable, permettre la prolongation de la durée de la formation. Il soumet au ministre un rapport annuel expliquant les prolongations octroyées.

D. 599-2006, a. 2.

3. Le policier qui, le 12 juillet 2006, exerce une fonction d'enquêteur ou se trouve sur une liste d'admissibilité permettant d'accéder à un tel emploi, n'est pas soumis à l'obligation d'avoir réussi la formation prévue aux articles 1 et 2 tant qu'il conserve son emploi à la Sûreté du Québec, au sein du même corps de police municipal ou de celui qui lui a succédé à la suite de la création d'une régie, d'un regroupement de municipalités ou de l'intégration du corps de police à la Sûreté du Québec.

D. 599-2006, a. 3.

4. Le présent règlement entrera en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication(1) à la *Gazette officielle du Québec*.

D. 599-2006, a. 4.

D. 599-2006 du 28-06-06, (2006) 138 *G.O.* 2, 2967.

Notes

1 (Commentaire déroulant - Note de l'Éditeur)

Le présent règlement a été publié le 12 juillet 2006.

REGULATION RESPECTING THE MINIMUM QUALIFICATIONS REQUIRED TO EXERCISE INVESTIGATIVE FUNCTIONS WITHIN A POLICE FORCE

[R.R.Q., c. P-13.1, r. 0.3.]

(R.S.Q., c. P-13.1, s. 116)

1. A police officer who exercises an investigative function must have successfully completed the basic training program in police investigation offered by the École nationale de police du Québec.

A police officer who holds a full-time position and whose main duty is to conduct criminal investigations exercises an investigative function.

O.C. 599-2006, s. 1.

2. Despite section 1, a police officer who, while acquiring the required training, has successfully completed the course entitled *Droit pénal appliqué à l'enquête policière* given by the School may exercise an investigative function under the supervision of a police investigator, provided the police officer begins the training within six months after the date on which the officer's investigative function commences and completes the training not later than 30 months after that date.

The director of the police force may, for a valid reason, authorize an extension of the training period. The Director is to submit an annual report to the Minister explaining the extensions.

O.C. 599-2006, s. 2.

3. A police officer who, on 12 July 2006 is exercising an investigative function or is on an eligibility list for such employment is not required to successfully complete the training referred to in sections 1 and 2 so long as the police officer remains employed by the Sûreté du Québec, the same municipal police force or the police force that succeeds the municipal police force following the creation of a board or an amalgamation of municipalities, or following integration of the police force into the Sûreté du Québec.

O.C. 599-2006, s. 3.

4. This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication⁽¹⁾ in the *Gazette officielle du Québec*.

O.C. 599-2006, s. 4.

Updated to *Gazette officielle du Québec*, Part 2, No. 2 dated 9 January 2008.

O.C. 599-2006 dated 28-06-06, (2006) 138 *G.O.* 2, 2117.

Notes

1 (Commentaire déroulant - Editor's note)

The present regulation was published on 12 July 2006.

CREE REGIONAL AUTHORITY
POLICING BY-LAW

Approved by GCCEI-CRA Council-Board Resolution No. 2007-38 and GCCEI-CRA
Executive / Executive Committee Resolution No. 2007-38

CREE REGIONAL AUTHORITY POLICING BY-LAW

TABLE OF CONTENTS

I	PURPOSE OF THE CRA POLICING BY-LAW	1
II	DEFINITIONS.....	1
III	ESTABLISHMENT OF THE EEOYOU-EENOU POLICE COMMISSION.....	2
	Division 1 Mandate of the Commission	2
	Division 2 Composition of the Commission	2
	Division 3 Chair and Vice-Chair	3
	Division 4 Commission member Qualifications	4
	Division 5 Commission Meetings	5
	Division 6 Ethics and Professional Conduct of the Commission.....	5
	Division 7 Limitation of Liability and Indemnification.....	5
	Division 8 Mandate of the Commission	6
IV	FINANCIAL MATTERS.....	7
V	SUPERVISION, PUBLIC AWARENESS, POLICIES AND PROCEDURES OF THE EEOYOU-EENOU POLICE AND COMMISSION	8
	Division 1 Supervision of Eeyou-Eenou Police.....	8
	Division 2 Policies and Procedures Development for the Eeyou-Eenou Police and the Commission	9
	Division 3 Public Awareness.....	10
	Division 4 Training	10
VI	HUMAN RESOURCES.....	11
	Division 1 Officers and Employees of the Eeyou-Eenou Police.....	11
	Division 2 Human Resources Committee.....	12
VII	INTERNAL DISCIPLINE.....	13

Division 1	Breaches of Discipline	13
Division 2	Disciplinary procedures	20
Division 3	Appeal Committee	21
Division 4	Appeal Process	22
Division 5	Remission for a Breach of Discipline	23
VIII	INDEMNIFICATION.....	25
IX	TRANSMITTAL OF THE PRESENT BY-LAW TO QUÉBEC'S MINISTER OF PUBLIC SECURITY	25
	ANNEX 1 CODE OF ETHICS AND PROFESSIONAL CONDUCT	26

CREE REGIONAL AUTHORITY POLICING BY-LAW

WHEREAS Section 19 of the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA), to be amended by Complementary Agreement no. 19, will provide that the Eeyou-Eenou Police is constituted under the control and administration of the CRA;

WHEREAS the Eeyou-Eenou Police shall be governed by the present CRA Policing By-Law;

I PURPOSE OF THE CRA POLICING BY-LAW

1. The purpose of the present By-Law is to:
 - a) establish the Eeyou-Eenou Police Commission and determine its mandate and its role;
 - b) establish the procedures for preparing and approving the annual budget for the Eeyou-Eenou Police and the Commission;
 - c) delineate the functions of the Commission in matters of supervision of the Eeyou-Eenou Police, public awareness, and development of policies and procedures of the Eeyou-Eenou Police;
 - d) establish the procedures and roles of the Eeyou-Eenou Police and the Commission in matters of human resources;
 - e) establish an internal complaints and disciplinary procedure as well as an appeal board for all internal disciplinary matters.

II DEFINITIONS

2. In this By-Law:
 - a) "*Chair*" means the Chair of the Commission;
 - b) "*Code of Ethics and Professional Conduct*" means the Code of Ethics and Professional Conduct attached to this By-Law as Annex 1 and forming an integral part of this By-Law;
 - c) "*Commission*" means the Eeyou-Eenou Police Commission established by section 3 of this By-Law;
 - d) "*Council*" means the Council of the CRA;
 - e) "*CRA*" means the Cree Regional Authority;

- f) "Executive Committee" means the Executive Committee of the CRA.

III ESTABLISHMENT OF THE EYYOU-EENOU POLICE COMMISSION

3. The Eeyou-Eenou Police Commission, is hereby established in order to exercise the functions described herein.

Division 1 Mandate of the Commission

4. The mandate of the Eeyou-Eenou Police Commission is to enhance peace, harmony and justice throughout Eeyou Istchee and to ensure the highest standards of police conduct for the Eeyou-Eenou Police. In carrying out this mission, the Commission will carry out the functions and duties assigned to it under this bylaw and shall strive to maintain the highest level of professionalism and accountability.

Division 2 Composition of the Commission

5. The Commission is composed of ten (10) voting members who are Cree beneficiaries of the James Bay and Northern Québec Agreement, including a Chair and a Vice-Chair.
6. The vice-chairman of the CRA is exofficio a member of the Commission, has a right to vote thereon and shall be the Chair of the Commission.
7. The nine (9) other members of the Commission shall be affiliated to each of the following Cree communities:
- the Cree Nation of Chisasibi;
 - the Eastmain Band;
 - the Cree Nation of Mistissini;
 - the Cree Nation of Nemaska;
 - the Whapmagoostui First Nation;
 - The Crees of the Waskaganish First Nation;
 - the Waswanipi Band;

the Cree of Wemindji;

the Oujé-Bougoumou Cree Nation.

8. The members of the Commission other than the Chairman are appointed by the Council for a term of three (3) years. However, as regards the Commission's inaugural members, three (3) members shall be appointed for a period of one (1) year, three (3) members shall be appointed for a term of two (2) years, and three (3) members shall be appointed for a term of three (3) years.
9. Every member of the Commission remains in office at the expiry of his term until he is reappointed or replaced, except in the case of resignation, death or removal from the Commission by a majority vote of the Council.
10. If a member of the Commission is absent or unable to act, the Council may appoint a person to replace him for as long as he is absent or unable to act. A member of the Commission absent for three (3) consecutive meetings without valid reason shall be replaced by the Council without further notice.
11. The members of the Commission shall designate amongst themselves a Vice-Chair which shall be designated for a term of one (1) year.
12. The Police Director of the Eeyou-Eenou Police shall attend the meetings of the Commission and may participate in the debates of the Commission, but without any voting rights.
13. The Administrative Assistant of the Eeyou-Eenou Police shall attend the meetings of the Commission in order to act as a secretary of the meeting. The Administrative Assistant of the Eeyou-Eenou Police shall also ensure the effective operation thereof, shall prepare the files and manage the meetings of the Commission and shall accomplish the tasks required by the Chairman of the Commission. The Administrative Assistant of the Eeyou-Eenou Police does not have voting rights during the meetings of the Commission.

Division 3 Chair and Vice-Chair

14. The Chair shall preside the meetings of the Commission. All decisions of the Commission shall be made by a majority of votes cast. In the event of a tie-vote, the Chair has a casting vote.
15. The Chair is responsible for the application of the Code of Ethics and Professional Conduct. The Chair shall regularly attend meetings of the

Council of the CRA in order to ensure coordination and proper reporting of the Commission and Eeyou-Eenou Police.

16. The Vice-Chair shall replace the Chair when the latter is absent or unable to act or, if the position of Chair is vacant, until a new Chair is appointed. The Vice-Chair shall, in such circumstances, exercise the functions and powers assigned to the Chair by this By-Law.

Division 4 Commission member Qualifications

17. The members of the Commission shall be of good moral character and must not have been found guilty of an offence under the *Criminal Code*.
18. The following criteria will guide the selection of the members of the Commission:
 - a) the individual is respected by the community;
 - b) the individual is active in the community and has established associations with the community's values and concerns;
 - c) the individual has pertinent experience in the area of justice or policing or in the areas of financial management, business management, human resources, public relations or in any other sector which may be deemed useful for the purposes of the Commission;
 - d) the individual has successfully passed a police criminal background check and showing that individual does not hold a criminal record and is not the subject of an on-going criminal investigation.
19. The following persons are disqualified from being a member of the Commission:
 - a) a judge;
 - b) a justice of the peace;
 - c) an employee of the Eeyou-Eenou Police, whether he is part of the policing staff or the civilian staff thereof;
 - d) a person who holds a criminal record.

Division 5 Commission Meetings

20. The quorum of the Commission is at least fifty percent (50%) plus one (1) of its members, one of whom is either the Chair or the Vice-Chair.
21. At a minimum, the Commission shall hold four (4) meetings per year.
22. All meetings of the Commission shall be public. Exceptionally, a meeting may be held in private when personnel issues are to be discussed.
23. The Commission may hold its meetings at any place in Quebec determined by it.
24. The Commission may adopt rules for its internal management.
25. The CRA policy for travel expenses apply to the members of the Commission.
26. The honorarium paid by the CRA to members of the Commission shall be determined in the budget of the Commission contemplated by Title IV hereof.

Division 6 Ethics and Professional Conduct of the Commission

27. A member of the Commission must refuse to participate in any deliberation of the Commission that would place him in a situation of conflict of interest.
28. A member of the Commission in exercising his powers and discharging his duties shall act honestly and in good faith with a view to the best interests of the CRA and exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.
29. The Code of Ethics and Professional Conduct appended hereto as Annex 1 applies to the members of the Commission.

Division 7 Limitation of Liability and Indemnification

30. The CRA shall indemnify a Commission member or a former Commission member and his heirs and legal representatives against all claims in respect of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which he is made a party by reason of being or having been a member of the Commission if:
 - a) the member acted honestly and in good faith with a view of the best interests of the CRA; and

- b) in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, the member had reasonable grounds for believing that his conduct was lawful.

Division 8 Mandate of the Commission

31. The mandate of the Commission is the following:

- a) to oversee the quality of police services provided by the Eeyou-Eenou Police;
- b) to provide general guidance and direction to the Eeyou-Eenou Police;
- c) to establish and enhance values to guide the activities and operations of the Eeyou-Eenou Police;
- d) to oversee the internal discipline procedures of the Eeyou-Eenou Police and to ensure the implementation of the provisions of the present bylaw dealing with internal discipline;
- e) to select and ensure the proper evaluation and set standards for the Police Director, Assistant Police Director, Administrative assistant, Public Relations Officer, Captains and Lieutenants;
- f) to develop, adopt, adjust, amend and, when necessary, cancel policies and procedures for the Commission and the Eeyou-Eenou Police;
- g) to establish a code of ethics for the civilian staff of the Eeyou-Eenou Police taking into account the code of ethics applicable to the Eeyou-Eenou Police;
- h) to evaluate and recommend, in consultation with the CRA Treasurer, the annual budget and personnel plan for the Eeyou-Eenou Police to be approved by the Council;
- i) to prepare and recommend, in consultation with the CRA Treasurer, the annual budget for the Commission to be approved by the Council;
- j) to organize and provide for training, as the Commission deems appropriate, to the members of the Commission and of the Eeyou-Eenou Police;

- k) to determine, organize and establish public awareness and crime prevention campaigns, as deemed appropriate by the Commission;
 - l) to carry out any other mandate concerning policing related matters which may be assigned to it from time to time by the Council.
32. In exercising its mandate, the Commission shall ensure that a high standard of quality and coherence is maintained in its activities and in those of the Eeyou-Eenou Police.
33. Except as expressly provided herein, the Commission shall not be involved in the day-to-day operations of the Eeyou-Eenou Police, nor shall any individual member of the Commission influence or interfere with the duties of the Police Director or Assistant Police Director or of other employees of the Eeyou-Eenou Police in the execution of their duties. However, the Commission may issue and communicate binding written policy directions to the Director of the Eeyou-Eenou Police in regard to the carrying out of his mandate.
34. When fulfilling its mandate, the Commission may consult, when required, a professional resource knowledgeable in the field of expertise concerned.
35. Where and when deemed appropriate by the Commission, it may establish local consultative policing committees and appoint members to such committees to address local policing and crime prevention issues.

IV FINANCIAL MATTERS

36. The Commission is responsible for the preparation of the annual budget of the Commission, in consultation with the CRA Treasurer, and must recommend its adoption to the Council.
37. The Police Director of the Eeyou-Eenou Police is responsible for the preparation of the annual budget, in consultation with the CRA Treasurer. He is also responsible for the preparation of the personnel plan of the Eeyou-Eenou Police. He will present these to the Commission, which will review them and provide its recommendations thereon to the Council.
38. The annual budget and annual personnel plan for the Eeyou-Eenou Police must be presented to the Commission before February 1st of the preceding financial year.
39. The budget and annual personnel plan for the Commission and of the Eeyou-Eenou Police with the recommendations of the Commission must be presented to the Council before March 31st of the preceding financial year.

40. The Eeyou-Eenou Police and the Commission must proceed by public tender for every contract for the performance of work or the supply of equipment or materials or the providing of services other than professional services involving an expenditure of fifty thousand dollars (\$50, 000) or more. In this regard, the Eeyou-Eenou Police and the Commission must follow any by-law established by the Council of the CRA setting out the procedures and requirements relating to the calling of tenders and awarding of contracts.
41. No expenditures may be authorized without a certificate from the Treasurer attesting that there are available moneys for the purposes contemplated thereby.

V SUPERVISION, PUBLIC AWARENESS, POLICIES AND PROCEDURES OF THE EYYOU-EENOU POLICE AND COMMISSION

Division 1 Supervision of Eeyou-Eenou Police

42. It is the duty of the Commission to oversee the activities of the Eeyou-Eenou Police.
43. In carrying out its role, the Commission shall ensure that Section 19 of the JBNQA and the applicable provisions of the *Police Act* are properly implemented by the Eeyou-Eenou Police.
44. The Police Director must transmit each year to the Commission an annual report:
 - a) listing and detailing all activities concerning, in particular, the progress of all disciplinary, conduct-related and criminal investigations involving any members of the Eeyou-Eenou Police and the corrective measures that have been implemented, if any;
 - b) concerning all the search warrants applied for during the year;
 - c) containing a copy of all internal verification reports and all follow-up documents related thereto.
45. The Police Director must present to the Annual General Assembly of the CRA and to the Commission each year:
 - a) a report on the administration and activities of the Eeyou-Eenou Police;

- b) a detailed report on disturbances to order and public security and on the crime rate in the Cree communities and in the James Bay Territory and, where appropriate, on the measures the Eeyou-Eenou Police intend to have implemented to address these issues;
- 46. The Commission must submit an annual report on its activities to the Annual Assembly of the CRA.
- 47. The Commission must also present a report on its activities and those of the Eeyou-Eenou Police to the Council whenever requested to do so by the Council.
- 48. The Commission shall also be consulted by the Eeyou-Eenou Police regarding the information and documentation to be transmitted to the governments of Québec and Canada.

Division 2 Policies and Procedures Development for the Eeyou-Eenou Police and the Commission

- 49. The Commission shall develop, adjust, amend and, when necessary, cancel policies and procedures for the Commission and for the Eeyou-Eenou Police.
- 50. The Commission shall publicize the policies and procedures within the Eeyou-Eenou Police and, if deemed required, within the Cree public. A copy of all such policies and procedures and any adjustments or amendments thereto must be forwarded by the Commission to the Council.
- 51. The Cree public shall minimally have access to summaries of such policies and procedures.
- 52. Without limitation whatsoever, the subject matters of such policies and procedures shall include the following:
 - a) recruitment, training, promotion;
 - b) community-based policing;
 - c) finance and administration;
 - d) selection of the Police Director, of the Assistant Police Director, of police officers and of civilian staff for the Eeyou-Eenou Police;
 - e) the setting of objectives for the Eeyou-Eenou Police;

- f) the establishment, adoption and monitoring of a five-year plan of operations for the Eeyou-Eenou Police;
- g) the supervision and evaluation of the members of the Eeyou-Eenou Police and employees assigned to the Eeyou-Eenou Police; and
- h) any other subject matters deemed appropriate by the Commission.

53. Each policy shall identify the person responsible for its implementation.

Division 3 Public Awareness

54. The Commission shall, as it deems appropriate, determine, organize and establish public educational and crime prevention programs. Amongst other things, the Commission shall ensure that the Cree population is adequately informed about the provisions of the *Police Act* regarding Police Ethics and Standards of Conduct of police officers and related complaints.

Division 4 Training

55. As deemed appropriate, the Commission shall organize or provide for training to the members for the Commission and of the Eeyou-Eenou Police in matters such as:

- a) policy making;
- b) directing and monitoring the performance of the Police Director;
- c) budgeting;
- d) community based policing and determining community needs;
- e) strategic planning;
- f) recent developments in the area of policing;
- g) personnel relations;
- h) other required training in order to ensure the performance of the duties, functions and responsibilities of the members and staff of the Eeyou-Eenou Police.

VI HUMAN RESOURCES

Division 1 Officers and Employees of the Eeyou-Eenou Police

56. The Eeyou-Eenou Police will be composed of the following positions:
- a) a Police Director;
 - b) an Assistant Police Director;
 - c) Captains;
 - d) Lieutenants;
 - e) Public Relations Officer;
 - f) Trainer/Monitor;
 - g) Major Crimes Investigators;
 - h) Criminal Investigators;
 - i) Court Liaison Officers;
 - j) Patrol Officers;
 - k) Senior Officers;
 - l) Interim Officers (Auxiliaries);
 - m) Trainees;
57. The civilian staff attached to the Eeyou-Eenou Police may include the following positions:
- a) Administrative assistant;
 - b) Dispatchers;
 - c) Clerks;
 - d) Cell Guards;
 - e) Secretaries/Receptionists;
 - f) Other support staff.

58. The Commission will determine the job descriptions, including the functions, responsibilities, authorities and required knowledge, abilities and personal attributes of candidates for each of the positions set out in sections 56 and 57 of this By-Law.

Division 2 Human Resources Committee

59. The members of the Commission shall appoint from amongst themselves a Human Resources Committee responsible for the selection, appointment and monitoring of the performance of:
- a) the Police Director of the Eeyou-Eenou Police;
 - b) the Assistant Police Director of the Eeyou-Eenou Police;
 - c) the Administrative assistant of the Eeyou-Eenou Police;
 - d) the Public Relations Officer;
 - e) Captains of the Eeyou-Eenou Police;
 - f) Lieutenants of the Eeyou-Eenou Police.
60. All appointments made by the Human Resources Committee must be approved by the Commission before any person may occupy the functions for which the appointment is made.
61. The Commission may request the advice of the Police Director of the Eeyou-Eenou Police in regard to the selection, appointment or monitoring of the performance of other senior administrators of the Eeyou-Eenou Police listed in section 59.
62. If the Human Resources Committee is of the view that the performance of the Police Director, the Assistant Police Director, the Administrative assistant, the Public Relations Officer, any Captain or Lieutenant of the Eeyou-Eenou Police is unsatisfactory, the Human Resources Committee may present a report to the Commission regarding the imposition of a disciplinary or corrective measure, including if need be, dismissal. However, the dismissal or deduction of salary of the Police Director or of any police officer of the Eeyou-Eenou Police who is not an employee within the meaning of the *Labour Code* may only be carried out in conformity with sections 96, 97 and 98 of the present By-Law.
63. For greater certainty, the selection, appointment and monitoring of the performance of the members of the Eeyou-Eenou Police (other than those listed in section 59) shall be the responsibility of the Police Director of the

Eeyou-Eenou Police or to those senior officers to whom the said Director may entrust such responsibility. The selection, appointment and monitoring of the performance of the civilian staff assigned to the Eeyou-Eenou Police shall be under the responsibility of the Police Director of the Eeyou-Eenou Police.

64. The Human Resources Committee shall also recommend to the Council the By-Law setting out the working conditions of the members of the Eeyou-Eenou Police and of its civilian staff.

VII INTERNAL DISCIPLINE

65. The following provisions are intended to promote the maintenance of the discipline required by the Eeyou-Eenou Police and respect of the rights of individuals. They are also intended to promote respect by members of the Eeyou-Eenou Police of their duties to behave in a manner appropriate to members of the Eeyou-Eenou Police and to refrain from reprehensible actions. They are not intended to replace the provisions of the *Police Act* concerning the standards of conduct of police officers and the rights of any person to lodge a complaint with the Québec Police Ethics Commissioner thereunder.
66. The Eeyou-Eenou Police must give priority to any complaint concerning the conduct of any of its members towards citizens.
67. Any failure or omission related to a duty or an obligation imposed by this Division constitutes a breach of discipline and makes the member liable to a disciplinary measure.

Division 1 Breaches of Discipline

68. A member of the Eeyou-Eenou Police must behave in a dignified manner. To that end, a member of the Eeyou-Eenou Police must refrain from any behaviour lacking in respect towards any person or adversely affecting the dignity or efficiency of the Eeyou-Eenou Police.
69. The following in particular constitute breaches of discipline by a member of the Eeyou-Eenou Police:
 - a) the use of obscene or insulting language;
 - b) misuse of authority, intimidation or harassment;
 - c) recourse to greater services than necessary to accomplish what is ordered or permitted;

- d) lack of respect and courtesy;
 - e) consorting or fraternizing without a satisfactory reason with persons known to have a criminal reputation;
 - f) while on duty, or in uniform whether on duty or not, consuming alcoholic beverages;
 - g) while on duty or in uniform whether on duty or not, being under the influence of alcoholic beverages, narcotics, hallucinogenic drugs, narcotic or anaesthetic preparations or any other substance capable of causing intoxication or weakening or disturbing the faculties, unless medically prescribed by a practicing physician;
 - h) keeping alcoholic beverages in a police vehicle or on the premises of the Eeyou-Eenou Police;
 - i) drinking alcoholic beverages immoderately or in a manner that discredits the Eeyou-Eenou Police, it being understood that consuming such beverages in a private residence while off duty does not constitute a breach of discipline insofar as such consumption of alcohol does not interfere with his duties as a member of the Eeyou-Eenou Police ;
 - j) being dressed during working hours in a manner not in accordance with the policies applicable to the Eeyou-Eenou Police;
 - k) buying, selling or possessing narcotics or any similar product the sale of which is prohibited or regulated, or being involved as intermediary in any such case, except where his work so requires.
70. A member of the Eeyou-Eenou Police must respect the rights of any person in his custody, and shall refrain from any indulgence towards such person.
71. The following in particular also constitute breaches of discipline by a member of the Eeyou-Eenou Police:
- a) negligence in the custody or surveillance of a prisoner;
 - b) providing a prisoner with alcoholic beverages, narcotics, hallucinogenic drugs, narcotic or anaesthetic preparations or any other substance capable of causing intoxication, weakening or disturbing the faculties or causing unconsciousness, unless medically prescribed by a practicing physician;

- c) carrying out transactions of any kind with a prisoner or attempting to obtain any benefit from a prisoner or to give a prisoner any benefit;
 - d) except in a emergency, searching a person of the other sex;
 - e) failing to search any prisoner in his custody, or in the case of a person of the other sex, failing to have a search made by a person of the same sex;
 - f) failing to keep in a safe place anything taken from a prisoner;
 - g) failing to make entries in the register of imprisonment and the register of confiscated articles;
 - h) interference in communications between a prisoner and his attorney;
 - i) the use of greater services than is necessary in dealing with a prisoner;
 - j) failing to watch over the safety and health of a prisoner;
 - k) suffering a young offender to be confined with an adult offender, or a female with a male, except in the cases prescribed by the law.
72. A member of the Eeyou-Eenou Police must only use a service weapon as a last resort, and then he must use it carefully and with concern of the safety of the public.
73. The following in particular also constitute breaches of discipline by a member of the Eeyou-Eenou Police:
- a) not maintaining or keeping in good operating condition a service weapon, or the ammunition entrusted to his care;
 - b) showing, handling or pointing a service weapon without sufficient cause;
 - c) failing to report to his superior each time a service weapon is used in carrying out duties;
 - d) not taking reasonable precautions to prevent the loss or theft of a service weapon or its use by an unauthorized person;
 - e) lending or transferring a service weapon;

- f) lack of care in the use and handling of a service weapon, particularly with unnecessary danger to the life or the safety of another person;
 - g) carrying or using in performing his duties, unless so permitted, a firearm other than that issued by the Eeyou-Eenou Police.
74. A member of the Eeyou-Eenou Police must respect the authority of the law and the courts and must cooperate in the administration of justice.
75. The following in particular also constitute breaches of discipline by a member of the Eeyou-Eenou Police:
- a) contravening any law enacted by a legally constituted authority in a manner likely to compromise the performance of his duties;
 - b) being convicted of or pleading guilty to an offence under the *Criminal Code*;
 - c) interfering with or contributing to interference with the course of justice;
 - d) concealing evidence or information with the intention of harming or favouring a person, in particular an accused, a complainant or a witness;
 - e) omitting or unduly delaying sending to his superior any information concerning crimes and offences of which he is a witness or of which he has knowledge.
76. A member of the Eeyou-Eenou Police must obey the requests, instructions and oral or written orders of his superiors.
77. The following in particular also constitute breaches of discipline by a member of the Eeyou-Eenou Police:
- a) refusal or failure to give an account to the Police Director or his representative of his actions in the performance of his duties;
 - b) refusal or failure to furnish a report in accordance with a superior's order concerning the actions he performed during work;
 - c) not performing the work assigned or not being in the place assigned by the superior.

78. A member of the Eeyou-Eenou Police must carry out his duties conscientiously and diligently.
79. The following in particular also constitute breaches of discipline by a member of the Eeyou-Eenou Police:
- a) refusing or inciting to refuse to perform duties;
 - b) negligence or carelessness in performing duties.
80. A member of the Eeyou-Eenou Police must be regular at his work.
81. The following in particular also constitute breaches of discipline by a member of the Eeyou-Eenou Police:
- a) not observing the working hours;
 - b) being absent from work without permission;
 - c) any trick or false statement used to extend a leave, to delay the return to work or to be absent from work;
 - d) exchanging with another member work or a shift to which he was assigned without the permission of his superior.
82. A member of the Eeyou-Eenou Police must perform his duties honestly.
83. The following in particular also constitute breaches of discipline by a member of the Eeyou-Eenou Police:
- a) maliciously damaging or destroying, losing through negligence or illegally transferring public or private property;
 - b) failing to report any destruction, loss or damage of property for the use of the Eeyou-Eenou Police;
 - c) using or permitting the use of property of the Eeyou-Eenou Police for a personal or an unauthorized use;
 - d) lending, selling or transferring an item of the uniform or the equipment provided by the Eeyou-Eenou Police;
 - e) falsifying, removing or destroying documents of the Eeyou-Eenou Police or documents in the custody of the Eeyou-Eenou Police or other official documents;

- f) submitting or signing a report or other writing, knowing it to be false or inaccurate;
 - g) claiming or authorizing without making the necessary verification the reimbursement of expenses not incurred, payment for hours of work not done or payment of unwarranted premiums;
 - h) failing or neglecting to account for or to remit within a reasonable time any sum of money or property received as member of the Eeyou-Eenou Police.
84. A member of the Eeyou-Eenou Police must perform his duties in a disinterested and impartial manner.
85. The following in particular also constitute breaches of discipline by a member of the Eeyou-Eenou Police:
- a) accepting, soliciting or demanding, directly or indirectly, a gift, reward, commission, discount, loan, discharge or debt, favour or any other benefit or consideration which could reasonably be perceived as compromising impartiality in the performance of duties;
 - b) paying, offering to pay or agreeing to offer a benefit, rebate of commission to a person of a nature to compromise the impartiality of such person in the performance of that person's duties;
 - c) paying, offering to pay or agreeing to offer a benefit, rebate or commission to a person, whether a member of the Eeyou-Eenou Police or not, in order that person may intercede to obtain a promotion, a transfer of any change in status as member of the Eeyou-Eenou Police;
 - d) using for personal ends, or for the purpose of obtaining a benefit or a profit, information obtained while performing duties or as a result of the position in the Eeyou-Eenou Police;
 - e) recommending the services of a particular attorney to a person who has been charged or with whom the member of the Eeyou-Eenou Police has been in contact in performing duties;
 - f) becoming surety in a case under the jurisdiction of a court of penal jurisdiction, except where warranted by family relations with the person charged;

- g) signing a letter of recommendation or other certificate knowing it to be false or inaccurate.
86. A member of the Eeyou-Eenou Police must avoid any situation where the member would be in a conflict of interest of a nature to compromise impartiality in the performance of duties or of a nature to influence adversely the member's judgment or sense of fairness.
87. In particular, holding directly or indirectly a permit for a place where public shows are held or alcohol consumed or holding directly or indirectly a pecuniary interest in such establishment constitutes a breach of discipline by a member of the Eeyou-Eenou Police.
88. When a member of the Eeyou-Eenou Police believes himself to be in a situation of conflict of interests or compromising the member's impartiality or of a nature to influence adversely the member's judgment or sense of fairness, the member must inform the immediate superior who shall instruct the member in the attitude to adopt.
89. In particular, a member of the Eeyou-Eenou Police must inform the immediate superior of the fact that the member is living with a person who holds directly or indirectly a permit for a place where public shows are held or alcohol consumed, or who holds directly or indirectly a pecuniary interest in such establishment.
90. A member of the Eeyou-Eenou Police who observes the commission of a breach of discipline affecting the protection or the safety of the public or likely to constitute a criminal offence, or who is informed of such breach of discipline, or who has reasonable and probable grounds for believing that such breach of discipline has been committed, must inform the immediate superior or the person in charge of the division of internal matters.
91. A member of the Eeyou-Eenou Police must obey his or her oath of allegiance and office and of confidentiality.
92. It shall constitute, in particular, a breach of discipline by a member of the Eeyou-Eenou Police to reveal information respecting an inquiry or the activities of the Eeyou-Eenou Police to persons not authorized by the Police Director or his representative, in particular, by transmitting documents.
93. A member of the Eeyou-Eenou Police must be politically neutral in the performance of his duties.
94. A member of the Eeyou-Eenou Police shall occupy solely with Eeyou-Eenou Police and the duties of his position. A member of the Eeyou-

Eeyou Police may not assume any other employment nor engage in any other business, directly or indirectly. For greater certainty, there is no breach of discipline when a member of the Eeyou-Eenou Police is engaged in activities for the benefit of his community of residence, on a voluntary basis or in exchange for a reasonable compensation, if the time required for this engagement allows him to perform his policing duties.

95. No disciplinary measure may be taken against a member of the Eeyou-Eenou Police or of the civilian staff of the Eeyou-Eenou Police for informing in good faith a hierarchical superior or a member of the Commission or any Committee contemplated by the present By-Law in regard to any breach of discipline by any member of the Eeyou-Eenou Police or a breach of the Code of ethics by a member of the Commission.

Division 2 Disciplinary procedures

96. The Chairman of the Commission shall be responsible for imposing all disciplinary measures on the following members of the Eeyou-Eenou Police, including as the case may be, warnings, reprimands, suspensions and dismissal:

- a) the Police Director of the Eeyou-Eenou Police;
- b) the Assistant Police Director of the Eeyou-Eenou Police;
- c) the Public Relations Officer.

However, in the case of disciplinary measures taken against the Police Director of the Eeyou-Eenou Police or a police officer of the Eeyou-Eenou Police who is not an employee within the meaning of the *Labour Code*, the Chairman must ensure that such person is not dismissed or his salary reduced, whatever his conditions of employment, except for cause and by a resolution adopted by an absolute majority of the members of the Council and served on the person to whom it applies in the same manner as a summons under the *Code of Civil Procedure*.

97. The Police Director shall be responsible for imposing disciplinary measures on all the members of the Eeyou-Eenou Police comprised of suspensions without pay for more than ten (10) workdays or dismissal except for those members listed in the previous section.

However, in the case of disciplinary measures taken against any police officer of the Eeyou-Eenou Police who is not an employee within the meaning of the *Labour Code*, the Police Director must ensure that such employee is not dismissed or his salary reduced, whatever his conditions

of employment, except for cause and by a resolution adopted by an absolute majority of the members of the Council and served on the person to whom it applies in the same manner as a summons under the *Code of Civil Procedure*.

98. A Captain and a Lieutenant of the Eeyou-Eenou Police may impose warnings, reprimands, suspensions without pay of ten (10) workdays or less and suspensions in view of dismissal on any member of the Eeyou-Eenou Police under his supervision.

However, in the case of disciplinary measures taken against any police officer of the Eeyou-Eenou Police who is not an employee within the meaning of the *Labour Code*, the Captain or the Lieutenant of the Eeyou-Eenou Police must ensure that such employee is not dismissed or his salary reduced, whatever his conditions of employment, except for cause and by a resolution adopted by an absolute majority of the members of the Council and served on the person to whom it applies in the same manner as a summons under the *Code of Civil Procedure*.

99. Prior to the imposition of a disciplinary measure, the concerned member of the Eeyou-Eenou Police may in some circumstances be subject to an internal investigation. In the event of an internal investigation, the Police Director (or the Chair of the Commission in the case of those members of the Eeyou-Eenou Police listed in section 96), may decide as an administrative measure that the concerned individual be suspended with pay pending the completion of the internal investigation.
100. In the case where a member of the Eeyou-Eenou Police is prosecuted for an offence under the Criminal Code, as an administrative measure that member shall be suspended with pay from the Eeyou-Eenou Police until the conclusion of his trial unless some other disciplinary measure consisting in a suspension without pay or dismissal was taken against the concerned members prior to or during that period.
101. A member of the Eeyou-Eenou Police may be the subject of a disciplinary measure notwithstanding the fact that he has been acquitted or convicted by a court of an offence with respect to which the facts giving rise to an accusation are the same as the facts on which the disciplinary measure is based.

Division 3 Appeal Committee

102. The Commission shall constitute an Appeal Committee comprised of three (3) persons.

103. The president of the Appeals Committee, who does not have to be a member of the Commission, shall be appointed by the Commission for a fixed term determined by the Commission and from amongst lawyers who have at least ten (10) years practice and are knowledgeable in internal police disciplinary matters.
104. The two (2) other members of the Appeal Committee shall be appointed by the Commission for a fixed term determined by the Commission and from among the members of the Commission.
105. The Appeal Committee shall act as a final internal appeal board from a decision imposing a disciplinary measure on a member of the Eeyou-Eenou Police consisting in a suspension without pay, a demotion or a dismissal. For greater certainty, warnings, reprimands, rebukes and suspensions with pay are not subject to such appeal.
106. Notwithstanding sections 102 to 105, the Appeal Committee shall not act as the final internal appeal board from a decision imposing the dismissal or a salary reduction for the Police Director or any police officer of the Eeyou-Eenou Police who is not an employee within the meaning of the *Labour Code*. In such case, the applicable provisions of the *Police Act* apply.

Division 4 Appeal Process

107. Any member of the Eeyou-Eenou Police has the right to appeal to the Appeal Committee a disciplinary measure imposed on him insofar as such disciplinary measure is a suspension without pay, a demotion or a dismissal. For greater certainty, warnings, reprimands, rebukes and suspensions with pay, as well as a decision imposing the dismissal or a salary reduction for the Police Director or any police officer of the Eeyou-Eenou Police who is not an employee within the meaning of the *Labour Code*, shall not be subject to an appeal to the Appeal Committee.
108. The member of the Eeyou-Eenou Police has fifteen (15) days from the date the disciplinary measure is first taken to appeal in writing to the Appeals Committee.
109. The Appeals Committee shall sit to review the appeal within three (3) months of receiving the letter of appeal.
110. The member of the Eeyou-Eenou Police who is appealing the disciplinary measure shall be informed of the date of the sitting of the Appeals Committee where the appeal will be decided.

111. The member of the Eeyou-Eenou Police who is appealing the disciplinary measure has a right to attend and make representations at the sitting of the Appeals Committee.

112. The decision of the Appeals Committee shall be final and binding.

Division 5 Remission for a Breach of Discipline

113. A police officer, even if no longer in active service, who was imposed a disciplinary measure for a breach of discipline may apply to the Commission for a remission subject to the following restrictions:

- a) No application may be made for a breach of discipline that led to a dismissal, a demotion or a suspension without pay;
- b) An application is inadmissible if:
 - i) the applicable waiting period, according to the rules set out in section 113, has not been observed;
 - ii) it is incomplete;
 - iii) the police officer was found guilty in any place, of an act or omission defined in the Criminal Code (Revised Statutes of Canada, 1985, chapter C-46) as an offence, or of an offence referred to in section 183 of that Code under one of the Acts listed therein, is under criminal prosecution or, in the year before the application, was the subject of an allegation concerning a criminal offence;
 - iv) at the time of the application, an ethics proceeding involving the police officer, including a complaint, is before the Commissioner, the ethics committee, the Court of Québec or any other higher court;
 - v) at the time of the application, the police officer is under another disciplinary measure, including the disciplinary measures contemplated by the present By-Law.

114. A remission may be applied for, in the case of a warning, reprimand or rebuke, two years after the disciplinary measure is enforced and, in the case of a suspension with pay, three years after the disciplinary measure is enforced.

A police officer who, having resigned or retired, could not be imposed a disciplinary measure but was declared disqualified from acting as a peace

officer may apply for a remission three years after the end of the disqualification period.

A police officer having been granted a remission who is imposed a disciplinary measure for a new breach of discipline may apply for a remission three years after the disciplinary measure for that breach of discipline is enforced.

A new application with respect to the same breach of discipline may be filed three years after the decision of the Commission to dismiss the first application.

115. If two or more penalties were imposed on the police officer simultaneously, the waiting period for applying for a remission is the one applicable for the most serious disciplinary measure.
116. The application for a remission identifies all the breach of disciplines for which the police officer was imposed a disciplinary measure, the disciplinary measure imposed for each breach of discipline. It also specifies the authority that rendered the final decision and the date of the decision.
117. A copy of the application is also sent to the Police Director so that the director may check whether the police officer was found guilty of an offence referred to in section 112 b) iii), is under criminal prosecution or, in the year before the application, was the subject of an allegation concerning a criminal offence.

When assessing an application, the Commission shall consider, among other factors, the seriousness of the breach of discipline and the conduct of the police officer since the resulting disciplinary measure was handed down, as well as the opinion of the Police Director.

118. The Commission invites the police officer concerned and the Police Director to submit observations either in writing within a specified period or verbally at a sitting convened when and where the Commission determines. The Commission is required to gather such observations in the case of a new application for the same breach of discipline or in the case of an application filed by a police officer who, after being granted a remission for a breach of discipline, is imposed a disciplinary measure for a new breach of discipline.
119. If an application is granted, the Commission shall issue a certificate which attests that the police officer concerned is granted a remission and lists all

the breach of disciplines for which the police officer was imposed a disciplinary measure.

The Commission shall send a copy of the certificate to the Police Director .

The remission granted is noted in the record of the police officer.

These provisions also apply to the revocation of a previously granted remission.

120. Once an application is granted, the breach of discipline for which the remission is granted may no longer be invoked against the police officer concerned, except if the remission is revoked or if a disciplinary measure is imposed for a new breach of discipline committed by the police officer.

Decisions of the Commission with respect to remissions are without appeal.

However, if a new fact is discovered that could have warranted a favourable decision, a police officer who has been denied a remission may apply to the Commission for a review of the decision. If the new fact warrants the revocation of a previously granted remission, a review may be undertaken by the Commission.

In those cases, the persons referred to in section 117 must be invited to submit observations under the conditions provided for in that paragraph.

The admissibility conditions and processing procedure provided for in this division apply to such applications or requests.

VIII INDEMNIFICATION

121. The CRA shall assume the case of and indemnify from any civil judgement of a monetary nature every member of the Eeyou-Eenou Police whose civil liability might be at issue by the actual performance of his duties as a member of the Eeyou-Eenou Police, except if a court of law has found his conduct to amount to gross negligence or a serious fault or except if his conduct was contrary to the orders or instructions given to him by his superiors.

IX TRANSMITTAL OF THE PRESENT BY-LAW TO QUÉBEC'S MINISTER OF PUBLIC SECURITY

122. A certified copy of the present By-Law shall be transmitted to the Minister of Public Security upon its adoption.

Annex 1
CODE OF ETHICS AND PROFESSIONAL CONDUCT

I. PRINCIPLES OF ETHICS AND OF PROFESSIONAL CONDUCT

1. The contribution of the members of the Commission to the carrying out of the mandate of the Commission must be made in respect of the law, with honour, loyalty, rigour, caution, diligence, efficiency, assiduity and fairness.
2. Each member of the Commission is required, in the performance of his duties, to respect the principles of ethics and professional conduct set out in the present code of ethics and professional conduct.
3. A member of the Commission is required to exercise discretion concerning the performance of his duties and is required to respect at all times the confidential nature of any information received as a member of the Commission.
4. A member of the Commission must show reserve in the public expression of his political opinions.
5. A member of the Commission must avoid placing himself in a situation of conflict between his personal interest and his official duties with the Commission.
6. A member of the Commission must reveal to the Chair of the Commission any direct or indirect interest he has in an organization, enterprise or association liable to place him in a situation of conflict of interest with the CRA. In the case of the Chair, he must reveal this information in writing to the Chairman of the CRA.
7. A member of the Commission must abstain from participating in and must withdraw from any deliberation or decision of the Commission involving any immediate family member. A member of the Commission must also abstain from participating in and must withdraw from any deliberation or decision of the Commission involving any organization, enterprise or association in which he has a direct or indirect interest if there is potential that he could personally benefit from his participation in the deliberations or decision-making of the Commission.
8. A member of the Commission must not use the property of the CRA to the advantage of himself or of a third party.
9. A member of the Commission cannot use any information obtained in or during the performance of his duties on the Commission to the advantage of himself or a third party.

10. A member of the Commission is not allowed to accept and keep a gift or benefit which may be perceived as an attempt to influence him as a Commission member. Any gift, token of hospitality or benefit so received must be returned to the donor or remitted to the CRA.
11. A member of the Commission cannot, either directly or indirectly, grant, solicit or accept a favour or benefit from the CRA for himself or a third party.
12. A member of the Commission must not allow himself to be influenced in his activities on the Commission by outside considerations such as the possibility of an appointment or job openings or offers.
13. A member of the Commission who has ceased to hold office must behave in a manner in which he does not gain any undue benefits from his previous duties on the Commission.
14. A member of the Commission who has ceased to hold office must not disclose confidential information he has received nor give anyone advice based on information unavailable to the public concerning the Commission, the Eeyou-Eenou Police or the CRA.
15. The Chair of the Commission must ensure the respect of the principles of ethics and rules of professional conduct by the members of the Commission.
16. A member of the Commission must observe the rules and principles set out in this code. At the time of his appointment, the member must sign the certification document produced in the appendix confirming that he has read and understood the present code and that he agrees to respect it.

APPENDIX TO THE CODE OF ETHICS
AND PROFESSIONAL CONDUCT

WHEREAS the *Code of Ethics and Professional Conduct* makes provision that the members of the Commission must certify that they acknowledged such *Code of Ethics* and that they commit themselves to follow the rules enacted in it;

I the undersigned, _____, member of the Eeyou-Eenou Police Commission, certify to have acknowledged the *Code of Ethics and Professional Conduct*; and commit myself to follow the rules provided for in this document so as to preserve the integrity of the Commission.

Signed at _____ the _____ of _____.

Name in capital letters of the member:

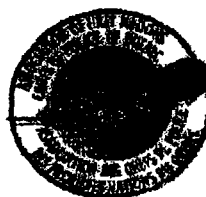
Signature of the member:

 _____

Name in capital letters of the witness:

Signature of the witness:

 _____



Association of First Nations Chiefs of Police of Quebec
Association des chefs de police des Premières Nations du Québec

January 23, 2008

Mr. Ashley Iserhoff
Deputy Grand Chief
Cree Regional Authority
277, Duke St. Suite 102
Montreal, Quebec
H3C 2M2

Dear Mr. Iserhoff:

RE: BILL 54

I am writing to express my gratitude and congratulate the Cree Regional Authority for forwarding change that allowed Bill 54 to see the light of day.

The First Nations Chiefs of Police Association of Quebec have always supported the need for structural change in Police Service delivery. We have been anxiously awaiting the results of the process that is now underway in the Cree territories. We see this change as necessary to ensure the normalization of police delivery in the Region of Quebec.

Over the past few years there has been positive enhancement made to improve First Nations Policing which can be attributed to a better understanding between First Nations communities and the Ministry of Public Security of Quebec.

The groundbreaking efforts of the Cree Regional Authority is truly recognized and respected by our membership.

We share the same goals and objectives the regional approach to policing offers to our communities. We see this approach as the only approach that would ensure professional services to our people while ensuring our place in the society that reside with us.

Again, we thank you and your organizations efforts to make Bill 54 a reality.

In Peace and Friendship,

A handwritten signature in black ink, appearing to be "GM", followed by a long horizontal stroke.

Gorden McGregor
President, AFNCPQ

GM/do

P.O. Box 330, Maniwaki (Quebec) J9E 3B4
Tel. (819) 449-6000/449-6076 Fax (819) 449-6055